

ACTES

IX

CONGRÈS MONDIAL DES VILLES
DU PATRIMOINE MONDIAL

KAZAN, 19 - 23 JUIN 2007



Catégorie

PRÉSENTATION DU COUVERTURE JURY CRIE © J. Paul Getty Trust, 2007.

COORDINATION DE L'AUTRE DE LA RAPPORT

JUAN MANUEL MARQUEL, ORGANISATION DES VILLES DU PATRIMOINE MONDIAL

FRANÇOIS DESCHAMPS, GETTY CONSERVATION INSTITUTE

KATHLEEN LOOPE, GETTY CONSERVATION INSTITUTE

AVEC LA COLLABORATION DE:

MICHAEL ARTHURSON, GETTY CONSERVATION INSTITUTE

DISTRIBUER

SOMO DESIGN S.A.

LE GETTY CONSERVATION INSTITUTE CRÉE LE RÉSEAU INTERNATIONAL AFIN DE FAIRE AVANCER LE DOMAINE DE CONSERVATION DES ARTS PLASTIQUES – EN PARTICULIER EN ORGANISANT COMME SUIVANT LES ŒUVRES, LES COLLECTIONS, L'ARCHITECTURE ET LES SITES. L'INSTITUTE CRÉE UN SERVICE DES PROGRAMMES DE LA CONSERVATION À TRAVERS DES PRÉSENTATIONS DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES, D'ÉDUCATION ET DE FORMATION, DES PROJETS FILIERS SUR LE TERRAIN, AINSI QUE LA TRANSFÉRENCES DES SÉMINAIRES DE SES TRAVAIL. NOTamment, CRÉER DES PROJETS DANS CE DOMAINE. DANS TOUTES SES INITIATIVES, LE GCI COMMENCE À DÉVELOPPER ET DÉFINIR DES CONSERVATIONS QUI ENRICHISSENT LES PRATIQUESCONCERNANT LES ORGANISATIONS RESPONSABLES DE LA CONSERVATION DES ARTS PLASTIQUES.

Copyright © 2007 J. Paul Getty Trust

TOUTES LES RÉPÉTES ONT ÉTÉ FAITES PAR CONTACTER LES
VILLAGES DE L'UNION D'ÉTATS POUR LE COUVERTURE DE CE
DISTRIBUER D'UNION D'ÉTATS POUR LE COUVERTURE. TOUTES
CHANGEMENTS SONT CARRÉS DANS LES SÉCTIONS SUIVANTES ET
L'ÉDITION D'ÉTATS PAR SONT.

THE GETTY CONSERVATION INSTITUTE
1200 GETTY CENTER DRIVE, SUITE 700
LOS ANGELES, CA 90048-0004
UNITED STATES

Téléphone 310-440-7328
Fax 310-440-0790
E-mail grimsd@getty.edu
www.getty.edu/conservation

INSTITUTIONS ORGANISatrices DE COUVERTURE



Instituto de las Ciudades
Instituto de las Ciudades
Instituto de las Ciudades
Instituto de las Ciudades



The Getty Conservation Institute



LA VILLE DE KARIM



CONGRÈS MONDIAL DES VILLES DU PATRIMOINE MONDIAL

KAZAN, 19 - 23 JUIN **2007**

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE L'OVP	7
-------------------------------	---

MESSAGE DU MAIRE DE KAZAN	9
---------------------------	---

MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE PAR INTÉRIM DE L'OVP	11
--	----

INTRODUCTION DU GETTY CONSERVATION INSTITUTE	15
--	----

ATELIER PRÉ-CONGRÈS DES MAIRES	17
--------------------------------	----

COMMUNICATIONS	21
----------------	----

Le patrimoine et l'économie : quelques concepts de base <i>Par David Throsby, Université Macquarie, Sydney</i>	22
---	----

Le développement durable basé sur la valorisation du tissu urbain historique <i>Par Mona Serageldin, Harvard University</i>	28
--	----

Le juste équilibre dans la gestion des pressions du développement dans les sites de patrimoine urbain. Les multiples valeurs des sites du patrimoine urbain <i>Par Eduardo Rojas, Banque interaméricaine de développement</i>	38
--	----

Outils pratiques de promotion conjointe du patrimoine et de l'économie dans les villes historiques. Une approche opérationnelle. <i>Par Jean-Louis Luxen, Culture, Patrimoine et Développement International</i>	46
---	----

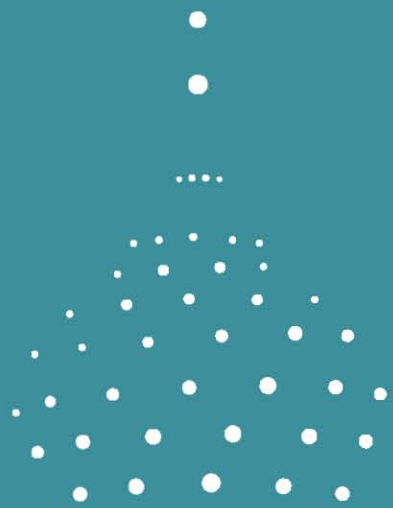
Résumé des débats 20 juin 2007 (Session 1) <i>Rapporteur: Dinu Bumbaru, Secretaria General ICOMOS</i>	52
---	----

Résumé des débats 21 juin 2007 (Session 2) <i>Rapporteur: Alfredo Conti, Président, ICOMOS-Argentina</i>	58
--	----

PANEL DE MAIRES	63
-----------------	----

Panel des maires 21 juin 2007 <i>Rapporteur: Patrice Béghain, Député-Maire, Ville de Lyon, France</i>	64
---	----

SÉANCE DE POSTERS	69
PROGRAMME DES ÉTUDIANTS	75
Rapport du programme des étudiants de Kazan 22 juin 2007 <i>Rapporteur : Ivan Mityashin, Kazan State University for Architecture and Engineering</i>	82
COMITÉ CONSULTATIF COMITÉ ORGANISATEUR LISTE DES PUBLICATIONS ANTÉRIEURES	85
Comité consultatif du 9e Congrès mondial de l'OVP	86
Comité organisateur du 9e Congrès mondial de l'OVP	86
Liste des publications antérieures de l'OVP	87



IX

MESSAGE DU

PRÉSIDENT DE L'OVP

Chers participants au 9^e Congrès mondial de l'OVP, l'Organisation des villes du patrimoine mondial a, durant sa courte existence, contribué de façon importante à rendre public et à sensibiliser les citoyens sur l'importance, pour une ville, de conserver son patrimoine.

Le patrimoine vivant dont nous avons hérité, particulièrement pour ceux d'entre nous qui ont le plaisir d'habiter dans une des villes du patrimoine mondial, est basé sur la protection et sur la gestion du patrimoine culturel, tout en ayant comme but premier le bien-être des habitants et des touristes qui nous rendent visite. Le patrimoine culturel de nos villes est souvent perçu comme un atout majeur pour le développement économique pour autant que ce dernier se réalise en tenant compte des valeurs sociales transmettant un sens d'identité, des valeurs spirituelles permettant de mieux le comprendre ainsi que des valeurs historiques améliorant les liens avec le passé. Ce sont ces caractéristiques qui font en sorte que notre réseau de 215 villes du patrimoine mondial est unique, en ce sens qu'elles partagent les mêmes valeurs dans le monde entier.

Nous, citoyens des villes ayant le privilège d'être inscrites sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, avons un engagement envers les 125 millions de personnes qui demeurent dans ces villes, car dès le moment où nous avons obtenu cette distinction de patrimoine culturel de l'humanité, nous avons eu à assumer les responsabilités qui s'étendent au-delà des frontières, des limites de nos propres villes et pays, car nous portons ces responsabilités quant à l'humanité tout entière.

C'est pour cette raison que chaque jour, l'OVP nous propose de nouveaux défis et de nouvelles propositions en ce qui a trait à la conservation et à la préservation du patrimoine dans nos villes. Le 9^e Congrès mondial de l'OVP « Kazan 2007 », portant sur le thème « Le patrimoine et l'économie », fut l'occasion de discuter et de trouver des solutions innovatrices dans le domaine du patrimoine mondial.

Chers participants, je suis heureux que ces aspects fort intéressants touchant le patrimoine aient été traités et qu'ils aient fait l'objet de discussions lors de notre congrès de juin. Je me permets de vous remercier chaleureusement pour votre participation à cette rencontre qui a été une expérience unique et merveilleuse et nous vous donnons rendez-vous pour notre prochain Congrès mondial de l'OVP en 2009.

MARCELO CABRERA PALACIOS

MAIRE DE CUENCA ET PRÉSIDENT DE L'OVP

MESSAGE DU**MAIRE DE KAZAN**

Au nom de tous les citoyens de Kazan, je vous salue et je vous remercie d'avoir choisi notre ville pour la tenue du 9e Congrès mondial de l'OVP.

La population de Kazan a été heureuse de vous accueillir en 2007. Nous espérons que, grâce à votre appui, ce congrès aura été l'un des plus réussis de l'histoire de l'OVP.

Kazan a été reconnue comme ville du patrimoine mondial en 2000 à la suite de l'inscription de son Kremlin sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Depuis 2003, Kazan accueille le Secrétariat régional de l'OVP pour la région Euro-Asie. Ce secrétariat fut créé grâce à l'appui des villes du patrimoine mondial de cette région. Le secrétariat d'Euro-Asie est très dynamique et plusieurs activités ont déjà été organisées à l'intention de cette région. Le 9^e Congrès mondial de l'OVP constitue un événement majeur, et il aura été le premier à être tenu sur le territoire d'Euro-Asie.

Les organisateurs du congrès ont effectué un travail important sur une thématique qui sera très utile pour la gestion du précieux patrimoine de nos villes et vous avez pu découvrir une des plus vieilles villes de la Russie, Kazan, qui en 2005, a célébré son millénaire. Le programme culturel vous a permis d'apprécier le Festival Tatar Sabantuy et une croisière sur la Volga d'où pouvait être admirée l'architecture de Kazan. Vous avez eu la chance découvrir la diversité culturelle de Kazan, sa richesse et son patrimoine immatériel tout en ayant le plaisir de déguster diverses cuisines d'origine russe, tatar et d'autres groupes ethniques.

Les habitants de Kazan ont été fiers de vous accueillir et nous espérons que vous avez pu profiter de notre hospitalité.

ILSOUR METSHIN**MAIRE DE KAZAN**

MESSAGE DE LA

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE L'OVPD PAR INTÉRIM

L'Organisation des villes du patrimoine mondial a été créée dans le but d'aider les villes inscrites sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO dont la population totale s'élève à plus de 125 millions de personnes, à adapter et à améliorer les méthodes de conservation ainsi qu'à promouvoir la gestion la plus efficace de leur patrimoine, les aidant ainsi à tirer profit des avantages du développement social et économique. Conformément à nos objectifs, le thème du 9^e Congrès mondial de l'OVPD, « Patrimoine et Économie », a eu pour but d'examiner en profondeur, avec l'aide d'experts de renommée mondiale, le concept selon lequel la préservation du patrimoine peut contribuer au développement économique durable d'une ville tout en protégeant son intégrité culturelle.

Nous sommes heureux de présenter les actes du 9^e Congrès mondial, qui a été tenu à Kazan, Fédération de Russie, en juin 2007. Ces actes représentent l'ensemble des présentations qui ont eu lieu pendant le congrès, et qui seront, nous l'espérons, une source utile d'informations et d'idées à partager avec toutes les villes du patrimoine mondial.

Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué à rendre cette publication possible.

LEE MINAIDIS

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE PAR INTÉRIM

ORGANISATION DES VILLES DU PATRIMOINE MONDIAL



THÈME DU CONGRÈS :
«PATRIMOINE ET ÉCONOMIE»

INTRODUCTION DU

GETTY CONSERVATION INSTITUTE

Le Congrès mondial de l'OVPM est un lieu d'échange unique. Tous les deux ans, il rassemble des politiciens et des professionnels engagés à préserver les villes historiques, tout particulièrement celles inscrites sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Le premier de ces événements a eu lieu en 1991. Depuis, cette rencontre biennale a permis aux participants de discuter de sujets d'intérêt commun, de partager leurs expériences et d'approcher de nouvelles stratégies pour faire face aux défis associés à la conservation et à la gestion des villes du patrimoine mondial. Ces événements ont aussi mis en avant le dynamisme et la disposition d'esprit de l'OVPM.

Lors d'une réunion tenue à Los Angeles en janvier 2006, des représentants de l'OVPM et de Kazan ont invité le GCI à assumer la responsabilité de la préparation (structure et contenu) du programme scientifique du 9^e Congrès mondial, sur le thème «Patrimoine et Économie». Le programme, organisé sur deux jours, a eu pour but d'offrir aux participants des présentations stimulantes au sujet des tous derniers développements liés à la thématique du congrès et de susciter un échange d'idées entre les politiciens et les professionnels du patrimoine. Il a aussi permis de faire participer des étudiants de Kazan, futurs économistes et architectes.

«Patrimoine et Économie» est un sujet d'actualité, et d'intérêt pour les maires et les professionnels de la conservation. Le patrimoine culturel des villes historiques est souvent perçu comme étant un atout majeur pour le développement économique et une source importante de revenus pour la ville et leurs habitants. Le tourisme joue un rôle de plus en plus important à cet égard. Toutefois, la protection et la gestion du patrimoine culturel d'une ville englobent aussi d'autres valeurs, tant culturelles que monétaires, qui doivent être comprises et sauvegardées. La ville ne peut être interprétée ni valorisée sans comprendre et préserver les valeurs sociales et spirituelles ; source d'identité, d'appartenance, ainsi que les valeurs culturelles et historiques qui renforcent les liens avec le passé et transmettent aux habitants et aux visiteurs un sens de continuité. Les maires et autres responsables s'efforcent toujours de trouver des solutions pratiques et durables aux problèmes qui surgissent au sein des villes historiques, et souvent, ils doivent faire face aux liens dynamiques entre le patrimoine et l'économie. Le 9^e Congrès mondial a permis d'examiner ces liens plus en profondeur et, ce faisant, de se pencher sur les relations complexes entre patrimoine et économie. Les participants ont pu non seulement apprécier de nouvelles approches d'analyse de ces relations, mais aussi avoir un aperçu du genre d'outils et de lignes directrices qui peuvent les aider à faire face avec plus de clairvoyance aux défis inévitables entre conservation de patrimoine et développement économique et social. Pour présenter le thème du Congrès, les organisateurs du 9^e Congrès mondial ont élaboré un programme comprenant : quatre présentations clés suivies de discussions en groupes restreints portant sur les questions soulevées ; un panel de maires qui met l'accent sur les impacts et la gestion du tourisme dans ces villes historiques ; une séance d'affiches présentant des études de cas liées au thème du congrès et proposées par ces participants, ainsi qu'un programme pour les étudiants de Kazan qui encourage les décideurs de demain à élaborer leurs idées sur le développement économique et le patrimoine de leur ville.

Cette publication comprend : les présentations ainsi qu'une introduction à chacun des éléments du programme ; un index des résumés de posters proposés par les participants et l'index des sujets d'étude de chaque groupe d'étudiants. Le succès d'une initiative telle que le Congrès mondial des villes du patrimoine mondial ne pourrait être possible sans l'intelligence, le talent et l'enthousiasme de nombreuses personnes. Nous aimerions remercier tous ceux qui y ont contribué ainsi que tous ceux qui ont participé à l'élaboration de cette publication.

FRANÇOISE DESCAMPS

PRÉSIDENTE DU COMITÉ CONSULTATIF

GETTY CONSERVATION INSTITUTE

ATELIER PRÉ- CONGRÈS DES MAIRES

L'Atelier des maires du 9^e Congrès mondial de l'OVP (l'Organisation des villes du patrimoine mondial) avait été conçu avant tout à l'intention des maires nouvellement élus, mais il s'est également adressé aux maires des villes du patrimoine mondial (ou à l'un de leurs représentants désignés) désireux d'échanger leurs idées sur la façon de faire face aux défis complexes associés à la protection et à la gestion des ressources historiques de leurs villes. C'était la deuxième fois que le Getty Conservation Institute (GCI) organisait un atelier des maires pour un congrès mondial de l'OVP, puisqu'il avait organisé un premier atelier à Cusco, au Pérou en septembre 2005. Ces deux ateliers ont été organisés le jour, immédiatement avant l'ouverture formelle du Congrès mondial. Ils ont été conçus de façon à assurer un équilibre entre les présentations formelles brèves, les visites de site et les débats informels entre les maires ou leurs représentants.

L'atelier s'est donné trois objectifs principaux :

- *promouvoir des discussions stimulantes sur des problèmes communs auxquels font face les maires de l'OVP, permettant ainsi un dialogue plus fructueux entre eux ;*
- *mettre l'accent sur les idées des maires envers le patrimoine culturel dont la conservation et la gestion leur ont été confiées ; et*
- *utiliser l'exemple d'étude de cas de Kazan en complément des points soulevés lors des présentations et des discussions, et aider ainsi les participants à se familiariser avec les défis auxquels est confronté Kazan.*

Pour atteindre ces objectifs, l'atelier s'est penché sur une question que se posent de nombreux maires au sujet de la protection des ressources historiques de leurs villes : comment réutiliser les bâtiments historiques qui sont soit détériorés, soit inoccupés ou qui ont besoin d'être modifiés, réhabilités ou réintégrés dans le tissu vivant de la ville ? L'atelier est donc parti de cette question critique parfois appelée la «réutilisation adaptative» pour répondre à des questions telles que :

- *Comment le site de l'étude de cas de Kazan se compare-t-il à d'autres sites similaires dans d'autres villes ?*
- *Quels principes, directives ou restrictions devrait-on appliquer à la réutilisation de l'architecture historique dans une ville du patrimoine mondial ?*
- *Comment peut-on mieux intégrer les lieux historiques dans le tissu physique et social d'une ville ?*
- *Pour tenter de réutiliser le tissu historique, ou effectivement protéger le patrimoine culturel d'une ville d'une manière générale, à qui les maires peuvent-ils s'adresser pour obtenir de l'aide ?*
- *En ce qui concerne la conservation du patrimoine culturel dans un contexte urbain, qu'est-ce qui fonctionne et qu'est-ce qui ne fonctionne pas ?*

Les réunions préliminaires avec les responsables de la ville de Kazan ont permis à ces responsables de participer activement à la planification et à la coordination de la logistique de l'atelier. La décision a été prise d'utiliser le quartier dans le voisinage de la cathédrale Saint-Pierre et Saint-Paul, où le GCI et la ville de Kazan ont estimé d'un commun accord qu'il existait plusieurs exemples de bâtiments qui gagneraient à être réutilisés en faisant appel à des méthodes créatives. Tandis que les responsables de Kazan se préparaient pour l'atelier, le GCI rassemblait une série de documents préparatoires destinés aux participants de l'atelier, y compris non seulement le matériel concernant le quartier

devant être utilisé pendant l'atelier, mais aussi le matériel portant sur une série d'exemples d'étude de cas de réutilisation adaptative issus de sites répartis dans le monde entier. Ces sites comprennent :

- *Bercy, Paris, France*
- *Vesterbro, Copenhague, Danemark*
- *Puerto Madero, Buenos Aires, Argentine*
- *Le centre historique de Quito, Équateur*
- *Riverfront, Singapour*
- *Xintiandi, Shanghai, Chine*
- *Beijing 798, Chine*
- *Lowell, Massachusetts, Etats-Unis*
- *Le Presidio, San Francisco, Californie, Etats-Unis*
- *Le port intérieur de Baltimore, Maryland, Etats-Unis*
- *Plusieurs cas de réutilisation adaptative du gouvernement australien*

L'atelier débuta par trois brèves présentations effectuées par des collègues venant de Kazan. Après la présentation d'ouverture effectuée par le maire, Ilсур Metshin, le site de l'étude a été présenté aux participants par deux architectes locaux : *Ernst Mavliutov*, a évoqué le plan urbain et le centre historique de Kazan, et *Olga Aksientieva*, a donné des informations supplémentaires sur le quartier historique de la cathédrale Saint-Pierre et Saint-Paul datant du 18^e siècle. Ces interventions ont été suivies par une présentation sur les principes de réutilisation adaptative, faite par Donovan Rypkema, un spécialiste en économie du patrimoine venant des Etats-Unis et qui travaille pour Heritage Strategies International à Washington, DC.

Rypkema a suggéré que la réutilisation adaptative des bâtiments historiques constituait une option importante pour la préservation de ces ressources culturelles. Il a souligné que l'exercice de cette option présentait des avantages clés pour les villes, les économies locales, les politiques publiques et la communauté de la conservation. Il a ensuite résumé les dénominateurs communs les plus significatifs des projets de réutilisation adaptative qui ont donné des résultats positifs : « un catalyseur imaginatif, la participation du secteur public, plusieurs sources de financement, la complexité, la nature laborieuse du projet, l'éventail d'utilisations possibles, la demande du public, le scepticisme, le compromis, la patience, et des objectifs plus larges mis en œuvre au-delà de la réutilisation du bâtiment lui-même ». Il a également expliqué certaines des erreurs communes que l'on peut commettre, et a conclu en soulignant les cinq règles les plus importantes associées à la réutilisation adaptative :

- *Impliquez dans la planification les professionnels locaux du patrimoine et les défenseurs du patrimoine, et ce dès le début du projet.*
- *Autant que possible, veillez à la réversibilité des changements.*
- *Laissez le bâtiment vous guider dans sa transformation.*
- *Utilisez sans exception des professionnels d'expérience.*
- *N'oubliez pas qu'il s'agit d'un bâtiment historique et que le concept de gestion responsable ne doit pas se noyer dans le concept d'appropriation.*

Cette présentation a motivé les participants à poser plusieurs questions, après quoi les participants ont fait une pause déjeuner qui a été animée par le maire, Monsieur Metshin. Après le déjeuner, les participants se sont rendus par autobus dans le quartier historique de la cathédrale de Saint-Pierre et Saint-Paul, où Mme Olga Aksentieva a fait quelques brèves remarques sur toute une série de questions, à la faveur de quatre arrêts :

- *Exemples de démolition de bidonvilles*
Nobility Assembly Hotel ; rue Rakhmatullina; rue Chernyshevskogo
- *Les dents creuses dans les centres historiques*
Passage Alexandrovskii ; rue M. Dzhalil
- *Bâtiments emblématiques dans les centres historiques*
Kazan Hotel ; Investissements – secteurs public et privé
- *Abondance d'habitations en terrasse*
Introduction de la nouvelle construction sur la demeure Mikhaliyev-Dryablov ;
la cathédrale de Saint-Pierre et Saint-Paul

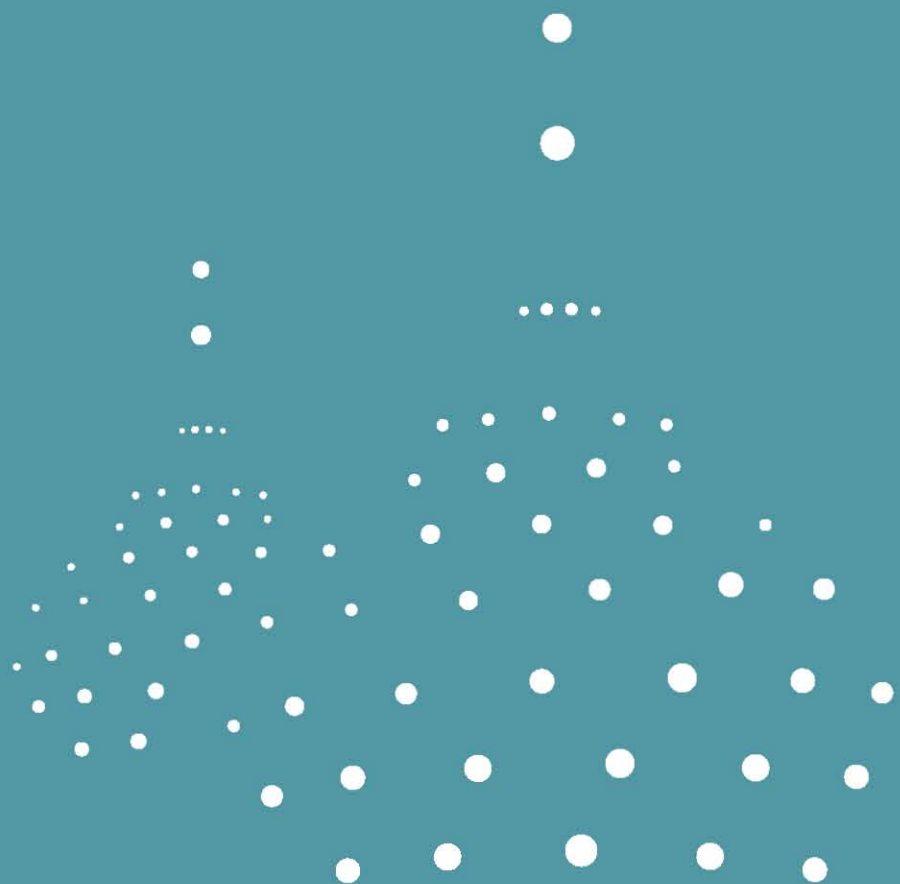
Les participants se sont ensuite réunis dans une salle située sous la cathédrale pour se livrer à des discussions sur les sites visités et sur le rapport pouvant exister entre ces sites et des situations similaires (ayant donné des résultats semblables ou différents) dans les villes représentées par les participants de l'atelier. Des groupes ont été constitués par langue (anglais, français, espagnol et russe), et après environ une heure de discussion, les groupes ont présenté les résultats de leurs délibérations à l'auditoire de l'atelier au complet. L'atelier s'est terminé en fin d'après-midi.

L'Atelier des maires s'est révélé être un événement clé dans le contexte du Congrès mondial de Kazan en raison de la forte participation enregistrée. Il a permis d'attirer l'attention de nombreux participants sur certains défis auxquels Kazan est confronté et a ouvert la voie à un environnement interactif pour le Congrès, au sein duquel les participants n'ont pas hésité à échanger leurs idées avec leurs collègues de façon informelle. Les responsables municipaux de Kazan ont manifesté une grande satisfaction pour avoir apporté leur aide dans l'organisation de l'atelier. Plusieurs débats informels ont été menés entre ces responsables et les participants du Congrès lors des séances ultérieures du Congrès.

De nombreux participants croient qu'un troisième Atelier des maires devrait être organisé à l'occasion du 10^e Congrès mondial à Quito (Équateur) en septembre 2009.

JEFF CODY

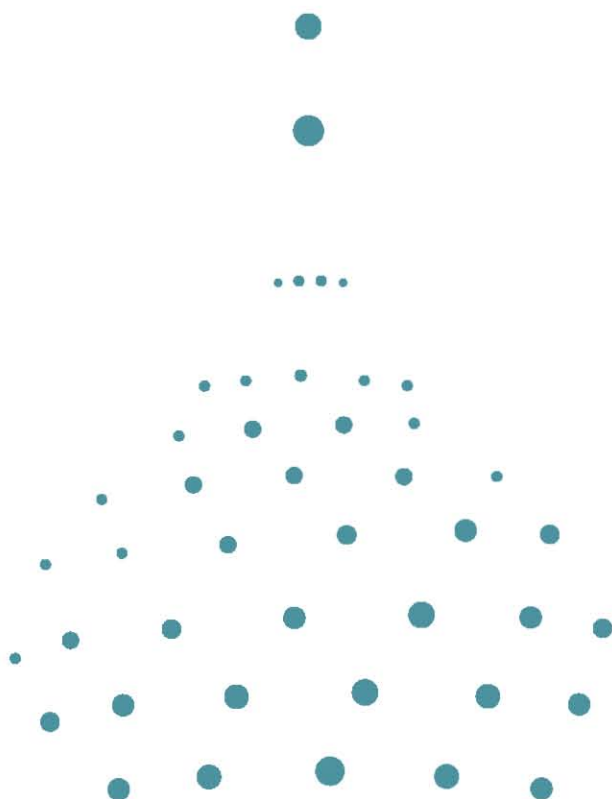
SR. PROJECT SPECIALIST, EDUCATION
THE GETTY CONSERVATION INSTITUTE



COMMUNICATIONS

LE PATRIMOINE ET L'ÉCONOMIE : QUELQUES CONCEPTS DE BASE

PAR DAVID THROSBY
UNIVERSITÉ MACQUARIE, SYDNEY



DAVID THROSBY est professeur d'économie à l'Université Macquarie à Sydney. Il est reconnu sur le plan international pour son travail dans l'économie des arts et de la culture. Ses récentes recherches ont porté sur la politique culturelle, la culture dans le développement économique et l'économie de la conservation du patrimoine. Son ouvrage, *Economics and Culture*, publié par Cambridge University Press en 2001, a été traduit et publié en espagnol, en italien, en chinois, en coréen et en japonais.

RÉSUMÉ

Les édifices patrimoniaux, les sites historiques et les secteurs culturels devraient être considérés comme des atouts du tissu urbain d'une ville; des atouts qui ont à la fois une valeur économique et culturelle. Ils contribuent à la valeur économique par le biais de leur potentiel commercial pour le tourisme et pour la réutilisation adaptative en espace d'habitation ou en espace commercial. Ils contribuent à la valeur culturelle par leur rôle, permettant de créer des environnements urbains vivables et de procurer un enrichissement culturel aux habitants et aux visiteurs. Cette présentation montrera comment l'économie peut aider à comprendre, à interpréter et à mesurer ces contributions au développement urbain, menant à des résultats durables en termes économiques et culturels.

PRÉSENTATION

Pour certaines personnes, les termes « patrimoine » et « économie » n'ont presque rien en commun. La conservation et la jouissance de notre héritage culturel sont des sujets qui nous touchent très profondément, nous mettant en contact avec tout ce qui est beau et précieux dans la civilisation humaine. L'économie, d'autre part, traite d'éléments ennuyants comme les coûts, les revenus et l'efficacité ainsi que l'inquiétude quotidienne de joindre les deux bouts. Comment ces deux aspects de notre vie et, pour nombre d'entre nous, de notre vie professionnelle, peuvent-ils être conciliés ? Est-ce qu'il pourrait y avoir en fait une sorte de synergie dans la fa-

çon dont les praticiens du patrimoine et les économistes voient le monde ?

Pour répondre à cette question, je voudrais que vous pensiez à la ville du patrimoine mondial que vous connaissez le mieux – la ville où vous vivez, travaillez ou que vous visitez souvent. Posez-vous la question suivante: pourquoi cette ville a-t-elle une telle importance culturelle, quel est le fondement pour sa désignation de patrimoine mondial ? Il peut s'agir d'un seul édifice ou d'un seul site ; il peut s'agir d'un secteur entier, comme un centre-ville historique, ou il peut s'agir d'un ensem-

ble d'éléments qui font en sorte que la ville a un caractère ou une atmosphère distinctif, quelque chose d'intangible qui n'est pas pour autant moins réel. Qu'ont donc en commun tous ces attributs de votre ville ? La réponse est qu'ils sont tous des « actifs », et voilà un terme que les économistes comprennent. Des articles du patrimoine culturel sont, en termes économiques, des immobilisations qui sont précieuses pour ceux qui en sont propriétaires, que les propriétaires soient des particuliers, des entreprises, ou même le grand public sous forme de propriété publique.

Voici le point de départ pour établir le lien entre les notions de patrimoine et d'économie. Les économistes commencent maintenant à utiliser le terme « capital culturel » pour décrire des actifs comme des biens patrimoniaux qui ont une importance culturelle. Prenons un exemple. Pensez à un édifice historique qui est encore utilisé comme centre pour l'administration d'une ville ou d'une municipalité. L'édifice est un actif qui a une valeur financière en capital-actions (il pourrait être vendu comme bien immobilier pour du développement commercial) et qui a aussi une valeur financière en termes des services qu'il fournit (estimé, par exemple, par la valeur locative des bureaux). Ces aspects de la valeur de l'édifice pourraient être appelés sa *valeur économique*, car ils font partie d'un capital purement physique. En tant que telle, cette valeur économique pourrait être fournie par n'importe quel édifice. Mais ce n'est pas seulement un édifice « ordinaire » ; sa caractéristique distinctive est qu'il a aussi une *valeur culturelle*, provenant de l'importance culturelle qui est essentielle pour qu'il se qualifie comme patrimoine culturel. Tout comme sa valeur économique, la valeur culturelle de l'édifice est considérée tant par sa valeur en capital-actions (le sentiment accumulé de l'importance culturelle incluse faisant partie du tissu même de l'édifice) et en termes des services qu'il fournit (ses qualités historiques ou esthétiques dont jouissent quotidiennement les travailleurs, les visiteurs et les passants).

Quelle est l'utilité de ce concept de capital culturel ? L'avantage particulier d'interpréter le patrimoine de cette façon est qu'il ouvre la possibilité d'établir un dialogue plus fructueux entre les professionnels du patrimoine qui sont intéressés aux aspects culturels de la conservation, de la restauration et ainsi de suite, et les agents financiers qui contrôlent les cordons de la bourse. Le capital culturel s'exprime dans une langue que les deux côtés peuvent comprendre, ayant recours à des concepts communs comme l'investissement dans l'entretien, la dépréciation, les gains potentiels et les rendements. Les techniques d'analyse financière peuvent être adaptées et appliquées au patrimoine culturel de façons qui tiennent compte autant des valeurs économiques

que des valeurs culturelles en jeu. Par exemple, il arrive couramment que des méthodes d'évaluation économique, comme l'analyse coûts-bénéfices, soient appliquées aux investissements publics dans les actifs immobiliers. Le fait de définir le patrimoine comme étant un capital culturel nous permet de considérer des projets patrimoniaux en termes de coûts-bénéfices semblables. Dans de tels cas, une intervention impliquant des dépenses de fonds publics ou privés peut être considérée comme un projet d'investissement de capitaux ; si l'actif est un édifice ou un site historique, et que le « projet » consiste en la restauration ou la réutilisation adaptative du site, le fait de traiter la ressource historique comme un poste ou des postes de capital culturel permet d'appliquer les outils familiers d'évaluation de l'investissement. Toutefois, il y a une différence importante par rapport à l'analyse « traditionnelle » coûts-bénéfices : c'est (ou ce devrait être) la catégorie de la valeur *autant* économique *que* culturelle qui fait l'objet d'estimation et d'évaluation. En d'autres termes, l'identification de la valeur culturelle, de concert avec la valeur économique générée par le projet, signifie que l'évaluation économique peut être complétée par une estimation culturelle du même genre, c'est-à-dire un exercice visant à comparer la valeur actualisée des catégories de bénéfices nets avec les coûts d'investissement initiaux. Je reviendrai plus tard sur les questions d'évaluation.

Deux autres concepts sont importants lorsqu'on pense aux aspects économiques du patrimoine culturel. Tout d'abord, les universitaires urbains réfèrent au concept de *viabilité* pour décrire les caractéristiques des environnements urbains qui les rendent attrayants comme endroits où il fait bon vivre. Ces caractéristiques comprennent des éléments tangibles, comme l'existence d'infrastructures publiques (espaces publics, transport en commun, services de santé et d'éducation, moyens efficaces pour fournir de l'air pur et de l'eau propre, équipement sanitaire et d'élimination déchets efficace, etc.) et des éléments intangibles, comme le sentiment d'appartenance, une identité locale distinctive, des réseaux sociaux bien établis, etc. Le concept de qualité de vie est étroitement lié au patrimoine culturel. Les spécialistes urbains soutiennent depuis plusieurs années que la préservation des vieux édifices et l'entretien des quartiers traditionnels des villes fournissent une continuité aux habitants des milieux urbains, ce qui rend ces endroits plus vivables. Par conséquent, dans de nombreuses villes, le lien entre le capital culturel et la qualité de vie urbaine est maintenant reconnu et fait partie des procédures de planification. Le lien s'applique aussi au fonctionnement économique des villes ; les milieux où la qualité de vie est meilleure sont en général plus efficaces et attirent davantage les touristes. La qualité de vie est notamment bonifiée par l'activité culturelle qui

émane souvent des secteurs historiques, pourvu que les seuils d'activité (par exemple, le nombre de touristes) ne soient pas dépassés.

Deuxièmement, comme les immobilisations sont durables à long terme, la notion de capital culturel mène naturellement à la notion de *durabilité*. Nous sommes maintenant habitués à parler du développement environnemental ou durable sur le plan écologique comme étant une voie de croissance pour une économie qui préserve les ressources naturelles de la planète pour les générations futures ; il est possible de parler exactement de la même façon du développement durable sur le plan culturel, c'est-à-dire des moyens de sauvegarder notre patrimoine culturel au profit de nos enfants et des enfants de nos enfants. Le fait de négliger un capital culturel en laissant le patrimoine se détériorer, en n'encourageant pas les valeurs culturelles permettant aux citoyens d'avoir un sens d'appartenance et en ne faisant pas les investissements requis pour maintenir et augmenter le capital culturel, tant tangible qu'intangible, peut mettre en péril les systèmes culturels et peut en provoquer l'effondrement. Le concept de la « ville durable » doit donc être élargi pour y inclure la conservation du capital culturel essentiel ainsi que les ressources nationales nécessaires pour la survie écologique.

Tout cela est très bien en théorie, mais comment peut-on l'appliquer en pratique ? Qu'ont donc à dire les économistes du domaine du patrimoine au sujet des choix et des décisions auxquels font face les maires, les conseillers, les planificateurs et les agents financiers dans la gestion quotidienne des villes patrimoniales ? À ce sujet, je crois que le point important est l'évaluation. Des décisions ne peuvent pas être prises dans le vide. Nous devons avoir des faits, des chiffres, des statistiques, des données et des preuves. La théorie nous indique les concepts qui sont importants ; nous avons donc besoin de méthodes de contrôle et d'évaluation pour mettre de la chair empirique sur les os théoriques. Quelle est la valeur d'un festival de rue pour l'économie locale ? Quelles valeurs sont-elles en jeu si une application de développement impliquant un édifice patrimonial est approuvée ? Quelle est la valeur nette de l'affluence touristique dans la ville pendant la saison estivale ? Est-ce que le coût du nettoyage ou de restauration d'un édifice historique en vaut la peine ? Ce sont toutes des questions qui nécessitent une évaluation *autant* de la valeur économique *que* de la valeur culturelle.

Il est facile d'établir la valeur économique ; tout le monde comprend la notion de l'argent. Toutefois, la valeur culturelle n'a pas d'unité de mesure. Pensez à ce que nous voulons dire quand nous déclarons qu'un édifice ou qu'une œuvre d'art a une valeur culturelle : nous

voulons dire qu'il ou qu'elle a des qualités esthétiques, des liens spirituels, des associations historiques, un sens symbolique, une résonance narrative et ainsi de suite, tous des éléments qui contribuent à son importance culturelle. En d'autres termes, la valeur culturelle est multidimensionnelle et, de plus, son évaluation peut être subjective. Par conséquent, comment faire ?

Avant tout, il faut indiquer que dans l'évaluation de toute dépense patrimoniale, il est important d'avoir au moins une évaluation économique exacte. Cela permet de bien comprendre la nature des avantages qu'un projet patrimonial ou des activités en particulier génèrent. Pour commencer, nous pouvons faire une distinction entre les bénéfices d'*utilisation* et de *non-utilisation*. Les premiers sont les avantages économiques directs dont bénéficient les utilisateurs de l'actif patrimonial en question et qui sont observables lors de transactions commerciales ; par exemple, les revenus des droits d'entrée payés par les visiteurs d'un site historique. D'autres effets peuvent être observés lors d'impacts économiques plus importants, comme les dépenses des touristes qui sont attirés vers une ville pour son caractère historique. Toutefois, une partie importante des bénéfices économiques du patrimoine culturel est celui du type non-commercial ou de non-utilisation, c'est-à-dire les bénéfices intangibles dont jouit l'ensemble de la collectivité. Au cours des dernières années, l'analyse économique du patrimoine culturel s'est de plus en plus inspirée des méthodologies développées par des économistes environnementaux qui se penchent sur l'évaluation des environnements naturels, comme les régions sauvages ou les parcs marins. Les valeurs de non-utilisation de ces phénomènes naturels sont semblables à celles des biens culturels comme les monuments, les vieux marchés publics, une ancienne église, une chapelle, un secteur historique ou un site archéologique. Ces valeurs de non-utilisation touchent trois aspects : la valeur de l'*existence* de l'actif (les gens attachent de l'importance à l'existence du bien patrimonial, même s'il arrive qu'ils ne consomment pas les services directement) ; sa valeur d'*option* (les gens désirent conserver l'option à savoir qu'ils pourraient ou que d'autres personnes pourraient consommer les services de l'actif à l'avenir) ; et sa valeur d'*héritage* (les gens peuvent désirer léguer l'actif à des générations futures).

Ces valeurs de non-utilisation sont observables lors de transactions commerciales ; elles doivent donc être évaluées au moyen d'études menées à cette fin et qui sont destinées à évaluer à quel point les personnes désirent payer pour préserver l'actif patrimonial. De telles méthodes nous permettent d'en savoir plus sur les valeurs monétaires que les personnes accordent à ces bénéfices non commerciaux et permettent d'indiquer, par exem-

ple, si les habitants d'une ville approuvent les montants qui sont dépensés à même les fonds publics pour la conservation du patrimoine.

Dans une évaluation de grande envergure de la valeur économique d'un projet patrimonial en particulier, ces effets non commerciaux peuvent reléguer au second rang en termes monétaires le revenu direct généré par le projet, ce qui fournit une justification à part entière pour le mettre en œuvre. Par exemple, une récente étude des bénéfices patrimoniaux portant sur la volonté des personnes de payer afin de préserver le panorama de Stonehenge en Angleterre en construisant un tunnel plutôt qu'une route autour du site a conclu que les avantages patrimoniaux à eux seuls justifiaient la construction du tunnel, parce qu'ils dépassaient la valeur actuelle des coûts de construction et d'entretien. De même, une étude de la Banque mondiale sur la demande non-commerciale pour la préservation du centre-ville historique de Fès au Maroc a révélé une volonté importante de payer qui était suffisante pour justifier une taxe sur le tourisme au Maroc, y compris pour les touristes qui ne visitent même pas Fès.

Les types de méthodes de sondage utilisées dans ce genre d'études peuvent aussi fournir un moyen d'évaluation du consensus sur la valeur culturelle de projets en particulier. Des indices de valeur portant sur les divers attributs de l'importance culturelle notée ci-dessus peuvent provenir de la population dans son ensemble, et ces évaluations peuvent être comparées aux évaluations des experts qui, comme elles sont fondées sur une expertise particulière, doivent être prises au sérieux pour atteindre un consensus sur la valeur culturelle dans des cas particuliers.

Bien entendu, si le redéveloppement du patrimoine urbain est bien fait, il est possible d'atteindre, le plus souvent, des résultats gagnants ; en particulier, lorsqu'il est possible de démontrer que les propositions basées sur le patrimoine sont supérieures à des projets alternatifs en termes économiques, sociaux, environnementaux et culturels. Dans de telles circonstances, une formulation claire de la façon dont les bénéfices du projet rejailliront de la contribution du patrimoine sur la qualité de vie ainsi que des impacts d'une meilleure qualité de vie sur les résultats économiques, sociaux et culturels est primordiale. Une double évaluation de la valeur culturelle et économique ainsi que l'inclusion des valeurs non commerciales dans l'évaluation des effets économiques seront des éléments importants du processus d'évaluation. Toutes ces observations sont pertinentes, quel que soit l'endroit où la ville en question se trouve ; elles s'appliquent autant aux projets de développement pour les améliorations urbaines touchant les citoyens riches

des villes du monde industrialisé qu'à des projets dans celles des PVD où la lutte contre la pauvreté est l'objectif premier.

Il devrait maintenant être évident que la tâche pratique de tenir compte autant des éléments économiques que des éléments culturels dans le processus de décision portant sur la conservation et le développement futur des villes du patrimoine mondial n'en est pas une qui peut être gérée par un groupe d'intérêts agissant seul, mais qu'elle nécessite la coopération et la collaboration d'une grande variété d'acteurs. Il est tout particulièrement important de faire participer des économistes, dans le domaine du patrimoine, qui connaissent bien les évaluations commerciales et non-commerciales des revenus et des coûts, ainsi que des experts en conservation qui sont en mesure de synthétiser les diverses évaluations de la valeur culturelle pour en faire une évaluation réaliste. Le fait de reconnaître la légitimité de la valeur culturelle parallèlement à la valeur économique en tant qu'élément essentiel permettant d'influencer les prises de décision dans les questions patrimoniales constitue un grand pas dans la bonne direction.

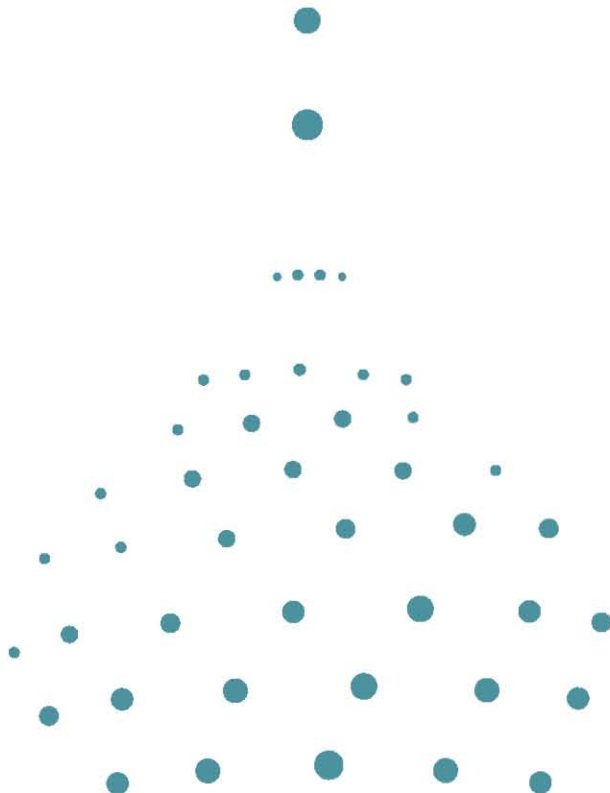
Je peux résumer ce que je viens d'avancer en me référant aux concepts fondamentaux sur lesquels ma présentation a été basée. Tout d'abord, j'ai soutenu que la notion relativement nouvelle de l'économie du capital culturel fournit un moyen de considérer le patrimoine comme un actif financier, un investissement qui génère un rendement comparable à ceux des projets d'investissement public ou privé. Le deuxième concept fondamental, la qualité de vie, traduit ce qui rend les villes des endroits où les citoyens désirent vivre et travailler. Ce concept est tout particulièrement pertinent lorsque l'éradication de la pauvreté est en cause. Des développements modernes standardisés peuvent faire en sorte d'aggraver les conditions de vie et d'abaisser les niveaux de vie des personnes pauvres ; par contre, l'inclusion du patrimoine culturel dans des programmes de réaménagement urbain, lorsque la chose est possible, contribue à rehausser le niveau de vie en fournissant un environnement urbain stable, qui est riche sur le plan culturel et qui exprime l'identité de la collectivité et stimule la cohésion sociale. Troisièmement, le concept déterminant de la durabilité fournit un paradigme d'intégration pour la reconnaissance d'intérêts multiples dans le processus de décision du développement urbain, y compris les intérêts de ceux qui n'ont pas directement voix au processus, comme les générations futures. Si les projets urbains peuvent s'inscrire dans le cadre du développement durable, les bénéfices et les coûts, tant matériels qu'immatériels (qualité de vie), peuvent être pris en compte dans un horizon de planification à plus long terme ; dans un tel contexte, le patrimoine a un rôle par-

ticulier à jouer parce que sa présence renforce la continuité (passée, présente et future) de l'identité sociale et culturelle dans les secteurs urbains.

Ces trois concepts revêtent une plus grande importance lorsqu'ils sont appliqués aux villes du patrimoine mondial. Ce sont des villes qui ont une concentration exceptionnelle de capital culturel tangible et intangible. Ce sont des endroits où l'on peut retrouver quelques-unes des plus grandes réalisations de l'humanité. Il est essentiel qu'ils soient gérés de façon à exploiter leur potentiel économique tout en respectant leur intégrité culturelle et en sauvegardant leur importance historique. D'autres présentations à ce colloque discuteront plus à fond de la façon dont ces objectifs peuvent être atteints.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE BASÉ SUR LA VALORISATION DU TISSU URBAIN HISTORIQUE

PAR MONA SERAGELDIN
HARVARD UNIVERSITY



MONA SERAGELDIN est Vice-présidente de l'*Institute for International Urban Development*. Elle est aussi professeur adjointe de Planification urbaine à Harvard, où elle est membre de la Faculté depuis 1985. Elle compte plus de 30 ans d'expérience professionnelle et académique aux États-Unis et à l'étranger et elle a travaillé sur des projets parrainés par l'USAID, UNCHS/HABITAT, la Banque mondiale ainsi que par diverses fondations de l'Europe de l'Est, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie centrale, de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Professeur Serageldin est spécialisé dans le développement local, la planification stratégique, l'inclusion sociale, l'évaluation des politiques et des programmes et le financement municipal du développement urbain. Elle a travaillé dans les domaines suivants : la décentralisation et le financement municipal, le processus participatif dans la planification et la gestion urbaine ; les services de régularisation et d'infrastructure terrestre ; les habitudes migratoires et les impacts de remises ; le micro-crédit dans l'habitation et l'infrastructure ; le développement basé sur la communauté ainsi que la revitalisation du tissu urbain historique.

Son approche de la planification et de la gestion urbaine porte essentiellement sur la participation, sur la performance de la stratégie ainsi que sur le renforcement de la capacité. Elle dirige la participation de l'Institut dans les réseaux spécialisés, y compris *UN-Habitat Best Practices and Local Leadership Program*, le réseau de recherche *UN Habitat Human Settlement (HS-Net)*, *UN-ECOSOC*, la Campagne du Sommet de Microcrédit, ainsi que le *Cultural Heritage and Development Networks* et sa participation dans la coalition pour l'urbanisation durable.

Résumé

Le développement durable entraîne des changements, mais il représente aussi l'idée de continuité culturelle qui est nécessaire pour conserver un sentiment d'identité. Le développement et l'identité sont des concepts multidimensionnels qui comprennent des modèles d'éléments qui se renforcent mutuellement. La valeur attribuée à ces différentes dimensions ainsi qu'aux différents éléments du patrimoine varie grandement selon les acteurs, les intervenants et les gardiens, et ces points de vue évoluent avec le temps. Dans les pays développés, l'investissement dans la préservation du patrimoine est devenu un objectif stratégique du développement économique. Dans le monde en voie de développement, la mondialisation et l'évolution rapide des innovations technologiques tendent à freiner ces efforts, sauf en ce qui a trait aux attractions touristiques d'envergure.

L'expérience des villes qui se sont servies de la culture et du patrimoine comme moteur de développement économique fait ressortir les ingrédients clés du succès : un esprit d'entreprise, une reconnaissance que la préservation est la pierre angulaire de la valorisation durable, des stratégies opérationnelles reliées à la dynamique de la croissance régionale et urbaine, une utilisation stratégique de l'investissement public en tant que mécanisme de stimulation, une démarche inclusive d'aide et un processus participatif, un effort soutenu pour maintenir l'équilibre social et un système de surveillance efficace.

Le partage équitable des retombées de la croissance doit être basé sur une évaluation réaliste de l'économie de la préservation du patrimoine pour favoriser l'investissement privé dans la valorisation, rapprocher les intervenants locaux, contribuer aux finances municipales et, ce qui est le plus important, favoriser la préservation du patrimoine lui-même.

HISTORIQUE

Depuis les oracles jusqu'aux pèlerinages médiévaux, les villes se sont épanouies grâce à leur patrimoine culturel et naturel bien avant que les gouvernements nationaux en eussent compris le potentiel en tant que catalyseur du développement économique national. Le développement est un concept multidimensionnel qui intègre des dimensions économiques, sociales, institutionnelles et culturelles. Il se charge du présent et s'efforce de façonner l'avenir. Il comporte des changements inspirés par des visions et une grande détermination, mais il englobe aussi divers degrés de continuité qui définissent l'identité et les valeurs partagées.

Après des décennies où la culture était considérée comme une contrainte au développement, les économistes ont reconnu les ouvrages précurseurs d'Amartya Sen et d'autres universitaires faisant état des liens entre la culture et le développement. Parmi les organismes d'aide au développement, une nouvelle perspective a vu le jour au cours des années 1980, selon laquelle le patrimoine était considéré comme un actif qui doit être préservé et soutenu par le biais des revenus qu'il génère. Le fait de promouvoir une croissance économique alimentée par le tourisme est devenu une idée séduisante et les gouvernements nationaux l'ont adoptée rapidement dans les pays en développement, car ils considéraient que leur patrimoine était une source de revenus en devises étrangères. La surexploitation des sites est devenue autant une menace à la survie du patrimoine que les activités non officielles des petits promoteurs qui transforment le tissu urbain historique environnant.

De nos jours, il est reconnu que la culture est une facette importante du développement, mais les points de vue diffèrent énormément par rapport au rôle que l'héritage du passé devrait jouer pour tracer l'avenir et le rôle que les considérations économiques devraient jouer dans la détermination de l'utilisation du patrimoine. Deux tendances économiques majeures posent des défis majeurs à la préservation du patrimoine :

1. *La restructuration économique amenée par la mondialisation et les déplacements massifs de population que celle-ci a générés augmentent la diversité ethnique et culturelle des villes et contribuent à créer des dynamiques urbaines dont la complexité est sans cesse croissante ;*
2. *Le rythme rapide de l'innovation technologique génère l'arrivée massive de nouveaux messages et de nouvelles images montrant des symboles et des styles de vie associés au statut social et à la réussite, ce qui tend à dévaloriser ce qui est vieux.*

Parallèlement, la propagation d'information non censurée favorise la continuité ou la relance de valeurs culturelles, de croyances et de coutumes distinctives. Des sous-groupes d'ethnies diverses au sein d'une population peuvent se fragmenter et adopter des comportements distincts à l'intérieur du même espace urbain.

Des chefs politiques et des dirigeants municipaux habiles considèrent ces tendances avec appréhension et essaient de vaincre la fragmentation en favorisant les interactions qui améliorent le partage des valeurs communes entre les cultures et font obstacle aux visions étroites qui créent l'exclusion sociale.

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET LA CONTINUITÉ CULTURELLE

L'Europe a pris les devants dans l'intégration de la préservation et de la valorisation du patrimoine comme étant un élément intrinsèque du développement durable. La plupart des pays européens offrent des programmes de soutien et des subventions pour la préservation du patrimoine qui englobent autant les monuments que le tissu historique non monumental, les paysages culturels autant que l'artisanat traditionnel et les expressions culturelles intangibles. Ils offrent aussi des subventions autant aux propriétaires qu'aux occupants d'édifices historiques afin de favoriser l'entretien et l'amélioration des lieux.

Pour promouvoir leur compétitivité par rapport aux entreprises de haute technologie qui sont libres de toute attache, les villes et les villages européens ont misé sur la qualité de vie et sur les ressources culturelles comme atouts clés qui mettent leurs attraits en valeur. Dans ce contexte, le fait d'investir dans la préservation et la revitalisation de leur patrimoine devient un objectif stratégique clé de la place du développement économique par rapport à la valeur éventuelle de son existence continue.

Néanmoins, cela a pris longtemps avant que les pays européens institutionnalisent un cadre opérationnel réunissant tous les intervenants [publics, privés, organisations non gouvernementales (ONG) et organisations basées sur la communauté (OBC)] dans un effort concerté pour valoriser le patrimoine et son décor. Mettant l'accent sur le patrimoine partagé au-delà des frontières administratives, politiques et économiques, de nouvelles sous-régions définies culturellement ont vu le jour. Elles utilisent leur patrimoine partagé comme lien

pour favoriser une action concertée et un instrument de marketing faisant la promotion de leur caractère distinct.

Les petits villages peuvent établir des liens avec des caractéristiques régionales ou nationales d'importance qui leur donnent une reconnaissance et leur permettent d'attirer des touristes, des habitants, des entreprises et des investisseurs privés. Les communes les plus entreprenantes ont réussi à bénéficier de programmes de soutien nationaux et de l'UE pour faire échec à leur déclin et assurer leur survie en misant sur leur patrimoine pour créer des possibilités pouvant rééquilibrer leur profil démographique et améliorer leurs perspectives économiques. Ferté Bernard, du département de la Sarthe en France, est une petite ville comprenant 26 communes rurales dans deux régions. Alliant des centres historiques bien préservés, des paysages ruraux, culturels et naturels attrayants le long de la rivière Huisne, ainsi que la proximité d'un corridor de routes nationales, ces communes ont su attirer des commerces ainsi que des entreprises liées au transport dans leurs parcs industriels, créant ainsi 1 000 emplois et rapatriant de jeunes familles pour demeurer dans la ville.

L'IMPACT DU DÉVELOPPEMENT SUR LE PATRIMOINE CULTUREL

La valeur attribuée au patrimoine culturel surpasse l'utilisation économique et englobe une combinaison de références spirituelles, intellectuelles et émotionnelles qui lui confèrent une importance particulière en tant que pierre d'assise de la continuité face au changement perturbateur. Ce sens de continuité est essentiel pour permettre aux communautés d'incorporer des changements sans subir de tensions sociales déstabilisantes pendant le processus de restructuration économique et de « réformes » qui affectent le niveau de vie des classes moyennes, pierre angulaire de la stabilité des quartiers.

Le patrimoine architectural et urbain est en constante évolution sous l'effet des possibilités présentes. Des couches historiques successives contribuent toutes à la définition de l'identité de la ville. Leur impact cumulatif est enrichissant compte tenu de sa diversité. Le fait de renforcer la compatibilité de la continuité culturelle avec la diversité et le changement associé au développement aide à surmonter le rejet des expressions produites par d'autres cultures ou associées à certaines périodes de l'histoire et à favoriser la capacité d'intégrer les changements.

Le développement économique, même s'il est fondé sur le patrimoine, peut changer, d'un endroit à l'autre

et avec le temps. Il y a, ici et là, de petites pertes apparemment sans importance pour faire place à de nouvelles constructions, à une réutilisation inappropriée d'édifices désuets sur le plan fonctionnel, à un abus et à une mauvaise utilisation de structures négligées, à une juxtaposition incongrue en périphérie et aux empiètements des nouveaux développements qui minent graduellement une partie du patrimoine de la ville et qui finissent par affecter son sentiment d'appartenance et son identité. Parfois, l'effet cumulatif des changements, dont aucun à lui seul ne peut être répréhensible, tend avec le temps à altérer l'aspect visuel d'un endroit historique ou le mode de vie de ses habitants, comme il se produit lorsqu'une commercialisation excessive supprime les utilisations résidentielles.

LES PERSPECTIVES DES GROUPES D'INTERÊT SUR LA PRÉSERVATION DE L'IDENTITÉ DE LA VILLE ET LA RÉALISATION DE SON POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT

L'identité culturelle est un des concepts les plus difficiles à définir compte tenu de son caractère multidimensionnel ; chaque dimension comprend des éléments tangibles et intangibles. La valeur attribuée à ces divers éléments par différents intervenants varie énormément selon les antécédents, l'éducation, les préjugés et les convictions ainsi que selon des paramètres plus complexes dans une économie favorisant la mobilité et l'interdépendance. La décentralisation et le rôle croissant du secteur privé et de la société civile ont multiplié les catégories d'acteurs dont les actions et les décisions modifient l'environnement physique et humain. Ces acteurs ont diverses opinions sur la valeur et l'utilisation du patrimoine urbain. Alors que certains acteurs sont plus visibles que d'autres, leurs activités sont souvent liées et créent des paliers d'interactions dynamiques de plus en plus complexes. Prenons comme exemple les marchands itinérants et les vendeurs non déclarés au centre-ville de Mexico et ailleurs en Amérique latine. Ils sont les éléments les plus visibles de l'organisation qui leur fournit des marchandises, de la protection et des relations politiques. La population est déplacée d'un côté au profit des entrepôts et de l'autre pour faire place au développement d'installations à caractère touristique.

De nos jours, la technologie de l'information offre des moyens extraordinaires pour analyser la dynamique urbaine dans les centres historiques, mais le manque de contrôle pernicieux dans les PVD (en dépit du nombre croissant d'observateurs urbains) explique la nature réactive des plans d'action qui mettent l'accent sur les problèmes critiques au lieu de mettre au point des stratégies de développement.

Tous les acteurs ne sont pas des participants au développement basé sur le patrimoine de même qu'ils ne sont pas tous des gardiens du patrimoine ni des partisans de sa préservation. À Lublin, en Pologne, la municipalité s'est vu octroyer des fonds pour améliorer l'infrastructure de son centre historique et pour réparer les portes, les murs et la place du marché public, mais elle ne pouvait supporter le fardeau financier par elle-même. Des investissements privés intéressants nécessitaient une amélioration du potentiel de développement en permettant aux restaurants, aux cafés, aux petits hôtels et aux gros édifices à appartements d'être exemptés des règlements sur le loyer. Se rendant compte du potentiel économique du site, des promoteurs privés ont exigé que les locataires soient déplacés afin de créer des rez-de-chaussée commerciaux. Pendant ce temps, le ministère du Logement a décrété que ces logis étaient insalubres et a mis cela sur le compte de la pauvreté des familles, nuisant ainsi au patrimoine et stigmatisant les habitants. Laissés dans un état de décrépitude, les édifices que les habitants avaient quittés ont finalement été vendus à des promoteurs privés. Dans plusieurs cas, la participation de plusieurs agences appartenant à divers niveaux gouvernementaux (toutes cherchant à affirmer leur importance politique et à exercer jalousement leurs prérogatives) a fait obstacle à toute action concertée. À Tunis, la municipalité et l'ASM (*Association pour la sauvegarde de la Médina*), un organisme ONG pour la conservation, ont collaboré étroitement pour combiner les pouvoirs municipaux à l'expertise technique afin de conserver le tissu urbain historique de Médina, revitaliser sa base économique et rétablir l'équilibre social. Des lignes directrices de conception abordables et des politiques de réutilisation adaptative flexibles ont rétabli la valeur d'utilisation en permettant aux propriétaires d'ériger des édifices dont la hauteur totale ne pouvait dépasser trois étages, avec un rez-de-chaussée commercial. Les investissements privés ont afflué, renversant ainsi le cycle de détérioration. Des émigrants ruraux, qui étaient entassés dans des édifices historiques dilapidés, ont été relogés dans de nouvelles habitations et les édifices qui n'étaient pas structurellement sûrs ont été rénovés.

Le développement économique peut-il être mieux favorisé en préservant le patrimoine dans sa forme historique, en le réutilisant de façon adaptative à des fins commerciales ou sociales, ou est-ce que les fonctions existantes peuvent être perpétuées dans un cadre rénové plus adapté aux besoins actuels? La réponse à cette question est compliquée, car il y existe une divergence d'opinions sur l'importance relative accordée par les gestionnaires du patrimoine, soient-ils des agences publiques, des associations civiles et des fiduciaires, d'autres ONG, ou des OBC, ainsi que les communautés elles-

mêmes, aux divers éléments de leur patrimoine, qu'ils soient tangibles ou intangibles (les biens matériels, le décor, les fonctions, les activités et le mode de vie). Au fur et à mesure que les fonctions gouvernementales se sont retirées du centre historique de Quito et que les marchands itinérants ont été confinés à des espaces désignés pour le marché, la ville a connu une amélioration marquée de sa qualité environnementale. Toutefois, elle a progressivement perdu ses fonctions clés en tant que centre civique, charnière entre les secteurs affluents du nord et ceux du sud, où demeurent les groupes à faible revenu, et l'endroit où il y avait rencontre des deux groupes. La définition de l'équilibre adéquat entre la préservation des lieux physiques et l'assurance de la continuité des fonctions civiques est une tâche ardue, et les avis diffèrent par rapport à l'objectif prioritaire.

Parfois, l'utilisation ou la fonction symbolique d'un immeuble patrimonial peut éclipser la valeur de la préservation de son intégrité physique, entraînant des rénovations controversées et la perte de caractéristiques historiques de grande valeur. En d'autres occasions, la valeur symbolique rattachée à un groupe d'édifices historiques ou d'un secteur entier peut amener les agences publiques et les intervenants privés de même que les donateurs à améliorer un quartier qui se détériore et à valoriser les biens patrimoniaux et leur décor. La rénovation du Vieux Caire où les plus vieilles églises, synagogues et mosquées sont situées autour du fort Romain est un bel exemple de réussite d'un projet de développement basé sur le patrimoine, et qui comporte une signification et un message particuliers autant pour les visiteurs que pour les habitants.

L'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU DÉVELOPPEMENT BASÉ SUR LA VALORISATION DU PATRIMOINE

Le niveau auquel des projets de développement économique compromettraient l'intégrité du patrimoine et nuiraient à l'identité de la ville exige que quatre grands défis soient relevés :

1. *Identifier les intervenants qui ont le droit légitime d'être entendus, quelle que soit leur opinion.*
2. *Concilier des opinions divergentes à n'importe quel moment. Le fait de favoriser une compréhension de la nature holistique du développement durable et du rôle du patrimoine culturel dans le développement est essentiel pour faciliter l'émergence d'un consensus.*
3. *Tenir un suivi de l'évolution des opinions avec le temps.*

4. *Déterminer la vulnérabilité des divers éléments du patrimoine de la ville et la sensibilité (la résilience) des valeurs qui y sont rattachées aux changements du contexte socio-économique.*

En Cuenca, Équateur, l'afflux de plus de 3 000 émigrants péruviens qui cherchaient un logement bon marché au centre-ville a incité les promoteurs locaux et les travailleurs équatoriens expatriés à transformer les *conventillos* traditionnels (bidonvilles) en domiciles. Tant que les logements constituent l'utilisation la plus profitable du parc immobilier historique, il est difficile de voir comment le cycle d'abus et de détérioration peut être renversé.

Une planification stratégique, un contrôle vigilant et une gestion efficace sont nécessaires pour s'assurer que les impacts du développement économique ne portent pas atteinte dans l'ensemble à l'intégrité du patrimoine. De même, les styles de vie peuvent changer sans altérer irrémédiablement la façon de vivre d'une communauté si les valeurs culturelles fondamentales et les interactions sociales qui sous-tendent ce mode de vie peuvent être préservées. Plus le rythme du changement est rapide, plus le défi est de taille. Un enthousiasme incontrôlé pour le développement économique l'emporte souvent sur les inquiétudes au sujet de la perte du patrimoine. En fin de compte, seulement quelques vestiges peuvent être épargnés, comme il est arrivé à Singapour et dans les États du Golfe. Motivées par une image de modernité inspirée par les mégas projets de l'Ouest, des villes chinoises se sont empressées d'acquiescer l'infrastructure, les édifices et les gratte-ciel associés à la modernité et à la compétitivité. De vieux quartiers, considérés comme une tache ternissant cette nouvelle image, ont été détruits et de grands terrains ont été octroyés à de gros promoteurs pour construire des édifices en hauteur. Dans un tel cas, le sentiment d'appartenance est modifié de façon irréversible et une nouvelle identité émerge, ce qui peut être déploré par les défenseurs de la conservation, mais qui est très souvent apprécié par les investisseurs et les habitants qui profitent d'une amélioration du niveau de vie. Dans un tel contexte, les villes doivent être convaincues que l'investissement public et privé dans la réhabilitation du vieux tissu non monumental et sa réutilisation adaptative contribue à la qualité du milieu de vie et que le fait de rehausser leur identité contribue à leur compétitivité.

Sauf pour les édifices et les sites majeurs, en raison de leur importance civile ou religieuse ou leur capacité d'attraction touristique, le tissu urbain historique dans les pays en développement est menacé. À preuve, un nombre croissant de centres historiques fait partie de la liste du Patrimoine mondial en danger de l'UNESCO. Dans

un cycle pernicieux de dévalorisation et de négligence, les endroits non visités par les touristes (étrangers et nationaux) sont laissés à l'abandon et se détériorent. Le patrimoine est perdu à cause de problèmes d'entretien et de négligence. Dans de nombreux cas, le problème est accentué par des obstacles bureaucratiques, des pratiques inappropriées de conservation, des gains privés possibles obtenus par un usage inapproprié ou la démolition, ou des opinions négatives qui associent le tissu urbain non monumental à la désuétude et au retard.

La commercialisation excessive, une caractéristique commune à de nombreux centres-villes historiques, ainsi que des mouvements de population vers la ville entraînent une affluence de non-résidents dans les vieux quartiers, ce qui perturbe la cohésion sociale et menace les valeurs de non-utilisation associées au patrimoine. Les valeurs spirituelles et le mode de vie de la communauté sont tout particulièrement menacés par l'intrusion d'activités économiques incontrôlées.

L'État de la Louisiane a mis l'accent sur la sauvegarde du « caractère tranquille et distinctif » du Vieux Carré de la Nouvelle-Orléans. L'apparence physique a été préservée même lorsque les familles ont été déplacées par de riches groupes de passage. Les grandes maisons ont été remplacées par des hôtels et des condominiums à temps partagé. Les responsables de la ville, enlisée dans la récession depuis les années 1990, en sont venus à considérer le Vieux Carré comme étant son moteur économique, l'entourant de grandes installations pour attirer un nombre croissant de visiteurs (pour la plupart des congressistes). En dépit de la préservation de son aspect physique, la valeur patrimoniale du Vieux Carré a été modifiée de façon irréversible. Il a perdu son « âme » et son authenticité.

LE PARTAGE DES AVANTAGES DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE BASÉ SUR LA PATRIMOINE

Pour qu'il y ait durabilité, il faut qu'il y ait répartition équitable des avantages et des coûts de promotion de la préservation en tant qu'élément de développement.

1. *Les agences publiques doivent reconnaître que la valeur intrinsèque placée sur le patrimoine et sa survie implique une préférence à long terme à retirer les avantages économiques des investissements publics.*

2. *Inversement, il faut offrir aux investisseurs privés, tout particulièrement aux propriétaires, à l'intérieur des quartiers patrimoniaux, des incitatifs pour compenser les manques à gagner pour les délais requis entre le moment où les coûts de rénovation sont effectués et le moment où leurs investissements deviennent rentables.*

L'évaluation de l'impact de la bonne gestion et de la valorisation des biens culturels sur les finances des autorités locales dont le rôle, les pouvoirs et les responsabilités sont de plus en plus étendus compte tenu de la décentralisation est essentielle pour les sensibiliser aux avantages économiques d'une gestion saine de leur patrimoine et à la préservation de leur identité culturelle comme étant un endroit exceptionnel.

Dans la plupart des pays, les ministères de la Culture, les agences spécialisées, les fideicomi historiques et les fondations de conservation sont axés presque exclusivement sur le patrimoine monumental qui, selon son importance culturelle, peut donner une reconnaissance commercialisable à un lieu. Toutefois, la structure, le tissu historique non monumental, les activités qui ont lieu et les résidents qui vivent dans ces lieux peuvent en faire un endroit commercialisable et particulier, même s'il y manque d'importants atouts patrimoniaux. Les gouvernements locaux sont les premiers gardiens du patrimoine non monumental et des vestiges et sites archéologiques. Dans presque tous les cas, il est nécessaire d'avoir recours à l'investissement public comme agent stimulateur signalant un engagement de préserver et de valoriser ce patrimoine, de restaurer la qualité de vie dans les vieux quartiers, d'améliorer la valeur d'utilisation du tissu urbain, de promouvoir l'investissement dans les activités économiques, de faire la promotion de la ville comme étant un endroit de qualité pour les commerces et le logement et de lui donner une nouvelle image. L'importance et l'ampleur de l'intervention publique requise varient inversement avec le degré de détérioration de la région à protéger. À São Paulo, la municipalité a déménagé ses bureaux administratifs au centre-ville pour donner l'exemple de son engagement envers la revitalisation de son centre historique et pour contrer l'exode des entreprises et des banques.

Il ne fait aucun doute que des stratégies gagnantes ont tendance à entraîner l'embourgeoisement, que cette conséquence soit désirée ou non. Les terrains et les pâtés de maisons qui sont bien situés sont les premiers à être transformés en magasins, en bureaux et en logements dispendieux. Pour tirer profit du potentiel économique créé par sa technopole, Montpellier a dû fournir un environnement de haute qualité. La ville a choisi la culture et les loisirs comme atouts majeurs mettant ses

attraits en valeur. Des projets ont été mis sur pied pour rétablir un lien entre la ville et les côtes de la Méditerranée et une entente a été signée avec le gouvernement, la Chambre du commerce et de l'industrie ainsi que les associations civiles pour revitaliser le centre historique. Dans le quartier Sainte-Anne, emplacement stratégique, l'église désaffectée a été réparée pour sa valeur symbolique de phare patrimonial. Les espaces publics ont été repavés et paysagés et des subventions ont été offertes aux propriétaires et locataires pour rénover les édifices et les façades, y compris les magasins. Des événements ont eu lieu pour attirer divers groupes qui ont fait l'expérience du centre historique. En dépit de subventions qui couvraient jusqu'à 55% des coûts de rénovation (à condition que les unités de logements restent à des prix abordables) ainsi que d'incessants efforts de communication, la plupart des propriétaires ont refusé les offres conditionnelles ; le marché immobilier en pleine croissance était trop lucratif pour être neutralisé.

Les stratégies de développement doivent aller au-delà des sites patrimoniaux. La connexion vers les points principaux de la ville et les conditions avantageuses forment la dynamique urbaine qui peut être mise en œuvre par un investissement public stratégique. Il est essentiel d'avoir une compréhension approfondie des marchés immobiliers et des conditions économiques pour parvenir à attirer des activités commerciales, pour avoir une ville animée et pour restaurer un équilibre social de même que pour éviter l'exclusion des habitants plus âgés et plus pauvres qui contribuent à la mémoire de la place et à son identité.

Plus souvent, pour préserver le patrimoine, il est nécessaire de placer des contraintes sur l'utilisation des propriétés et d'élaborer des règlements sur l'étendue et les techniques de rénovation autorisées afin de prévenir des dommages physiques aux biens culturels. Des moratoires sur les constructions, des mécontentements de longue durée entre les agences responsables et des retards à mettre en place des initiatives qui démontrent l'engagement public dissuadent les investisseurs et découragent les habitants, accélérant ainsi l'exode des entreprises et des ménages qui ont les moyens de déménager.

Entre-temps, le développement économique généré par des atouts patrimoniaux majeurs peut se produire ailleurs dans la ville, au profit d'autres propriétaires. Il est pourtant important que les avantages du développement économique que le patrimoine engendre parviennent aux intervenants locaux ; même si c'est par le biais d'une masse critique de petites actions se renforçant mutuellement qui agit pour endiguer le désinvestissement et rétablir la viabilité et la qualité de vie du centre historique en protégeant son identité et en valorisant

son sentiment d'appartenance.

Examinons le cas d'Illiers-Combray, une petite commune entrepreneuriale qui a utilisé ses quelques atouts patrimoniaux auparavant oubliés pour établir un lien avec le fameux auteur français Marcel Proust qui, dans sa jeunesse, a passé du temps avec sa tante dans le village et l'a décrit dans son livre *Du Côté de Chez Swann*. À la suite d'investissements publics stratégiques et avec la collaboration de partenaires clés, ce lien a été restauré, publicisé et commercialisé. Le nombre croissant de visiteurs a éveillé l'intérêt des commerces et le village a mis fin à son déclin économique et démographique. Celui-ci se penche actuellement sur la façon de faire en sorte de continuer à améliorer son identité proustienne et à maintenir son sentiment d'appartenance en tant que « bourg ».

CONCLUSION

En passant en revue l'expérience des villes et des villages qui ont réussi à utiliser la culture et le patrimoine comme pierre angulaire de leur stratégie de développement économique, nous pouvons identifier dix ingrédients clés de succès :

- *Un programme de sensibilisation et de processus de participation apte à intéresser les résidents et les acteurs clés.*
- *Un esprit entrepreneurial permettant aux décideurs de savoir comment valoriser de la meilleure façon leurs biens patrimoniaux afin de promouvoir le développement économique local.*
- *Une compréhension du fait que la pierre angulaire de la valorisation continue est la préservation et l'entretien adéquat des sites historiques.*
- *Une définition de stratégies fondées sur la compréhension approfondie de la dynamique de la croissance régionale et urbaine comme contexte du développement local.*
- *Un cadre institutionnel facilitant l'interaction horizontale entre les intervenants clés tout en mettant l'accent sur des partenaires stratégiques pour chaque activité du programme ou du projet.*
- *Une évaluation réaliste du potentiel de développement et des possibilités de commercialisation de la ville et de son patrimoine.*
- *Une évaluation de l'économie de la réhabilitation, de la préservation et de la valorisation et*

l'établissement de lignes directrices simples, abordables et réalisables en matière de conception pour la rénovation du patrimoine.

- *Une évaluation experte de la contribution de chaque élément du tissu urbain au décor dans son ensemble, le sentiment d'appartenance qu'il transmet et l'identité de la ville, suivie d'une campagne de sensibilisation permettant aux intervenants d'en arriver à une entente sur l'usage approprié du patrimoine en tant que moteur de développement économique.*
- *Un système de surveillance permettant aux gestionnaires légaux du patrimoine de retracer et d'évaluer l'impact du développement sur le patrimoine et son décor.*
- *Une réponse rapide pour contrer toute menace non anticipée pour le patrimoine, que ce soit des transformations physiques nuisibles (conversion, subdivision, mauvaise utilisation, densification), des tendances sociales indésirables (l'embourgeoisement excessif ou l'exclusion) ou la perturbation des coutumes et des traditions locales.*

De bien des façons, la capacité d'une ville de promouvoir le développement économique basé sur son patrimoine repose sur sa capacité de sauvegarder son identité face au changement. Le développement amène des idées et des technologies nouvelles qui doivent être intégrées, crée des secteurs de croissance et des services connexes pour lesquels il faut satisfaire les exigences, ainsi que de nouveaux modes de vie dont il faut tenir compte sans pour autant perturber le sens de continuité culturelle qui est nécessaire pour préserver l'identité. Des projets innovateurs de revitalisation permettent aux jeunes de rétablir des liens avec leur patrimoine culturel d'une façon qui est significative pour l'avenir et qui est tout aussi importante pour les groupes diversifiés, tant sur le plan social que sur le plan culturel, et qui vivent dans les villes d'aujourd'hui, même lorsqu'ils en font l'expérience et l'apprécient de façon différente.

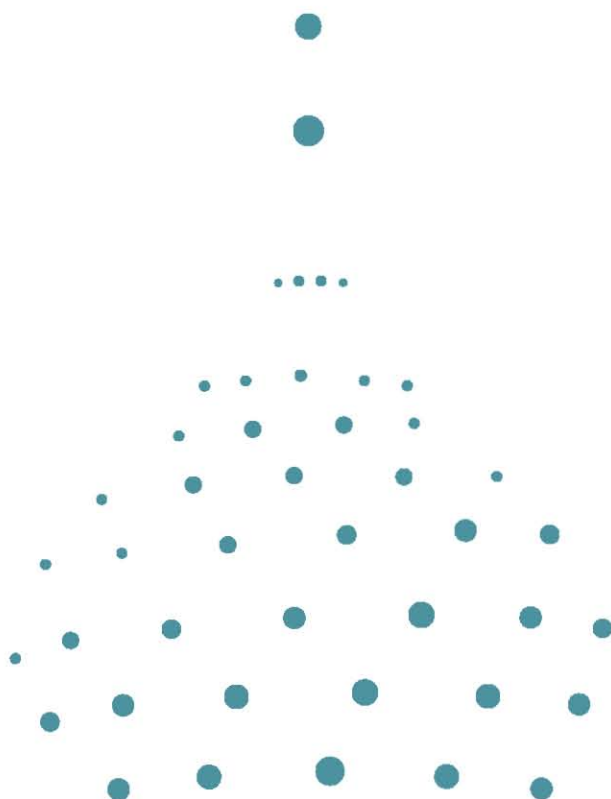
LISTE DES RÉFÉRENCES

- *Association de sauvegarde de la Médina de Tunis et Harvard University, Graduate School of Design, Unit for Housing and Urbanization, Étude de l'impact social et économique du Projet Hafsia, Vol. 1 "Report," Tunis, Tunisie : 1994.*
- *Commune d'Illiers-Combray, 2004, Eure et Loire, France (Information fournie en 2004).*
- *Montpellier Eurocité. Montpellier Languedoc-Rousillon Technopole. (n/d)*
- *Municipalité de Tunis, Tunisie. (Documentation fournie en 1993 et en 1994).*
- *Municipalité de São Paulo, Brésil (Documentation fournie en 2001-2004).*
- *Rojas, Eduardo. Volver al Centro, Banque interaméricaine de développement, Washington D.C, juin 2004.*
- *Sen, Amartya. "Culture and Development". Discours prononcé à la réunion de la Banque mondiale à Tokyo. 13 décembre 2001*
- *Sen, Amartya. "The Predicament of Identity". Discours prononcé lors de la Conférence Patna 2001 sur le cosmopolitisme et l'État-nation. Organized by Prince Claus Fund (PCF), Amsterdam and the Asian Development Research Institute (ADRI). Patna, 22-26 février 2001.*
- *Serageldin, Ismael. Culture and Development. Banque mondiale, Washington D.C, 1998.*
- *Serageldin, Ismael. Very Special Places : The Architecture and Economics of Intervening in Historic Cities. Culture and Sustainable Development. Banque mondiale, Washington D.C, May 1999.*
- *Syndicat intercommunal, La Ferté Bernard, Sarthe, France (Information fournie en 2004).*

LE JUSTE ÉQUILIBRE DANS LA
GESTION DES PRESSIONS DU
DÉVELOPPEMENT DANS LES
SITES DE PATRIMOINE
URBAIN. LES MULTIPLES
VALEURS DES SITES DU
PATRIMOINE URBAIN

PAR EDUARDO ROJAS

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT



EDUARDO ROJAS est spécialiste en développement urbain au sein de la *Banque Interaméricaine de Développement*. Ses responsabilités actuelles comprennent la formulation de politiques et de stratégies ainsi que la recherche et la diffusion des meilleures pratiques dans le secteur urbain. Son principal domaine de travail comprend la préservation du patrimoine urbain, le développement urbain intégré et la réforme du secteur de l'habitation. Il œuvre aussi à titre de chef d'équipe et de conseiller d'équipes de projets dans l'évaluation du développement urbain innovateur, des finances municipales, de l'habitation et des prêts pour la préservation du patrimoine urbain. Avant de rejoindre la Banque, il a travaillé au sein du Département du développement régional de l'*Organisation des États américains* et à titre de professeur adjoint de planification urbaine dans le programme de maîtrise en études urbaines à l'*Université catholique du Chili*. Il est l'auteur de plusieurs livres, il écrit régulièrement dans les revues techniques et il est conférencier dans les universités européennes et américaines. Il a un diplôme en architecture de l'Université catholique du Chili, un M.Phil. (maîtrise de philosophie) en planification urbaine et régionale de l'Université d'Édimbourg, une maîtrise en administration avec concentration en finances de l'Université Johns Hopkins, ainsi qu'un diplôme en gestion environnementale du Centre d'Études industrielles à Genève, en Suisse.

RÉSUMÉ

La réussite du développement économique des sites du patrimoine urbain entraîne des coûts importants. La croissance des activités économiques requiert des espaces et des services dans le site et s'accompagne de pressions pour en obtenir. Il y a de nombreux exemples d'impacts négatifs, par exemple : les espaces publics perdent leur caractère lorsqu'il y a introduction de moyens de transport modernes ; des édifices patrimoniaux sont détruits ou modifiés de façon grotesque pour faire place aux espaces commerciaux, aux espaces de bureau ou aux espaces résidentiels ; et de nouveaux édifices construits sur des terrains vacants ne s'intègrent pas en soi, ou par leurs matériaux ou leur forme au caractère du site. Le succès économique mène souvent à des rénovations qui chassent les résidents et les utilisateurs d'origine des sites patrimoniaux ; en retour, cela crée des tensions sociales et une perte d'appui politique au profit des activités de préservation et de développement du patrimoine.

La gestion du développement économique des sites patrimoniaux urbains requiert une intervention gouvernementale poussée. Il y a une abondance d'instruments techniques, y compris des mesures incitatives, économiques et opérationnelles ainsi que des outils de commande et de contrôle qui peuvent aider à prévenir les résultats négatifs d'un développement non réglementé. Toutefois, une gestion efficace des sites patrimoniaux urbains n'est possible que s'il y a un large consensus en ce qui a trait aux valeurs du site patrimonial et aux pertes économiques que la collectivité est prête à assumer pour les préserver. Il faut éviter des résultats extrêmes, comme la destruction endémique des valeurs patrimoniales qui est observable dans des sites laissés à eux-mêmes ou le gel du développement qui accompagne habituellement les efforts complets et inflexibles de préservation. Un ensemble d'objectifs de préservation et de développement bien équilibré et approuvé par tous les intervenants constitue le meilleur fondement du cadre juridique et institutionnel des plans de préservation et de développement ainsi que pour l'application judicieuse des instruments de gestion disponibles. Un tel consensus est habituellement le résultat de négociations politiques complexes qui met à l'épreuve les compétences de direction des maires, des représentants élus et des dirigeants locaux.

INTRODUCTION

Les sites du patrimoine urbain renferment des valeurs différentes pour des personnes ou des groupes différents. Comme le professeur Throsby l'a souligné dans son discours à ce colloque, dans le monde entier, de larges segments de la société se rendent de plus en plus compte de nos jours des diverses valeurs du patrimoine et les exemples ne manquent pas. Les collectivités, conscientes des nombreuses dimensions des valeurs du non-usage du patrimoine, tendent à protéger les sites historiques, symboliques et religieux. La valeur d'usage du patrimoine a été la motivation de départ de l'investissement commercial dans la réhabilitation du patrimoine et le développement pour l'industrie touristique. Plus récemment, les consommateurs ont commencé à apprécier les avantages de travailler et de vivre dans des centres historiques. L'achat de propriétés réhabilitées est devenu populaire, ce qui incite les promoteurs à récupérer les édifices historiques à des fins résidentielles et commerciales.

Cette appréciation renouvelée s'exprime de diverses façons, dont je voudrais souligner deux exemples : en ce qui concerne la préservation des valeurs de non-utilisation du patrimoine, je rappelle l'exceptionnel partenariat public-privé établi au cours des années 1960 entre la Banque centrale de la Colombie et des philanthropes privés à la tête du Musée d'Or à Bogota, un entrepôt et un coffre-fort abritant une collection de bijoux en or et d'objets de culte d'une valeur inestimable. Heureusement, les générations futures seront en mesure d'apprécier ces œuvres magnifiques qui, autrement, auraient été dérobées des sites archéologiques, se retrouvant entre les mains d'intérêts privés dont l'accès public est limité.

Les valeurs d'utilisation du patrimoine sont souvent reliées aux fêtes et aux célébrations. De nos jours, lorsqu'un homme amoureux se rend à la Plaza Garibaldi à Mexico et engage un groupe de musiciens, un Mariachi, pour chanter la sérénade à sa petite amie, il suit les traces de son père, de son grand-père, de son arrière-grand-père, et de plusieurs autres ancêtres en goûtant aux plaisirs d'une tradition qui date de bien avant l'établissement de la république mexicaine. Il perpétue alors un joyeux mélange de musique, de danse, de costumes et de fréquentations, des traditions reconnues mondialement comme étant mexicaines ; et il le fait sur un site que les citoyens de Mexico connaissent comme la place du Mariachi depuis des décennies.

Maintenant, je me concentrerai sur le sujet propre à ce colloque, soit la préservation et le développement des valeurs comprises dans le patrimoine urbain ; et tout

particulièrement, comment faire face aux pressions croissantes du développement alors que leurs valeurs d'utilisation et de non-utilisation sont préservées et que les sites et les édifices qui les contiennent sont mis à profit. En fait, c'est une question de deuxième génération, car de nombreux centres historiques se détériorent et sont sous-développés ; toutefois, plusieurs sites sont en voie de réhabilitation et attirent de considérables investissements publics et privés, faisant ainsi face à d'importantes pressions de développement.

Les valeurs d'utilisation et de non-utilisation se mélangent complètement entre elles dans le domaine urbain, augmentant le nombre et la portée des intervenants intéressés à la préservation et au développement des sites du patrimoine urbain. Ceci peut aussi être un fléau, car les pressions du développement peuvent dépasser la capacité touristique du centre historique.

Les sites qui renferment des valeurs motivant divers intervenants à préserver et à développer les centres historiques sont étroitement interdépendants dans le tissu urbain, nécessitant la collaboration de toutes les parties intéressées ce qui, malheureusement, n'est pas facilité par les mesures institutionnelles.

Ce que je cherche à avancer aujourd'hui est que la gestion efficace des pressions du développement dans les centres historiques nécessite la collaboration de toutes les parties intéressées, un processus que les responsables les plus proches des collectivités, soit les maires, doivent promouvoir.

LA GESTION EFFICACE DES PRESSIONS DU DÉVELOPPEMENT DANS LES CENTRES HISTORIQUES

Le mélange des valeurs suscitant de l'intérêt dans la préservation des centres historiques est particulièrement bien illustré par les développements récents survenus à Quito, en Équateur. Il y a seulement deux ans, le centre a été inscrit comme « meilleure valeur » par la revue *International Living*, une publication qui fait la promotion de propriétés internationales. Bien qu'ils soient fiers des valeurs remarquables au sein du centre historique de cette belle ville d'Amérique latine, les Équatoriens sont aussi intéressés aux valeurs d'utilisation. Les jeunes qui achètent des maisons ou des appartements dans des édifices résidentiels réhabilités du centre historique sont attirés non seulement parce que les logements sont abordables, mais aussi parce que l'endroit est bien entretenu et qu'il offre de nombreuses activités de loisirs

et des activités culturelles. De plus, ils aiment vivre au milieu d'édifices publics de grande valeur artistique, tels que l'église des Jésuites, et près des endroits publics où d'importants événements historiques ont eu lieu.

La fierté et la popularité du centre historique témoignent de nombreuses années d'efforts concertés de la part de la municipalité de Quito, du gouvernement central, de donateurs privés, d'investisseurs et de consommateurs. Dans les années 1970 et les années 1980, le centre historique a été détérioré et les plus importants monuments étaient en état de décrépitude à la suite du tremblement de terre de 1987, et d'un manque d'intérêt en général. En décembre de 1987, le gouvernement a créé un fond pour récupérer les monuments et, quelques années plus tard, la municipalité a lancé un programme dynamique de revitalisation urbaine ; ces efforts ont mené à la rénovation des monuments et des espaces publics et attiré de nouveaux résidents et des commerces dans le quartier. Aujourd'hui, le centre historique est en endroit très animé, où se tiennent des activités résidentielles, commerciales, culturelles et de service.

La réussite de Quito est devenue une référence pour les autres villes dont les centres historiques attirent actuellement de nouveaux résidents et des activités économiques et culturelles pour soutenir la réhabilitation et le développement de leur patrimoine. Le succès de Quito, comme pour d'autres exemples de succès, repose sur son habileté à mobiliser l'énergie et les ressources d'un grand nombre de particuliers et d'organisations d'intérêts divers dans la revitalisation des centres-villes.

Les valeurs socio-culturelles ont largement contribué à motiver les efforts historiques de préservation furent suivies des valeurs patrimoniales et symboliques des édifices et des sites urbains ainsi que des valeurs spirituelles des lieux de culte. Grâce au travail acharné et à la collaboration des spécialistes en histoire en général et en histoire de l'art, des archéologues et des anthropologues, de nombreuses collectivités apprécient maintenant pleinement ces valeurs dans leurs sites patrimoniaux et affectent des ressources à leur préservation. D'autres valeurs socioculturelles, comme l'esthétique et l'importance du patrimoine urbain sur le plan social, ont pris plus de temps à être reconnues. Toutefois, le nombre croissant d'édifices qui ont été réhabilités et protégés grâce à leur valeur artistique ou à leur importance en tant qu'endroits de rassemblement démontre la prédominance de ces valeurs.

Les valeurs économiques, comme les valeurs d'utilisation directe du patrimoine, ont aussi joué un rôle ; la promotion de sites patrimoniaux en tant qu'attractions touristiques a été un élément motivant les

investissements publics nécessaires. De nos jours, comme c'est le cas de Quito, la valeur d'utilisation des édifices patrimoniaux à des fins résidentielles et commerciales, une utilisation de consommation, incite les investisseurs privés à fournir des logements, du commerce au détail et des espaces de bureau dans les centres historiques partout dans le monde. La valeur du don pour le patrimoine est un élément stimulateur émergeant pour la préservation des investissements, en partie parce que certains pays offrent des mesures incitatives pour encourager les donateurs à appuyer les activités culturelles.

Les efforts de préservation et de développement du patrimoine urbain ont réagi avec succès aux valeurs multiples du patrimoine parce qu'elles s'inscrivent dans un vaste processus de réhabilitation urbaine, s'attaquant non seulement aux problèmes de préservation historique des sites, mais aussi au défi complexe de convertir ces secteurs urbains en des centres-villes complètement développés et fonctionnels.

La stratégie adoptée par la *Quito Historic Center Development Corporation*, la plus grande agence de capital mixte en matière de processus de réhabilitation, a été de moderniser les infrastructures et les espaces publics et d'améliorer l'accessibilité au secteur, tous des facteurs importants pour attirer des résidents, des commerces et des services. Ce programme particulier a aidé à améliorer l'infrastructure de distribution de l'eau et les réseaux d'égout et à résoudre les problèmes de drainage affectant le centre historique ; il y a aussi eu installation de câbles souterrains pour les services d'électricité et de téléphone, dont des lignes spéciales pour le câble optique. La Municipalité de Quito a travaillé en étroite collaboration avec les marchands itinérants qui encombraient les espaces publics en réimplantant plusieurs d'entre eux dans des marchés organisés dans le centre historique ainsi qu'aux extrémités nord et sud de la ville, leur donnant ainsi un meilleur accès à leurs clients. Les aires piétonnières ont été élargies et la circulation du transport public et des automobiles a été mieux coordonnée ; de plus, des terrains de stationnement ont été aménagés à des endroits bien situés. Tout en appuyant les services reliés au gouvernement et au commerce, l'agence a favorisé la diversification des activités commerciales et de loisirs au moyen d'un partenariat public-privé ; toutes ces mesures ont contribué à hausser le standard des magasins du centre historiques ainsi que des espaces de bureau pour égaler la diversité et le confort des centres commerciaux et des bureaux situés en banlieue.

Afin d'assurer la durabilité du processus de réhabilitation, l'agence a aussi travaillé en étroite collaboration avec des partenaires publics et privés pour intégrer des

activités publiques et privées au sein des édifices, répondant ainsi aux besoins de la collectivité. La bibliothèque municipale, un atout important pour les étudiants des écoles publiques, est maintenant logée dans l'ancien Édifice Universitaire, et le Musée de la ville, un des plus fréquentés par les étudiants, les habitants et les touristes, occupe les bâtiments du plus vieil hôpital en Américaine latine, l'Hôpital de San Juan de Dios.

Cette façon de procéder a permis la réalisation de valeurs d'utilisation directe par le biais de la consommation élargie d'atouts patrimoniaux pour des utilisations sociales, résidentielles, commerciales et récréatives. Les investissements plus orientés vers le commerce ont complété les investissements publics et les ressources philanthropiques aux fins de réhabilitation des monuments et des édifices publics.

Bref, pour assurer le succès de la réhabilitation et du développement d'un centre historique, il est nécessaire d'utiliser de façon équilibrée les principes et les méthodes d'intervention ainsi que le financement des deux sphères de l'intervention publique. Tout d'abord, les méthodes de préservation historiques aident à identifier et à conserver les valeurs de non-utilisation du patrimoine. Ensuite, les initiatives de réhabilitation urbaine favorisent le développement des sites et la gestion équilibrée des valeurs d'utilisation pour atteindre les objectifs de la préservation historique.

Les méthodes de préservation historique mettent en valeur l'appréciation des valeurs patrimoniales qui, à leur tour, stimulent les efforts de préservation et fournissent le fondement technique pour définir la préservation requise pour les biens culturels au sein des centres historiques. Les utilisations les plus efficaces des biens sont déterminées selon le niveau de préservation requis pour les sites patrimoniaux. Des endroits de grande valeur artistique, historique ou spirituelle peuvent nécessiter une préservation totale, alors que dans des sites moins importants, une réutilisation adaptative est permise. D'autres sites n'ont qu'une valeur contextuelle, ce qui permet d'être plus flexible dans leur utilisation. Ce sont là des facteurs déterminants dans la définition de la préservation historique et du plan de développement pour le secteur.

Ces plans sont *de facto* des contrats sociaux dans la mesure où ils constituent des ententes entre les parties pour agir avec cohésion et limiter leurs droits de développe-

ment sur les biens pour le bien commun du secteur. L'évaluation générale des valeurs du centre historique facilite grandement l'adoption du plan. Par conséquent, une recherche et une analyse minutieuses ainsi que la diffusion des diverses valeurs des centres historiques sont essentielles pour tous les efforts de préservation et de développement. De plus, ces activités ont un impact sur le financement de la préservation du patrimoine, captivant l'intérêt des philanthropes privés et maintenant le financement public pour la préservation historique.

La préservation historique et les plans de développement sont souvent immuables en nature, se concentrant exclusivement sur le développement contrôlé du secteur. Toutefois, les efforts de préservation doivent aller au-delà du développement réglementé pour favoriser une réhabilitation durable et l'utilisation des biens patrimoniaux. Des méthodes de réhabilitation urbaine fournissent des moyens d'intervention efficaces.

Les programmes efficaces de réhabilitation et de développement urbain remplissent trois conditions principales. En premier lieu, ils aident à *coordonner* les diverses interventions sur le territoire. Des investissements privés pour la réutilisation adaptative des biens patrimoniaux doivent être accompagnés d'investissements publics pour apporter des améliorations à l'infrastructure et à l'espace public et pour mettre en œuvre des programmes sociaux actifs afin d'accroître la sécurité des citoyens et affronter des problèmes sociaux comme les bidonvilles et l'utilisation abusive des espaces publics par les marchands itinérants. Deuxièmement, comme des interventions isolées sont, pour la plupart du temps, inefficaces, ces programmes se chargent des interventions de *grande envergure* pour contrer les processus de détérioration qui affectent les centres historiques. Des programmes de réhabilitation efficaces englobent des portions importantes des centres historiques, modifiant leur image en entier et créant des externalités importantes pour attirer des investisseurs privés et des consommateurs. Finalement, la mise en œuvre des interventions doit être effectuée dans le bon *ordre*. Les investissements privés seront octroyés plus facilement aux centres historiques lorsque leur infrastructure et les espaces publics auront été renouvelés, nettoyés et seront sécurisés et accessibles à tous. Ainsi, les investissements publics doivent toujours précéder les mesures favorisant les investissements privés et les partenariats publics-privés.

PRESSIONS MULTIPLES, LA NÉCESSITÉ D'AVOIR DES RÉACTIONS COORDONNÉES

Le succès de la préservation et du développement des sites historiques urbains peut être mesuré en termes d'augmentation des investissements dans des biens historiques pour lesquels il y a une forte demande. Ces investissements comprennent des ressources publiques et privées servant à réhabiliter, à utiliser et à préserver des édifices historiques et des espaces publics pour satisfaire les demandes sociales et commerciales pour des endroits culturels, d'enseignement et de rencontres sociales ainsi que pour des installations résidentielles, de commerce au détail et récréatives.

Le succès de ces programmes peut aussi entraîner des problèmes importants; des pressions du marché et des pressions sociales pour l'emploi et l'utilisation de l'espace dans les centres historiques peuvent croître au-delà de la capacité de charge du secteur. Des activités économiques et sociales croissantes peuvent nécessiter plus d'espaces et de services en quantité allant au-delà de ce qui est approprié sur le plan technique pour la préservation des édifices et des espaces historiques.

Il existe de nombreux exemples d'impacts physiques négatifs qui nuisent aux espaces publics, aux monuments ainsi qu'aux édifices historiques. Les espaces publics sont souvent encombrés de vendeurs itinérants, alors que les rues ne peuvent plus accommoder les moyens de transport modernes et deviennent congestionnées et polluées. Les pressions sociales exercées pour satisfaire les nouvelles demandes mènent souvent à des transformations qui ne sont pas appropriées pour les édifices historiques et les monuments. Certains projets privés de réhabilitation veulent maximiser l'utilisation du site historique en fournissant davantage d'espaces commerciaux, de bureau, ou résidentiels, détruisant ainsi ou défigurant de façon grossière les édifices. De plus, il arrive souvent que de nouvelles constructions sur des terrains vacants ne répondent pas au caractère du site historique en termes de grandeur, de matériaux ou de conception.

Les impacts sociaux aussi sont importants. Le succès économique mène souvent à l'embourgeoisement, déplaçant les résidents et les utilisateurs des sites historiques. Les personnes qui sont les plus touchées sont les locataires à faible revenu, car elles perdent l'accès aux habitations à loyer modique et à des possibilités d'emploi. Cela peut aggraver les tensions sociales et affaiblir le soutien politique à l'égard des activités de préservation du patrimoine.

Comme l'a indiqué le professeur Serageldin, il est essentiel de concilier les intérêts de tous les acteurs sociaux afin de répartir plus largement les avantages de la préservation et du développement du patrimoine parmi la population. Un bon exemple est la gestion adéquate des espaces publics au sein des centres historiques pour qu'ils satisfassent de manière égale les besoins de tous les utilisateurs. Les places, les parcs et les rues ainsi que les endroits où les vendeurs itinérants et les artisans gagnent leur vie sont des endroits de rencontre pour tous les secteurs sociaux ; une utilisation équilibrée de ces biens est essentielle pour permettre aux utilisateurs à faible revenu d'avoir accès à des possibilités de revenus, sans mettre en péril les droits des piétons qui se rendent à leur travail, aux boutiques et aux activités de loisirs.

L'atténuation de l'embourgeoisement sous-tend l'utilisation active de zones inclusives ou d'autres moyens pour s'assurer qu'il y aura assez de logements locatifs pour les personnes à faible revenu dans le secteur réhabilité. Comme de telles mesures vont à l'encontre des intérêts des promoteurs privés et des propriétaires de terrain, il est nécessaire d'avoir un fort consensus social pour inclure ces dispositions dans les plans de préservation et de développement historiques. Comme le professeur Luxen en fera état plus tard, de bonnes politiques en matière de logement sont profitables à cet égard. De plus, les politiques et les programmes de protection sociale qui s'attaquent aux problèmes posés par les sans-abri, les toxicomanes et ceux impliqués dans le trafic de drogues et la prostitution ne sont qu'un échantillon des programmes qui soutient la réhabilitation durable des centres historiques.

LA GESTION DES PRESSIONS DU DÉVELOPPEMENT, UNE TÂCHE POUR TOUS LES ACTEURS SOCIAUX

La gestion des pressions du développement dans les sites de patrimoine urbain nécessite une intervention poussée de la part du gouvernement. Le gouvernement est le seul acteur qui est en mesure d'équilibrer le développement à long terme des biens et de promouvoir la coordination et l'étendue des interventions ainsi que d'établir l'ordre de priorité des interventions pour en assurer le succès. Tout particulièrement, les municipalités sont des acteurs clés dans le processus, beaucoup plus encore que les commissions du patrimoine national et les ministères de la Culture ou du Tourisme. Toutefois, la mise en œuvre efficace d'un programme de réhabilitation nécessite l'intervention concertée des divers paliers du gouvernement ; souvent, les programmes sociaux clés sont financés et mis en œuvre par des agences nationales ou des organismes régionaux, alors que le transport relève des dirigeants d'États ou des municipalités.

Les outils techniques requis pour réaliser cet objectif comprennent une commande centralisée d'exploitation et des règlements sur la préservation historique, des incitatifs fiscaux et économiques, des partenariats publics-privés pour financer et exécuter des interventions qui conservent les valeurs publiques et privées ainsi que des comités de coordination et d'autres outils permettant de contrer les résultats négatifs d'un développement non réglementé. Jean Louis Luxen discutera de ces outils lorsqu'il s'adressera à ce colloque.

J'aimerais souligner que la mise en œuvre de politiques, de programmes et d'instruments diversifiés et complexes essentiels au développement efficace des sites de patrimoine mondial urbain nécessite un large consensus en ce qui a trait aux valeurs patrimoniales et aux conséquences sociales et économiques de leur préservation. C'est l'essence du contrat social adopté par les intervenants dans un plan de préservation. Un ensemble d'objectifs de préservation et de développement bien équilibrés et approuvés par tous les intervenants constitue la meilleure base pour établir le cadre légal et institutionnel de ces plans et pour l'application judicieuse des instruments de gestion disponibles. Le fait d'adopter ces mesures est la seule façon d'éviter des résultats extrêmes, comme la destruction endémique des valeurs patrimoniales observables dans les sites laissés à eux-mêmes ou les moratoires sur le développement résultant de plans de préservation trop rigides.

Le consensus final découle habituellement de négociations politiques complexes qui mettent à l'épreuve les qualités de direction des maires, des représentants élus et des dirigeants locaux. C'est le défi ultime auquel font face les maires des villes historiques : leur capacité à bâtir le consensus nécessaire et de le traduire en outils d'action efficaces. Ces outils doivent pouvoir définir des objectifs communs de préservation des valeurs détenues par les centres historiques tout en assurant la continuité des efforts, faisant en sorte que le centre historique soit une entité pleinement fonctionnelle de la ville.

PROBLÈMES OPÉRATIONNELS ET INSTITUTIONNELS DANS LA GESTION DES PRESSIONS DU DÉVELOPPEMENT DANS LES CENTRES HISTORIQUES

Cette analyse met en évidence plusieurs domaines importants de la politique publique, comme le besoin d'étendre les activités de recherche et d'éducation portant sur les valeurs du patrimoine urbain. Ayant des connaissances plus étendues des valeurs des sites du patrimoine urbain, les collectivités sont plus motivées à investir dans la préservation et le développement. Les

valeurs socioculturelles sont révélées par les recherches historiques, artistiques et sociologiques. Comme ces activités fournissent des biens publics, elles doivent donc être financées par le secteur public ou appuyées par des programmes privés de dons philanthropiques. Les programmes d'éducation dans les écoles secondaires doivent inclure le patrimoine comme sujet d'étude et de débats, et les universités devraient mettre au point des programmes de formation et de recherche dans le domaine des valeurs et de la préservation patrimoniales. Inversement, une collectivité qui est dans l'ignorance en ce qui a trait à ces valeurs est plus disposée à **en accepter** la destruction pour faire de la place pour les édifices modernes.

Pour promouvoir une collaboration efficace entre les divers acteurs, les mécanismes institutionnels et opérationnels devraient permettre à chaque groupe d'intervenants de faire valoir les valeurs de patrimoine urbain qu'ils considèrent les plus importantes et de créer des moyens par lesquels chaque groupe peut contribuer au financement et à la gestion de la préservation de ces valeurs. La collaboration publique-privée est essentielle, un processus qu'il est difficile d'organiser efficacement et un mariage d'intérêt qui est encore considéré avec méfiance dans plusieurs pays.

La mise en œuvre d'une stratégie de conservation du patrimoine urbain basée sur la collaboration entre le secteur public et le secteur privé pose des défis sur le plan institutionnel et sur le plan financier. Les mécanismes institutionnels utilisés doivent pouvoir orienter efficacement les actions des divers acteurs vers les interventions qu'ils sont les plus aptes à mener à bien et ensuite attribuer les risques inhérents aux acteurs qui considèrent qu'il y a un avantage important à les mettre en œuvre.

Les mécanismes de financement doivent être en mesure de générer un mélange de ressources permettant à toutes les parties de contribuer proportionnellement aux avantages qu'ils recevront et conformément aux intérêts qui leur tiennent à cœur, notamment le capital privé immobilier pour financer les projets rentables, la philanthropie privée pour conserver les monuments ainsi que les ressources publiques pour moderniser les secteurs environnants. Le mécanisme doit aussi allouer des ressources selon les motivations des intervenants et compte tenu des rendements éventuels ; des profits dans le cas des investisseurs immobiliers, des relations améliorées avec la collectivité dans le cas des philanthropies privées et des votes dans le cas des politiciens.

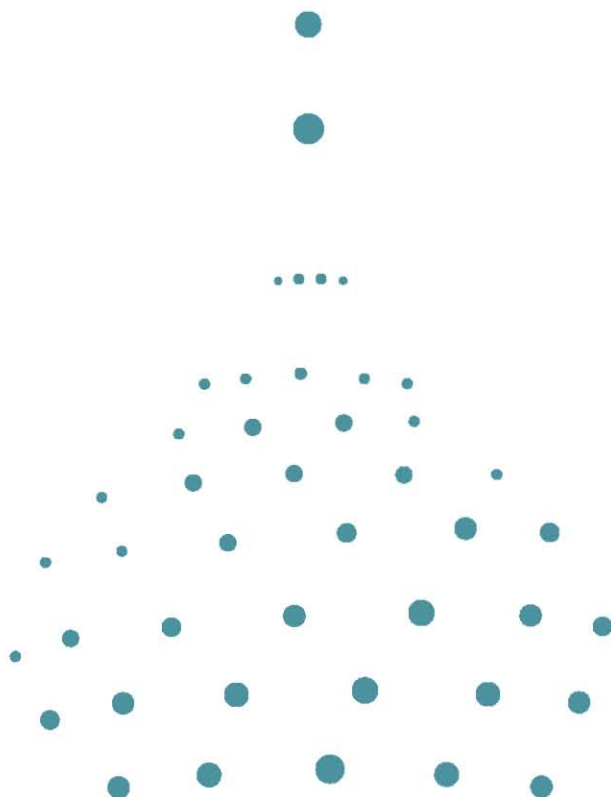
Pour pouvoir allier une telle variété d'intérêts, il faut avoir une direction attentive de la part du gouvernement, étant donné que la plupart des valeurs patrimo-

niales (l'existence, l'héritage, les valeurs esthétiques, spirituelles, sociales, historiques et symboliques) intéressent toute la collectivité et sont prévues explicitement pour faire participer les citoyens au processus d'attribution des ressources. Dans un contexte démocratique, ces intérêts sont bien représentés par les organismes gouvernementaux élus. De plus, le secteur public est le seul acteur apte à résoudre les problèmes de coordination lorsqu'il agit dans les secteurs urbains dégradés et de diminuer les partis pris de la philanthropie privée ainsi que d'établir un processus de conservation du patrimoine urbain durable qui est conforme aux objectifs de la collectivité.

En terminant, il convient de réitérer que les efforts de conservation au sein des centres historiques ne deviendront durables que si les biens préservés sont utilisés de concert avec les demandes sociales ou du marché. Pour atteindre cet objectif tout en sauvegardant la préservation historique, il faut établir un équilibre délicat entre les intérêts de divers acteurs. Ainsi, la participation de tous les acteurs sociaux dans leurs capacités les plus efficaces et conformément à leurs meilleurs intérêts dans le processus de prise de décision est une condition essentielle de la conservation du patrimoine urbain ; il ne peut être abordé sans l'action concertée d'acteurs individuels. Le processus requiert une action concertée de la part de toutes les parties intéressées, ce qui requiert en retour la direction du secteur public.

**OUTILS PRATIQUES DE
PROMOTION CONJOINTE DU
PATRIMOINE ET DE
L'ÉCONOMIE DANS LES VILLES
HISTORIQUES.
UNE APPROCHE
OPÉRATIONNELLE**

Par Jean-Louis Luxen
Culture, Patrimoine et Développement International



JEAN-LOUIS LUXEN détient un doctorat en droit de l'Université de Leuven et est un diplômé émérite d'Économie de l'Université de Stanford. Il est actuellement président de l'association Culture du Patrimoine et du Développement International, ASBL, basée à Bruxelles. Il a occupé le poste d'administrateur général du Département de l'Éducation et de la Culture de la communauté française en Belgique. Il est aussi professeur et membre du conseil de l'Université de Louvain - la neuve. Il travaille dans le domaine de la préservation du patrimoine depuis 1973, à l'avant-garde aux niveaux national et européen. Il est devenu Secrétaire général d'ICOMOS en 1993 et il a été chargé de l'élaboration de rapports importants pour des organisations internationales, comme le Conseil de l'Europe. Il a aussi été l'Officier de liaison d'ICOMOS pour l'implantation de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO. Il travaille actuellement à la promotion de projets culturels et de développement au sein d'organisations non gouvernementales.

RÉSUMÉ

Cette présentation portera sur des façons de mobiliser des fonds additionnels (publics et privés) pour la conservation ; le type de dépenses dont il doit être tenu compte ; le rôle des autorités publiques ; les outils fiscaux et administratifs disponibles ; et la pertinence de diverses mesures selon le type de dépenses.

APPROCHE

L'exposé vise à mettre en lumière le rôle des autorités municipales dans la mise en œuvre des diverses actions de bonne conservation des valeurs patrimoniales d'une ville en vue de la promotion de son dynamisme économique et social. Les autorités municipales, proches des réalités concrètes, sont les mieux placées pour dégager la synthèse, dans une relation qui convient à tout le monde (« gagnant-gagnant »), entre les mesures de sauvegarde et le développement humain équilibré de leur cité. Une ville historique est un organisme vivant singulier : il s'agit donc de lui garder son authenticité, son âme, tout en offrant à ses habitants l'accès aux progrès techniques et sociaux de la société contemporaine.

La durée de l'exposé ne permet pas d'entrer dans la description détaillée des mesures pratiques évoquées. Elles seront plutôt indiquées comme des exemples de bonnes pratiques.

Par contre, il semble très important de faire apparaître la complémentarité des actions opérationnelles, à partir d'un large éventail de possibilités. Des mesures isolées ne produisent que des effets limités. Pour mettre en mouvement une dynamique urbaine, culturelle, sociale, économique, il est recommandé de mener de front diverses actions qui, par synergie, se renforcent mutuellement.

UNE GRANDE DIVERSITÉ DES SITUATIONS

Parlant de conservation, il est souvent dit que « chaque cas est un cas particulier ». De même, *chaque ville a son histoire, sa géographie, ses données humaines propres*. Au départ, il convient de procéder à l'analyse, au diagnostic des conditions spécifiques de telle ou telle cité. Il n'y a pas de recette universelle, mais des exemples, des modèles dont il est possible de s'inspirer pour définir les mesures appropriées, en concertation avec tous les acteurs concernés. Les situations sont différentes à l'intérieur d'un pays comme le Mexique, à Puebla à Oaxaca ou à Guanajuato.

Plus fondamentalement, les traditions, le *contexte institutionnel et les conditions socio-économiques du pays* concerné constituent un cadre général déterminant. Cette forme de contrainte conditionne largement la marge de manœuvre des autorités municipales. À cet égard aussi, les exemples proposés ne sont pas applicables comme tels, mais doivent être adaptés aux conditions locales. Les situations sont tout à fait différentes à Québec, à Tombouctou, à Vienne ou à Luang Prabang.

TROIS MISSIONS PRINCIPALES DE COORDINATION

En revanche, toutes les municipalités ont en commun trois principales missions de coordination :

Coordination des interventions des *différents niveaux de pouvoirs publics* : national, provincial, local. Partout, la complémentarité des réglementations et des ressources appelle une synthèse. Le plus souvent, c'est pour le territoire d'une municipalité que cette synthèse est la plus indiquée, la plus opérationnelle. C'est ainsi que la réhabilitation d'Alcala de Hénares a été organisée dans le cadre d'une convention entre l'État espagnol, la Province de Guadalajara, la municipalité et l'université d'Alcala.

Coordination entre *secteur public et secteur privé*. Les pouvoirs publics définissent les objectifs économiques, sociaux et culturels. Mais pour atteindre ces objectifs, ils doivent mobiliser le secteur privé : les propriétaires, les acteurs économiques, le secteur financier. Cette coordination se concrétise le plus souvent au niveau d'une ville ou d'un quartier urbain. Parfois, elle est réalisée par la mise sur pied d'un comité d'action, qui forme une instance de concertation et d'action.

Dans l'approche de la *conservation intégrée*, le patrimoine est au cœur des projets de développement local et les dépenses de conservation ont un caractère d'investissement. Au-delà des édifices historiques exceptionnels, c'est l'ensemble du « paysage urbain » qui est en jeu, dans

ses valeurs d'accompagnement, et en particulier l'échelle du bâti. Encore faut-il que les diverses initiatives s'inscrivent dans *un plan municipal de développement humain*, un plan global, équilibré, à moyen et à long terme. L'élaboration démocratique d'un tel plan et sa mise en œuvre méthodique sont une responsabilité majeure des autorités municipales, car il définit la « feuille de route » de tous les acteurs, y compris les acteurs économiques, l'industrie, l'artisanat, le commerce.

LA PLANIFICATION URBAINE POUR ORIENTER LES INVESTISSEMENTS, LES INITIATIVES ÉCONOMIQUES, LES PROJETS SOCIOCULTURELS

Dans une large mesure, les réglementations urbanistiques conditionnent la rentabilité des projets immobiliers. Ce sont des outils très efficaces pour *orienter les choix des décideurs* économiques, mobiliser les ressources du secteur privé et atteindre des objectifs que, souvent, les pouvoirs publics ne pourraient atteindre seuls :

- *D'une part, décourager des initiatives préjudiciables au patrimoine, comme les ruptures d'échelle ou une trop grande densité d'occupation ;*
- *D'autre part, de manière positive, orienter les investissements et les initiatives économiques vers des projets concertés, notamment pour la réhabilitation de l'habitat et l'accueil des visiteurs.*

Ces réglementations urbanistiques comportent une série de dispositifs, basés sur des études diverses (histoire, archéologie, démographie, affectations foncières, activités économiques et sociales, équipements publics, etc.).

Un *arsenal des réglementations* peut comporter :

- *Atlas des éléments patrimoniaux majeurs (architecture, archéologie, espaces publics...) méritant une protection particulière.*
- *Plan d'occupation des sols, avec la détermination des affectations autorisées.*
- *Plan général d'urbanisme visant à la sauvegarde des valeurs patrimoniales urbaines.*
- *Plans particuliers d'aménagement, propres à des quartiers.*

Encore faut-il veiller à leur respect effectif, grâce à un suivi régulier.

LES MÉCANISMES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

Un *service du patrimoine* accessible au public permet une communication suivie avec la communauté locale, une présentation des projets municipaux, le partage de conseils pratiques, voire l'assistance dans le montage de dossiers de financement. Le meilleur exemple est sans doute, aux Pays-Bas, le « bureau unique » qui conseille les propriétaires tant sur les aspects techniques que sur le financement de la conservation, tout en rassemblant sous sa responsabilité les diverses démarches administratives à accomplir. L'Association pour la Sauvegarde de la Médina de Tunis est aussi un bel exemple d'une telle agence opérationnelle.

Divers mécanismes permettent de mobiliser les ressources dans des montages financiers adaptés à des objectifs précis :

- *les fonds de roulement permettent de réhabiliter des édifices, de les remettre sur le marché et de réattribuer les fonds à de nouveaux projets, selon la pratique du National Trust britannique ;*
- *les régies foncières offrent un cadre spécialisé souple pour les opérations mises en œuvre par l'autorité municipale ;*
- *la garantie (totale ou partielle) du remboursement des emprunts de réhabilitation ;*
- *les effets financiers originaux, comme les certificats fonciers de réhabilitation.*

LE LOGEMENT

Le plus souvent, les centres historiques demandent une politique de logement adaptée qui permet une modernisation compatible avec la sauvegarde du patrimoine. Cette politique de logement constitue une *dimension essentielle* d'une conservation urbaine basée sur la mobilisation des ressources des propriétaires. Il ne s'agit pas seulement d'édifices historiques, mais aussi de bâtiments modestes formant des ensembles urbains caractéristiques.

Les financements relatifs aux *logements sociaux* permettent d'éviter le phénomène d'« embourgeoisement » et de garder les résidents traditionnels et, plus largement, le caractère authentique des quartiers rénovés.

Les « *opérations groupées d'amélioration de l'habitat* », en France, se basent sur une convention entre divers

niveaux de pouvoirs publics et le secteur privé pour mobiliser dans un quartier urbain, durant une période de 3 ou 4 ans, toutes les ressources disponibles et réaliser une réhabilitation significative, avec effet d'entraînement sur les autres quartiers.

Une *politique des loyers* équilibrés doit concilier accessibilité sociale (pas de loyers trop élevés) et incitation au propriétaire à assurer la bonne conservation de son immeuble (pas de loyers dérisoires). Dans plusieurs pays, un « *bail de réhabilitation* » de longue durée permet au locataire de bénéficier d'aides pour des travaux de restauration.

Une *taxe sur les immeubles (ou les étages) vides* incite à l'occupation effective, de préférence résidentielle. Cette mesure aide à prévenir des formes d'abandon qui sont souvent l'amorce d'un cercle vicieux de « désertification » des centres urbains.

LE TOURISME

Il est bien connu que le tourisme dans les villes historiques peut être la meilleure ou la pire des choses. Il s'agit dès lors de maximiser les effets positifs et de minimiser les effets négatifs (physiques ou immatériels) de la fréquentation touristique pour le patrimoine urbain et pour la vie quotidienne des citoyens. Du point de vue de l'économie, pour dégager un bilan positif, il importe que les visiteurs logent *au moins une nuit sur place*. À bien des égards, Grenade, Espagne, offre un bon exemple de concertation locale pour l'étalement des visites, avec notamment une priorité d'accès à l'Alhambra aux visiteurs qui logent en ville.

TROIS PHASES PEUVENT ÊTRE DISTINGUÉES :

La *gestion de la demande*, souvent coordonnée au niveau provincial ou national, vise à fournir l'information voulue aux visiteurs et à les orienter dans le temps (périodes de l'année) et dans l'espace (lieux complémentaires à visiter).

La *gestion de la destination*, responsabilité des autorités locales, est essentielle pour une bonne coordination entre les gestionnaires de sites, les transports locaux, l'accueil dans les restaurants et les hôtels, l'offre culturelle ou de loisirs, y compris dans la dimension immatérielle (gastronomie, folklore, traditions populaires...)

La *gestion des sites* est de préférence déléguée à un opérateur autonome, assumant sa responsabilité financière.

LE COMMERCE, L'ARTISANAT, LES SERVICES

Sur ce plan, deux objectifs complémentaires sont poursuivis.

- *D'une part, obtenir des retombées positives sur l'activité économique locale.*
- *D'autre part, faire en sorte que la ville offre une capacité d'accueil convenable, au plan quantitatif et au plan qualitatif.*

Pour cela, des *mesures d'orientation et de soutien* sont nécessaires :

- *soutien à un artisanat de qualité,*
- *liaison étroite avec les tenanciers de restaurants et d'hôtels,*
- *coordination des voyageurs locaux et des entreprises de transport,*
- *organisation de visites guidées, avec formation et accréditation de guides,*
- *lutte contre le chômage et formation pratique, dans l'escuela taller espagnole (école atelier),*
- *maintien d'une main-d'œuvre compétente dans les méthodes de conservation et de restauration,*
- *approvisionnement en matériaux traditionnels locaux pour la conservation,*
- *etc.*

rante, accueil des visiteurs, formation, animation, soutien au patrimoine immatériel...

D'autre part, un *relevé des possibilités de financement public* : direct ou indirect. Ces financements publics dépendent souvent des instances nationales ou régionales. Certaines mesures peuvent néanmoins être prises par la municipalité, dont le rôle est surtout de donner de la cohérence aux projets et de soutenir les demandes qui s'y conforment.

- 1) *investissements publics directs (pour les édifices exceptionnels, avec contrôle étroit),*
- 2) *subventions à taux variables selon la priorité fixée par le pouvoir public et le degré de mobilisation de fonds privés souhaités (avec contrôle, mais lenteurs administratives),*
- 3) *prêts, avec éventuelle bonification d'intérêt (lorsque l'exploitation du patrimoine a une perspective de rentabilité),*
- 4) *primes pour inciter, par exemple, à la réhabilitation des façades ou à l'ouverture au public, ou bien encore pour récompenser des initiatives exemplaires,*
- 5) *exonérations fiscales sur les frais de gestion, sur les droits de succession, sur les droits de transmission, sur l'imposition foncière...(plus souples, mais avec contrôle moindre),*
- 6) *réduction du taux de TVA sur les travaux de réhabilitation,*
- 7) *incitation fiscale au mécénat et au patronage (sponsoring).*

LE FINANCEMENT DE LA CONSERVATION ARCHITECTURALE ET URBAINE

Au départ, il convient de garder à l'esprit que *l'argent public est une amorce* permettant, par un effet multiplicateur, de mobiliser les ressources du secteur privé et en particulier, des propriétaires fonciers.

Il importe de *confronter les divers types de dépenses aux sources de financement possibles* et d'établir les relations les plus logiques et les plus opérationnelles.

Une double analyse est ainsi faite:

D'une part, une *analyse des types de dépenses* :

- 1) *selon les centres de frais : réhabilitation d'un édifice (public ou privé), présentation d'un site archéologique, aménagement d'espaces urbains ou d'espaces verts, amélioration des équipements...*
- 2) *selon les types d'activités : recherches ou études préalables, maintenance, restauration, gestion cou-*

Ainsi se dessinent *des relations préférentielles*. Par exemple, les subventions ou les prêts permettent de mieux contrôler les dépenses de réhabilitation, mais avec plus de lourdeur administrative. En revanche, les exonérations fiscales offrent une procédure plus simple, mais un moindre suivi et sont plus indiquées pour la maintenance.

Les *financements internationaux* se sont multipliés au cours des dernières années, proposés par des instances intergouvernementales (UNESCO, Union européenne) ou par des institutions financières (Banque mondiale, banques régionales). De même, les coopérations bilatérales offrent aussi des possibilités variées. Ces financements, qu'il s'agisse de prêts ou de subventions, restent exceptionnels. Le plus souvent, ils sont négociés par les États, avec implication indirecte des autorités municipales. Ils méritent néanmoins l'attention.

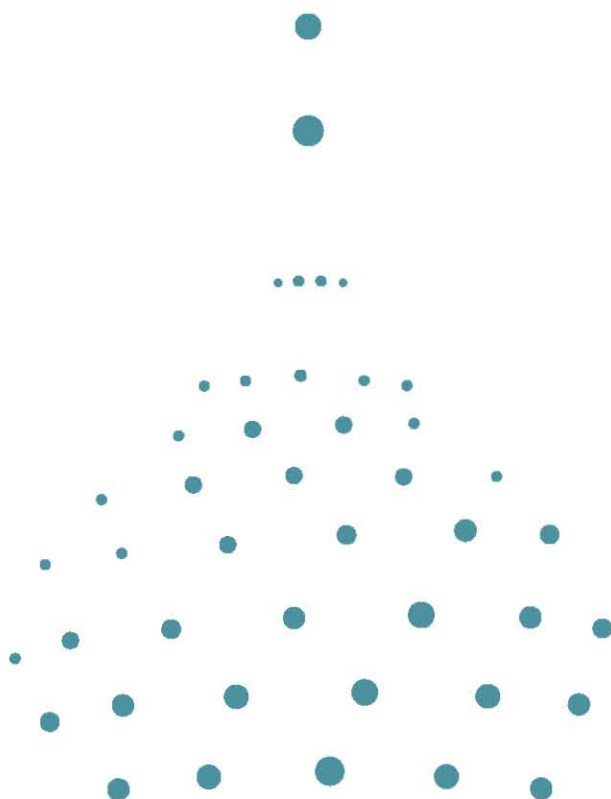
UN CLIMAT GÉNÉRAL FAVORABLE

Pour qu'un « cercle vertueux » s'établisse entre conservation du patrimoine et bien-être économique et social, il faut *une dynamique fondée sur l'adhésion de tous les acteurs* locaux. L'association étroite des chambres de métiers, des chambres du commerce et de l'industrie et des organismes financiers à cette politique volontariste crée un climat favorable aux initiatives économiques particulières, et met en lumière la pertinence et l'intérêt d'investissements dans le secteur du patrimoine.

La « direction » de l'autorité municipale est essentielle à cet égard. Parfois, cette détermination se traduit par la désignation *d'un adjoint au maire*, responsable du patrimoine, avec une responsabilité « transversale » peut faire appel aux diverses compétences. Une communication suivie avec les citoyens, dans une forme de démocratie urbaine, rassemble les énergies et les ressources. Des manifestations comme les « Journées du Patrimoine », des programmes comme « L'École adopte un monument » ou des prix (individuels ou collectifs) d'actions exemplaires, sont autant d'occasions de soutenir l'intérêt et de garder la hiérarchie des valeurs : le patrimoine est une ressource, certes, mais sa bonne conservation doit rester l'objectif principal.

RÉSUMÉ DES DÉBATS 20 JUIN 2007 (SESSION 1)

RAPPORTEUR : DINU BUMBARU
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, ICOMOS



DINU BUMBARU est un architecte formé à l'Université de Montréal. Il a poursuivi ses études en conservation du patrimoine à l'ICCROM et à l'Université York. Depuis 1982, il travaille à Héritage Montréal, un organisme non gouvernemental indépendant dont l'objectif est de protéger le patrimoine historique, architectural et naturel dans un contexte métropolitain. Il est actuellement directeur des politiques pour cet organisme, un des plus importants du genre au Canada.

M. Bumbaru joue un rôle actif auprès de diverses organisations qui se consacrent à la planification et au développement urbain en relation avec le patrimoine culturel et l'environnement. Il est membre du conseil d'administration de plusieurs organisations canadiennes dont l'objectif est de protéger le patrimoine culturel. Depuis 1995, il est membre bénévole du Comité consultatif de planification de l'arrondissement d'Outremont, un secteur de Montréal ayant un fort sentiment d'identité, de qualité du patrimoine et de qualité architecturale.

De plus, Dinu Bumbaru prend une part active au sein du Conseil international des monuments et sites (ICOMOS). Participant au Comité canadien de l'ICOMOS depuis 1989, fut aussi membre ordinaire du Comité exécutif international de l'organisation. De 2002 à 2008, Dinu Bumbaru a été la secrétaire général de l'ICOMOS.

*Ce fut un grand Vaisseau, taillé dans l'or massif
Ses mâts touchaient l'azur, sur des mers inconnues...*

Le Vaisseau d'Or

Émile Nelligan (Montréal)

Écrits par un poète issu de deux cultures, ces mots évoquent les villes, sculptées et façonnées dans l'or de leur histoire et de leur patrimoine par le temps, la vie et les cultures des sociétés humaines qui les habitent. Tout comme un tel bateau fantastique, nos villes patrimoniales peuvent briller de merveilles, mais demeurent soumises à des actions peu judicieuses, à la négligence des membres de l'équipage ou à un manque de direction éclairée et engagée pour faire face aux mers agitées ou au mauvais temps, et elles pourraient toutes sombrer, menant à la perte de leurs passagers et de toutes les sociétés humaines.

De telles réflexions ne sont pas étrangères à la présentation et aux discussions qui ont eu lieu au cours de la première journée du 9^e Congrès mondial de l'Organisation des villes du patrimoine mondial, qui a eu lieu à Kazan, la capitale de la République de Tatarstan de la Fédération de Russie. Le thème général de ce colloque portait sur la conservation et l'économie au sein de ces villes caractérisées par la présence sur leur territoire d'un site reconnu pour ses valeurs universelles exceptionnelles et qui sont par conséquent inscrites sur la Liste du patrimoine mondial, administrée par l'UNESCO.

A PROPOS DES COMMUNICATIONS

Les présentations du professeur David Throsby de l'Université Macquarie à Sidney, en Australie, et de la professeur Mona Serageldin de l'Université Harvard, à Cambridge, aux États-Unis, ont fourni un cadre bien défini de mots clés auxquels les participants pouvaient se référer dans les discussions qu'ils ont tenues durant les cinq ateliers distincts qui ont eu lieu en tatar, en russe, en anglais, en français et en espagnol. Bien que les deux présentations clés soient disponibles dans leur texte intégral, il est utile de souligner quelques-uns des concepts qu'ils ont apportés comme base pour la discussion des questions soumises aux participants ainsi que certaines observations découlant de ces présentations.

Le professeur Throsby a traité du vocabulaire commun à la conservation et à l'économie, mettant l'accent sur la notion clé de **Valeur**. L'une d'entre elles est partagée par les deux domaines et représente l'un des motifs fondamentaux de décision et d'action. En fait, l'OVPM existe à cause de la reconnaissance internationale officielle des valeurs spécifiques d'une partie du tissu urbain ainsi que du patrimoine architectural ou archéologique de ses villes membres. Alors que la gestion basée sur les valeurs peut parfois être dangereuse pour le patrimoine, car elle pourrait être fondée sur des définitions très limitatives du patrimoine, les villes du patrimoine mondial bénéficient d'une déclaration de « *Valeur universelle exceptionnelle* » à la suite de la décision du Comité du patrimoine au moment de leur inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Le professeur Throsby a mis en évidence le concept de plus en plus répandu de « *capital culturel* » (comparativement au capital financier), qui pourrait inspirer des pratiques dynamiques de gestion fondées autant sur la préservation que sur le développement, tout en préservant l'authenticité. Il a aussi fait état des préoccupations actuelles sur la durabilité et la qualité de vie, même en relation avec l'économie des villes.

Lors de son intervention, la professeur Serageldin a mis l'accent sur les **Acteurs** jouant un rôle, avec ou sans mission particulière pour le faire, dans la gestion et le développement des villes et de leur personnalité distincte, leur identité et leur âme. Sa présentation a illustré les diverses formes de vulnérabilité dans le rôle des villes comme étant de véritables établissements humains associés reflétant l'histoire et la culture des peuples qui les façonnent et qui y vivent. Pensons à la transformation actuelle des villes, tout particulièrement en Chine et en Asie de l'Est, et comment une telle transformation illustre la perte rapide du caractère distinct que les villes ont acquis depuis des siècles et des millénaires, avec l'apparition de centres commerciaux tape-à-l'œil, de

gratte-ciel et d'autres composantes ordinaires du style mondial banal qui servent la cause de l'uniformité des villes, au détriment de leur patrimoine authentique. Dans sa référence aux acteurs et aux intervenants, la professeur Serageldin rappelle la multidimensionnalité des décisions et des actions reliées à la gestion et au développement urbain, introduisant la nécessité de concilier les divers points de vue au moyen de méthodes appropriées qui unissent la société en vue d'atteindre des objectifs communs.

TROIS QUESTIONS AYANT FAIT L'OBJET DE DISCUSSIONS EN GROUPES

Tous les ateliers et toutes les discussions entre les participants étaient basés sur le contenu des trois questions qui leur ont été soumises par les organisateurs du programme scientifique du congrès. Toutefois, les discussions qui ont eu lieu sous diverses formes portaient sur un certain nombre de questions que les participants avaient apportées eux-mêmes à leurs ateliers de groupes de discussion plus restreints. Par conséquent, le rapport suivant a été préparé en regroupant, sous les questions pré-établies, des éléments, des idées et des suggestions apportés par les porte-parole de ces groupes à la suite des discussions.

Question 1: Pensez à un seul élément de patrimoine culturel dans la ville du patrimoine culturel que vous connaissez le mieux. Quels sont les principaux impacts économiques (autant les bénéfices que les coûts) que cet héritage patrimonial a sur l'économie de la ville ?

Les participants ne sont pas entrés dans les détails sur les impacts positifs et négatifs, mais ils ont plutôt discuté sur cette question de manière plus générale. Dans l'ensemble, la discussion basée sur les cas a porté sur certains types de biens patrimoniaux : le patrimoine culturel intangible et le patrimoine bâti. Il a été tenu compte de deux principaux types de patrimoine culturel :

- *Le patrimoine culturel intangible est présent dans la plupart des villes, tout particulièrement sous forme de festivals religieux, d'artisanat et d'activités traditionnelles ou d'événements associés à la vie des habitants et de leurs collectivités. Les fêtes religieuses sont considérées comme étant très bénéfiques pour la population et l'économie de la ville, car elles attirent beaucoup de monde et viennent en aide autant à l'industrie*

des services qu'à l'industrie artisanale compte tenu des dépenses effectuées par les fidèles et les visiteurs (les festivals attirent de plus en plus de touristes culturels intéressés à l'événement et à sa signification). Elles peuvent aussi faire partie de stratégies beaucoup plus globales pour les événements culturels dans la ville. Toutefois, ces fêtes sont habituellement saisonnières et sont souvent concentrées dans un secteur ou dans des sites spécifiques (comme les sanctuaires ou les endroits de culte) et il faut déployer de plus en plus d'efforts pour répartir plus uniformément les bénéfices dans le temps, dans l'espace et parmi les habitants de la ville.

- *L'héritage bâti* est la composante physique de la ville. Il comprend les structures individuelles et les monuments architecturaux, les complexes et les groupes d'édifices. Il englobe aussi des régions urbaines entières, comme des centres historiques ou des quartiers particuliers d'une ville. Il représente une valeur économique majeure pour la ville et offre des endroits pour mener les activités essentielles à sa vie et à son développement. Les participants ont discuté des avantages économiques et des coûts associés aux besoins matériels (l'entretien, la restauration, la réutilisation) de l'héritage bâti. Les bénéfices comprennent l'entretien d'un large capital de propriétés immobilières et une infrastructure d'espaces utilisables à des fins municipales qui contribuent, par leur patrimoine et leur valeur symbolique ainsi que par leur capacité fonctionnelle, au sentiment d'appartenance et à la qualité de vie dans la ville patrimoniale. Parmi les bénéfices, il existe diverses formes de redistribution de l'argent dans la collectivité, tout particulièrement lorsque des entreprises concessionnaires ou des artisans sont engagés pour effectuer l'entretien des investissements durables. Cela aide aussi à préserver le capital d'expertise de la ville, qui est souvent associé aux technologies appropriées et plus durables. Les participants ont souligné le fait que, en plus des coûts réels des travaux, il y avait les coûts de laisser l'infrastructure patrimoniale des édifices historiques et des espaces publics en mauvais état, du manque d'entretien ou de l'utilisation inappropriée qui devaient être pris

en compte, tant en termes financiers qu'en termes culturels.

Question 2 : Discutez des façons dont les évaluations autant de la valeur culturelle que de la valeur économique d'un édifice patrimonial dans un milieu urbain peuvent être pris en compte en planifiant des décisions sur l'utilisation future d'un édifice.

Les participants ont accordé une attention particulière à la façon dont la prise de décision doit être fondée adéquatement et comment elle doit être adaptée pour obtenir des résultats appropriés et efficaces. Deux grands principes sont ressortis des discussions.

- *S'assurer que la décision est fondée sur la connaissance et la sensibilité culturelle.* Il faut se doter d'un processus d'identification des biens patrimoniaux de la ville, qu'ils soient tangibles (comme les édifices ou les structures individuelles, les espaces publics, les paysages urbains, les divers quartiers ou les panoramas, les sites archéologiques, les biens meubles ou les archives) ou intangibles (comme les rituels, les festivals, les traditions vivantes, l'artisanat et même les caractéristiques de la ville ou de ses quartiers). Une telle identification permettrait aux décideurs de se doter d'un outil d'expertise pouvant mieux appuyer leurs actions en indiquant de la façon la plus appropriée et la plus contemporaine la condition de l'évolution d'une société qui constitue le patrimoine d'une ville et ainsi, permettrait de canaliser les efforts sur la protection, la conservation adéquate et les priorités de développement appropriées.
 - Ce processus devrait permettre d'identifier les valeurs et les intérêts que les biens patrimoniaux apportent à la société, que ce soit sur le plan local, national ou international par le biais de diverses méthodes scientifiques et communautaires.
 - Ce processus ne devrait pas être un exercice exclusif, statique et final, mais devrait plutôt rester ouvert au moyen de mises à jour régulières et continues, pour être enrichi et bénéficier des fruits de la recherche universitaire,

des consultations publiques et des approches de participation de la collectivité.

- *S'assurer que les impacts réels des décisions sont bien mesurés.*

La surveillance, la mesure et la compréhension des impacts réels des décisions individuelles ainsi que des politiques ou des programmes généraux sont des éléments essentiels d'une approche durable au développement. Ce processus permet d'améliorer l'impact positif sur le patrimoine, la collectivité et l'économie. Dans le cadre d'une approche de prévention requise pour un bien non renouvelable qu'est le patrimoine, ce principe fournit aussi des leçons utiles pour améliorer les prises de décision futures et pour prévenir les impacts négatifs possibles en permettant de faire des ajustements et en les guidant pendant la phase d'implantation.

- *Il devrait reposer sur un système adapté d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, de documentation et de processus de consultation inclusifs.*
- *Il devrait inclure l'évaluation de l'impact des projets, des programmes, des politiques, des priorités ou des plans (tant publics que privés) sur les biens patrimoniaux, leur utilisation, leur authenticité et leur valeur.*
- *Il devrait être intégré dès le début dans les processus décisionnels et même paraître dans la législation avec des indicateurs clés.*

Question 3: La plus-value sans cesse croissante des centres historiques à travers le monde conduit à la transformation de nombreux édifices historiques à des fins commerciales, ce qui amène souvent le déplacement des habitants. Pourtant, une commercialisation « excessive » a un impact négatif sur le caractère et l'identité du site. Quand les contrôles sur l'utilisation sont-ils considérés arbitraires et comment les autorités d'une ville peuvent-elles compenser les contestations judiciaires ?

Les participants ont discuté des outils et des politiques permettant de contrôler et d'orienter positivement la transformation fonctionnelle des centres historiques ou des régions historiques des villes. Les échanges ont

moins porté sur la nature individuelle de ces outils et les contestations judiciaires spécifiques auxquelles ils peuvent faire face lors de leur implantation, que sur les conditions plus fondamentales requises pour les rendre efficaces au fil du temps, principalement pour les considérer davantage comme faisant partie d'une stratégie globale de conservation ou d'un système de gestion plutôt que comme des mesures isolées.

- *S'assurer de la compréhension et du soutien du public en général au moyen du développement d'outils de conservation et de gestion.*

Les plans, les politiques, les règlements et même les outils innovateurs sont le mieux élaborés par ceux qui auront à les planter, avec le bénéfice de l'apport approprié du public ou du processus de participation. Cela assure la transparence, la définition d'objectifs généralement acceptés et la compréhension de la responsabilité partagée pour que leur mise en œuvre soit un succès. Cette façon de faire contribue aussi à l'éducation générale et à l'adhésion de tous les intervenants.

- *Consulter la collectivité, les entreprises, les universités et les experts en établissant des objectifs appropriés d'utilisation et de développement pour la ville et son patrimoine, et en surveillant la réalisation;*
- *Établir des mécanismes permanents tels que des commissions mixtes pour regrouper diverses parties dans l'implantation des mesures de contrôle et d'une façon plus générale, de la stratégie de conservation et son système de gestion.*

- *S'assurer de la crédibilité et de la durabilité lors de l'implantation des stratégies et des outils de conservation et de gestion.*

Pour garantir la crédibilité, il faut faire participer des organisations professionnelles, universitaires et non gouvernementales crédibles dans la surveillance et l'imputabilité de l'efficacité et de l'équité des stratégies de conservation ou des mesures plus spécifiques, comme les contrôles. Ce principe découle aussi de l'implantation efficace, cohérente, équitable et fiable des diverses mesures

et des diverses actions et, en tant que tel, il est une conséquence de l'allocation durable des ressources professionnelles et matérielles.

Le fait d'assurer la transparence et de donner de l'information au moyen de rapports de progrès à l'intention du public améliore la crédibilité du système de gestion de conservation en entier.

- *S'assurer que les bénéfices découlant des activités économiques et touristiques reliées au patrimoine contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans la ville, en particulier pour les régions patrimoniales ciblées.*
- *S'assurer que, non seulement les divers éléments du secteur public reconnaissent les objectifs de la stratégie globale de conservation et se soumettent aux mesures de contrôle, mais qu'ils assument aussi la direction en montrant l'exemple dans leur mise en œuvre.*

QUELQUES OBSERVATIONS FINALES

Parmi les divers points soulevés lors des discussions, plusieurs ont porté sur l'importance de compléter les ensembles de matériels plus conventionnels avec un ensemble d'outils informatiques.

- *Les types de contrôle informatiques ont souvent été élaborés dans le contexte des lois ou des mesures municipales mettant l'accent sur la protection des biens patrimoniaux uniques tels que les édifices historiques ou les sites archéologiques. Par leur nature, ils sont moins susceptibles de répondre entièrement aux besoins de conserva-*

tion des lieux patrimoniaux d'une ville avec leur écosystème d'utilisation, leur économie à petite échelle et les particularités des diverses cultures, pour lesquelles une approche informatique est un complément nécessaire.

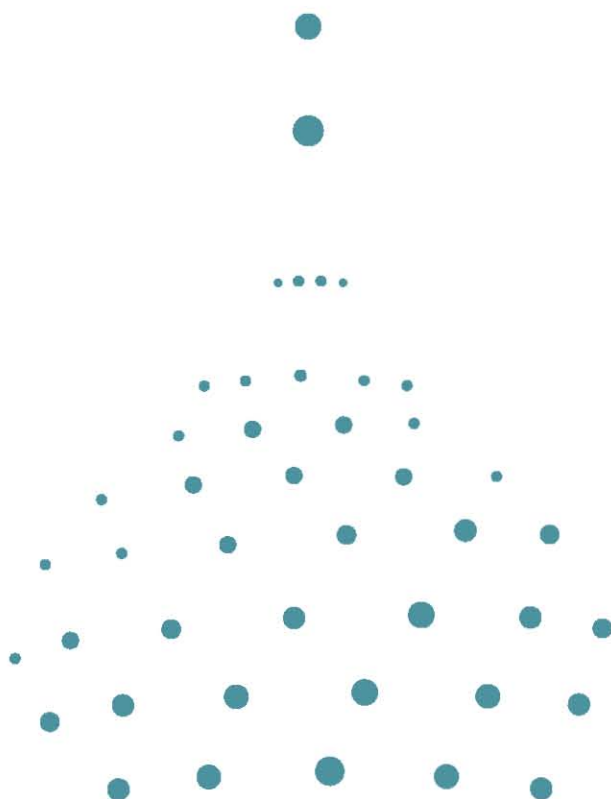
- *Le logiciel comprend une base enrichie pour la prise de décision, qui contient les valeurs patrimoniales en plus d'une liste des biens patrimoniaux. Il intègre aussi un processus pour le partage des responsabilités et pour la participation de la collectivité dans la définition et l'implantation de la stratégie de conservation et de son système de gestion. Finalement, le logiciel doit fournir des mécanismes de liens adéquats pour que les divers acteurs ne soient pas isolés, ce qui mènerait à des conflits qui desserviraient les objectifs de conservation et de développement.*

En 2007, pour maintenir un niveau de développement économique approprié et respectueux, il est nécessaire de suivre le genre de direction exercée par les villes associées de si près à la Convention du patrimoine mondial. Une direction engagée de la part des autorités municipales est essentielle pour répondre aux besoins complexes d'une ville et de son patrimoine. Une telle direction serait probablement la plus apte à devenir un rassembleur permanent des secteurs publics, privés, universitaires et civils en vue d'actions concertées.

La définition d'une stratégie de conservation dans le cadre d'un plan global de développement est un secteur particulier où cette direction peut s'exprimer. Une telle vision (et les actions de suivi et de reddition de compte nécessaires) requiert un équilibre entre le fait de combler les besoins et les ambitions à court terme (économiques et autres) et le futur à long terme de ces biens patrimoniaux exceptionnels qui font en sorte que la ville est distincte partout dans le monde.

RÉSUMÉ DES DÉBATS 21 JUIN 2007 (SESSION 2)

RAPPORTEUR: ALFREDO CONTI
PRÉSIDENT, ICOMOS ARGENTINA



ALFREDO CONTI a reçu une formation en architecture à l'Université La Plata et de conservateur du patrimoine bâti à l'Université de Buenos Aires. De 1978 à 1990, il a travaillé comme planificateur urbain et spécialiste en préservation du patrimoine pour la municipalité de La Plata. En 1991, il est devenu chercheur pour la Commission de recherche scientifique de la province de Buenos Aires. Il est aussi conseiller pour la Commission nationale des monuments historiques et professeur à l'Université La Plata. Il a publié divers ouvrages en Argentine et dans d'autres pays de l'Amérique latine et de l'Europe.

M. Conti est un membre actif de l'ICOMOS sur les plans national et international. Il a été secrétaire général de l'ICOMOS Argentine (1996-1999), vice-président (1999-2005), et en est aujourd'hui le président. Il est membre associé des Comités internationaux scientifiques des routes et des villes et villages historiques culturels et depuis 2000, il est représentant de l'ICOMOS pour le rapport et le suivi périodique sur l'implantation de la Convention du patrimoine mondial en Amérique latine et dans les Caraïbes.

M. Conti a collaboré à la rédaction de rapports périodiques pour la Commission du patrimoine mondial de l'UNESCO portant sur la préservation des centres historiques, et il est aussi un membre de DOCOMOMO.

DEUXIEME SESSION DU CONGRÈS BASÉE SUR DEUX QUESTIONS:

Comment maîtriser les tensions engendrées par le développement dans les sites patrimoniaux urbains ?

De quels moyens pratiques peut-on utiliser afin d'atteindre le double objectif d'améliorer l'état du patrimoine en même temps que celui de l'économie dans les villes historiques ?

Les conférences préliminaires données par des experts invités ont présenté des conclusions claires en la matière. Sur la base de l'échange développé dans les cinq groupes de discussion, il apparaît possible d'inclure d'autres idées et d'autres propositions au débat.

Comme point de départ à la réflexion, les participants aux groupes de discussion ont reconnu que les zones ou les centres-villes historiques sont des secteurs dont l'administration demeure invariablement polémique. Par ailleurs, le secteur historique d'une ville ne doit pas être envisagé de manière isolée, mais bien comme étant intégré à un plus grand ensemble : la ville dans sa globalité. Toutes les politiques, les stratégies, les plans et les projets de développement doivent tenir compte de la relation entre le centre historique d'une ville et la ville prise dans son ensemble.

Question 1 : Il est généralement admis que les fonds publics servent d'élan au dégel des ressources des propriétaires immobiliers et du secteur privé en général. Quelles structures actives pourraient s'avérer plus efficaces afin d'impliquer tous les partenaires dans le financement de la conservation et de la restauration ?

La création d'organismes dédiés spécifiquement au financement ainsi qu'aux questions techniques est apparue comme une condition préalable indispensable pour réunir les différents acteurs sociaux impliqués dans la gestion de la ville. Il se peut faire qu'une seule organisation centralise les actions, ou bien encore que plusieurs organismes se partagent différents aspects techniques des opérations. Dans ce dernier cas, une coordination très stricte devient nécessaire afin d'assurer un travail harmonieux, sans chevauchement inutile de fonctions. Ces organismes doivent se montrer efficaces du point de vue administratif et faire montre de transparence dans leurs actes. Le respect et la confiance de la communauté restent un impératif.

Ces structures doivent faire une place à tous les acteurs impliqués dans le financement des travaux de conservation et de restauration. Le secteur professionnel de même que certaines ONG spécifiques doivent jouer un rôle de premier plan dans leur composition.

Le secteur public pourrait transférer une partie de ses investissements à ces entités pour l'instruction de projets de recherche, d'études de faisabilité et pour l'octroi de contrats signés par des agences gouvernementales.

Les investissements faits par l'État devraient être dirigés spécialement vers la construction et la maintenance d'infrastructures, vers la planification urbaine et l'aménagement du territoire, vers la conservation et la restauration de monuments de même que vers l'implantation de l'encadrement normatif corollaire à tout cela, et ce, en participant conjointement avec le secteur privé dans l'intervention sur les édifices patrimoniaux. En ce sens, il sied de travailler de concert avec le marché, non pas contre celui-ci.

Question 2 : Les partenariats public-privés sont vus en général comme de bonnes pratiques institutionnelles quant à la préservation et au développement durable des sites urbains patrimoniaux. Mais quels sont les moyens les plus efficaces pour minimiser les mésententes entre les deux parties ?

Les situations de conflit peuvent parfois être le résultat de collusions entre des structures publiques et des groupes sociaux ou culturels divers, qui se dressent en porte-à-faux avec les intérêts des investisseurs privés

liés à l'intendance de sites patrimoniaux. Considérant la nature multiple de tels conflits, réels ou potentiels, leur solution devrait prendre assise sur des compromis et des négociations entre les parties.

Le consensus entre les divers acteurs sociaux a été considéré par les participants comme la base nécessaire pour amoindrir les litiges relatifs au patrimoine urbain. Une telle chose nécessite préalablement consultation, sensibilisation publique, prise de conscience et participation populaire.

Les aspects suivants ont été soulevés par les participants en tant que moyens d'amortir les conflits pouvant survenir entre les divers intervenants :

- *S'assurer de l'implication de la communauté en encourageant la prise de conscience envers le patrimoine et sa conservation, et ce, à l'aide de rencontres publiques et de création d'espaces d'échange entre les divers acteurs sociaux.*
- *S'assurer que les programmes et les projets ne subissent pas de pression liée aux échéances politiques ; il demeure impératif de respecter des délais raisonnables et prudents quant à la prise de décisions.*
- *S'assurer que la planification urbaine définit de façon claire les opportunités et les zones géographiques liées au développement afin de minimiser les tensions. Le secteur public doit aussi se montrer plus strict dans le contrôle et le suivi des actions menées par le secteur privé.*
- *S'assurer que des stratégies et des moyens de communication entre les différents acteurs sociaux apparaissent indispensables. En ce sens, les décisions politiques et les projets urbains doivent se voir clairement communiqués à la communauté.*
- *Suggérer que les gouvernements locaux pourraient définir et mettre en place des mécanismes permettant la création de compagnies de construction à but non lucratif. Des prêts à faible taux d'intérêt devraient également être rendus possibles à dessein de faciliter les travaux de conservation gérés par des organismes publics locaux.*
- *Avancer que l'achat et la vente de droits de propriété (les droits de superposition par exemple) sont susceptibles de recalibrer la valeur d'un terrain et de permettre aux propriétaires d'édifices*

protégés d'obtenir des recours financiers pour la conservation de leurs biens immobiliers.

- *Avancer la possibilité de transférer l'investissement privé à des organismes autonomes dans le but de financer et d'administrer la construction, le maintien ou la conservation d'édifices.*
- *Avancer que les pays en développement peuvent bénéficier de ressources additionnelles grâce à des ententes bilatérales telles que le jumelage entre villes et la coopération internationale.*

Question 3 : Dans la plupart des villes historiques, il apparaît important d'améliorer le logement pour les résidents et de soutenir une structure sociale équilibrée. Quelle politique d'habitation conviendrait le mieux pour contribuer davantage au financement de la revitalisation urbaine en évitant du même coup les écueils de l'« embourgeoisement » ?

Reconnaissant que la diversité des habitudes et des fonctions demeure essentielle dans les quartiers historiques, encourager l'accès au logement et le maintien de la population autochtone se révèle être une stratégie essentielle afin d'amoindrir les dissensions et de contrôler les pressions engendrées par le développement. L'embourgeoisement est considéré comme quelque chose de négatif par la majorité des participants ; il a néanmoins été demandé dans certains groupes de discussion une définition plus précise du terme ainsi qu'une réflexion plus poussée à son sujet. Dans certains cas, il a été considéré que le fait d'attirer des résidents à revenus élevés à venir vivre ou à investir dans le centre historique peut devenir un moyen alternatif d'investissement ; cela est susceptible de soutenir la préservation des édifices et des zones patrimoniaux. Il a été proposé qu'en certaines occasions, une vision réaliste et pragmatique devrait prévaloir.

Il a été proposé des stratégies pour la définition des politiques les plus adéquates :

- *La population doit être incluse dans le processus de prise de décision et de planification.*
- *La planification et les programmes doivent être développés par des équipes multidisciplinaires comprenant notamment des sociologues et des anthropologues. Des enquêtes doivent être réalisées qui permettent de connaître les attentes de la population par rapport au logement.*
- *L'élaboration et la mise en place de programmes*

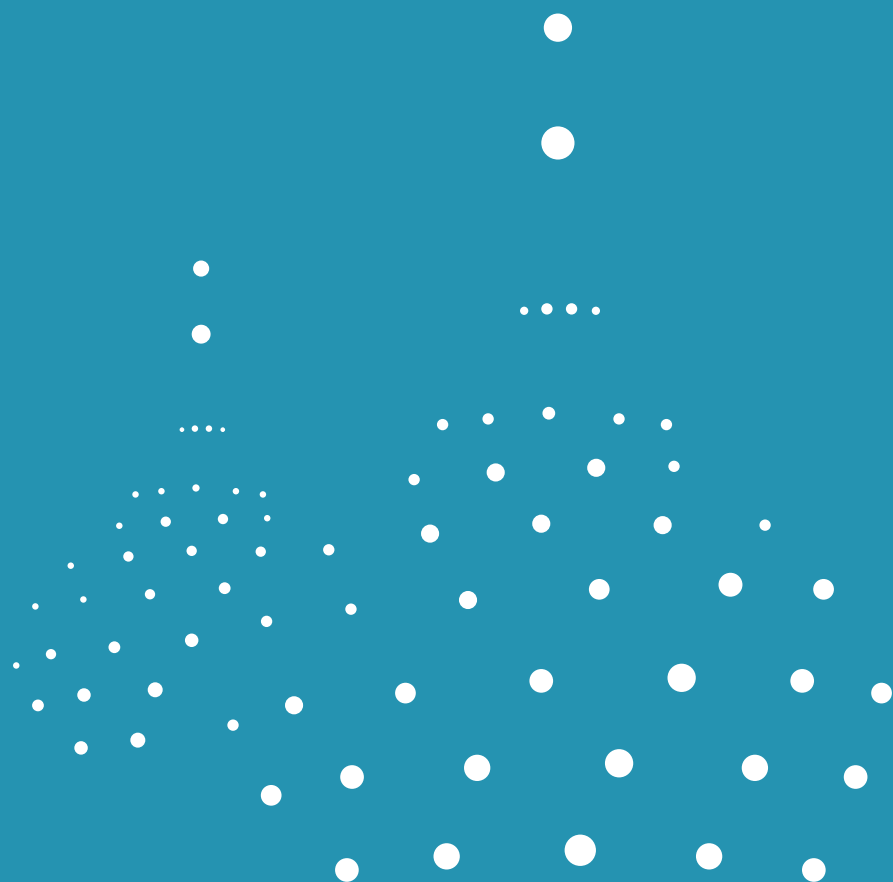
pédagogiques sont nécessaires afin de susciter la prise de conscience autour de la valeur inhérente aux centres-villes historiques, de manière que la population se sente fière d'habiter dans de tels centres. Les ONG peuvent jouer un rôle prédominant dans l'éducation, voire dans la mise sur pied d'ateliers spécifiques orientés vers la conscientisation.

- *La création d'instruments normatifs qui établissent de façon claire les droits et obligations de tous les acteurs sociaux concernés.*
- *Le secteur public doit investir dans l'offre d'infrastructures et dans l'amélioration de l'espace public. Il doit de plus faire en sorte que le secteur privé investisse plus facilement dans le maintien et la conservation d'édifices.*
- *L'achat et la restauration d'édifices d'habitation par les pouvoirs publics sont un moyen proposé pour garder les résidents d'origine dans les vieux quartiers.*
- *L'équilibre visé entre les intérêts des divers acteurs et groupes sociaux doit tenir compte de leur bien-être et de leur désir de conserver et protéger leur habitat.*

Finalement, plusieurs participants ont mis en relief l'importance de se rappeler qu'il demeure nécessaire non seulement de conserver et de restaurer les édifices et les espaces historiques, mais également de préserver la diversité culturelle et les pratiques sociales traditionnelles inhérentes au cœur historique d'une ville. Les politiques d'habitation doivent tenir compte de la pérennité des valeurs traditionnelles. La protection de ces valeurs peut contribuer à conférer à certains secteurs ou à certains quartiers, une aura culturelle caractéristique.

RECOMMANDATION

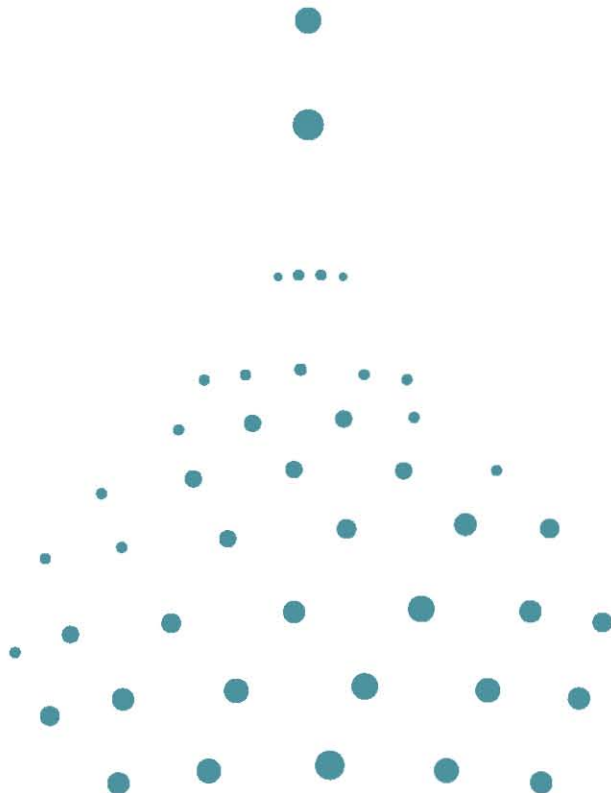
Il est recommandé que les secrétariats régionaux de l'Organisation des villes du patrimoine mondial et les organismes nationaux reliés à la préservation du patrimoine envisagent de créer un site Internet sur « L'économie du patrimoine historique », à dessein de diffuser de l'information sur des projets spécifiques ainsi que des analyses de projets déjà réalisés. Ce contenu pourrait également être édité sous forme de livre, de manière à constituer un guide pour les villes du patrimoine mondial.



PANEL DES MAIRES

PANEL DES MAIRES

COORDINATEUR: EUGENIO YUNIS
RAPPORTEUR: PATRICE BÉGHAIN



EUGENIO YUNIS est ingénieur civil (Université du Chili) et il a poursuivi des études supérieures en développement économique (Université de Grenoble, France). Il a œuvré dans le domaine du développement et de la gestion du tourisme international pendant les vingt dernières années, toujours du point de vue du public.

De 1990 à 1994, il a été directeur général du Département national du tourisme au Chili, son pays d'origine. Pendant cette période, on a assisté à une croissance impressionnante de l'industrie touristique chilienne, qui a compté le double du nombre d'arrivées de touristes internationaux. Pendant son mandat, il a stimulé les initiatives conjointes des secteurs public et privé portant sur le développement et le marketing touristique.

Depuis 1997, il travaille à l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) à Madrid, à titre de directeur du développement durable du département du tourisme. Il est en charge des secteurs du tourisme durable, du développement de l'écotourisme, de la conservation des potentiels naturels et culturels par le biais du tourisme, et de la lutte contre la pauvreté au moyen du tourisme durable. Il a été par la suite nommé directeur des programmes et de la coordination de l'OMT.

M. Yunis a écrit plusieurs livres et plusieurs articles sur les liens entre le tourisme et l'environnement, le tourisme et la culture, et le tourisme et la lutte contre la pauvreté; ceux-ci ont été publiés dans des revues partout dans le monde.

PATRICE BÉGHAIN fut adjoint au Maire de la ville de Lyon, en France, responsable de la culture et du patrimoine, et conseiller pour la communauté urbaine de Lyon de mars 2001 à mai 2008. Il était auparavant conseiller technique sur les questions liées aux politiques interdépartementales et territoriales, faisant partie de l'effectif de Catherine Tasca, ministre française de la Culture et des Communications. Il a aussi été directeur régional des affaires culturelles en Franche-Comté de 1983 à 1985, en Midi-Pyrénées de 1986 à 1991, et en Rhône-Alpes de 1991 à 1996. M. Béghain a aussi été secrétaire national de la Confédération générale du travail pour la Fédération des syndicats généraux de l'Éducation nationale et de la Recherche publiques (SGEN-CFDT) de 1977 à 1983, et il a été professeur de classiques de 1967 to 1977 à Roubaix et à Dijon.

Parmi les publications de M. Béghain, on compte *Écrivains et artistes en Quercy*; *Inconnus et Célèbres*; et *Le Patrimoine: culture et lien social*, qui évalue les diverses dimensions sociales, politiques et psychologiques du patrimoine.

Le Président de la République française a décerné à M. Béghain l'Ordre national du mérite de la France, et il est Commandeur de l'Ordre des arts et de la littérature, attribué par le Ministre français de la Culture.

Pour aborder les principaux problèmes auxquels les maires des villes du patrimoine mondial font face dans la gestion du tourisme, un panel de maires a été organisé afin qu'un groupe restreint d'élus puisse discuter (en session plénière) de la façon dont ils relèvent les défis posés par le tourisme dans leurs villes respectives. La discussion a porté sur la question « *Le tourisme est-il suffisant ?* » et a couvert les points suivants :

Les fonds publics générés par la conservation du patrimoine et qui lui sont consacrés

À quel point la venue d'un nombre accru de touristes dans votre ville a-t-elle permis d'augmenter les ressources financières pour protéger, préserver et restaurer l'environnement bâti, et tout particulièrement les édifices, les immeubles et les monuments qui sont inclus dans le site déclaré patrimoine mondial ? Quels mécanismes ont été utilisés par votre municipalité pour recueillir ces fonds (par exemple, des taxes directes sur le tourisme, des augmentations d'impôts sur le revenu, des contributions financières des touristes ou des entreprises de tourisme, ou autres) ? Quel pourcentage représentent-ils par rapport à l'ensemble des fonds publics municipaux et nationaux, consacrés à la conservation du patrimoine de votre ville ?

« Capacité de charge »

L'Organisation mondiale du tourisme ainsi que les planificateurs de tourisme recommandent l'établissement de limites de tourisme, exprimé dans le concept de « capacité de charge », c'est-à-dire le nombre maximum de touristes qu'une destination (ville, plage ou autres) peut accueillir sans subir d'impacts négatifs sur son environnement naturel et bâti et sans nuire aux structures sociales de la population. Votre ville a-t-elle établi une telle limite et, si c'est le cas, comment cela a-t-il été fait ? Cette limite a-t-elle été respectée par les exploitants d'hôtels, les voyagistes et les autres entreprises ? La municipalité a-t-elle établi les règlements nécessaires pour s'assurer que cette limite est respectée par tous les intervenants ?

Trois grandes catégories de villes ont été considérées :

- *Les villes où le tourisme est intense, et où il fournit une source importante de revenus pour la ville ;*
- *Les villes multifonctionnelles, où il y a d'autres activités économiques en plus de celles qui sont reliées au tourisme ;*

- *Les villes où le tourisme est en développement, où le rôle du tourisme augmente dans l'activité économique, mais n'a pas encore atteint un niveau 'intensif'.*

RAPPORT DES DISCUSSIONS :

Rapporteur : Patrice Beghain, Adjoint Délégué au Maire, Ville de Lyon

Le Panel des Maires sur le thème « Le tourisme seul est-il suffisant ? » nous a permis d'entendre les exposés de cinq maires qui représentaient les villes d'Aranjuez, Budapest, Kazan, Hué et Cuenca.. La diversité typologique des villes présentées est très grande mais les exemples pratiques de gestion du tourisme dans une ville patrimoniale furent tout à fait intéressants et enrichissants.

Il est possible de tirer cinq grands enseignements de ces témoignages.

Premier enseignement : Le tourisme n'est pas suffisant pour assurer seul la conservation et la mise en valeur du patrimoine, principalement pour deux raisons :

- *parce que les bénéfices immédiats du tourisme concernent d'abord les opérateurs privés qui ne contribuent pas directement à la conservation du patrimoine ni aux investissements nécessaires à l'accueil des touristes,*
- *ce n'est que par les ressources fiscales liées aux profits des opérateurs privés que les pouvoirs locaux bénéficient de leur retour sur investissement : ils ne profitent donc des flux touristiques qu'à la marge.*

Deuxième enseignement : La concentration du tourisme sur certaines saisons et périodes rend très difficile la rentabilisation des investissements centraux et des investissements périphériques, d'où la nécessité de mener une stratégie d'élargissement des périodes touristiques et de conjuguer le tourisme culturel et le tourisme d'affaires, sous réserve bien entendu des investissements spécifiques que requiert celui-ci.

Troisième enseignement : Le tourisme est néanmoins un facteur important de développement des petites entreprises et de création d'emplois qui constituent un élément majeur de vitalité économique de nos villes et de dynamisme social.

Quatrième enseignement : L'histoire et la mise en valeur du patrimoine culturel sont des éléments de qualification de l'image d'une ville et d'attractivité pour les investisseurs. Le tourisme lié à ce positionnement constitue un enjeu important dans la stratégie d'image (parfois concurrentielle) de nos villes.

Cinquième enseignement : La structure de la fiscalité et la répartition des recettes fiscales entre État et pouvoirs locaux sont une question essentielle, car les recettes locales liées au tourisme bénéficient essentiellement au pouvoir central (TVA, impôts sur le revenu...).

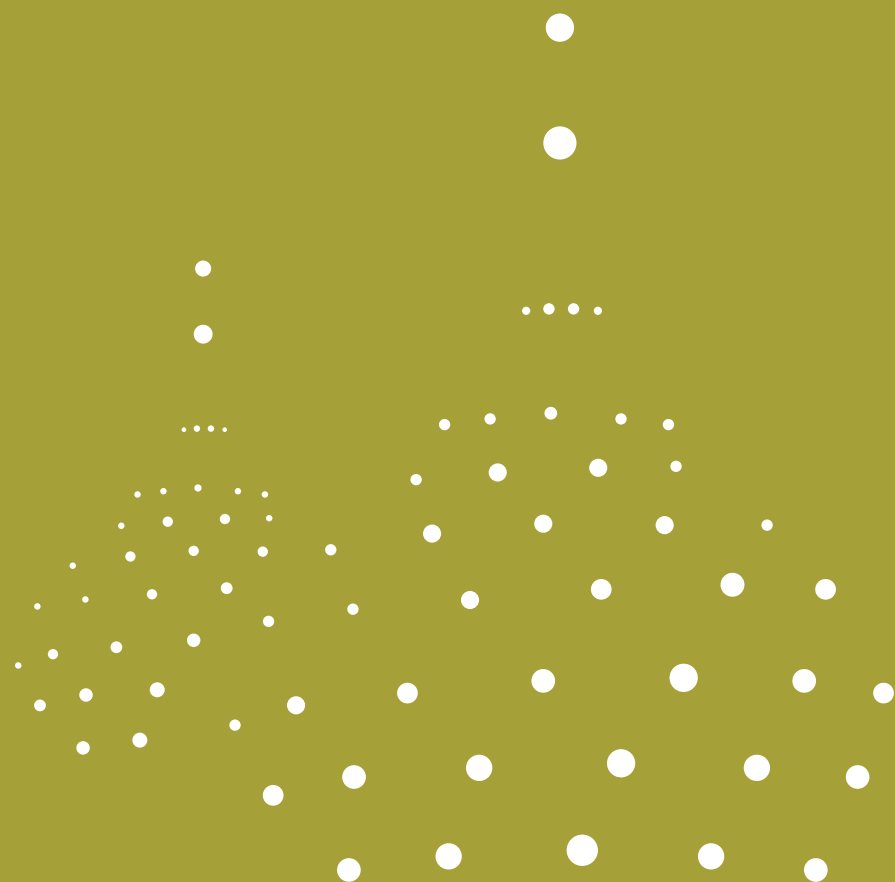
D'autre part, il a été constaté, sauf dans les pays où l'État joue un rôle prépondérant en matière d'organisation politique, que dans les pays où il existe une décentralisation plus ou moins poussée, l'État ne met pas en place les mécanismes de redistribution nécessaire pour aider les villes patrimoniales. Ce sont pourtant elles qui, par leurs investissements propres, contribuent au développement du tourisme lequel constitue dans plusieurs pays l'activité économique majeure. À terme, une crise des finances locales risque de se traduire, entre autres, par une diminution des capacités d'investissement dans le patrimoine. C'est pourquoi il existe dans certaines villes des mécanismes qui associent sur des projets de développement touristique pouvoirs locaux et entreprises privées.

Ces constats montrent que le développement de la démocratie locale, et des moyens qui y sont liés, constitue un enjeu majeur pour bénéficier des ressources nécessaires à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine ainsi qu'à son accessibilité en termes d'infrastructures.

Pour conclure, j'ajouterais qu'aucun intervenant n'a véritablement abordé la question de la limitation du tourisme. Néanmoins, la question était présente de manière sous-jacente :

- *d'abord sous l'angle de la rentabilité des investissements touristiques qui pose la question de l'élargissement de la saison touristique et de la diversification des cibles,*
- *ensuite à propos de la concordance entre l'offre patrimoniale et la demande des touristes qui pose la question des valeurs communes : comment préserver l'authenticité du patrimoine à travers la qualification de l'offre et la pédagogie déployée dans la mise en tourisme ?*

Au-delà des questions strictement économiques se pose donc bien la question centrale de notre responsabilité d'élus dans la gestion de notre patrimoine.



SÉANCE DE POSTERS

La séance de posters a donné l'occasion aux participants au congrès de présenter des études de cas qui reflètent la façon dont une ville peut gérer les incidences économiques de son patrimoine en ce qui a trait à la théorie, à la pratique ou aux politiques. Des membres de l'OVP, des professionnels et des étudiants de Kazan ont proposé environ 54 posters reflétant une vaste gamme de recherches et d'approches reliées au thème du congrès, y compris des cas qui font état des raisons qui ont motivé les choix faits pour des villes du patrimoine mondial en particulier. La liste ci-après reprend les titres des résumés proposés et acceptés par le Comité Consultatif. Elle est classée par ordre alphabétique des pays.

Le système ancestral de captage des eaux de crues de la vallée de M'zab

Boualem Remini

Université Saad Dahlab Blida. Département de Génie Rural, Faculté des sciences de l'ingénieur
Blida, Algeria

How does a city benefit from inscription on the World heritage List?

Analysis from a pre-congress survey of mayors

Christian Ost, Kathleen Louw

Brussels, Belgium

Old bridge and historical nucleus of Mostar

Josip Jakovac

City of Mostar Department for economy, communal works and inspection
Mostar, Bosnia and Herzegovina

Le développement touristique du patrimoine et ses défis par rapport à l'aménagement dur : Étude du cas de Diamantina – Minas Gerais

Terence Keller

IHEAL/CREDAL Centre de recherche et développement de l'Amérique Latine
Université de Paris III – Sorbonne Nouvelle
Minas Gerais, Brazil

Public-private partnership during restoration and conservation activities inside and outside "St. Stephen" church in Old Nessebar

Petya Kiyashkina

Ancient Nessebar Museum
Nessebar, Bulgaria

L'Inventaire numérisé du patrimoine immatériel du Québec : Pour un développement durable des régions

Laurier Turgeon

Institut du Patrimoine Culturel, Université Laval,
Québec
Québec, Canada

Gérer la mobilité dans un cœur historique

Hervé Chapon

Ville de Québec, Division du transport, Service de l'aménagement du territoire
Québec, Canada

Economic patterns for preserving the comprehensive authenticity of protected vernacular buildings in cultural heritage cities : The old town of Lijang as a case study

Tianxin Zhang

Peking University, Dept of Urban and Regional Planning
Lijang, China

Plan Especial para el Centro histórico de Cuenca

Mauricio Moreno

Cuenca, Ecuador

Rehabilitación Urbano-Arquitectónica de la Ronda y su área de Influencia

Carlos Pallares Sevilla

Fondo de Salvamento del Patrimonio Cultural Sud América
Quito, Ecuador

Rehabilitating the Consulate Palace of Saudi Arabia, Cairo Egypt

Saleh Lamei

CIAH
Cairo, Egypt

The EU-Project ADHOC and its implementation in the UNESCO World Heritage City Bamberg : Urban Rehabilitation in the conflict between preservation regulations and the needs of handicapped citizens

Matthias Ripp

City of Bamberg, Dept for Planning and Building Affairs
Bamberg, Germany

Heritage and Economics, Regensburg, Germany

Jonas Peter Doerfler

City of Regensburg, Town Planning Office
Regensburg, Germany

*Revitalization of old urban cities and economic development***Irene Appeaning Addo**

Architectural and Engineering Services
Ghana

*Heritage and cultural tourism development***Michales Chrisomallis**

Municipal Development Enterprise
Kavala, Greece

*Examples of urban revitalization as well as the implementation of management policies in the medieval town of Rhodes***Anna Paraskevopoulou**

City of Rhodes, Office of the Medieval Town
Rhodes, Greece

*The Russian Palestine today : exploration of cultural legacy and environmental impacts in East Jerusalem***Ira Gorodskoy**

MLA, University of Guelph, ON, Canada
Jerusalem, Israel

*World Heritage settlements in their urban contexts***Leticia Leitao**

Edinburgh College of Art
Rome, Italy

*How can shopkeepers' associations and students collaborate to revitalize the intangible heritage in a modern context ? Experience of event creation and product development based on "Yokai" specter stories that exist in the ancient city of Kyoto***Takayoshi Yamamura**

Hokkaido University, Graduate School of International media, Communication and Tourism
Kyoto, Japan

*High-rise buildings and historic city centre Gediminas Rutkauskas***Vilnius Old Town Renewal Agency**

Vilnius, Lithuania

*De la protección a la legitimación social del patrimonio urbano en la ciudad de Campeche, patrimonio de la humanidad***Aída Amine Casanova Rosado**

Universidad Autónoma de Campeche, Centro de Investigaciones Históricas y Sociales
Campeche, México

*La conservación del patrimonio industrial oaxaqueño del siglo XIX "Nuevo" atractivo turístico y detonador económico***Gerardo José Corres Tenorio**

Fundación Comunitaria Oaxaca
Oaxaca, México

*Quel destin pour le patrimoine de Marrakech : une ville en plein essor économique ?***Mohammed Benchakroun**

Architecte-Urbaniste
Marrakech, Maroc

*Use of a tourist fee to finance maintenance and conservation of various temple buildings in the Patan Durbar Square***Raj Joshi**

Lalitpur Sub-Metropolitan City Office
Lalitpur, Nepal

*Ilha-Bergen : Urban revitalization***Bente Mathisen**

Heritage Management Office, City 2 city network
Bergen, Norway

*La Naturaleza guía***Jorge Salas**

Sub. Gerente de Cooperación Internacional, Municipalidad Provincial de Arequipa
Arequipa, Perú

*Tradición y revitalización en el centro histórico de Cuzco***Elizabeth Kuon Arce**

Cuzco, Perú

*La plaza y la calle en la preservación del centro histórico de Cuzco***Mario R. Castillo Centeno**

Fondo Andino de Cultura y Patrimonio
Cuzco, Perú

*Light and Economics***Maria Pinto-Coelho**

Lightmotif.arquitectura
Portugal

*Rehabilitation of Convent Nossa Senhora dos Remédios***Paula Helena Santos**

Municipality of Evora, Department of Communication and External Relations
Evora, Portugal

*Authentic building front of cultural heritage value***Andis Cinis**City Development Department
Riga, Republic of Latvia*Creation of conservation centers : A crucial factor in the preservation of cultural heritage and growth of the local economy***Artiom Mikhailovich Novikov**Northwest Association of Conservators
(Association of Conservators of Russia)
Russia*The Bulgar State History and Architecture Museum***Rafail Zufarovich Makhmutov**Bulgar State History and Architecture Museum
Bulgar, Russia*Partnership with the Institute for Restoration Projects and specialists from various disciplines for a 25-year program of regeneration of the city's historic character with the goal of creating a strong tourist center***Nazim Kassumovich Kassumov**State History and Architecture Museum of ancient
Derbent
Derbent, Russia*Tourism growth : A powerful factor for the preservation of cultural and historical heritage***Gulzada Rakipovna Rudenko**State Museum of History, Architecture and the Arts
Elabuga, Russia*Old Tatar settlements***Olga Aksientieva**City of Kazan, Department of Architecture
Kazan, Russia*Bogoroditsky nunnery complex***Olga Aksientieva**City of Kazan, Department of Architecture
Kazan, Russia*Historical Center of Kazan***Alla Litvinova**City of Kazan, Department of Architecture
Kazan, Russia*Event tourism development : The traditional Tatar celebration Sabantuy***Elvira Rafailevna Kamalova**City of Kazan, Executive Committee,
Department of Culture
Kazan, Russia*Traditions of the Kazan national gymnasium and its role in the preservation of the cultural-historical heritage and training of the future generation***I.R. Galiakhmetov**City of Kazan, Executive Committee, Department of
Education
Kazan, Russia*Conservation of the paintings and icons of the Cathedral of the Annunciation in the Kazan Kremlin***S.V. Filatov**Inter-regional Arts Conservation Research Center,
Moscow / Federal Agency for Culture and Photography
Kazan, Russia*The social development of the city***Svetlana Khusnutdinova**Kazan State University, Dept of Economics
Kazan, Russia*The problem of conservation and contemporary use of country estates of the Kazan city region***Ivan Mityashin**Kazan State University for Architecture and Engineering
Kazan, Russia*The preservation of cultural, historical and natural heritage as a factor towards stable economic development in small and medium-sized historic cities***Valentin Ivanovich Manturov**National Trust for Heritage
Moscow, Russia*The Rostov initiative for the creation of a Museum district, a Theater district and gardens***Alyavdin Igorevich Vissarion**National Fund « Rebirth of the Russian Courtyard »
Public-private partnership for the development
of tourism infrastructure :
Rostov, Russia*Youth park for social innovations and tourism
« Fensar-Berekat »***Djavidet Shevketovich Suleimanov**Community fund for youth of the Tatar Republic
« Selet »
Sviajsk, Russia*Intellectual Cyberspace "Selet"***Djavidet Shevketovich Suleimanov**Community fund for youth of the Tatar Republic
« Selet »
Sviajsk, Russia

Challenges in the conservation of the 16th-century wall paintings of the Uspensky Cathedral of Svjask island

S.V.Filatov

Inter-regional Arts Conservation Research Center,
Moscow / Federal Agency for Culture and Photography
Sviajsk, Russia

Recuperación de la Azuda de la Montaña Aranjuez

Luciano Sanchez-Perez Moneo

Fundacion Aranjuez Paisaje Cultural
Aranjuez, Spain

Urban revitalization : How the reuse of ancient buildings and rehabilitation of urban space support and promote the development of new activities, generate dynamism in the uses and function of the city and contribute to make it attractive for inhabitants and visitors

International Art festivals Istanbul Classical

Music – Aspendos Opera and Ballet

Ozlem Ozker

Istanbul, Turkey

Social and economical role played by the National Palaces' restoration and conservation workshops and the factories serving the buildings inherited from the last period of the Ottoman Empire

Feyzullah Özcan

TGNA Department of National Palaces
Istanbul, Turkey

Plan de Manejo para Colonia del sacramento

Walter Debenedetti

Colonia, Uruguay

The conservation of Samarkand's cultural heritage and its role in the economic development of the city

Nugmon Makhmudov

Samarkand State Museum
Samarkand, Uzbekistan

Cultural tourism and sustainability in Hoi An, world heritage site in Vietnam

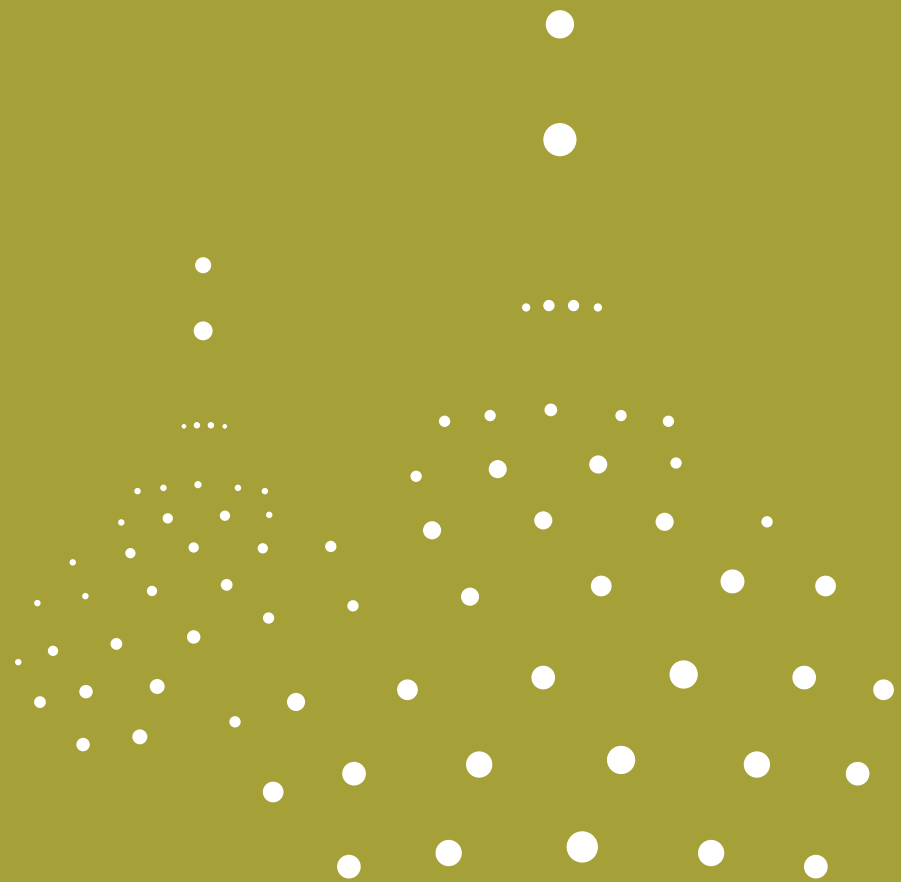
Juhyun Lee

Unesco, Bangkok
Hoi An, Vietnam

Projet de restauration et réhabilitation de maisons traditionnelles

Nhien N'Guyen

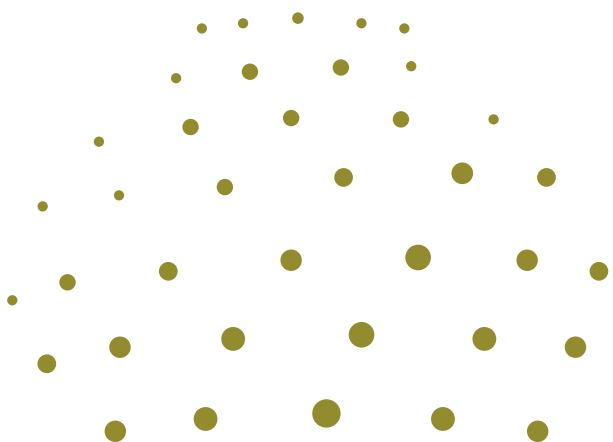
Bureau des Affaires Étrangères
Hué, Vietnam



PROGRAMME DES ÉTUDIANTS DE KAZÁN

PROGRAMME DES ÉTUDIANTS DE KAZÁN

COORDINATEUR: CHRISTIAN OST



CHRISTIAN OST est né à Bruxelles, en Belgique. Il est diplômé de l'Université catholique de Louvain, en Belgique (doctorat en économie); de l'Université de Genève, en Suisse (Études européennes); et de l'Université de Georgetown à Washington, D.C. (maîtrise ès arts en économie). Le sujet de sa thèse de doctorat était « Business Cycle Theory and the Corporate Sector » (La théorie du cycle économique et le secteur des entreprises).

M. Ost a travaillé au siège social européen de l'ITT à Bruxelles, au Centre de recherche économique de l'IRES pour l'Université de Louvain, ainsi qu'à l'ICHEC Brussels Management School, où il est devenu Recteur en 2000. À l'ICHEC, il a été le cofondateur du Thomas Green Clemson University Brussels Center dont le but est d'accroître les échanges d'étudiants entre la Caroline du Sud et l'Europe. Il a aussi effectué des recherches sur l'Économie de la conservation de l'héritage culturel bâti, et il a écrit conjointement avec le Professeur Raymond Lemaire (un des fondateurs de l'ICOMOS) un rapport sur l'Économie de la conservation pour l'Union européenne.

M. Ost donne des conférences au Centre international d'études pour la conservation (Centre Raymond Lemaire) à l'Université catholique de Louvain, et il a été professeur invité de l'ICCROM à Rome et à l'Université de Calgary. Il a participé à des missions d'experts partout dans le monde pour l'Union européenne, l'UNESCO, le Conseil de l'Europe et le Getty Conservation Institute. En 2008-2009, il est chercheur invité au CGI, où le sujet de son travail est : « Évaluation économique du patrimoine culturel : un guide empirique pour les villes historiques de petite et de moyenne taille ». Le but de sa recherche est de faciliter le processus de prise de décisions par les autorités locales concernant la conservation du patrimoine culturel.

L'objectif de ce programme fut d'associer des étudiants de Kazan de manière directe et dynamique aux activités du congrès. Cette initiative a eu pour but de renforcer l'expérience positive du 8^e Congrès mondial de l'OVPD tenu à Cusco, au Pérou, où le Maire a utilisé le congrès comme catalyseur pour inclure les étudiants qui étaient intéressés aux événements prenant place. Il a été pensé à Cusco, comme à Kazan, que plusieurs de ces étudiants deviendront de futurs professionnels qui auront à cœur de préserver et de développer leur ville. Il y a lieu d'espérer que leur participation active, au tout début de leur carrière, mènera plus tard à des activités plus soutenues touchant au « patrimoine et à l'économie ».

À la suite d'un processus de concours lancé à l'automne de 2006, des étudiants de Kazan provenant de diverses institutions ont, durant une période de six mois, mis au point des projets portant sur leur ville et le thème du congrès 20 projets, proposés par des étudiants provenant de six institutions et repris ci-après, ont été présentés lors du congrès par des fiches et des exposés qui ont été commentés par les conférenciers et des représentants de Kazan.

UNIVERSITÉ D'ÉTAT DE KAZAN

Présentateur du groupe et modérateur : Svetlana Khusnutdinova

La création de conditions discursives pour le développement économique durable par le biais de la culture.

Analyse de presse

Chef d'équipe : Adel Grafskyi

Membres : Alena Kutuzova, Albina Dorofeeva, Aisinya Khasanova, Zilya Khusnutdinoza, Timur Sabirov, Diana Garnysheva, Aigul Rakhmatullina, Enzhe Badertdinova

Superviseur : Sergei Erofeyev

Semaine des étudiants et développement du tourisme d'affaires

Chef d'équipe : Ruslan Galiakhmetov

Membres : Ramilia Uslamova, Veronica Korneeva, Tatiana Laletina, Rushan Minullin, Timur Saitov, Rafis Sharipov, Alexandra Shutova

Superviseur : Svetlana Khusnutdinova

Conservation des édifices de noblesse de la région de Kazan du XIXe siècle. Impacts sociaux et économiques

Chef d'équipe : Mikhail Vavilin

Superviseur : Svetlana Khusnutdinova

Illumination nocturne de Kazan et le développement économique qui en résulte

Chef d'équipe : Dina Khusainova

Membres : Ekaterina Batrasova, Zarina Galimova, Anna Guerassimova, Ekaterina Pavlova, Maria Pavlova, Erik Tsaturian, Lenara Shiriazdanova

Superviseur : Svetlana Khusnutdinova

Le patrimoine et le peuple : le cas de l'éducation des enfants

Chef d'équipe : Elvira Nurgalieva

Membres : Albina Guataullina, Alica Kulieva, Venra Minulina, Ekaterina Petrakova, Leisan Sabirova, Elvira Safiulina, Dilia Iakhina

Superviseur : Svetlana Khusnutdinova

ÉCONOMIE ET ÉTUDES FINANCIÈRES, CULTURE ET ARTS, UNIVERSITÉ D'ÉTAT DE KAZAN (KSU)

Financement des programmes de développement touristique à Kazan

Chef d'équipe : Anna Mustayeva

Membres : Arthur Simashev, Alexander Matveyev, Dania Siddikova, Yekaterina Terentyeva, Rasul Matyanov, Tatyana Pavlova

Superviseur : Tatyana Nikolayevna Gubaidullina

Le rôle des traditions spirituelles dans le développement de la culture professionnelle des diplômés en pédagogie

Chef d'équipe : Alina Lukmanova

Membres : Maria Titova, Marina Nikitina, Lyubov Semakhina, Natalia Semyonova, Albina Kharisova, Irina Maslova

Superviseur : Leyla Drovnikova

Relance des centres d'artisanat anciens en Tatarstan

Chef d'équipe : Rezeda Garifullina

Membres : Bogomolov J.G, Zamjatina V.J, Krylova I.S, Matjagina J.A., Jarmuhametova A.K., Timofeeva E.N., Ohonina E.S, Stepan&

Superviseur : D.F.Fajzullina

Les jeunes des villes du patrimoine mondial comme défenseurs de la culture mondiale : expérience, problèmes et perspectives.

Chef d'équipe : **Rustem Gareev**
 Membres : **Natalia Kletukhina, Maxim Vasilov, Anton Zhukov, Renata Busova, Viktoria Primerova, Yury Yurkov**
 Superviseur : **Leyla Drovnikova**

ACADÉMIE DE GESTION TISBI

Programme articulé pour le développement touristique durable de Kazan

Chef d'équipe : **Ilshat Sabirov**
 Membres : **Yulia Vassina, Gulnara Soltanova, Leisan Kashafeeva, Gulnaz Khasanova, Alina Tukhvatullina**
 Superviseur : **Leyla Drovnikova**

Plan d'affaires et réforme juridique pour l'île de Sviazhsk

Chef d'équipe : **Polina Petrukhina**
 Membres : **Olga Pashentseva, Alfina Mingalieva, Regina Latypova, Guzel Gumerova**
 Superviseur : **Leyla Drovnikova**

Développement de la cuisine nationale : plan d'affaires et impacts économiques

Chef d'équipe : **Rustem Sharipov**
 Membres : **Ilya Plotnikov**
 Superviseur : **Leonid Elshin**

Kazan: Gate to Euro Asia

Team leader: **Tabris Yarulin**

UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'ARCHITECTURE ET DE GÉNIE DE KAZAN

Reconstruction du marché central de Kazan : Développement commercial et touristique intégré à Kazan.

Chef d'équipe : **Gulnaz Saifullina**
 Membres : **Elmira Tuchina, Gulnaz Shafigullina, Elena Reino, Olga Chernova, Gulnara Murtazina, Elena Efremova, Leisan Bulatova**
 Superviseur : **Aivar Sattarov**

Reconstruction d'un secteur du centre historique de Kazan

Chef d'équipe : **Maria Markelova**
 Membres : **Anna Popova, Natalia Bulatova, Olga Bogdanova, Vasil Nabiulin, Arthur Abdullin, Renat Zheltiror**
 Superviseur : **Aivar Sattarov**

Reconstruction de la rive historique du vieil établissement tatar

Chef d'équipe : **Yulia Frolova**
 Membres : **A. Aflyatunova, M. Glazyrin, P. Glazyrin, D. Nadyrova, A. Ivanova, Z. Yakupova, E. Zaripova**
 Superviseur : **Renat Kiyamovich Mukhitov.**

Reconstruction de la rive industrielle du vieil établissement tatar

Chef d'équipe : **Olga Dadukova**
 Membres : **Guzel Ziganshina, Lilia Ibragimova, Marina Grokhotova, Elvira Kazachkova, Yulia Balabanova, Anton Manin**
 Superviseur : **Natalia Yevgeniyevna Troyepolskaya**

Utilisation du complexe culturel et paysager « l'Île Sviyazhsk » pour le développement du tourisme multifonctionnel

Chef d'équipe : **Alyona Stepanchuk**

Membres : **Adelia Saifutdinova, Ekaterina Pokka, Niaz Khabibrakhmanov, Almaz Mugliev, Alina Tugulieva, Olia Kuznetsova, Artem Ulasov, Olia Kuznetsova, Artem Ulasov, Vassili Sergueev, Valeria Gumatutdinova, Dina Usmanova, Alexei Simonov, Stanislav Frolov**

Superviseur : **Faina Mubarakshina**

Vieil établissement tatar : le patrimoine appartient aux jeunes

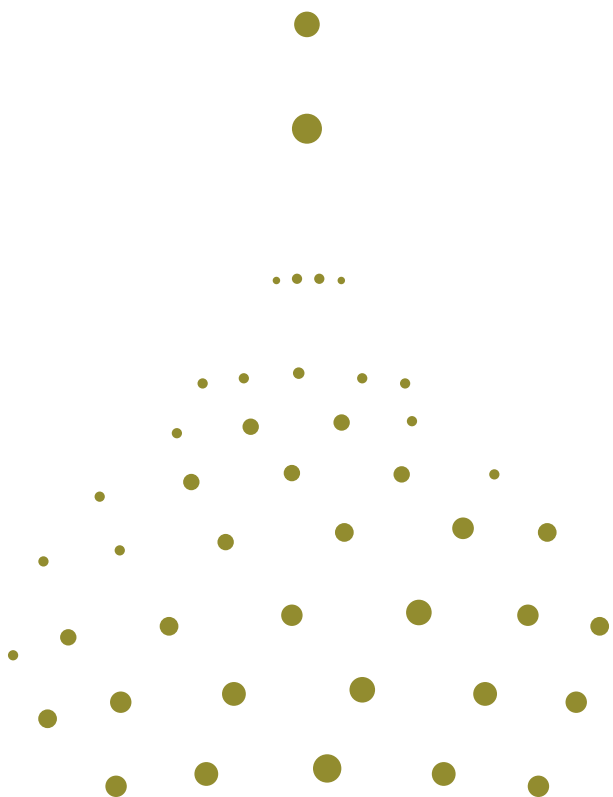
Chef d'équipe : **Guzel Mustafina**

Membres : **Andrey Chernetsov, Philip Katz, Andrey Gorelov, Danil Vagapov, Damir Zakirov, Alsou Touesheva**

Superviseur : **Galina Aidarova, Ivan Mityashin**

RAPPORT DU PROGRAMME
DES ÉTUDIANTS DE KAZAN
22 JUIN 2007

RAPPORTEUR: IVAN MITYASHIN, KAZAN STATE
UNIVERSITY FOR ARCHITECTURE AND
ENGINEERING



La séance pour les étudiants, dont j'ai l'honneur de dresser le bilan, a constitué une partie importante du congrès. Dans le cadre d'une manifestation universelle consacrée à l'avenir du patrimoine, il était important de connaître la position des futurs spécialistes de ce domaine.

La séance pour les étudiants du congrès s'est déroulée avec succès.

C'est grâce à l'action concertée et aux efforts de quatre vecteurs que cela a été rendu possible :

1. *Les étudiants eux-mêmes*
2. *Leurs superviseurs*
3. *Les spécialistes de The Getty Conservation Institute (GCI)*
4. *Le comité d'organisation de l'administration de Kazan*

La préparation de la séance a débuté en octobre 2006. En six mois, les participants au processus ont effectué un travail considérable :

1. *Les superviseurs, de concert avec les étudiants, ont identifié les thèmes d'actualité à développer*
2. *Les projets ont été élaborés dans le cadre des études, mais souvent en dehors des heures de cours, tandis que les spécialistes de GCI effectuaient régulièrement des contrôles de l'avancée des travaux.*
3. *Tous les futurs participants à la séance ont fait connaissance en mars, lors d'une première rencontre, dans le cadre de laquelle une première répétition des projets a eu lieu. Les observations et les suggestions des spécialistes de GCI ont obligé à repenser de nombreux aspects du déroulement des recherches.*
4. *En mai, les projets étaient achevés et le temps restant a été consacré à la décoration des stands et à la mise en forme des présentations. Le comité d'organisation du congrès a activement participé au travail des groupes.*
5. *Enfin, le congrès a commencé. En tout, 20 projets de recherches scientifiques issus de six établissements d'enseignement supérieur de Kazan ont été réalisés. La présentation des projets était composée de deux parties. Une séance avec documentation à l'appui (sous forme de posters) a permis aux étudiants de décrire personnellement leur travail à chacun des participants intéressés. Une intervention devant l'auditoire avec diapositives leur a permis de fournir des informations complémentaires sur leurs travaux.*

La thématique des travaux présentés s'est avérée relativement vaste, mais il est cependant possible de dégager plusieurs grandes orientations :

1. *Programmes d'incitation de la jeunesse à participer au processus de conservation et de développement du patrimoine.*

Dans l'étude des étudiants de l'Université d'État de Kazan, il est proposé de créer une « semaine des étudiants » au cours de laquelle la jeunesse pourrait faire plus ample connaissance avec le patrimoine de la ville. Un autre projet de l'université d'État de Kazan place les enfants et leur contribution potentielle au développement du patrimoine au cœur de l'étude. Le projet des étudiants de l'université d'Architecture et de Construction consacré à l'Ancien faubourg tatar propose un regard optimiste sur la jeunesse comme source d'innovations constructives.

2. *Études des aspects immatériels du patrimoine*

Le projet de l'Institut d'économie et d'études financières a abordé le problème essentiel de la tolérance, plusieurs fois repris dans les exposés du colloque. Le projet de l'Université des sciences humaines et de pédagogie étudie la question du patrimoine du point de vue de la culture pédagogique professionnelle.

3. *Programmes de développement de productions authentiques*

Le projet de l'Académie de gestion TISBI a attiré l'attention sur le problème de la cuisine nationale. Les étudiants de l'Université de la culture et des arts ont proposé des mesures pour développer d'anciens artisanats populaires.

4. *Développement de l'attrait touristique de Kazan*

L'étude des étudiants de l'Institut d'économie et d'études financières relatives au développement du tourisme à Kazan a montré la nécessité de développer certains éléments de l'infrastructure touristique de Kazan tels que les hôtels bon marché et les maisons-îlots pour les différentes nations et cultures. Les étudiants de l'Université d'État de Kazan ont mis en évidence l'importance de l'illumination nocturne pour l'image de la ville.

5. *Développement de l'Ancien faubourg tatar*

Trois travaux de l'Université d'architecture et de construction ont examiné l'Ancien faubourg tatar comme une plate-forme pour la réalisation de projets architecturaux novateurs. L'un de ces travaux propose de confier le développement du faubourg à la jeunesse

susceptible de réaliser sur ce territoire ses créations artistiques.

6. Développement de Svajsk

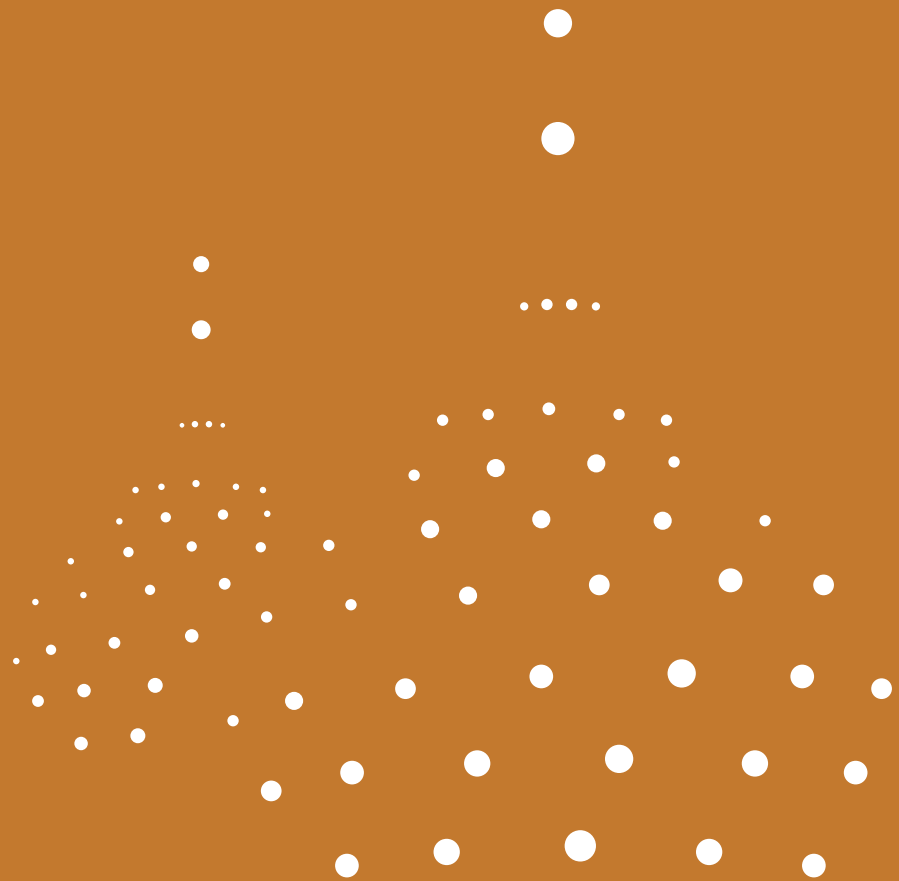
Deux projets ont souligné le rôle clé de Svajsk dans le patrimoine de la République du Tatarstan. Le travail de l'Académie de gestion TISBI revêtait un caractère panoramique. Le travail de l'Université d'architecture et de construction proposait un projet de développement du potentiel culturel de l'île-ville en trois étapes.

7. Développement des propriétés seigneuriales

Deux projets indépendants l'un de l'autre ont soulevé le problème de l'utilisation contemporaine des propriétés seigneuriales villageoises. Le projet des étudiants de l'Université d'État de Kazan proposait la création d'un musée Léon Tolstoï sur la propriété de Dolgaïa Poliana. Le projet de l'Université d'architecture et de construction de Kazan traitait la question de manière plus large. L'auteur propose trois variantes de base d'utilisation des propriétés villageoises environnantes en lien avec les exigences de la ville.

Tous les travaux des étudiants, sans exception, ont suscité l'intérêt des experts. Pendant toute la durée de la séance, des commentateurs-experts ont effectué des remarques sur le fond. Le grand enthousiasme et la créativité des étudiants, inaccessibles pour la vieille génération, ont été soulignés à maintes reprises.

En conclusion, force est de constater que le travail de la jeunesse sur des projets consacrés au patrimoine ne fait que commencer. La séance a permis aux étudiants de porter un regard neuf sur un patrimoine bien connu et d'entrevoir les perspectives de futures études grâce à des discussions avec des spécialistes mondiaux. Les résultats de cette séance peuvent être également intéressants pour les autorités de la ville puisqu'ils offrent un regard spontané et vivant sur de nombreux problèmes de conservation et de développement du patrimoine et peuvent être considérés comme une étape préliminaire pour tel ou tel autre projet urbain.



**COMITÉ CONSULTATIF
COMITÉ ORGANISATEUR
LISTE DES PUBLICATIONS ANTÉRIEURES DE L'OVP**

COMITÉ CONSULTATIF DU 9^E CONGRÈS MONDIAL DE L'OVP

Le Comité consultatif est composé d'experts du domaine, ainsi que des représentants de l'OVP, de Kazan et du GCI. Chaque membre a pris une part active à la préparation du programme.

Françoise Descamps

Présidente du Comité consultatif, Getty Conservation Institute

Bruno Delas

Collaborateur au Panel des maires, Mission Culturelle, Municipalité de Lyon, France

Christian Ost

Coordonnateur du Programme des étudiants, ICHEC Business School (L'Institut catholique des hautes études commerciales), Belgique

Eduardo Rojas

Conférencier, Développement durable, Banque de développement interaméricaine, États-Unis d'Amérique

David Throsby

Conférencier, Division d'économie et d'études financières, Université de Macquarie, Sydney, Australie

Eugenio Yunis

Coordonnateur du Panel des maires, Tourisme durable, Organisation mondiale du tourisme, Espagne

Francesco Bandarin

Directeur, Centre du patrimoine mondial, UNESCO

Denis Ricard

Organisation des villes du patrimoine mondial, Canada

Lee Minaidis

Projets européens et Développement, Secrétaire générale par intérim, Organisation des villes du patrimoine mondial, Rhodes, Grèce

Rassikh Sagitov

OVP-Eurasie, Kazan, Fédération de Russie

Jeanne Marie Teutonico

Directrice adjointe, Getty Conservation Institute

François Leblanc

Chef des projets sur le terrain, Getty Conservation Institute

Jeffrey Cody

Coordonnateur de l'Atelier des maires, Getty Conservation Institute

Claudia Cancino

Coordonnatrice de l'Atelier des maires, Getty Conservation Institute

COMITÉ ORGANISATEUR DU 9^E CONGRÈS MONDIAL DE L'OVP

L.N.Andreeva

Administrateur général de Kazan

Z.N.Nigmatullina

Chef adjoint du Comité exécutif de Kazan

R.M.Gusmanov

Chef de l'administration de l'État Duma de Kazan

L.N.Mavrina

Chef adjoint du personnel administratif au sein du Comité exécutif de Kazan – Chef de l'Administration

D.I.Fattakhov

Président du Comité sur les enfants et du dossier de la jeunesse au sein de l'Administration de Kazan

A.R.Sharapov

Président du Comité de développement économique au sein du Comité exécutif de Kazan

A.Yu. Egorov

Président du Comité pour le développement domiciliaire, Entretien et Services publics, de Kazan

V.A.Leonov

Président du Comité des relations internationales et du Tourisme au sein du Comité exécutif de Kazan

E.V.Ivanov

Chef du Département de la Culture au sein du Comité exécutif de Kazan

I.M.Arslanov

Chef du Développement des langues et des communications avec les organismes publics au sein du Comité exécutif de Kazan

A.K.Abdulkhakov

Président de la Commission du transport et des télécommunications au sein du Comité exécutif de Kazan

I.F.Dautov

Président de la Commission du marché et des services aux consommateurs au sein du Comité exécutif de Kazan

A.H.Mingazov

Chef des relations publiques et du Département des médias au sein de l'Administration de l'État Duma de Kazan

E.F.Mavlutov

Chef du Département d'architecture et de développement urbain au sein du Comité exécutif de Kazan

A.N.Lobov

Chef du Département administratif au sein du Comité exécutif de Kazan

I.R.Galiakhmetov

Chef du Conseil scolaire au sein du Comité exécutif de Kazan

I.V.Dyabilkina

Chef du Département de l'affichage extérieur et de l'information au sein du Comité exécutif de Kazan

LISTE DES PUBLICATIONS ANTÉRIEURES DE L'OVP

ACTES – Fès 1993 :

LE FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MISE EN VALEUR DES VILLES DU PATRIMOINE MONDIAL : Pour qui, par qui, comment ?

ACTES – Bergen 1995 :

LA COMMUNICATION – Comment communiquer et échanger des connaissances, en tenant compte des diversités culturelles et linguistiques et des particularités régionales

ACTES – Évora 1997 :

LE TOURISME ET LES VILLES DU PATRIMOINE MONDIAL – Défis et opportunités

ACTES – Santiago de Compostela 1999 :

L'INNOVATION DANS LA GESTION des villes du patrimoine mondial

ACTES – Puebla 2001 :

MESURES DE PRÉVENTION ET PROTECTION DE VILLES DU PATRIMOINE MONDIAL EN CAS DE DÉSASTRES

ACTES – Rhodes 2003 :

GARDER LE PATRIMOINE VIVANT – Éduquer et former en vue de la préservation et de la gestion du patrimoine culturel

AUTRES**Guide de gestion des villes historiques****Villes d'histoire, villes mémoire****Recueil de chartes et autres guides – Tourisme et patrimoine**

Pour plus d'information ou pour vous procurer ces publications, contactez :

Secrétariat général de l'OVP

15, rue Saint-Nicolas

Québec (Québec)

Canada G1K 1M8

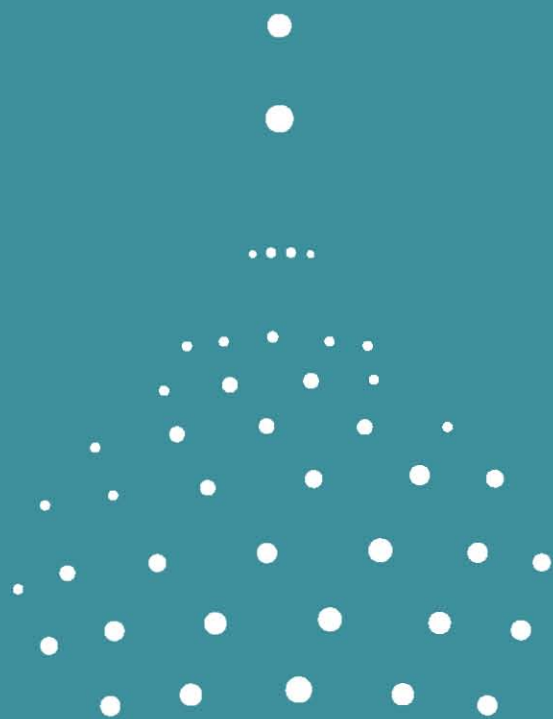
Tél. : (418) 692-0000

Télé. : (418) 692-5558

Courriel : secretariat@ovpm.org

Site Web : <http://www.ovpm.org>

Portail URBO : <http://urbo.ovpm.org>



IX



IX

CONGRÈS MONDIAL DES VILLES
DU PATRIMOINE MONDIAL

KAZAN, 19 - 29 JUIN 2007



Ministère de la Culture et du Patrimoine
République du Kazakhstan
Қазақстан Республикасының
Мәдениет және тарих министрлігі



The Getty Conservation Institute



LA VILLE DE KAZAN

ACTAS

IX CONGRESO MUNDIAL DE LA ORGANIZACIÓN DE LAS CIUDADES PATRIMONIO MUNDIAL

1

IX

**CONGRESO MUNDIAL DE LA ORGANIZACIÓN
DE LAS CIUDADES PATRIMONIO MUNDIAL**

KAZAN, 19 - 23 JUNIO 2007



CRÉDITOS

RECOMANDA DE LA PORTADA: JESS GILLY © J. RICK, GETTY IMAGES, 2007

COORDINACIÓN DE LA PUBLICACIÓN BILINGÜE:

JUAN MANUEL MORALES, ORGANIZACIÓN DE LAS CIUDADES DEL PATRIMONIO MUNDIAL

FRANÇOISE DESCHAMPS, GETTY COMMUNICATION INSTITUTE

KATHLEEN LOUGH, GETTY COMMUNICATION INSTITUTE

CON LA COLABORACIÓN DE:

NATHAN ARONOWITZ, GETTY COMMUNICATION INSTITUTE

Diseño

SOMO DESIGN S.A.

EL GETTY COMMUNICATION INSTITUTE TRABAJA A NIVEL INTERNACIONAL CON EL OBJETIVO DE AMPLIAR EL CAMPO DE LA COMUNICACIÓN DE LAS ARTES PLÁSTICAS, LAS CIENCIAS EXACTAS COMO EN ARTE, COLECCIONES, PATRIMONIO ARQUITECTÓNICO Y SITIOS ARQUEOLÓGICOS. EL INSTITUTO SE PONE AL SERVICIO DE LA COMUNIDAD DE PROFESIONALES DE LA COMUNICACIÓN A TRAVÉS DEL DESARROLLO DE INVESTIGACIONES CIENTÍFICAS, SEMINARIOS Y CAPACITACIÓN, PRESENTACIÓN EN CAMPO MUSEOS Y LA EXPANSIÓN DEL CONOCIMIENTO ADQUIRIDO DURANTE EL DESARROLLO DE SU PROPIO TRABAJO Y EL TRABAJO DE OTROS DE SIMILAR NATURALEZA. EN TODAS SUS ACTIVIDADES, EL GCI FOMENTA LA CREACIÓN Y EXTENSIÓN DEL CONOCIMIENTO CON EL PROPÓSITO DE RESPONDER A LOS PROFESIONALES Y ORGANIZACIONES EMPLEADORAS DE LA COMUNICACIÓN DEL MERCADO GLOBAL INTERNACIONAL.

Copyright © 2008 J. RICK, GETTY IMAGES

SE HAN REALIZADO TODAS LAS MEDIDAS NECESARIAS PARA GARANTIZAR QUE
CUALQUIERA QUE REPRODUZCA ESTAS PÁGINAS O LAS UTILICE EN CUALQUIER FORMA
REPRODUCIENDO LAS IMÁGENES DE LAS ORGANIZACIONES QUE SE PRESENTAN EN
ESTAS PÁGINAS PARA SU USO COMO MATERIAL DE SU COMUNICACIÓN.
TODA REPRODUCCIÓN DE ESTAS PÁGINAS O DE CUALQUIERA DE LAS IMÁGENES
REPRODUCIDAS EN LAS PÁGINAS DEBE SER HECHA A LA VEZ QUE SE REPRODUZCA.

THE GETTY COMMUNICATION INSTITUTE
1200 GETTY CENTER DRIVE, SUITE 700
LOS ANGELES, CA 90049-1694
UNITED STATES

Teléfono: 310-460-7136
Fax: 310-460-0788
Correo electrónico: publicinfo@getty.edu
www.getty.edu/press/raffae

INSTITUCIONES ORGANIZADORAS DEL CONGRESO



Ministerio de Cultura del Estado de Qatar
Ministry of Culture of the State of Qatar
Ministerio de Cultura del Estado de Qatar
Ministry of Culture of the State of Qatar



The Getty Conservation Institute



Ciudad de Karam



**CONGRESO MUNDIAL DE LA ORGANIZACIÓN
DE LAS CIUDADES PATRIMONIO MUNDIAL**

KAZAN, 19 - 23 JUNIO 2007

TABLA DE CONTENIDOS

MENSAJE DEL PRESIDENTE DE LA OCPM	7
-----------------------------------	---

MENSAJE DEL ALCALDE DE KAZÁN	9
------------------------------	---

MENSAJE DE LA SECRETARIA GENERAL INTERINA DE LA OCPM	11
--	----

INTRODUCCIÓN DEL INSTITUTO GETTY DE CONSERVACIÓN	15
--	----

TALLER PREVIO AL CONGRESO PARA LOS ALCALDES	17
---	----

PONENCIAS	21
-----------	----

El patrimonio y la economía: Algunos conceptos de base <i>Por David Throsby, Universidad Macquarie, Sydney</i>	22
---	----

El desarrollo sostenible basado en la valorización de la estructura urbana histórica <i>Por Mona Seregaldin, Universidad de Harvard</i>	28
--	----

El equilibrio en la gestión de las presiones del desarrollo en los sitios del patrimonio urbano: Los múltiples valores de los sitios del patrimonio urbano <i>Por Eduardo Rojas, Banco Interamericano de Desarrollo</i>	38
---	----

Herramientas prácticas para la promoción conjunta del patrimonio y de la economía en las ciudades históricas. <i>Por Jean-Louis Luxen, Cultura, Patrimonio y Desarrollo Internacional</i>	46
---	----

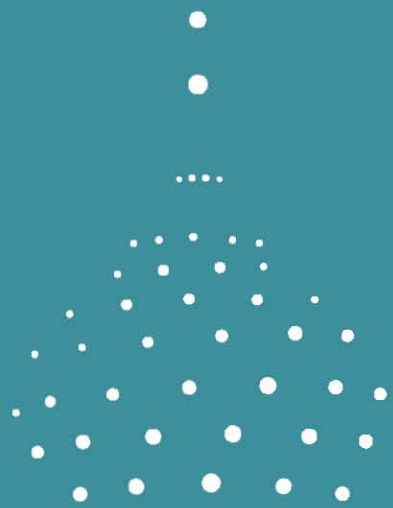
Resumen de los debates 20 de junio de 2007 (Día 1) <i>Rapporteur: Dinu Bumbaru, Secretaria General ICOMOS</i>	52
---	----

Resumen de los debates 21 de junio de 2007 (Día 2) <i>Rapporteur: Alfredo Conti, Presidente, ICOMOS-Argentina</i>	58
---	----

PANEL DE ALCALDES	63
-------------------	----

PANEL DE ALCALDES 21 de junio de 2007 <i>Rapporteur: Patrice Béghain, Tenante Alcalde, Ciudad de Lyon, Francia</i>	64
--	----

PRESENTACIONES DE CARTELES	69
PROGRAMA DE LOS ESTUDIANTES DE KAZÁN	75
Resumen de las presentaciones de estudiantes de Kazán 22 de junio de 2007 <i>Rapporteur: Ivan Mityashin, Kazan State University for Architecture and Engineering</i>	82
COMITÉ CONSULTIVO COMITÉ ORGANIZADOR LISTA DE PUBLICACIONES ANTERIORES DE LA OCPM	85
Comité consultivo del 9º Congreso mundial de la OCPM	86
Comité organizador del 9º Congreso mundial de la OCPM	86
Lista de publicaciones anteriores de la OCPM	87



IX

MENSAJE DEL

PRESIDENTE DE LA OCPM

Estimados Participantes en el 9º Congreso Mundial de la OCPM:

La Organización de las Ciudades del Patrimonio Mundial, en su corta existencia, ha contribuido profundamente a difundir y crear conciencia sobre lo trascendental e importante que es, para una ciudad, la conservación de su legado patrimonial.

El patrimonio vivo que hemos heredado los que tenemos el placer de vivir en una de las ciudades del patrimonio mundial, está basado en la protección y la gestión del patrimonio cultural, siempre teniendo como principal objetivo el bienestar de los habitantes locales y de los turistas que nos visitan. El patrimonio cultural de nuestras ciudades se considera continuamente como un atractivo importante para el desarrollo económico, que debe efectuarse teniendo en cuenta los valores sociales, que transmiten un sentido de identidad, los valores espirituales, que permiten comprenderlo mejor, así como los valores históricos, que mejoran los lazos con el pasado. Estas características hacen que nuestra red de 215 ciudades del patrimonio mundial sea única en el sentido de que comparten los mismos valores en todo el mundo.

Nosotros, como ciudadanos de estas privilegiadas ciudades inscritas en la lista de la UNESCO, tenemos un compromiso no solo con los 125 millones de personas que en ellas habitamos, puesto que al obtener la categoría de Patrimonio Cultural de la Humanidad, asumimos una responsabilidad que trasciende las fronteras y los límites de nuestras ciudades y países, extendiéndose por la humanidad entera.

Éste es el motivo por el que cada día la OCPM nos plantea nuevos retos y propuestas en lo referente a la conservación y preservación del Patrimonio en nuestras ciudades; sin duda, uno de estos espacios lo constituye el 9º Congreso Mundial de la OCPM – Kazán 2007 cuyo tema “El Patrimonio y la Economía” ha sido la ocasión propicia para debatir y encontrar innovadoras soluciones en el área de patrimonio.

Estimados participantes, es un placer que estos aspectos tan interesantes del patrimonio se hayan tratado y hayan sido objeto de debates durante nuestro Congreso de junio. Quisiera agradecerles calurosamente su participación en este encuentro que fue una experiencia única y maravillosa. Así, los invitamos a nuestro próximo Congreso Mundial de la OCPM en 2009.

MARCELO CABRERA PALACIOS

ALCALDE DE CUENCA Y PRESIDENTE DE LA OCPM

MENSAJE DEL

ALCALDE DE KAZÁN

En nombre de todos los ciudadanos de Kazán, les agradezco por haber escogido a nuestra ciudad para celebrar el 9º Congreso Mundial de la OCPM.

Para la población de Kazán fue un placer recibirles en 2007. Esperamos que, gracias a su apoyo, este congreso haya sido uno de los más exitosos en la historia de la OCPM.

Kazán fue reconocida como ciudad del patrimonio mundial en el año 2000, después de la inscripción del Kremlin en la lista del patrimonio mundial de la UNESCO. Desde 2003, Kazán es la anfitriona de la Secretaría Regional de la OCPM por la región de Euroasia. Esta secretaría fue creada gracias al apoyo de las ciudades del patrimonio mundial de dicha región. La secretaría de Euroasia, trabaja de manera dinámica y se han organizado diversas actividades en honor de esta región. El 9º Congreso Mundial de la OCPM constituye un evento destacado y es el primero que se ha celebrado en el territorio Euroasiático.

Los organizadores del Congreso prepararon una temática que será muy útil para la gestión del valioso patrimonio de nuestras ciudades. También en esta ocasión los participantes pudieron descubrir una de las más antiguas ciudades de Rusia que en 2005 celebró su 1000º aniversario. El programa cultural incluyó la participación en el Festival Tatar Sabantuy y un crucero por el Volga desde donde tuvieron la ocasión de admirar la arquitectura de Kazán, su riqueza y su patrimonio inmaterial disfrutando de los diversos platos de origen ruso, tatar y de otros grupos étnicos.

El pueblo de Kazán se sintió muy orgulloso de recibirles y esperamos que hayan disfrutado de nuestra hospitalidad.

Sr. ILSOUR METSHIN

ALCALDE DE KAZÁN

MENSAJE DE

LA SECRETARIA GENERAL INTERINA DE LA OCPM

La Organización de las Ciudades del Patrimonio Mundial fue creada con el objetivo de ayudar a las ciudades inscritas en la Lista del patrimonio mundial de la UNESCO cuya población global es de más de 125 millones de personas, a adaptar y mejorar los métodos de conservación así como para promover la gestión más eficaz de su patrimonio, ayudándoles así a sacar provecho de las ventajas del desarrollo social y económico. De acuerdo con nuestros objetivos, el tema del 9º Congreso Mundial de la OCPM, “Patrimonio y Economía”, fue elegido para examinar más profundamente, con la ayuda de expertos reconocidos mundialmente, el concepto según el cual la preservación del patrimonio puede contribuir al desarrollo económico sostenible de una ciudad, protegiendo su integridad cultural.

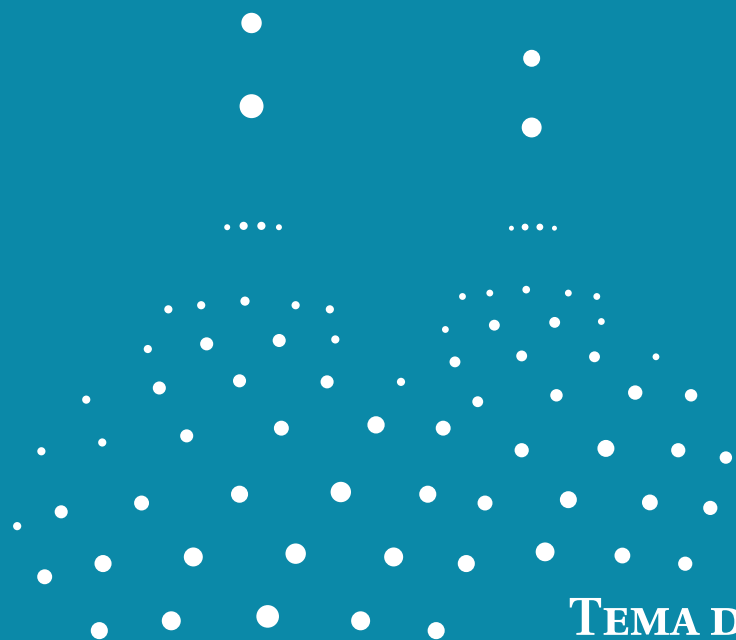
Es un placer presentarles las actas del 9º Congreso Mundial, celebrado en Kazán, Federación Rusa, en junio de 2007. Estas actas representan el conjunto de las presentaciones realizadas durante el Congreso, y servirán, así lo esperamos, como fuente útil de información y de ideas que se implantarán en las ciudades del patrimonio mundial en todos los continentes.

Agradecemos a todas las personas que contribuyeron a hacer posible esta publicación.

LEE MINAIDIS

SECRETARIA GENERAL INTERINA

ORGANIZACIÓN DE LAS CIUDADES DEL PATRIMONIO MUNDIAL



TEMA DEL CONGRESO:
“PATRIMONIO Y ECONOMÍA”

INTRODUCCIÓN DEL

INSTITUTO GETTY DE CONSERVACIÓN

El Congreso Mundial de la OCPM es una ocasión única para el intercambio. Cada dos años, reúne a políticos y profesionales comprometidos a conservar las ciudades históricas, especialmente las que están inscritas en la Lista del patrimonio mundial de la UNESCO. El primero de estos eventos se celebró en 1991 y desde entonces, cada dos años, este evento ha permitido a los participantes debatir temas de interés común, compartir sus experiencias y aprender nuevas estrategias para enfrentar los retos asociados con la conservación y la gestión de las ciudades del patrimonio mundial. Este acontecimiento también ha puesto de relieve el dinamismo y la apertura de espíritu de la OCPM. Durante la reunión que se celebró en Los Ángeles en enero de 2006, representantes de la OCPM y de la ciudad de Kazán invitaron al GCI a asumir la responsabilidad – tanto de la estructura como del contenido – del programa científico del 9º Congreso mundial con tema “Patrimonio y Economía”. El programa constó de dos días de trabajo con el objetivo de ofrecer a los participantes presentaciones que se refieren a los más recientes avances relacionados con el tema del Congreso y suscitar un intercambio de ideas entre los políticos y los profesionales. También permitió asociar a los estudiantes universitarios de Kazán en el campo de la economía y de la arquitectura.

El tema “Patrimonio y Economía” es un tema de actualidad y estimulante sobre el cual hablaron los alcaldes y los profesionales. El patrimonio cultural de las ciudades históricas se percibe frecuentemente como una ventaja interesante para el desarrollo económico y una fuente importante de ingresos para la ciudad y los ciudadanos que la habitan. El turismo desempeña un papel cada vez más importante al respecto. Sin embargo, la protección y la gestión del patrimonio cultural de una ciudad encierran valores, tanto culturales como monetarios, que deben comprenderse y preservarse. La ciudad no puede ser interpretada ni valorizada sin entender los valores sociales y espirituales que transmiten un sentido de identidad, de pertenencia al lugar, o los valores culturales e históricos que permiten comprender mejor y mejorar las relaciones con el pasado dando a los habitantes y visitantes el sentido de continuidad. Los alcaldes, y los responsables, quienes se esfuerzan por encontrar soluciones prácticas y sostenibles a los problemas de las ciudades históricas, frecuentemente deben enfrentarse a las relaciones dinámicas entre el patrimonio y la economía. El 9º Congreso profundizó en el análisis de dichos lazos y al hacerlo, ha permitido estudiar las complejas relaciones entre el patrimonio y la economía. Los participantes del 9º Congreso Mundial pudieron apreciar no solo estos nuevos acercamientos al análisis de estas relaciones sino también al abanico de herramientas y de líneas directrices que pueden ayudarles a enfrentar, con una mejor visión, los retos inevitables asociados al patrimonio y a la economía. Para presentar el tema, los organizadores del 9º Congreso Mundial han elaborado un programa que comprende cuatro presentaciones claves, varios debates en grupos pequeños sobre las cuestiones tratadas durante las presentaciones, un panel de alcaldes haciendo hincapié en los impactos y la gestión del turismo en las ciudades históricas, una sesión de carteles presentando estudios de casos relacionados con el tema del Congreso, así como también actividades para un grupo de estudiantes universitarios de la ciudad de Kazán, en las que se les invita, como futuros ciudadanos responsables del porvenir de su ciudad, a expresar sus ideas sobre el desarrollo económico y la preservación del patrimonio de la ciudad.

La presente publicación comprende las presentaciones así como una introducción de cada uno de los elementos del programa. Asimismo, una lista de los carteles presentados por los participantes y las presentaciones de los estudiantes. Obviamente, eventos como el Congreso mundial de las Ciudades del Patrimonio Mundial, requieren la inteligencia, el talento y el entusiasmo de numerosas personas, y quisiéramos agradecer a todos aquellos que contribuyeron a la elaboración y la preparación de esta publicación.

FRANÇOISE DESCAMPS

PRESIDENTA DEL COMITÉ ASESOR

TALLER PREVIO AL CONGRESO PARA LOS ALCALDES

A pesar de que el taller para alcaldes del 9.º Congreso Mundial de la Organización de las Ciudades del Patrimonio Mundial (OCPM) estuvo inicialmente planeado para los alcaldes recién elegidos, también estuvo destinado a todos los alcaldes de las ciudades del Patrimonio Mundial (o a uno de los representantes designado por el alcalde) que quisieron compartir sus ideas acerca de cómo enfrentar los desafíos complejos relacionados con la protección y la administración de los recursos históricos en sus ciudades. Esta fue la segunda vez que el Getty Conservation Institute (GCI) organizó un taller para alcaldes para un Congreso Mundial de la OCPM. La primera vez fue en Cuzco, Perú, en septiembre de 2005. Ambos talleres se organizaron de manera tal que se llevaran a cabo durante el día, inmediatamente antes de la apertura formal del Congreso Mundial y, además, ambos talleres se planearon de modo tal que hubiera un equilibrio entre las presentaciones formales breves, las visitas a un sitio de interés y los debates informales entre los alcaldes o sus representantes.

EL TALLER TUVO TRES OBJETIVOS PRINCIPALES:

- *Promover debates interesantes sobre cuestiones comunes que enfrentan los alcaldes de la OCPM y, de esta manera, promover un mayor diálogo entre ellos.*
- *Concentrar la atención en las ideas de los alcaldes con respecto al patrimonio cultural que se les ha encargado conservar y administrar.*
- *Utilizar un ejemplo de caso práctico de Kazán a fin de complementar los temas expuestos durante las presentaciones y los debates, y así ayudar a los participantes a familiarizarse con los desafíos que Kazán debe afrontar.*

Para alcanzar estos objetivos, el taller se centró en un problema que muchos de los alcaldes deben afrontar al momento de proteger los recursos históricos de sus ciudades: cómo reutilizar las estructuras históricas que se han deteriorado, que han sido desocupadas o que, de otro modo, necesitan ser rediseñadas, restauradas o reintegradas a la estructura vital de la ciudad. Por lo tanto, el taller utilizó esta cuestión crítica, que a veces se conoce como “reutilización adaptativa” para abordar algunas de las siguientes preguntas:

- *¿De qué manera se puede comparar el estudio caso de Kazán con casos similares en otras ciudades?*
- *¿Qué principios, pautas o limitaciones deberían aplicarse a la reutilización adaptativa de la arquitectura histórica en una ciudad del Patrimonio Mundial?*
- *¿De qué manera se pueden integrar mejor los lugares históricos a la estructura social y física de la ciudad?*
- *Cuando se trata de reutilizar la estructura histórica, o de proteger verdaderamente el patrimonio cultural de una ciudad desde un punto de vista más general, ¿dónde puede buscar ayuda un alcalde?*
- *Con respecto a la conservación del patrimonio cultural en un contexto urbano, ¿qué funciona y qué no?*

Reuniones preliminares con funcionarios de la ciudad de Kazán tuvieron como resultado una participación activa de estos al momento de ayudar a planear y coordinar la logística del taller. Se tomó la decisión de utilizar el vecindario en las inmediaciones de la Catedral de San Pedro y San Pablo, ya que tanto el GCI como la ciudad de Kazán estuvieron de acuerdo en que allí se encontraban varios ejemplos interesantes de edificios que podrían beneficiarse mediante la reutilización de una manera creativa. Mientras los funcionarios de Kazán se alistaban para el taller, el GCI preparó un conjunto de documentos concisos para los participantes del taller, los cuales incluían no solo material sobre el vecindario que iba a ser utilizado durante el taller, sino también materiales relacionados con una serie de ejemplos de casos prácticos de reutilización adaptativa en distintos lugares del mundo. Entre estos lugares se encontraban los siguientes:

- *Bercy, París, Francia*
- *Vesterbro, Copenhague, Dinamarca*
- *Puerto Madero, Buenos Aires, Argentina*
- *Centro Histórico de Quito, Ecuador*
- *Riverfront, Singapur*
- *Xintiandi, Shanghai, China*
- *Pekín 798, China*
- *Lowell, Massachusetts, Estados Unidos.*
- *The Presidio, San Francisco, California, Estados Unidos.*
- *Puerto Interno de Baltimore, Maryland, Estados Unidos.*
- *Varios casos de reutilización adaptativa del gobierno de Australia*

El taller comenzó con tres presentaciones breves a cargo de colegas de Kazán. Luego de una presentación de apertura sobre Kazán realizada por el alcalde Ilсур Metshin, los participantes aprendieron más acerca del lugar de estudio a través de dos arquitectos locales: *Ernst Mavliutov*, quien habló sobre el plan de urbanización y centro histórico de Kazán, y *Olga Aksientieva*, quien brindó información adicional sobre el vecindario histórico de la Catedral de San Pedro y San Pablo (siglo XVIII). A esto le siguió una presentación sobre los principios de la reutilización adaptativa, por Donovan Rypkema, un especialista en economía patrimonial de los EE. UU., quien trabaja para *Heritage Strategies International*, en Washington, DC.

Rypkema sugirió que la reutilización adaptativa de edificios patrimoniales es una elección importante para preservar estos recursos culturales. Presentó un resumen de los beneficios clave al momento de hacer uso de esta opción, para las ciudades, las economías locales, las políticas públicas y la comunidad de conservación.

Luego, resumió los denominadores comunes más importantes de los proyectos de reutilización adaptativa que tuvieron éxito: “un catalizador imaginativo, la participación del sector público, las numerosas fuentes de financiación, la complejidad, el tiempo que consume el proyecto, la combinación de usos posibles, la demanda pública, el escepticismo, el compromiso, la paciencia y la implementación de objetivos más amplios más allá de la reutilización del edificio en sí”. También explicó alguno de los errores comunes y, luego, expuso su conclusión recalcando las cinco reglas más importantes relacionadas con la reutilización adaptativa:

- *Involucrar desde el principio a los profesionales del patrimonio local y a los defensores del patrimonio en la planificación.*
- *Realizar la mayor cantidad de cambios reversibles posibles.*
- *Permitir que el edificio hable por sí solo y nos diga en qué desea convertirse.*
- *Utilizar únicamente profesionales con experiencia, sin excepciones.*
- *Recordar que se trata de un edificio que es parte del patrimonio y que el concepto de gestión responsable no debe ser opacado por el concepto de propiedad.*

Esta presentación sirvió de estímulo para que los participantes realizaran varias preguntas; luego de esto, se realizó un receso para el almuerzo, que tuvo como anfitrión al alcalde Metshin. Luego del almuerzo, los participantes se dirigieron en autobús hacia el vecindario histórico de la Catedral de San Pedro y San Pablo, donde la Sra. Olga Aksentieva ofreció breves comentarios acerca de una serie de temas en cuatro paradas de autobús:

- *Ejemplos de erradicación de barrios marginados*
Hotel Nobility Assembly; Rakhmatullina Street; Chernyshevskogo Street
- *Baldíos vacíos en centros históricos*
Pasaje Alexandrovskii; M. Dzhilil Street
- *Edificios de relevancia en centros históricos*
Hotel Kazán; Inversiones, sector privado y estatal
- *Gran número de casas en terrazas*
Lanzamiento de nuevas construcciones en la mansión Mikhaliyev-Dryablov;
Catedral de San Pedro y San Pablo

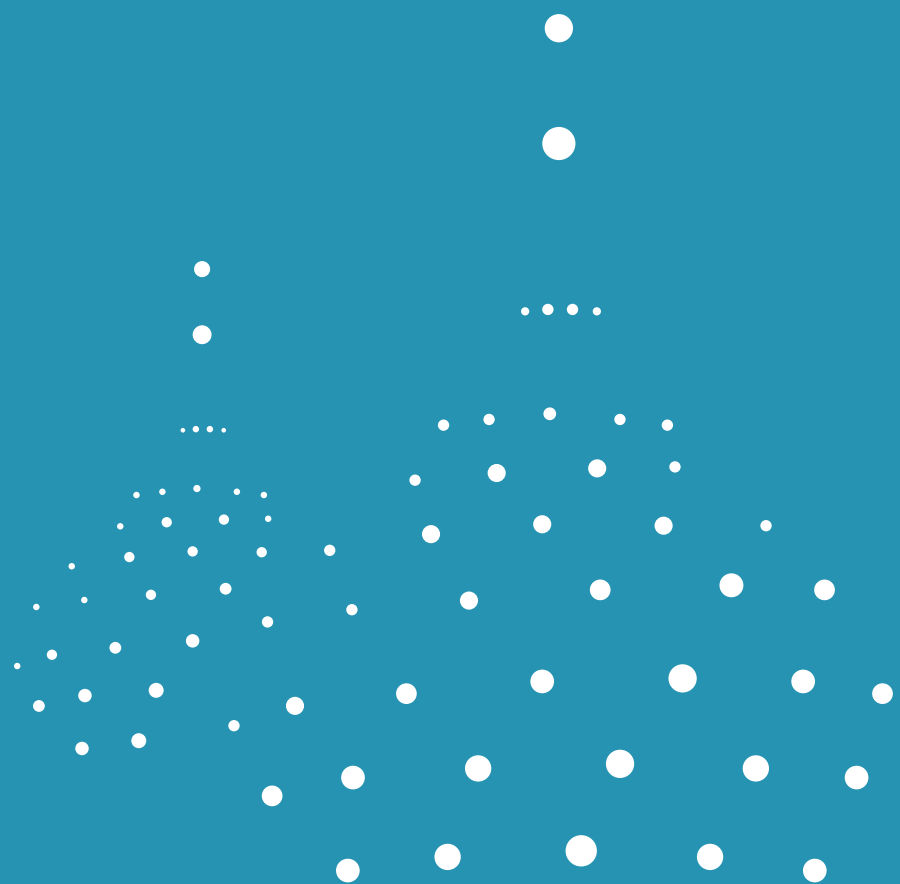
Después de esto, los participantes se reunieron en una sala debajo de la Catedral para entablar un debate acerca de los lugares visitados y acerca de cómo estos lugares se relacionaban con situaciones similares (con resultados iguales o diferentes) en las ciudades de los participantes del taller. Los participantes se dividieron en grupos de acuerdo con el idioma (inglés, francés, español y ruso) y, luego de aproximadamente una hora de debate, cada grupo compartió los resultados de sus conversaciones con toda la audiencia del taller. El taller concluyó al final de la tarde.

El taller para alcaldes fue un evento clave en el contexto del Congreso Mundial de Kazán, ya que contó con mucho público, ayudó a centrar la atención de muchos participantes en alguno de los desafíos que Kazán enfrentaba y ayudó a preparar el terreno para crear un ambiente interactivo en el Congreso, en donde los participantes se sintieron a gusto compartiendo ideas con sus colegas de manera informal. Los funcionarios municipales de Kazán se sintieron muy satisfechos con la experiencia de ayudar a organizar el taller. Se llevaron a cabo varios debates informales durante las sesiones posteriores al Congreso entre los funcionarios y los participantes del Congreso.

Muchos de los participantes opinaron que se debería llevar a cabo un tercer taller para alcaldes en el 10.º Congreso Mundial, que tendrá lugar en Quito, Ecuador, en septiembre de 2009.

JEFF CODY

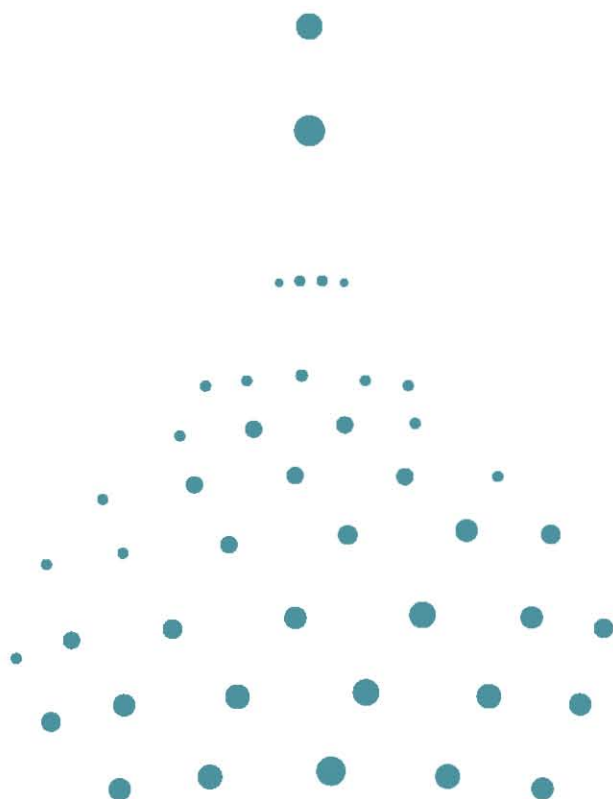
SR. PROJECT SPECIALIST, EDUCATION
GETTY CONSERVATION INSTITUTE



PONENCIAS

EL PATRIMONIO Y LA ECONOMÍA: ALGUNOS CONCEPTOS DE BASE

POR DAVID THROSBY
UNIVERSIDAD MACQUARIE, SYDNEY



DAVID THROSBY es profesor de economía en la Universidad Macquarie en Sydney. Es reconocido internacionalmente por su trabajo en la economía de las artes y de la cultura. Sus recientes investigaciones tratan sobre la política cultural, la cultura dentro del desarrollo económico y, la economía de la conservación del patrimonio. Su obra *Economics and Culture*, publicada por la *University Press* en 2001, ha sido traducida y publicada en español, italiano, chino, coreano y japonés.

RESUMEN

Los edificios patrimoniales, los sitios históricos y los sectores culturales deberían considerarse como ventajas dentro de la trama urbana de una ciudad – ventajas que tienen a la vez un valor económico y cultural. Contribuyen al valor económico por su potencial comercial para el turismo y para la reutilización adaptable en espacio de vivienda o en espacio comercial. Contribuyen al valor cultural por su función que permite crear ambientes urbanos habitables y proporcionar el enriquecimiento cultural en las vidas de los residentes y de los visitantes. Esta presentación mostrará cómo la economía puede ayudar a comprender, a interpretar y a medir esas contribuciones en el desarrollo urbano, llevando a resultados sostenibles en términos económicos y culturales.

PRESENTACIÓN

Para algunas personas, los términos “Patrimonio y Economía” no tienen casi nada en común. La conservación y el disfrute de nuestra herencia cultural son temas que nos interesan profundamente, porque nos ponen en contacto con todo aquello que es bello y valioso en la civilización humana. La economía, por otra parte, trata de elementos vulgares como los costes, los ingresos y la eficiencia, así como también de las preocupaciones cotidianas para tener lo necesario para vivir. ¿Cómo esos dos aspectos de nuestra vida y, para muchos de nosotros, de nuestra vida profesional, pueden conciliarse? ¿Podría existir un tipo de sinergia en la

manera en que los expertos del patrimonio y los economistas ven el mundo?

Para responder a esta pregunta, quisiera que pensarán en la ciudad del patrimonio mundial que mejor conocen – la ciudad en donde viven, trabajan o que visitan a menudo. Háganse la siguiente pregunta: ¿Por qué esta ciudad tiene tanta importancia cultural, en qué se basan para designarla Patrimonio Mundial? Puede tratarse de un edificio o de un sitio; puede ser un sector completo, como un centro histórico, o puede tratarse de un conjunto de elementos que hacen que la ciudad

tenga un carácter o una atmósfera distintos, algo intangible en la presencia de la ciudad que no deja de ser real aunque sea invisible. ¿Qué tienen en común todos esos atributos de su ciudad? La respuesta es que todos son “activos”, he ahí un término que los economistas comprenden. Los artículos del patrimonio cultural son, en términos económicos, inmovilizados que son valiosos para aquellos que son los propietarios, ya sean particulares, empresas o el público en general, en forma de propiedad pública.

Éste es el punto de partida en el establecimiento de la relación entre patrimonio y economía. Los economistas comienzan hoy en día a utilizar el término “capital cultural” para describir activos como los bienes patrimoniales que tienen una importancia cultural. Veamos un ejemplo. Piensen en un edificio histórico que todavía se utiliza como centro para la administración de una ciudad o de una municipalidad. El edificio es un activo que tiene un valor financiero en capital-acciones (podría venderse como bien inmobiliario para el desarrollo comercial) y que también tiene un valor financiero en términos de los servicios que ofrece (estimado, por ejemplo, por el valor locativo de las oficinas). Esos aspectos del valor del edificio podrían llamarse su *valor económico* ya que son parte de un capital puramente físico. Como tal, este valor económico podría proporcionarlo cualquier edificio. Pero no es solamente un edificio “común”; su característica distintiva es que también tiene un *valor cultural*, proveniente de la importancia cultural, que es esencial para que se califique como patrimonio cultural. Como su valor económico, el valor cultural del edificio se considera tanto por su valor en capital-acciones (el sentimiento acumulado de la importancia cultural incluida que forma parte de la estructura misma del edificio) y en términos de los servicios que ofrece (sus cualidades históricas o estéticas que disfrutan cotidianamente los trabajadores, los visitantes y los transeúntes).

¿Cuál es la utilidad del concepto capital cultural? La ventaja particular de interpretar el patrimonio de esta manera es que abre la posibilidad a establecer un diálogo más fructuoso entre los profesionales del patrimonio que están interesados en los aspectos culturales de la conservación, de la restauración, etc., y los agentes financieros que controlan los hilos de la bolsa. El capital cultural se expresa en un idioma que los dos lados pueden comprender, recurriendo a conceptos comunes como la inversión en el mantenimiento, la depreciación, las ganancias potenciales y los rendimientos. Las técnicas de análisis financiero, pueden adaptarse y aplicarse al patrimonio cultural, de maneras que toman en cuenta tanto los valores económicos, como los valores culturales en juego. Por ejemplo,

sucede a menudo que métodos de evaluación económica, como el análisis costes-beneficios se apliquen a las inversiones públicas en los activos inmobiliarios. El hecho de definir el patrimonio como un capital cultural nos permite considerar los proyectos patrimoniales en términos de costes-beneficios semejantes. En tales casos, una intervención con fondos públicos o privados puede considerarse como un proyecto de inversión de capitales; si el activo es un edificio o un sitio histórico, y el “proyecto” consiste en la restauración o la reutilización adaptativa del sitio, el hecho de tratar el recurso histórico como un centro o centros de capital cultural, permite aplicar las conocidas herramientas de evaluación de inversiones.

Sin embargo, hay una diferencia importante con respecto al análisis “común” costes-beneficios: es (o debería ser) la categoría del valor *tanto* económico *como* cultural que es objeto de estimación y de evaluación. En otras palabras, la identificación del valor cultural, de acuerdo con el valor económico generado por el proyecto, significa que la evaluación económica puede ser complementada por una estimación cultural del mismo tipo, o sea, un ejercicio destinado a comparar el valor actualizado de las categorías de beneficios netos con los costes de inversión iniciales. Más tarde volveré con las cuestiones de evaluación. Otros dos conceptos son importantes cuando pensamos en los aspectos económicos del patrimonio cultural. En primer lugar, los universitarios urbanos se refieren al concepto de *viabilidad* para describir las características de los ambientes urbanos que los hacen atractivos como lugares en donde es agradable vivir. Esas características comprenden elementos tangibles como, la existencia de infraestructuras públicas (espacios públicos, el transporte público, servicios de salud y de educación, medios eficaces para proporcionar aire y agua limpios, el equipo sanitario y de eliminación de desechos eficaz, etc.) y elementos intangibles, como el sentimiento de pertenencia, una identidad local distintiva, redes sociales bien establecidas, etc. El concepto de calidad de vida está estrechamente relacionado con el patrimonio cultural.

Los especialistas urbanos apoyan desde hace varios años que la preservación de los edificios antiguos y el mantenimiento de los barrios tradicionales de las ciudades proporciona una continuidad a los habitantes de los medios urbanos, lo que hace que esos lugares sean más agradables para vivir. Por consiguiente, en muchas ciudades la relación entre capital cultural y la calidad de vida urbana se reconoce y forma parte de los procesos de planificación en la actualidad. La relación también se aplica al funcionamiento económico de las ciudades – los medios en donde la calidad de vida es mejor son

generalmente más eficaces y atraen a más turistas. La calidad de vida es principalmente bonificada por la actividad cultural que con frecuencia surge de los sectores históricos, mientras los límites de actividad (por ejemplo, la cantidad de turistas) no se sobrepasen.

En segundo lugar, como los inmovilizados son poco sostenibles, la noción de capital cultural lleva naturalmente a la noción de *sostenibilidad*. Hoy en día estamos acostumbrados a hablar del desarrollo ambiental o sostenible en el plano ecológico, como una vía de crecimiento para una economía que preserve los recursos naturales del planeta para las futuras generaciones; se puede hablar exactamente de la misma manera del desarrollo sostenible en el plano cultural, o sea, de los medios para salvaguardar nuestro patrimonio cultural para el beneficio de nuestros hijos y de los hijos de nuestros hijos. El hecho de ser negligentes con el capital cultural dejando que el patrimonio se deteriore, no apoyando los valores culturales que permiten a los ciudadanos tener un sentido de pertenencia y no haciendo las inversiones necesarias para mantener y aumentar el capital cultural, tanto tangible como intangible, pondrá en peligro los sistemas culturales y puede provocar su hundimiento. El concepto de la “ciudad sostenible” debe pues ampliarse para incluir en él la conservación del capital esencial así como los recursos nacionales necesarios para la supervivencia ecológica.

Todo esto está muy bien en teoría, pero ¿cómo podemos aplicarlo en la práctica? ¿Qué piensan los economistas del área del patrimonio con respecto al tema de las opciones y las decisiones a las cuales se enfrentan los alcaldes, los consejeros, los planificadores y los agentes financieros dentro de la gestión cotidiana de las ciudades patrimoniales? Al respecto, yo creo que el punto importante es la evaluación. Las decisiones no pueden tomarse sin fondos. Debemos tener hechos, cifras, estadísticas, datos y pruebas. La teoría nos indica los conceptos que son importantes; entonces necesitamos métodos de control y de evaluación para poner carne empírica sobre los huesos teóricos. ¿Cuál es el valor de un festival callejero para la economía local? ¿Qué valores están en juego si una aplicación de desarrollo que implica un edificio patrimonial se aprueba? ¿Cuál es el valor neto de la afluencia turística en la ciudad durante la temporada alta? ¿El coste de la limpieza o de la restauración de un edificio histórico vale la pena? Son todas preguntas que necesitan una evaluación *tanto* del valor económico *como* del valor cultural.

Es difícil establecer el valor económico – todo el mundo comprende la noción del dinero. Sin embargo, el valor cultural no tiene una unidad que permita su con-

tabilización. Piensen en lo que queremos decir cuando declaramos que un edificio o que una obra de arte tiene un valor cultural: queremos decir que tiene cualidades estéticas, lazos espirituales, asociaciones históricas, un sentido simbólico, una resonancia narrativa, etc., todos los elementos que contribuyen a su importancia cultural. En otras palabras, el valor cultural es multidimensional y, además, su evaluación puede ser subjetiva. Por consiguiente, ¿Cómo procedemos?

Lo primero que debemos decir es que, en la evaluación de cualquier gasto patrimonial, es importante tener por lo menos una evaluación económica exacta. Esto permite comprender bien la naturaleza de las ventajas que un proyecto patrimonial o las actividades en particular generan. Para comenzar, podemos establecer la diferencia entre los beneficios de *utilización* y de *no utilización*. Los primeros son las ventajas económicas directas que obtienen los utilizadores del activo patrimonial en cuestión y que son observables en las transacciones comerciales – por ejemplo, los ingresos de los derechos de entrada pagados por los visitantes de un sitio histórico. Otros efectos pueden observarse en los impactos económicos más importantes, como los gastos de los turistas que prefieren una ciudad por su calidad patrimonial. Sin embargo, una parte importante de los beneficios económicos del patrimonio cultural son del tipo no comercial o de no utilización, es decir, los beneficios intangibles de los cuales goza la colectividad.

Durante los últimos años, el análisis económico del patrimonio cultural se ha ido inspirando en las metodologías desarrolladas por economistas ambientales que se interesan en la evaluación de los ambientes naturales, como las regiones salvajes o los parques marinos. Los valores de no utilización de esos fenómenos naturales son semejantes a los de bienes culturales como los monumentos, los antiguos mercados públicos, una iglesia antigua, una capilla, un sector histórico o un sitio arqueológico. Esos valores de no utilización tocan tres aspectos: el valor de la *existencia* del activo (las personas dan importancia a la existencia de un bien patrimonial, aunque ellas no consuman los servicios directamente); su valor de *opción* (las personas desean conservar la opción de saber que ellas u otras personas podrían consumir los servicios del activo en el futuro); y su valor de *herencia* (las personas pueden desear legar el activo a las generaciones futuras).

Esos valores de no utilización son observables durante las transacciones comerciales; por ello deben evaluarse mediante estudios creados para este fin y que están destinados a evaluar hasta qué punto las personas desean pagar para preservar el activo patrimonial. Este

tipo de métodos nos permiten saber más sobre los valores monetarios que las personas dan a esos beneficios no comerciales y permiten indicar, por ejemplo, si los habitantes de una ciudad aprueban los importes que se utilizan, incluso de los fondos públicos, para la conservación del patrimonio.

En una evaluación de gran envergadura del valor económico de un proyecto patrimonial en particular, esos efectos no comerciales pueden enviarse a un segundo lugar, en términos monetarios, el ingreso directo generado por el proyecto, lo que proporciona una justificación suficiente para ponerlo en marcha. Por ejemplo, un reciente estudio de los beneficios patrimoniales que trata sobre la voluntad de las personas de pagar con el fin de preservar el panorama de Stonehenge en Inglaterra, construyendo un túnel en lugar de una vía en la superficie alrededor del sitio, concluyó que las ventajas patrimoniales justifican la construcción del túnel, porque sobrepasan el valor actual de los costes de construcción y de mantenimiento. Asimismo, un estudio del Banco Mundial sobre la demanda no comercial para la preservación del centro de la Ciudad Histórica de Fez en Marruecos, reveló una voluntad importante de pagar que fue suficiente para justificar un impuesto sobre el turismo en Marruecos, incluso para los turistas que ni siquiera visitan Fez.

Los tipos de métodos de sondeo utilizados en esos estudios y en muchos otros, pueden también proporcionar un medio para establecer una evaluación del consenso sobre el valor cultural de los proyectos en particular. Algunos indicios del valor que tratan sobre los diversos atributos de la importancia cultural, señalados anteriormente, pueden provenir de toda la población, y esas evaluaciones pueden compararse con las evaluaciones de los expertos que, como éstas están basadas en conocimientos particulares, deben tomarse en serio para llegar a un consenso sobre el valor cultural de los casos particulares.

Por supuesto, si el nuevo desarrollo del patrimonio en los entornos urbanos está bien hecho, podemos lograr, antes de lo que pensamos, buenos resultados, al poder demostrar que las propuestas basadas en el patrimonio son superiores a los proyectos alternativos en términos económicos, sociales, ambientales y culturales. En tales circunstancias, mucho peso recae en una formulación clara del modo en que los beneficios del proyecto se derivarán de la contribución que el patrimonio aporta a la calidad de vida, y el impacto que una mejor calidad de vida tendrá sobre los resultados económicos, sociales y culturales. Una doble evaluación del valor cultural y económico, así como también, la inclusión de los valores no comerciales en la evaluación de los efectos económicos,

serán elementos importantes en el proceso de evaluación. Todas esas observaciones son pertinentes, sin importar el lugar en donde la ciudad afectada esté ubicada; todas se aplican tanto a los proyectos de desarrollo para las mejoras urbanas que interesan a los ciudadanos ricos de las ciudades del mundo industrializado como a proyectos en las ciudades de países en desarrollo donde la lucha contra la pobreza es el objetivo principal.

Hoy en día, debería ser evidente que la tarea práctica de tomar en cuenta tanto los elementos económicos como los elementos culturales, dentro del proceso de decisión sobre la conservación y el desarrollo futuro de las ciudades del patrimonio mundial, no es una tarea que pueda gestionar un grupo de interés aislado, sino que necesita la cooperación y la colaboración de una gran variedad de sectores. Es especialmente importante que los economistas especializados en el patrimonio participen, ya que conocen bien las evaluaciones comerciales y no comerciales de los ingresos y los costes, al igual que también deben participar los expertos en conservación que pueden sintetizar las diversas evaluaciones del valor cultural para hacer una evaluación realista. El hecho de reconocer la legitimidad del valor cultural, paralelamente al valor económico, como elemento esencial que permite influir en la toma de decisiones en cuestiones patrimoniales, constituye un gran paso en la buena dirección.

Puedo resumir lo que acabo de decir refiriéndome a los conceptos fundamentales en los que se basa mi presentación. Primeramente, he afirmado que la noción relativamente nueva de la economía del capital cultural proporciona un medio para considerar el patrimonio como un activo financiero, una inversión que genera un rendimiento comparable al de los proyectos de inversiones públicas o privadas. El segundo concepto fundamental, la calidad de vida, traduce lo que hace a las ciudades lugares donde los ciudadanos desean vivir y trabajar. Este concepto es especialmente pertinente cuando la erradicación de la pobreza es el motivo. Los desarrollos modernos estandarizados pueden agravar las condiciones de vida y bajar los niveles de vida de las personas pobres; por el contrario, la inclusión del patrimonio cultural dentro de los programas de ordenamiento urbano, cuando es posible, contribuye a aumentar el nivel de vida proporcionando un ambiente urbano estable, rico en el plano cultural y que expresa la identidad de la colectividad y estimula la cohesión social.

En tercer lugar, el concepto que determina la durabilidad, que ofrece un paradigma de integración para el reconocimiento de intereses múltiples dentro del proceso de decisión del desarrollo urbano, lo que incluye

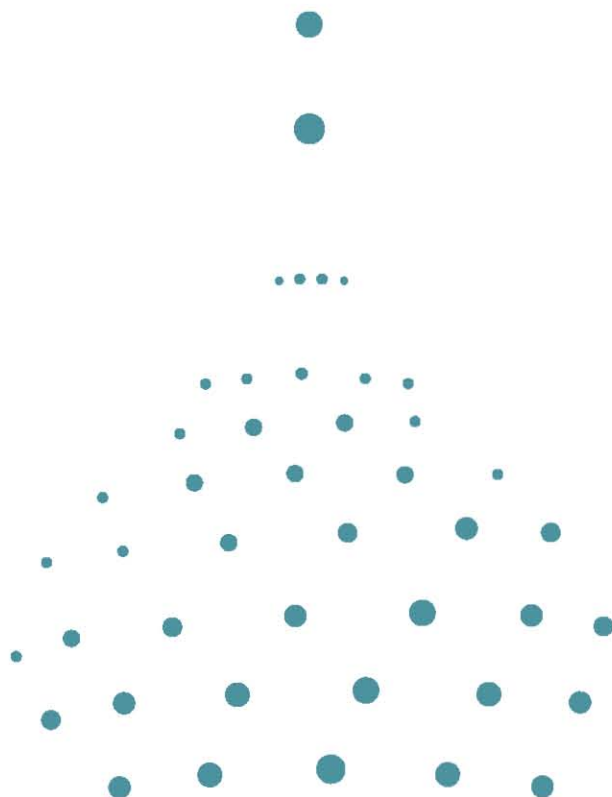
los intereses de aquellos que no tienen directamente voz en el proceso, como las generaciones futuras. Si los proyectos urbanos pueden inscribirse dentro del marco del desarrollo sostenible, los beneficios y los costes, tanto materiales como inmateriales (calidad de vida), pueden tomarse en cuenta dentro de una perspectiva de planificación a largo plazo; dentro de tal contexto, el patrimonio tiene una función particular porque su presencia refuerza la continuidad – pasado, presente y futuro – de la identidad social y cultural en los sectores urbanos.

Esos tres conceptos adquieren una mayor importancia cuando se aplican en las ciudades del Patrimonio Mundial. Son ciudades que tienen una concentración excepcional de capital cultural tangible e intangible. Son lugares en donde podemos encontrar algunas de las más grandes realizaciones de la humanidad.

Es esencial que estén administradas de forma que se explote su potencial económico respetando su integridad cultural y salvaguardando su importancia histórica. En otras presentaciones en este Congreso se debatirá más a fondo la manera de lograr estos objetivos.

EL DESARROLLO SOSTENIBLE BASADO EN LA VALORIZACIÓN DE LA ESTRUCTURA URBANA HISTÓRICA

POR MONA SERAGELDIN
UNIVERSIDAD DE HARVARD



MONA SERAGELDIN es vicepresidenta del *Institute for International Urban Development*. También es profesora adjunta de Planificación Urbana en Harvard, de donde es miembro de la Facultad desde 1985. Cuenta con más de 30 años de experiencia profesional y académica en Estados Unidos y en el extranjero, ha trabajado en proyectos apadrinados por la USAID, UNCHS/HABITAT, el Banco Mundial al igual que diversas fundaciones de Europa del Este, del Medio Oriente y de África del Norte, de África Sahariana, de Asia central, de América latina y el Caribe.

La Dra. Serageldin se especializa en el desarrollo local, la planificación estratégica, la inclusión social, la evaluación de las políticas y de los programas y la financiación municipal, el proceso participativo dentro de la planificación y la gestión urbana; los servicios de regularización y de infraestructura terrestre; los hábitos migratorios y los impactos de las remesas; el microcrédito en la vivienda y la infraestructura; el desarrollo basado en la comunidad así como la revitalización del entramado urbano histórico.

Su enfoque de la planificación y de la gestión urbana trata esencialmente sobre la participación, sobre los resultados de la estrategia así como sobre el fortalecimiento de las capacidades. Ella dirige la implantación del Instituto en las redes especializadas, incluyendo *UN-Habitat Best Practices and Local Leadership Program*, la red de investigación *UN Habitat Human Settlement (HS-Net)*, UN-ECOSOC, la Campaña de la Cumbre del Microcrédito, así como *Cultural Heritage and Development Networks* y su participación en la coalición por una urbanización sostenible.

RESUMEN

El desarrollo sostenible trae consigo cambios, pero también representa el sentimiento de continuidad cultural que se necesita para conservar el sentimiento de identidad. El desarrollo y la identidad son conceptos multidimensionales que comprenden modelos de elementos que se refuerzan mutuamente. El valor atribuido a esas diferentes dimensiones así como a los diferentes elementos del patrimonio, varía mucho según los actores, los encargados y los representantes, y esos puntos de vista evolucionan con el tiempo. En los países desarrollados, la inversión para la preservación del patrimonio se ha convertido en un objetivo estratégico del desarrollo económico. En el mundo en vías de desarrollo, la globalización y la evolución rápida de las innovaciones tecnológicas tienden a frenar esos esfuerzos, salvo en lo que concierne a las atracciones turísticas de envergadura.

La experiencia de las ciudades que se han servido de la cultura y del patrimonio como motor para el desarrollo económico pone de relieve los ingredientes clave del éxito: un espíritu de empresa, el reconocimiento de que la preservación es la piedra angular de la valorización sostenible, estrategias operacionales relacionadas con la dinámica del crecimiento regional y urbano, la utilización estratégica de la inversión pública como mecanismo de estimulación, una gestión inclusiva de ayuda y un proceso participativo, un esfuerzo sostenido para mantener el equilibrio social y un sistema de vigilancia eficaz.

La repartición equitativa de los ingresos del crecimiento debe basarse en una evaluación realista de la economía de la preservación del patrimonio para favorecer la inversión privada con la valorización, reunir a los responsables locales, contribuir en las finanzas municipales y, lo que es más importante, favorecer la preservación del propio patrimonio.

RESEÑA HISTÓRICA

Desde los oráculos antiguos hasta los peregrinajes medievales, las ciudades se han materializado gracias a su patrimonio cultural y natural mucho antes de que los gobiernos comprendieran el potencial como catalizadores del desarrollo económico nacional. El desarrollo es un concepto multidimensional que integra dimensiones económicas, sociales, institucionales y culturales. Se encarga del presente y se esfuerza por dar forma al futuro. Comporta cambios inspirados por las visiones y una gran determinación, pero también encierra diversos grados de continuidad que definen la identidad y los valores compartidos.

Después de muchos años en los que la cultura estaba considerada como un obstáculo para el desarrollo, los economistas reconocieron las obras precursoras de Amartya Sen y de otros universitarios que crearon relaciones entre la cultura y el desarrollo. Entre los organismos de ayuda para el desarrollo, una nueva perspectiva nació durante la década de 1980, según la cual, el patrimonio se consideraba un activo que debe preservarse y apoyarse por medio de los ingresos que éste mismo genera. El hecho de promover un crecimiento económico alimentado por el turismo se convirtió en una idea seductora y los gobiernos nacionales la adoptaron rápidamente en los países en desarrollo, ya que estos últimos consideraban su patrimonio como una fuente de ingresos en divisas extranjeras. La sobreexplotación de los sitios se volvió tanto una amenaza para la supervivencia del patrimonio que para las actividades no oficiales de los pequeños promotores que transforman la estructura urbana histórica vecina.

En nuestros días, se reconoce que la cultura es una faceta importante del desarrollo, pero los puntos de vista difieren enormemente en lo que respecta al papel que la herencia del pasado debería tener para trazar el futuro y el papel que las consideraciones económicas deberían tener en la determinación de la utilización del patrimonio. Dos tendencias económicas principales representan retos importantes para la preservación del patrimonio:

1. *La reestructuración económica provocada por la globalización y los desplazamientos masivos de poblaciones que esta última ha generado aumentan la diversidad étnica y cultural de las ciudades y contribuyen a crear dinámicas urbanas cuya complejidad crece sin cesar;*
2. *El ritmo rápido de la innovación tecnológica genera la llegada masiva de nuevos mensajes y nue-*

vas imágenes que muestran símbolos y estilos de vida asociados al estatus y al éxito, lo que tiende a devaluar lo que es antiguo. Paralelamente, la propagación de información sin censura favorece la continuidad o el relanzamiento de valores culturales, de creencias y de costumbres distintivas. Algunos subgrupos de etnias diversas en el seno de una población pueden fragmentarse y adoptar comportamientos distintos en el interior del mismo espacio urbano.

Los dirigentes políticos y municipales hábiles ven esas tendencias con aprehensión y tratan de detener la fragmentación favoreciendo interacciones que mejoran el intercambio de los valores comunes entre las culturas y obstaculizan las visiones limitadas que provocan la exclusión.

EL DESARROLLO ECONÓMICO Y LA CONTINUIDAD CULTURAL

Europa ha tomado la delantera con respecto a la integración de la preservación y la valoración del patrimonio como uno de los elementos intrínsecos del desarrollo sostenible. La mayor parte de los países europeos ofrecen programas de apoyo y de subvenciones para la preservación del patrimonio que comprende tanto los monumentos como el tejido histórico no monumental, tanto los paisajes culturales como la artesanía tradicional y las expresiones culturales intangibles. Asimismo ofrecen subvenciones tanto a los propietarios como a los ocupantes de edificios históricos con el fin de favorecer el mantenimiento y la mejora de los lugares.

Para promover su competitividad con respecto a las empresas de alta tecnología, que son libres de toda atadura, las ciudades y los pueblos europeos han invertido en la calidad de vida y los recursos culturales como ventajas claves que valorizan sus atracciones. Dentro de este contexto, el hecho de invertir en la preservación y la revitalización de su patrimonio, se convierte en un objetivo estratégico clave del lugar de desarrollo económico, con respecto al valor eventual de su existencia continua.

Sin embargo, se necesitó mucho tiempo para que los países europeos institucionalizaran un marco operacional que reuniera a todos los responsables [públicos, privados, organizaciones no-gubernamentales (ONG) y organizaciones de comunidad-basó (OCB)] en un esfuerzo conjunto por valorizar el patrimonio y su contexto. Haciendo hincapié en el patrimonio

compartido más allá de las fronteras administrativas, políticas y económicas, se han creado nuevas subregiones definidas culturalmente. Estas últimas utilizan su patrimonio compartido como lazo para favorecer una acción concertada y como instrumento de marketing para hacer la promoción de su carácter peculiar.

Las pequeñas ciudades pueden establecer lazos con características regionales o nacionales de importancia, que les dan un reconocimiento y les permite atraer turistas, residentes, empresas e inversionistas privados. Los municipios más emprendedores han logrado beneficiarse con programas de apoyo nacionales y de la UE para detener su decadencia y asegurar su supervivencia especulando con su patrimonio para crear posibilidades que puedan reequilibrar su perfil demográfico y mejorar sus perspectivas económicas. Ferté Bernard, del Departamento de la Sarthe en Francia, es una pequeña ciudad con 26 municipios rurales en dos regiones. Dado que poseen centros históricos bien preservados; paisajes rurales, culturales y naturales atractivos a lo largo de río Huisne, y muy cerca una red de carreteras nacionales, han atraído a comercios y empresas relacionadas con el transporte a sus parques industriales, creando así 1.000 empleos y permitido el regreso de jóvenes familias para vivir en la ciudad.

EL IMPACTO DEL DESARROLLO SOBRE EL PATRIMONIO CULTURAL

El valor atribuido al patrimonio cultural sobrepasa la utilización económica y encierra una combinación de referencias espirituales, intelectuales y emocionales que le confieren una importancia particular como pionero de la continuidad ante el cambio perturbador. Ese sentido de continuidad es esencial para permitir a las comunidades incorporar los cambios sin sufrir tensiones sociales desestabilizantes durante el proceso de reestructuración económica y las “reformas” que afectan el nivel de vida de las clases medias, que son la piedra angular de la estabilidad en los barrios urbanos.

El patrimonio arquitectónico y urbano está en constante evolución bajo el efecto de las posibilidades del presente. Las diversas capas históricas sucesivas contribuyen a la definición de la identidad de la ciudad. Su impacto acumulativo es enriquecedor dada su diversidad. El hecho de reforzar la compatibilidad de la continuidad cultural con la diversidad y el cambio asociado al desarrollo, ayuda a superar el rechazo de las manifestaciones producidas por otras culturas o asociadas a ciertos periodos de la historia, y favorecen la capacidad de integrar los cambios.

El desarrollo económico, aunque esté basado en el patrimonio, puede cambiar, y esto cambia las experiencias de un lugar con el tiempo. Existen aquí y allá pequeñas pérdidas, aparentemente sin importancia, para dar lugar a nuevas construcciones, a una reutilización inapropiada de edificios antiguos en el plan funcional, a un abuso y una mala utilización de estructuras que se han visto perjudicadas por la negligencia, a una yuxtaposición incongruente en la periferia y a las intrusiones de nuevos desarrollos que destruyen gradualmente una parte del patrimonio de la ciudad y que terminan por afectar su sentimiento de pertenencia y su identidad. Algunas veces, el efecto acumulativo de cambios, de los cuales ninguno de ellos por separado, es censurable, tiende con el tiempo a alterar el aspecto visual de un lugar histórico o el modo de vida de sus residentes, como se produce cuando una comercialización excesiva suplanta las utilidades residenciales.

LAS PERSPECTIVAS DE LOS GRUPOS DE INTERÉS SOBRE LA PRESERVACIÓN DE LA IDENTIDAD DE LA CIUDAD Y LA REALIZACIÓN DE SU POTENCIAL DE DESARROLLO.

La identidad cultural es uno de los conceptos más difíciles de definir dado que es un concepto multidimensional y que cada dimensión comprende elementos tangibles e intangibles. El valor atribuido a esos diversos elementos por los diferentes responsables, varía mucho según los antecedentes, la educación, los prejuicios y las convicciones, así como según los parámetros más complejos en una economía que favorece la movilidad y la interdependencia. La descentralización y el papel creciente del sector privado y de la sociedad civil han multiplicado las categorías de actores cuyas acciones y decisiones modifican el ambiente físico y humano. Esos actores tienen diversas opiniones sobre el valor y la utilización del patrimonio urbano. Mientras que algunos actores son más visibles que otros, sus actividades están frecuentemente relacionadas y crean niveles de interacciones dinámicas cada vez más complejas. Pensemos en los vendedores ambulantes y en los comerciantes informales del “Zócalo” (centro de la cd. de México) y de otras partes de América latina. Ellos son los elementos más visibles de la organización que les proporciona la mercancía, la protección y las relaciones políticas. La población residente queda desplazada a un extremo para el beneficio de bodegas y al otro extremo para permitir el desarrollo de instalaciones con carácter turístico.

En nuestros días, la tecnología de la información ofrece medios extraordinarios para analizar la dinámica urba-

na en los centros históricos, pero la perniciosa falta de control en los países en desarrollo (a pesar del aumento de observadores urbanos) explica la naturaleza reactiva de los planes de acción que acentúan los problemas críticos en lugar de elaborar estrategias de desarrollo.

No todos los actores son responsables del desarrollo basado en el patrimonio ni todos los responsables son defensores del patrimonio o partidarios de su preservación. En Lublin, Polonia, la municipalidad recibió fondos para mejorar la infraestructura de su centro histórico y para reparar las puertas, los muros y la plaza del mercado público, pero no podía hacerse cargo del peso financiero ella sola. Las inversiones privadas interesantes necesitan una mejora del potencial de desarrollo permitiendo a los restaurantes, cafés, pequeños hoteles y grandes edificios de apartamentos obtener exenciones sobre el alquiler. Dándose cuenta del potencial económico del sitio, los promotores privados exigieron que se desplazase a los residentes, con el fin de crear locales comerciales en las plantas bajas. Mientras tanto, el ministerio de la vivienda consideraba que el parque de viviendas era de calidad inferior y atribuyó las viviendas mal conservadas a familias más pobres, dañando así al patrimonio y estigmatizando a los residentes. Dejadados en tal estado de deterioro, los edificios que los residentes habían dejado se vendieron eventualmente a promotores privados. En muchos casos, la participación de agencias de diversos niveles del gobierno, todas interesadas en afirmar su importancia política y de mantener celosamente sus prerrogativas, supuso que se opusieran a toda acción concertada. En Túnez, la municipalidad y la ASM (*Association pour la sauvegarde de la Médina*), un organismo ONG para la conservación, trabajaron estrechamente para combinar los poderes municipales con el peritaje técnico para conservar la estructura urbana histórica de la Medina, revitalizar su base económica y reestablecer el equilibrio social. Las líneas directrices de concepción abordables y políticas de reutilización adaptativa flexibles reestablecieron el valor de reutilización permitiendo a los propietarios construir edificios cuya altura total no podía ser superior a tres pisos, con una planta baja comercial. Las inversiones privadas fueron abundantes, rompiendo así el ciclo de deterioro. Los emigrantes rurales, que estaban amontonados en los edificios históricos dilapidados, fueron alojados en nuevas viviendas y los edificios cuyas estructuras no eran seguras se reformaron.

El desarrollo económico ¿puede favorecerse preservando el patrimonio en su forma histórica, reutilizándolo de forma adaptativa para fines comerciales o sociales, o las funciones existentes pueden perpetuarse dentro de un marco renovado, más adaptado a las necesidades actuales? La respuesta a esta pregunta es complicada, ya

que existe una divergencia de opiniones con respecto a la importancia relativa acordada por los gestores del patrimonio, ya sean agencias públicas, asociaciones civiles y fiduciarias, otras ONG, o OCB así como las comunidades mismas, respecto a los diversos elementos de su patrimonio, tangibles o intangibles (los bienes materiales, el contexto, las funciones, las actividades y el modo de vida). A medida que las funciones gubernamentales se retiraron del centro histórico de Quito y que los vendedores ambulantes fueron confinados a espacios designados en el mercado, la ciudad experimentó una mejora marcada por su calidad ambiental. Sin embargo, fue perdiendo progresivamente sus funciones claves como centro cívico, un punto de unión entre los sectores acomodados del norte y el sector del sur, en donde viven los grupos desfavorecidos, y como el lugar donde se reunían los dos grupos. La definición del equilibrio adecuado entre la preservación de los lugares físicos y la seguridad de la continuidad de las funciones cívicas es una tarea ardua, y existen diferentes opiniones en lo que concierne al objetivo prioritario. Algunas veces, la utilización o la función simbólica de un inmueble patrimonial puede eclipsar el valor de la preservación de su integridad física, provocando renovaciones controvertidas y /o la pérdida de características históricas de gran valor. En otras ocasiones, el valor simbólico relacionado con un grupo de edificios históricos o a un sector entero, puede conducir a las agencias públicas y a los responsables privados, como a los que ofrecen donaciones para mejorar un barrio que se deteriora y a valorizar los bienes patrimoniales y su contexto. La renovación del Viejo Cairo en donde las más antiguas iglesias, sinagogas y mezquitas están situadas alrededor de un fuerte romano, es un bello ejemplo del éxito de un proyecto de desarrollo basado en el patrimonio, comportando una significación especial y un mensaje tanto para los visitantes como para los residentes.

LA EVALUACIÓN DEL IMPACTO DEL DESARROLLO BASADO EN LA VALORIZACIÓN DEL PATRIMONIO

Para no llegar al nivel en el que los proyectos de desarrollo comprometerían la integridad del patrimonio y dañarían la identidad de la ciudad debemos superar cuatro retos:

1. *Identificar a los responsables que tienen el derecho legítimo a ser escuchados, tengan la opinión que tengan.*
2. *Conciliar opiniones divergentes en todo momento. El hecho de favorecer una comprensión de la naturaleza integral del desarrollo sostenible, y de*

la función del patrimonio cultural en el desarrollo, es esencial para facilitar el surgimiento de un consenso.

3. *Tener un control de la evolución de las opiniones con el tiempo.*
4. *Determinar la vulnerabilidad de los diversos elementos del patrimonio de la ciudad y la susceptibilidad (la resistencia) de los valores que le corresponden en los cambios de contexto socio-económico.*

En Cuenca, Ecuador, la afluencia de más de 3.000 emigrantes peruanos que buscaban viviendas baratas en el centro de la ciudad, incitó a los promotores locales y a los trabajadores ecuatorianos emigrados a transformar los *conventillos* tradicionales en viviendas. Mientras las viviendas constituyan la utilización más provechosa del parque inmobiliario histórico, es difícil saber cómo se puede romper el ciclo de abusos y de deterioro.

Una planificación estratégica, un control vigilante y una gestión eficaz son necesarios para garantizar que los impactos del desarrollo económico no perjudicarán la integridad del patrimonio. Asimismo, los estilos de vida pueden cambiar sin alterar irremediamente la manera de vivir de una comunidad, si los valores culturales fundamentales y las interacciones sociales que sostienen ese modo de vida pueden preservarse. Cuanto más rápido sea el ritmo del cambio, más grande será el reto. El entusiasmo descontrolado por el desarrollo económico a menudo triunfa sobre las inquietudes con respecto a la pérdida del patrimonio.

A fin de cuentas, solamente algunos vestigios pueden librarse, como sucedió en Singapur y en los Estados del Golfo. Motivadas por una imagen de modernidad inspirada por los megaproyectos de Occidente, las ciudades chinas se apresuraron a adquirir la infraestructura, los edificios y los rascacielos asociados a la modernidad y a la competitividad. Los barrios antiguos, considerados como una mancha que opacaba esta nueva imagen, fueron destruidos y se concedieron grandes terrenos a grandes promotores para construir edificios elevados. En este caso, el sentimiento de pertenencia se modifica de manera irreversible y una nueva identidad surgirá, lo que pueden lamentar los defensores de la conservación, pero que con frecuencia es apreciado por los inversionistas y los residentes que se aprovechan de un aumento del nivel de vida.

En tal contexto, las ciudades deben convencerse de que las inversiones públicas y privadas en la rehabilitación de la antigua estructura no monumental y su reutiliza-

ción adaptativa, contribuye a la calidad de su medio de vida y que el hecho de aumentar su identidad, contribuye a su competitividad. Salvo por los edificios y los sitios principales, a causa de su importancia civil o religiosa, o su capacidad de atraer el turismo, la estructura urbana histórica en los países en desarrollo está amenazada. Como prueba, un número creciente de centros históricos forman parte de la Lista del Patrimonio Mundial en peligro de la UNESCO. En un ciclo pernicioso de desvalorización y de negligencia, se permite que se deterioren los lugares que los turistas (extranjeros e interiores) no visitan. El patrimonio se pierde a causa de problemas de mantenimiento y por negligencia. En muchos casos, el problema se ha acentuado por los obstáculos burocráticos, por prácticas inapropiadas de conservación, beneficios privados posibles obtenidos por un uso inapropiado o la demolición, o por opiniones negativas que asocian la estructura urbana no monumental al desuso y al retraso.

La comercialización excesiva, una característica común en muchos centros de ciudades históricas, así como también movimientos de población hacia la ciudad, conllevan una afluencia de no residentes a los viejos barrios, lo que perturba la cohesión social y amenaza los valores de no utilización asociados al patrimonio. Los valores espirituales y el modo de vida de la comunidad están especialmente amenazados por la intrusión de actividades económicas incontroladas.

El Estado de Luisiana ha hecho hincapié en la salvaguardia del "carácter tranquilo y distintivo de la Antigua Manzana en Nueva Orleans. La apariencia física ha sido preservada incluso cuando las familias fueron desplazadas por ricos grupos de paso. Las grandes casas fueron reemplazadas por hoteles y condominios a tiempo compartido. La ciudad, hundida en la recesión desde 1990, llegó a considerar la Antigua Manzana como su motor económico, rodeándola de grandes instalaciones para atraer a un número de visitantes que no deja de crecer (en su mayor parte congresistas). A pesar de la preservación de su aspecto físico, el valor patrimonial de la Antigua Manzana se modificó de manera irreversible. Perdió su "alma" y su autenticidad.

COMPARTIR LAS VENTAJAS DEL DESARROLLO ECONÓMICO BASADO EN EL PATRIMONIO

Para que exista sostenibilidad, debe existir una repartición equitativa de las ventajas y de los costes de promoción de la preservación como elemento de desarrollo.

1. *Las agencias públicas deben reconocer que el valor intrínseco basado en el patrimonio y su supervivencia, implica una preferencia a largo plazo por retirar las ventajas económicas de las inversiones públicas.*
2. *Por el contrario, se deben ofrecer a los inversionistas privados, particularmente a los propietarios, en el interior de los barrios patrimoniales, incentivos que les compensen la falta de ingreso entre el momento en que los costes de renovación se hacen efectivos y el momento en que sus inversiones se vuelven rentables.*

La evaluación del impacto de la buena gestión y de la valorización de los bienes culturales sobre las finanzas de las autoridades locales cuya función, poderes y responsabilidades se extienden cada vez más debido a la descentralización, es esencial para sensibilizarlas con respecto a las ventajas económicas de una gestión saludable de su patrimonio y a la preservación de su identidad cultural como un lugar excepcional.

En la mayoría de los países, los ministerios de cultura, las agencias especializadas, los fideicomisos históricos y las fundaciones de conservación se concentran casi exclusivamente en el patrimonio monumental que, según su importancia cultural, puede dar un reconocimiento comercializable a un lugar. Sin embargo, la estructura, el contexto histórico no monumental, las actividades que tienen lugar y los residentes que viven en las regiones pueden hacer que sean lugares comercializables y particulares, incluso aunque falten importantes “reclamos” patrimoniales. Los gobiernos locales son los primeros centinelas del patrimonio no monumental y de los contextos de los sitios arqueológicos. En casi todos los casos, es necesario recurrir a inversiones públicas como un agente estimulador que señala que existe la obligación de preservar y valorizar ese patrimonio, restaurar la calidad de vida en los viejos barrios, mejorar el valor de utilización de la estructura urbana, promover las inversiones en las actividades económicas, promover la ciudad como un lugar de calidad para los comercios y la vivienda y darle una nueva imagen. La importancia y la extensión de la intervención pública requerida, son inversamente proporcionales al grado de deterioro de la región que debe ser protegida. En São Paulo, la municipalidad mudó sus oficinas administrativas al centro de la ciudad para dar el ejemplo de su compromiso con la revitalización de su centro histórico y para disminuir el éxodo de las empresas y los bancos.

No hay ninguna duda de que las buenas estrategias tienden a generar una elitización, sea una consecuencia deseada o no. Los terrenos y las manzanas de casas

bien situadas, son las primeras en ser transformadas en tiendas, oficinas y viviendas caras. Para capitalizar el potencial económico creado por su parque tecnológico, Montpellier tuvo que proporcionar un medio ambiente de alta calidad. La ciudad optó por la cultura y las actividades recreativas como atributos importantes que ponen en valor sus encantos. Se iniciaron proyectos para reestablecer un vínculo entre la ciudad y las costas Mediterráneas y se firmó un acuerdo con el Gobierno, la Cámara de Comercio y la Industria, así como también con asociaciones civiles, para revitalizar el centro histórico. En el barrio de Sainte-Anne, cuya localización es estratégica, la iglesia abandonada fue reparada por su valor simbólico de faro patrimonial. Los espacios públicos fueron repavimentados y embellecidos con jardines, se ofrecieron subvenciones a los propietarios/inquilinos para renovar los edificios y las fachadas de las casas, incluyendo las tiendas.

Se realizaron diversos eventos para atraer a grupos para que conocieran el centro histórico. A pesar de las subvenciones que cubrían el 55% de los costes de renovación a condición de que las unidades de vivienda permaneciesen a precios accesibles, al igual que los incesantes esfuerzos de comunicación, la mayor parte de los propietarios rechazaron las ofertas condicionales. El mercado inmobiliario en pleno crecimiento era demasiado lucrativo para neutralizarlo.

Las estrategias de desarrollo deben ir más allá de los sitios patrimoniales. La conexión con los puntos nodales de la ciudad y las condiciones ventajosas forman la dinámica urbana que puede ponerse en marcha por medio de inversiones públicas estratégicas. Es esencial tener una comprensión profunda de los mercados inmobiliarios y de las condiciones económicas, para lograr atraer actividades comerciales, para tener una ciudad animada y para restaurar el equilibrio social o evitar la exclusión de los residentes más viejos y más pobres, que contribuyen a la memoria del lugar y a su identidad.

A menudo, para preservar el patrimonio, es necesario crear obligaciones sobre la utilización de las propiedades y elaborar reglamentos concernientes a la duración y las técnicas de renovación autorizadas, con el fin de prevenir los daños físicos a los bienes culturales. Las moratorias sobre las construcciones, desacuerdos largos entre las agencias responsables y retardos en crear iniciativas que demuestren el compromiso público, disuaden a los inversionistas y desaniman a los residentes, acelerando así el éxodo de las empresas y familias que tienen los medios para mudarse. Mientras tanto, el desarrollo económico generado por los atributos patrimoniales principales puede producirse en otra parte de la ciudad, en beneficio de otros propietarios.

Sin embargo es importante que las ventajas del desarrollo económico que el patrimonio genera lleguen a los responsables locales, aunque sea por medio de un grupo de vital importancia de pequeñas medidas, que contribuyen mutuamente a su intensificación, y que actúan para refrenar la falta de inversión y reestablecer la viabilidad y la calidad de vida del centro histórico protegiendo su identidad y valorizando su sentimiento de pertenencia.

Examinemos el caso de Illiers-Combray, un pequeño municipio emprendedor que utilizó sus pocos atributos patrimoniales para establecer un vínculo con el famoso escritor francés Marcel Proust que, en su juventud, pasó un tiempo con su tía en el pueblo y lo describe en su libro *Du Côté de Chez Swann*. Después de algunas inversiones públicas estratégicas y con la participación de colaboradores estratégicos, este vínculo fue restaurado, publicado y comercializado. El número creciente de visitantes despertó el interés de los comercios y el pueblo puso fin a su decadencia económica y demográfica. Hoy en día, estudian la manera de continuar mejorando su identidad “proustiana” y mantener su sentimiento de pertenencia como “pueblo”.

CONCLUSIÓN

Haciendo una revisión de la experiencia de las ciudades y los pueblos que han logrado utilizar la cultura y el patrimonio como piedra angular de su estrategia de desarrollo económico, podemos identificar diez ingredientes claves para el éxito:

- *Lanzar un programa de sensibilización y de proceso de participación apto para interesar a los residentes y a los actores claves.*
- *Un espíritu emprendedor que permita a quienes toman las decisiones, saber cómo valorizar de la mejor manera sus bienes patrimoniales con el fin de promover el desarrollo económico local.*
- *La comprensión de que la piedra angular de la valorización continua es la preservación y el mantenimiento adecuado del sitio histórico.*
- *La definición de estrategias basadas en una comprensión profunda de la dinámica del crecimiento regional y urbano como contexto para el desarrollo local.*
- *El establecimiento de un marco institucional que facilite la interacción horizontal entre los responsables claves haciendo hincapié en colaboradores estratégicos para cada actividad del programa/proyecto.*
- *Iniciar una evaluación realista del potencial de desarrollo y de las posibilidades de comercialización de la ciudad y de su patrimonio.*
- *La evaluación de la economía de la rehabilitación, de la preservación y de la valorización y el establecimiento de líneas directrices simples, accesibles y realizables en materia de concepción para la renovación del patrimonio.*
- *Una evaluación experta de la contribución de cada elemento de la estructura al contexto total, el sentimiento de pertenencia que transmite y la contribución a la identidad de la ciudad, seguida de una campaña de sensibilización que permita a los responsables llegar a un acuerdo con respecto al uso apropiado del patrimonio como motor del desarrollo económico.*
- *La creación de un sistema de vigilancia que permita a los gestores legales del patrimonio rediseñar y evaluar el impacto del desarrollo sobre el patrimonio y su contexto.*
- *Actuar rápidamente para detener cualquier amenaza no anticipada para el patrimonio, ya sean transformaciones físicas perjudiciales (conversión, subdivisión, mala utilización, densificación), tendencias sociales no deseadas (una elitización excesiva o la exclusión) o la perturbación de las costumbres y tradiciones locales.*

De muchas maneras, la capacidad de una ciudad para promover el desarrollo económico basado en su patrimonio descansa en su capacidad de salvaguardar su identidad ante el cambio. El desarrollo conduce a nuevas ideas y tecnologías que deben ser integradas, a nuevos sectores de crecimiento y los servicios que se asocian a ellos, y a los que se deben satisfacer sus exigencias, así como a nuevos modelos de vida que se

deben tener en cuenta sin perturbar el sentido de continuidad cultural que es necesario para preservar la identidad. Los proyectos innovadores de revitalización permiten a los jóvenes reestablecer los vínculos con su patrimonio cultural de una manera que es significativa para el futuro, y que es también importante para los grupos diversificados, tanto en el plano social como en el plano cultural, y que viven en las ciudades de hoy, aun cuando viven la experiencia y la aprecian de manera diferente.

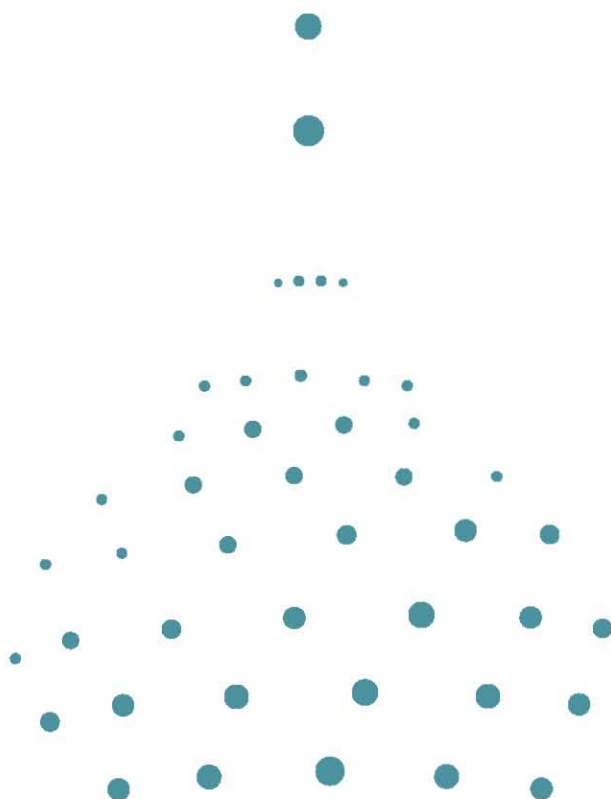
LISTA DE REFERENCIAS

- Asociación de salvaguardia de la Medina de Túnez y Harvard University, Graduate School of Design, Unit for Housing and Urbanization. Estudio de impacto social y económico del Proyecto Hafsia, Vol. 1
"Report," Túnez, Tunicia: 1994.
- Municipio de Illiers-Combray, 2004. *Eure y Loire, Francia (Información proporcionada en 2004).*
- Montpellier Eurocité. *Montpellier Languedoc-Rousillon Technopole.* (n/d)
- Municipalidad de Túnez, Tunisia.
(Documentación proporcionada en 1993 y en 1994).
- Municipalidad de São Paulo, Brasil.
(Documentación proporcionada en 2001-2004).
- Rojas, Eduardo. Volver al Centro,
Banco Interamericano de Desarrollo, Washington D.C, junio de 2004.
- Sen, Amartya. "Culture and Development".
Discurso pronunciado en la reunión del Banco Mundial en Tokio. 13 de diciembre de 2001
- Sen, Amartya. "The Predicament of Identity".
Discurso pronunciado durante la Conferencia Patna 2001 sobre el cosmopolitismo y el Estado-nación. Organizada por Prince Claus Fund (PCF), Amsterdam and the Asian Development Research Institute (ADRI). Patna, 22-26 de febrero de 2001.
- Serageldin, Ismael. *Culture and Development. Banque mondiale, Washington D.C, 1998.*
- Serageldin, Ismael. *Very Special Places: The Architecture and Economics of Intervening in Historic Cities. Culture and Sustainable Development. Banque mondiale, Washington D.C, Mayo de 1999.*
- Syndicat intercommunal. La Ferté Bernard, Sarthe, Francia. *(Información proporcionada en 2004).*

EL EQUILIBRIO EN LA GESTIÓN DE LAS PRESIONES DEL DESARROLLO EN LOS SITIOS DEL PATRIMONIO URBANO: LOS MÚLTIPLES VALORES DE LOS SITIOS DEL PATRIMONIO URBANO

POR EDUARDO ROJAS

BANCO INTERAMERICANO DEL DESARROLLO



EDUARDO ROJAS es especialista en desarrollo urbano en el seno del *Banco Interamericano de Desarrollo*. Sus responsabilidades actuales comprenden la formulación de políticas y de estrategias así como también la investigación y la difusión de las mejores prácticas dentro del sector urbano. Su área de trabajo principal comprende la preservación del patrimonio urbano integrado y la reforma del sector de la vivienda. Asimismo trabaja como Jefe de equipo y asesor de equipos de proyecto en la evaluación del desarrollo urbano innovador, de las finanzas municipales, de la vivienda y de los préstamos para la preservación del patrimonio urbano. Antes de unirse al Banco, trabajaba en el Departamento de Desarrollo Regional de la Organización de los Estados Americanos y fue profesor adjunto de planificación urbana en el programa de maestría en estudios urbanísticos en la Universidad Católica de Chile. Es autor de varios libros, escribe regularmente en revistas técnicas y es conferenciante invitado en universidades europeas y americanas. Tiene un diploma en arquitectura de la Universidad Católica de Chile, una M. Fil. en planificación urbana y regional de la Universidad de Edimburgo, una maestría en administración especializada en finanzas de la Universidad Johns Hopkins, así como también un diploma en gestión ambiental del Centro de Estudios Industriales en Ginebra, Suiza.

RESUMEN

El éxito del desarrollo económico de los sitios del patrimonio urbano conlleva costos importantes. El aumento de las actividades económicas requiere de espacios y de servicios en el sitio, así como presiones para obtenerlos. Existen numerosos ejemplos de impactos negativos, como: los espacios públicos pierden su carácter cuando se produce una introducción de medios de transporte modernos; algunos edificios patrimoniales son destruidos o modificados de manera grotesca para crear espacios comerciales, espacios de oficinas o espacios residenciales; y edificios nuevos en terrenos baldíos que no se integran dentro del conjunto natural del sitio, ya sea por los materiales utilizados o por la concepción. El éxito económico a menudo lleva a renovaciones que ahuyentan a los residentes de origen y a los usuarios de los sitios patrimoniales; a su vez, esto crea tensiones sociales y una pérdida de apoyo político que favorezca las actividades de preservación y de desarrollo del patrimonio.

La gestión del desarrollo económico de los sitios patrimoniales urbanos requiere una intervención gubernamental importante. Hay una abundancia de instrumentos técnicos, incluidas las medidas incitativas, económicas y operacionales, así como herramientas de mando y de control que pueden ayudar a prevenir los resultados negativos de un desarrollo no reglamentado. Sin embargo, una gestión eficaz de los sitios patrimoniales urbanos no es posible sin un vasto acuerdo con respecto a los valores del sitio patrimonial y a las pérdidas económicas que la colectividad está preparada para asumir con el objetivo de preservarlos. Debemos evitar los resultados extremos, como la destrucción endémica de los valores patrimoniales que se aprecia en algunos sitios abandonados o la congelación del desarrollo que acompaña habitualmente los esfuerzos completos e inflexibles de preservación. Un conjunto de objetivos de preservación y de desarrollo bien equilibrados y aprobados por todos los responsables, constituye el mejor fundamento del marco jurídico e institucional de los planes de preservación y de desarrollo, así como de la aplicación acertada de los instrumentos de gestión disponibles. Este tipo de acuerdo es habitualmente el resultado de negociaciones políticas complejas que ponen a prueba las competencias de liderazgo de los alcaldes, de los representantes electos y de los dirigentes locales.

INTRODUCCIÓN

Los sitios del patrimonio urbano encierran valores diferentes para personas o grupos diferentes. Como el Profesor Throsby subrayó en su discurso ante este congreso, en todo el mundo, amplios segmentos de la sociedad se dan cada vez más cuenta, en la actualidad, de los múltiples valores del patrimonio; los ejemplos son muchos. Las colectividades, conscientes de las numerosas dimensiones de los valores de la no utilización del patrimonio, tienden a proteger los sitios históricos, simbólicos y religiosos. El valor de uso del patrimonio ha sido la motivación de partida de la inversión comercial para la rehabilitación del patrimonio y el desarrollo de la industria turística. Más recientemente, los consumidores comenzaron a apreciar las ventajas de trabajar y vivir en los centros históricos. La compra de propiedades rehabilitadas se hizo popular, lo que incita a los promotores a recuperar los edificios históricos para fines residenciales y comerciales.

Esta apreciación renovada se expresa de diversas maneras, de las cuales quisiera señalar dos ejemplos: en lo que concierne a la preservación de los valores de no utilización del patrimonio, quiero mencionar la excepcional colaboración público-privada creada durante la década de 1960 entre el Banco Central de Colombia y los filántropos privados que dirigen el Museo del Oro de Bogotá, una bodega y un cofre acogen en su interior una colección de joyas de oro y de objetos de culto de valor inestimable. Afortunadamente, las generaciones futuras podrán apreciar esas obras magníficas que, de otro modo, se habrían robado de los sitios arqueológicos, si se encontrasen en manos de intereses privados cuyo acceso al público es limitado.

Los valores de utilización del patrimonio se relacionan a menudo con las fiestas y las celebraciones. En nuestros días, cuando un hombre enamorado va a la “Plaza Garibaldi” en la ciudad de México y contrata a un grupo de músicos, Mariachis, para que toquen una serenata a su novia, este hombre está siguiendo los pasos de su padre, de su abuelo, y de muchos otros ancestros saboreando los placeres de una tradición que data de muchos más años que el establecimiento de la República Mexicana. De esta manera se perpetúa una bella mezcla de música, baile, trajes típicos y galanteo de las tradiciones reconocidas mundialmente como mexicanas, y lo hace en un sitio que los ciudadanos de México reconocen como “La plaza del Mariachi” desde hace muchos años.

Ahora me concentraré en las cuestiones que interesan a este Congreso, que son la preservación y el desarrollo de los valores incluidos dentro del patrimonio urbano,

especialmente en cómo enfrentar las presiones crecientes del desarrollo mientras se preservan sus valores de utilización y de no utilización y se aprovechan los sitios y los edificios que los contienen. En realidad es una cuestión de segunda generación, ya que muchos centros históricos se deterioran y están subdesarrollados; sin embargo, varios sitios están en vías de rehabilitación y atraen considerables inversiones públicas y privadas, enfrentando así las importantes presiones del desarrollo.

Los valores de utilización y de no utilización se mezclan completamente entre ellos en el dominio urbano, aumentando el número y el alcance de los responsables interesados en la preservación y el desarrollo de los sitios del patrimonio urbano. Esto también puede ser una calamidad, ya que las presiones del desarrollo pueden sobrepasar la capacidad de carga del centro histórico.

Los sitios que encierran valores que incitan a diversos responsables a preservar y desarrollar los centros históricos son estrechamente interdependientes en la estructura urbana, necesitan la colaboración de todas las partes interesadas, lo que, desgraciadamente, no facilitan las medidas institucionales.

Lo que hoy quiero decir es, sobre todo, que la gestión eficaz de las presiones del desarrollo en los centros históricos, necesita la colaboración de todas las partes interesadas, un proceso que los dirigentes más cercanos a las colectividades, los alcaldes, deben promover.

LA GESTIÓN EFICAZ DE LAS PRESIONES DEL DESARROLLO EN LOS CENTROS HISTÓRICOS

La mezcla de los valores que suscitan interés en la preservación de los centros históricos está particularmente bien ilustrada por los desarrollos recientes en Quito, Ecuador. Hace solamente dos años, el centro fue inscrito como “mejor valor” por la revista *International Living*, una publicación que hace la publicidad de las propiedades internacionales. Si bien están orgullosos de los valores admirables en el seno del centro histórico de esta hermosa ciudad de América Latina, los Ecuatorianos están también interesados en los valores de utilización. A los jóvenes que compran casas o apartamentos en los edificios residenciales rehabilitados del centro histórico les atrae el lugar no solamente porque las viviendas son accesibles, sino también porque el lugar está bien cuidado y ofrece numerosas actividades de entretenimiento y culturales. Además, les gusta vivir en medio de edificios públicos de gran va-

lor artístico, como la Iglesia de los Jesuitas, y cerca de lugares públicos en donde importantes eventos históricos han tenido lugar.

El orgullo y la popularidad del centro histórico son la prueba de los numerosos años de esfuerzos concertados por parte de la municipalidad de Quito, del gobierno central, de donantes privados, de inversionistas y de consumidores. A finales de las décadas de 1970 y 1980, el centro histórico estaba deteriorado y los monumentos más importantes estaban en estado de decrepitud después del terremoto de 1987, y por la falta de interés general. En diciembre de 1987, el gobierno creó un fondo para recuperar los monumentos y, algunos años más tarde la municipalidad lanzó un programa dinámico de revitalización urbana; esos esfuerzos enérgicos llevaron a la renovación de los monumentos y de los espacios públicos y cautivaron a nuevos residentes y comercios en el barrio. Hoy en día, el centro histórico es un lugar animado, en donde se celebran actividades residenciales, comerciales, culturales y de servicio.

El éxito de Quito se convirtió en una referencia para las otras ciudades cuyos centros históricos atraen actualmente a nuevos residentes y actividades económicas y culturales para apoyar la rehabilitación y el desarrollo de su patrimonio. El triunfo de Quito, como otros ejemplos de éxitos, se basa en su habilidad para movilizar la energía y los recursos de un gran número de particulares y de organizaciones con diversos intereses dentro de la revitalización de los centros de las ciudades.

Los valores socio-culturales han contribuido ampliamente a motivar los esfuerzos iniciales de preservación, seguidos de los valores históricos y simbólicos de los edificios y de los sitios urbanos, así como también los valores espirituales de los lugares de culto. Gracias al intenso trabajo y a la colaboración de los especialistas en historia general y en historia del arte, de los arqueólogos y de los antropólogos, numerosas colectividades aprecian hoy en día plenamente esos valores en sus sitios patrimoniales y se implican en su preservación. Otros valores socioculturales, como la estética y la importancia del patrimonio urbano en el plan social, han tomado más tiempo en ser reconocidos. Sin embargo, el número creciente de edificios que han sido rehabilitados y protegidos gracias a su valor artístico o a su importancia como lugares de reunión, demuestra el predominio de esos valores.

Los valores económicos, como los valores de utilización directa del patrimonio, también han desempeñado una función; la promoción de los sitios patrimoniales

como atracciones turísticas fue un elemento de estímulo para las inversiones públicas necesarias. En nuestros días, como es el caso de Quito, el valor de utilización de los edificios patrimoniales para fines residenciales y comerciales, una utilización de consumo, incita a los inversionistas privados a proporcionar viviendas, comercio minorista y espacios de oficinas en los centros históricos en todas partes del mundo. El valor de las donaciones para el patrimonio es un elemento estimulante que surge para la preservación de las inversiones, en parte porque ciertos países ofrecen medidas de incentivo para motivar a los donantes a apoyar las actividades culturales.

Los esfuerzos de preservación y de desarrollo del patrimonio urbano han reaccionado con éxito a los valores múltiples del patrimonio porque se inscriben dentro de un vasto proceso de rehabilitación urbana, atacando no solamente los problemas de preservación histórica de los sitios, sino también el complejo reto de convertir esos sectores urbanos en centros de ciudades completamente desarrollados y funcionales.

La estrategia adoptada por la *Quito Historic Center Development Corporation*, la agencia de capital mixto más importante dentro del proceso de rehabilitación, fue modernizar las infraestructuras y los espacios públicos y mejorar la accesibilidad al sector, todos ellos factores importantes para atraer a los residentes, los comercios y servicios. Este programa particular ayudó a mejorar la infraestructura de distribución del agua y las redes de desagüe y a resolver los problemas de drenaje que afectan el centro histórico; también se realizó la instalación de cables subterráneos para los servicios de electricidad y de teléfono, con líneas especiales para el cable óptico. La Municipalidad de Quito trabajó en estrecha colaboración con los comerciantes ambulantes que ocupaban los espacios públicos reubicándolos en mercados organizados dentro del centro histórico y en los extremos norte y sur de la ciudad, dándoles así un mejor acceso a sus clientes. Las áreas peatonales se ampliaron y la circulación del transporte público y de los automóviles se mejoró; además, los terrenos de estacionamiento se ubicaron en lugares bien situados. Apoyando los servicios relacionados con el gobierno y el comercio, la Corporación favoreció la diversificación de las actividades comerciales y de entretenimiento por medio de una coparticipación público-privada; todas esas medidas contribuyeron a mejorar el estándar de las tiendas del centro histórico y de los espacios para oficinas hasta igualar la diversidad y la comodidad de los centros comerciales situados en las afueras.

Con el fin de asegurar la sostenibilidad del proceso de rehabilitación, la Corporación también trabajó estre-

chamente con colaboradores públicos y privados para integrar actividades públicas y privadas en el seno de los edificios, respondiendo así a las necesidades de la colectividad. La biblioteca municipal, un elemento importante para los estudiantes de las escuelas públicas, hoy en día se localiza en el antiguo Edificio de la Universidad, y el Museo de la ciudad, uno de los más frecuentados por los estudiantes, los residentes y los turistas, ocupa el edificio del hospital más antiguo de América Latina, el Hospital de San Juan de Dios.

Esta manera de proceder ha permitido la materialización de los valores de uso directo al ampliar el uso de los atributos patrimoniales para utilizaciones sociales, residenciales, comerciales y recreativas.

Las inversiones más orientadas al comercio han completado las inversiones públicas y los recursos filantrópicos para fines de rehabilitación de los monumentos y de los edificios públicos.

En resumen, para asegurar el éxito de la rehabilitación y del desarrollo de un centro histórico, es necesario utilizar de manera equilibrada los principios y los métodos de intervención, así como también la financiación de las dos esferas de intervención pública. Antes que nada, los métodos de preservación históricos ayudan a identificar y a conservar los valores de no utilización del patrimonio. Después, las iniciativas de rehabilitación urbana favorecen el desarrollo de los sitios y la gestión equilibrada de los valores de utilización para lograr los objetivos de preservación históricos.

Los métodos de preservación histórica ponen en valor la apreciación de los valores patrimoniales que, a su vez, estimulan los esfuerzos de preservación y proporcionan el fundamento técnico para definir la preservación requerida para los bienes culturales en el seno de los centros históricos. Las utilidades más eficaces de los bienes se determinan según el nivel de preservación requerido para los sitios patrimoniales. Los lugares de gran valor artístico, histórico o espiritual pueden necesitar una preservación total, mientras que en los sitios menos importantes, puede permitirse una reutilización adaptativa. Otros sitios solamente tienen un valor contextual, lo que les permite ser más flexibles en su utilización. Estos son los factores determinantes para la definición de la preservación histórica y del plan de desarrollo para el sector.

Estos planes son *de facto* contratos sociales en la medida que constituyen acuerdos entre las partes para actuar con cohesión y limitar sus derechos de desarrollo sobre los bienes, por el bien común del sector.

La evaluación general de los valores del centro histórico facilita en gran medida la adopción del plan. Por consiguiente, una investigación y un análisis minuciosos, así como la difusión de los diversos valores de los centros históricos son esenciales para todos los esfuerzos de preservación del patrimonio, cautivando el interés de los filántropos privados y manteniendo la financiación pública para la preservación histórica.

La preservación histórica y los planes de desarrollo son a menudo estáticos de naturaleza, concentrándose exclusivamente en el desarrollo controlado del sector.

Sin embargo, los esfuerzos de preservación deben ir más allá del desarrollo reglamentado, para favorecer una rehabilitación sostenible y la utilización de los bienes patrimoniales. Los métodos de rehabilitación urbana proporcionan los medios de intervención eficaces.

Los programas eficaces de rehabilitación y de desarrollo urbano cumplen con tres condiciones principales. En primer lugar, ayudan a *coordinar* las diversas intervenciones en el territorio. Las inversiones privadas para la reutilización adaptativa de los bienes patrimoniales deben estar acompañadas de inversiones públicas para aportar las mejoras a las infraestructuras y al espacio público y para poner en marcha los programas sociales activos que aumentan la seguridad de los ciudadanos y afrontan los problemas sociales como las chabolas y la utilización abusiva de los espacios públicos por parte de los comerciantes ambulantes.

En segundo lugar, como las intervenciones aisladas son, generalmente, ineficaces, esos programas se cargan de intervenciones de *gran envergadura* para hacer frente a los procesos de deterioro que afectan a los centros históricos. Los programas de rehabilitación eficaces abarcan las porciones importantes de los centros históricos, modificando su imagen por completo y creando externalidades importantes para atraer a inversionistas privados y consumidores. Finalmente, la puesta en marcha de las intervenciones debe efectuarse en secuencias ordenadas. Los centros históricos recibirán inversiones privadas con mayor facilidad cuando su infraestructura y los espacios públicos se hayan renovado y limpiado, y sean seguros y accesibles a todos. Así, las inversiones públicas deben siempre preceder a las medidas que favorecen las inversiones privadas y las colaboraciones público-privadas.

PRESIONES MÚLTIPLES, LA NECESIDAD DE TENER REACCIONES COORDINADAS

El éxito de la preservación y del desarrollo de los sitios históricos urbanos puede medirse en términos de aumento de las inversiones en los bienes históricos respecto a los cuales existe una fuerte demanda. Esas inversiones comprenden los recursos públicos y privados que sirven para rehabilitar, utilizar y preservar los edificios históricos y los espacios públicos para satisfacer las demandas sociales y comerciales de lugares culturales, de enseñanza y de encuentros sociales así como también de instalaciones residenciales, de comercio minorista y recreativas.

El éxito de esos programas también puede generar problemas importantes; las presiones del mercado y las presiones sociales sobre el empleo y la utilización del espacio en los centros históricos pueden aumentar más allá de la capacidad de carga del sector. Las actividades económicas y sociales crecientes pueden necesitar más espacios y servicios en cantidades que van más allá de lo que resulta apropiado en el plan técnico para la preservación de los edificios y los espacios históricos.

Existen numerosos ejemplos de impactos físicos negativos que afectan a los espacios públicos, los monumentos y los edificios históricos. Los espacios públicos a menudo están llenos de vendedores ambulantes, mientras que las calles ya no pueden soportar los medios de transporte modernos y se congestionan y llenan de contaminación. Las presiones sociales ejercidas para satisfacer las nuevas demandas, conducen con frecuencia a transformaciones que no son apropiadas para los edificios históricos y los monumentos. Ciertos proyectos privados de rehabilitación quieren maximizar la utilización del sitio histórico proporcionando más espacios comerciales, de oficina, o residenciales, destruyendo así o degradando de manera importante los edificios. Además, sucede a menudo que nuevas construcciones en terrenos baldíos no corresponden con el carácter del sitio histórico en términos de tamaño, de materiales o de concepción.

Los impactos sociales también son importantes. El éxito económico con frecuencia conduce al aburguesamiento, desplazando a los residentes y los usuarios de los sitios históricos. Las personas que resultan más afectadas son los inquilinos con pocos ingresos, ya que pierden el acceso a las viviendas con precios módicos y a las posibilidades de empleo. Esto puede agravar las tensiones sociales y debilitar el apoyo político con respecto a las actividades de preservación del patrimonio.

Como indicó el Profesor Serageldin, es esencial conciliar los intereses de todos los actores sociales con el fin de repartir más ampliamente las ventajas de la preservación y del desarrollo del patrimonio entre la población. Un buen ejemplo es la gestión adecuada de los espacios públicos en el seno de los centros históricos para que éstos satisfagan de manera equitativa las necesidades de todos los usuarios. Las plazas, los parques y las calles así como también los lugares en donde los vendedores ambulantes y los artesanos se ganan la vida son lugares de encuentro para todos los sectores sociales; una utilización equilibrada de esos bienes es esencial para permitir a los usuarios con pocos ingresos, tener un acceso a fuentes de ingresos, sin poner en peligro los derechos de los peatones que van a su trabajo, las boutiques y las actividades de esparcimiento.

La disminución del aburguesamiento implica la utilización activa de zonas inclusivas o de otros medios para garantizar que habrá suficientes viviendas locativas para las personas con pocos ingresos dentro del sector rehabilitado. Como tales medidas van en contra de los intereses de los promotores privados y de los propietarios de terrenos, es necesario tener un fuerte consenso social, para incluir esas disposiciones en los planes de preservación y de desarrollo históricos. Como el Profesor Luxen explicará más tarde, las buenas políticas en materia de vivienda son beneficiosas al respecto. Además, las políticas y los programas de protección social que abordan los problemas generados por los itinerantes, los toxicómanos y aquellos que están implicados en el tráfico de drogas y la prostitución son solamente una muestra de los programas que respaldan la rehabilitación perdurable de los centros históricos.

LA GESTIÓN DE LAS PRESIONES DEL DESARROLLO, UNA TAREA PARA TODOS LOS ACTORES SOCIALES

La gestión de las presiones del desarrollo en los sitios del patrimonio urbano, exige una intervención importante por parte del gobierno. El gobierno es el único actor que está capacitado para equilibrar el desarrollo a largo plazo de los bienes y promover la coordinación de la gran cantidad de intervenciones y establecer el orden de prioridad de dichas intervenciones para garantizar su éxito. Especialmente las municipalidades son los actores claves dentro del proceso, mucho más todavía que las comisiones de patrimonio nacional y los ministerios de cultura o de turismo. Sin embargo, la puesta en marcha eficaz de un programa de rehabilitación necesita la intervención concertada de diversos sectores del gobierno; a menudo, los programas sociales claves están financiados y puestos en

marcha por agencias nacionales u organismos regionales, mientras que el transporte depende de los dirigentes de estados o de municipalidades.

Las herramientas técnicas necesarias para cumplir este objetivo comprenden, una dirección centralizada de la explotación y reglamentos sobre la preservación histórica, incentivos fiscales y económicos, colaboradores público-privados para financiar y ejecutar las intervenciones que conservan los valores públicos y privados, así como también comités de coordinación y otras herramientas que permitan detener los resultados negativos de un desarrollo no reglamentado. Jean Louis Luxen comentará esas herramientas cuando tome la palabra en este Congreso.

Quisiera subrayar que la puesta en marcha de políticas, programas e instrumentos variados y complejos, esenciales para un desarrollo eficaz de los sitios del patrimonio mundial urbano, necesita un amplio consenso en lo que respecta a los valores patrimoniales y a las consecuencias sociales y económicas de su preservación. Un conjunto de objetivos de preservación y de desarrollo bien equilibrados y aprobados por todos los responsables, constituye la mejor base para establecer el marco legal e institucional de esos planes y para la aplicación prudente de los instrumentos de gestión disponibles. El hecho de adoptar esas medidas, es la única manera de evitar resultados extremos, como la destrucción endémica de los valores patrimoniales observables en los sitios abandonados o las demoras que afectan al desarrollo como resultado de planes de preservación muy rígidos.

El consenso final se obtiene habitualmente a través de negociaciones políticas complejas que ponen a prueba las cualidades de liderazgo de los alcaldes, de los representantes electos y de los dirigentes locales. Es el principal reto al cual se enfrentan los alcaldes de las ciudades históricas: su capacidad para construir el consenso necesario y traducirlo en herramientas eficaces. Esas herramientas deben poder definir los objetivos comunes de preservación de los valores que tienen los centros históricos, garantizando la continuidad de los esfuerzos y procurando que el centro histórico sea una entidad plenamente funcional de la ciudad.

PROBLEMAS OPERACIONALES E INSTITUCIONALES EN LA GESTIÓN DE LAS PRESIONES DEL DESARROLLO EN LOS CENTROS HISTÓRICOS

Este análisis pone en evidencia muchas áreas importantes de la política pública, como la necesidad de

ampliar las actividades de investigación y de educación que tratan sobre los valores del patrimonio urbano. Teniendo conocimientos más amplios de los valores de los sitios del patrimonio urbano, las colectividades están más motivadas para invertir en la preservación y el desarrollo. Los valores socioculturales se ponen de relieve con las investigaciones históricas, artísticas y sociológicas. Como esas actividades proporcionan beneficios públicos, deben estar financiadas por el sector público o apoyadas por programas privados de donaciones filantrópicas. Los programas de educación en las escuelas secundarias deben incluir el patrimonio como tema de estudio y de debates, y las universidades deberían elaborar programas de formación y de investigación dentro del área de los valores y la preservación patrimoniales. Por el contrario, una colectividad que permanece en la ignorancia con respecto a esos valores, es más propensa a aceptar la destrucción para dejar sitio a los edificios modernos.

Para promover una colaboración eficaz entre los diversos actores, los mecanismos institucionales y operacionales deberían permitir a cada grupo de representantes, realzar los valores del patrimonio urbano que ellos consideran más importantes y crear los medios por los cuales, cada grupo, puede contribuir a la financiación y la gestión de la preservación de dichos valores. La colaboración público-privada es esencial, un proceso que es difícil de organizar eficazmente y una mezcla de intereses que todavía se ve con desconfianza en muchos países.

La puesta en marcha de una estrategia de conservación del patrimonio urbano basada en la colaboración entre el sector público y el sector privado, representa retos en el plano institucional y en el plano financiero. Los mecanismos institucionales utilizados deben orientar eficazmente las acciones de los diversos actores hacia las intervenciones más aptas para llevarse a cabo y después atribuir los riesgos inherentes a los actores que consideran que existe una ventaja importante para ponerlas en marcha.

Los mecanismos de financiación deben encaminarse a dirigir una mezcla de recursos que permitan a todas las partes, contribuir en proporción de las ventajas que recibirán y conforme a los intereses que les importan, especialmente el capital privado inmobiliario para financiar los proyectos rentables, la filantropía privada para conservar los monumentos, así como los recursos públicos para modernizar los sectores vecinos. El mecanismo debe también asignar los recursos según las motivaciones de los responsables, teniendo en cuenta los rendimientos eventuales, como los beneficios en el caso de los inversionistas inmobiliarios,

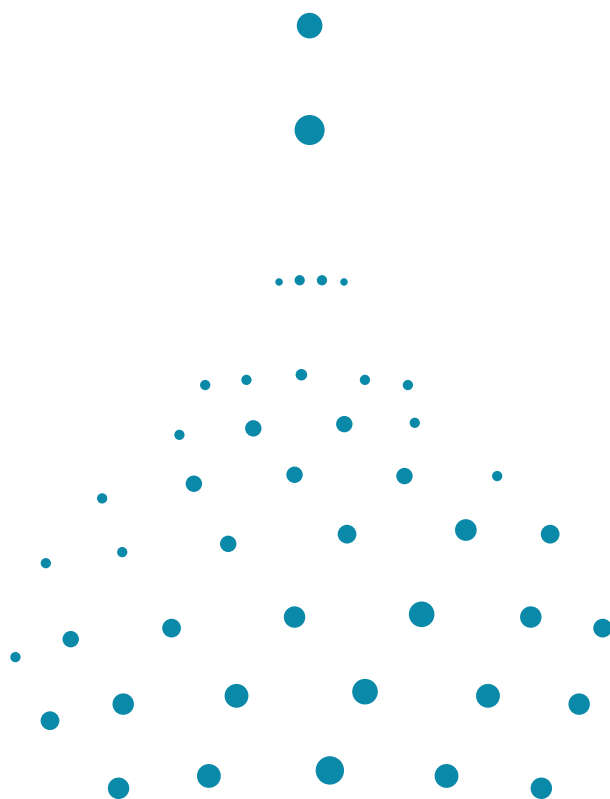
las relaciones mejoradas con la colectividad en el caso de los filántropos privados, y los votos en el caso de los políticos.

Para poder aunar tal variedad de intereses, se debe contar con una dirección cuidadosa por parte del gobierno, dado que la mayor parte de los valores patrimoniales (la existencia, la herencia, los valores estéticos, espirituales, sociales, históricos y simbólicos) interesan a toda la colectividad y están previstos explícitamente para hacer participar a los ciudadanos en los procesos de atribución de los recursos. Dentro de un contexto democrático, esos intereses están bien representados por los organismos gubernamentales electos. Además, el sector público, es el único actor apto para resolver los problemas de coordinación cuando se trata de los sectores urbanos degradados y de atenuar las ideas preconcebidas de la filantropía privada, así como de establecer un proceso de conservación del patrimonio urbano perdurable que esté conforme con los objetivos de la colectividad.

Para terminar, conviene reiterar que los esfuerzos de conservación en el seno de los centros históricos, solamente serán perdurables si los bienes preservados se utilizan de conformidad con las demandas sociales o del mercado. Para lograr este objetivo, salvaguardando la preservación histórica, se debe establecer un equilibrio delicado entre los intereses de diversos actores. Así, la participación de todos los actores sociales, con sus capacidades más eficientes y conforme a sus mejores intereses, dentro del proceso de la toma de decisiones, es una condición esencial de la conservación del patrimonio urbano; no se puede acometer mediante las medidas sólo de actores individuales. Este proceso demanda unas medidas convenidas entre todas las partes interesadas, y a su vez el liderazgo del sector público.

HERRAMIENTAS PRÁCTICAS PARA LA PROMOCIÓN CONJUNTA DEL PATRIMONIO Y DE LA ECONOMÍA EN LAS CIUDADES HISTÓRICAS.

POR JEAN-LOUIS LUXEN
CULTURA, PATRIMONIO Y
DESARROLLO INTERNACIONAL



JEAN-LOUIS LUXEN cuenta con emérito doctorado en derecho de la Universidad de Lovaina y fue un profesor invitado diplomado de la Universidad de Standford. Actualmente es presidente de la organización no gubernamental Cultura, Patrimonio y Desarrollo Internacional ubicada en Bruselas. Anteriormente fue Administrador General del Departamento de Educación y Cultura de la Comunidad de habla francesa de Bélgica. Asimismo es profesor y miembro del Consejo de la Universidad de Lovaina. Trabaja dentro del área de la preservación del patrimonio desde 1973, en particular a nivel nacional y europeo. Fue Secretario General del Consejo Internacional de Monumentos y Sitios (ICOMOS) en 1993 y fue encargado de la elaboración de informes importantes para organizaciones internacionales, como el Consejo de Europa. Asimismo fue Oficial de enlace de ICOMOS para la implantación de la Convención del Patrimonio Mundial de la UNESCO. Actualmente trabaja en la promoción de proyectos culturales y de desarrollo en el seno de organizaciones no gubernamentales.

RESUMEN

Esta presentación tratará sobre las maneras de movilizar fondos adicionales (públicos y privados) para la conservación; el tipo de gastos que se deben tener en cuenta; el papel de las autoridades públicas; las herramientas fiscales y administrativas disponibles; y la pertinencia de diversas medidas según el tipo de gastos.

ENFOQUE

La presentación pretende aclarar el papel que desempeñan las autoridades municipales en la puesta en marcha de diversas acciones para una óptima conservación de los valores patrimoniales de una ciudad y, al mismo tiempo, de promoción de su dinamismo económico y social. Las autoridades municipales, cercanas a las realidades concretas, son las más indicadas para lograr el equilibrio, en una relación en donde todos ganan, entre las medidas de salvaguardia y el desarrollo humano equilibrado de su ciudad. Una ciudad histórica es un organismo vivo singular: se trata de mantener su autenticidad, su alma, ofreciendo al mismo tiempo acceso, a sus habitantes, a los progresos técnicos y sociales de la sociedad contemporánea.

La duración de la ponencia no nos permite entrar en una descripción detallada de las medidas prácticas suscitadas. Estas últimas estarán indicadas como ejemplos de buenas prácticas.

Sin embargo, parece muy importante mencionar la complementariedad de las acciones operacionales, partiendo de una amplia gama de posibilidades. Las medidas aisladas sólo producen efectos limitados. Para poner en movimiento una dinámica urbana, cultural, social y económica, se recomienda adoptar conjuntamente diversas acciones que, por sinergia, se refuerzan mutuamente.

UNA GRAN DIVERSIDAD DE SITUACIONES

Hablando de conservación, repetimos fácilmente que “cada caso es único”. Igual que, *cada ciudad tiene su historia, su geografía, sus características humanas propias*. Para empezar, conviene asociar al análisis, el diagnóstico de las condiciones específicas de tal o cual ciudad. No existe una receta universal, pero existen ejemplos, modelos en los cuales nos podemos inspirar para definir las medidas apropiadas, en coordinación con todos los actores afectados. Las situaciones son diferentes en Puebla y en Campeche, y, con más motivo, en Cusco.

Aún más importante, las tradiciones, *el contexto institucional y las condiciones socioeconómicas del país* en concreto constituyen un marco general determinante. Esta forma de obligación condiciona ampliamente el margen de maniobra de las autoridades municipales. A estos efectos, los ejemplos propuestos tampoco son aplicables como tales, sino que deben adaptarse a las condiciones locales. Las situaciones son muy diferentes en Québec, en Tombouctou o en Heidelberg.

TRES MISIONES PRINCIPALES DE COORDINACIÓN

En cambio, todas las municipalidades tienen en común tres principales misiones de coordinación:

Coordinación de las intervenciones de los *diferentes niveles de poderes públicos*: nacional, provincial, local. En todos, la complementariedad de los reglamentos y de los recursos necesita una síntesis. Generalmente, es para el territorio de una municipalidad para el que dicha síntesis resulta más indicada, más operacional. Fue así que la rehabilitación de Alcalá de Henares se organizó dentro del marco de un convenio entre el Estado Español, la Provincia de Guadalajara, la Municipalidad de Alcalá y la Universidad.

Coordinación entre el *sector público y el sector privado*. Los poderes públicos definen los objetivos económicos, sociales y culturales. Pero para lograr esos objetivos, deben movilizar al sector privado: los propietarios, los actores económicos, el sector financiero. Esta coordinación se concreta generalmente en una ciudad o en un barrio urbano. Algunas veces se realiza mediante el establecimiento de un comité de acción (*Task Force*) que constituye una instancia de concertación y de acción.

En el enfoque de la *conservación integrada*, el patrimonio es el centro de los proyectos de desarrollo local y los gastos de conservación tienen un carácter de inversión. Más allá de los edificios históricos excepcionales, es el

conjunto del “paisaje urbano” el que está en juego, en sus valores de acompañamiento, y particularmente, la escala de lo construido. Estas diversas iniciativas se inscriben dentro de *un plan municipal de desarrollo humano*, un plan global, equilibrado, a medio y largo plazo. La elaboración democrática de este plan y su puesta en marcha metódica es una de las principales responsabilidades de las autoridades municipales, ya que define “el camino a seguir” de todos los actores, incluidos los actores económicos, la industria, la artesanía, el comercio.

LA PLANIFICACIÓN URBANA PARA ORIENTAR LAS INVERSIONES, LAS INICIATIVAS ECONÓMICAS, LOS PROYECTOS SOCIOCULTURALES

En gran medida, las reglamentaciones urbanísticas condicionan la rentabilidad de los proyectos inmobiliarios. Son herramientas muy eficaces para *orientar las preferencias de los responsables económicos*, movilizar los recursos del sector privado y lograr los objetivos que, frecuentemente, los poderes públicos no podrían lograr solos:

- *Por una parte, no favorecer iniciativas perjudiciales al patrimonio, como las rupturas de escala o una densidad de ocupación demasiado grande;*
- *Por otra parte, de manera positiva, orientar las inversiones y las iniciativas económicas hacia proyectos concertados, especialmente para recibir visitantes.*

Esas reglamentaciones urbanísticas comportan una serie de mecanismos, basados en estudios diversos (historia, arqueología, demografía, afectación territorial, actividades económicas y sociales, equipamientos públicos, etc...).

Un *arsenal de reglamentaciones* puede comportar:

- *Plano de los elementos patrimoniales principales (arquitectura, arqueología, espacios públicos...) que merecen una protección particular.*
- *Plan de ocupación del suelo, con determinación de las actuaciones autorizadas.*
- *Plan general de urbanismo destinado a la salvaguardia de los valores patrimoniales urbanos.*
- *Planos particulares de ordenamiento, propios de los barrios.*

Una atención especial debe darse a la efectiva implementación a través de un monitoreo?

LOS MECANISMOS ADMINISTRATIVOS Y FINANCIEROS

Un *servicio del patrimonio* accesible al público que permita una comunicación continua con la comunidad local, la presentación de proyectos municipales, la dispensación de consejos prácticos, incluso la asistencia para la elaboración de expedientes de financiación. El mejor ejemplo está sin duda, en los Países Bajos, el “bureau unique” que aconseja a los propietarios tanto en los aspectos técnicos como en la financiación de la conservación, tomando bajo su responsabilidad los diversos requisitos administrativos que se deben realizar.

Diversos mecanismos que permitan movilizar los recursos en los planes financieros adaptados a objetivos precisos:

- *los fondos rotatorios (revolving funds) permiten rehabilitar edificios, ponerlos nuevamente en el mercado y reasignar los fondos a nuevos proyectos, según la práctica de la sociedad de conservación de sitios históricos National Trust británica.*
- *las administraciones territoriales ofrecen un marco especializado flexible para las operaciones iniciadas por la autoridad municipal.*
- *la garantía (total o parcial) del reembolso de los préstamos de rehabilitación.*
- *los efectos financieros originales, como los certificados territoriales de rehabilitación.*

LA VIVIENDA

A menudo, los centros históricos solicitan una política de vivienda adaptada que permita una modernización compatible con la salvaguardia del patrimonio. Esta política de vivienda constituye una *dimensión esencial* de una conservación urbana basada en la movilización de los recursos de los propietarios. No se trata solamente de edificios históricos, sino también de construcciones modestas que forman conjuntos urbanos característicos. Las financiaciones relativas a *la vivienda social* permiten evitar el fenómeno de “gentrificación” y mantener a los residentes tradicionales y, en mayor medida, el carácter auténtico de los barrios renovados.

Las *“Opérations groupées d’amélioration de l’habitat”* (Operaciones agrupadas de mejoramiento del hábitat), en Francia, se basan en un convenio entre diversos niveles de poderes públicos y el sector privado para movilizar en un barrio urbano, durante un periodo de 3 o 4 años, todos los recursos disponibles y realizar una rehabilitación significativa, con efecto incentivador sobre los otros barrios.

Una *política de arrendamiento* equilibrada debe conciliar accesibilidad social (alquileres no muy altos) e incentivación al propietario para que garantice la buena conservación de su inmueble (no alquileres irrisorios). En varios países, un *“prestamo de rehabilitación” (renovation lease)* de largo plazo permite al propietario beneficiarse de ayudas para realizar trabajos de restauración.

Un *impuesto sobre los inmuebles (o los pisos) vacíos* incentiva la ocupación efectiva, preferentemente residencial. Esta medida ayuda a prevenir las distintas formas de abandono que, a menudo, son el inicio de un círculo vicioso de “desertización” de los centros urbanos.

EL TURISMO

Se sabe que el turismo en las ciudades históricas puede ser la mejor o la peor de las cosas. Se trata entonces de maximizar los efectos positivos y de minimizar los efectos negativos (físicos o inmateriales) de la actividad turística para el patrimonio urbano y para la vida cotidiana de los ciudadanos. Desde el punto de vista económico, para obtener un resultado positivo, es importante que los visitantes permanezcan *por lo menos una noche en el lugar*. En muchos aspectos, la ciudad de Granada ofrece un buen ejemplo de concertación local para la distribución de las visitas con, entre otras cosas, una prioridad de acceso a la Alhambra a los visitantes que se hospedan en la ciudad.

TRES FASES PUEDEN DISTINGUIRSE:

La *gestión de la demanda*, generalmente coordinada por el poder provincial o nacional, dirige sus esfuerzos a proporcionar la información deseada a los visitantes y a orientarlos en el tiempo (periodos del año) y en el espacio (lugares complementarios para visitar).

La *gestión del destino*, responsabilidad de las autoridades locales, es esencial para una buena coordinación entre los gestores de los sitios, los transportes locales, la acogida en los restaurantes y los hoteles, la oferta cultural o de distracciones, incluida la dimensión inmaterial (gastronomía, folclore, tradiciones populares...)

La *gestión de los sitios* se delega preferentemente a un operador autónomo, que asume su responsabilidad financiera.

EL COMERCIO, LA ARTESANÍA, LA INDUSTRIA

En esta área, se persiguen dos objetivos complementarios.

- Por una parte, obtener repercusiones positivas sobre la actividad económica local.
- Por otra parte, hacer que la ciudad tenga una capacidad de acogida adecuada, tanto en el plano cuantitativo como cualitativo.

Para esto, son necesarias algunas medidas de orientación y de apoyo:

- apoyo a una artesanía de calidad;
- relación estrecha con los encargados de restaurantes y hoteles;
- coordinación de los agentes de viajes locales y las empresas de transporte;
- organización de visitas guiadas, con formación y acreditación de los guías;
- lucha contra el desempleo y formación práctica, en la enseñanza de formación profesional española;
- mantenimiento de una mano de obra competente en los métodos de conservación / restauración;
- aprovisionamiento de materiales tradicionales locales para la conservación;
- etc...

LA FINANCIACIÓN DE LA CONSERVACIÓN ARQUITECTÓNICA Y URBANA

En principio, conviene no olvidar que *el dinero público es un incentivo* (seed money) que permite, mediante un efecto multiplicador, movilizar los recursos del sector privado y, particularmente, de los propietarios.

Es importante *confrontar los diversos tipos de gastos con las fuentes de financiación posibles* y establecer las relaciones más lógicas y más operacionales.

Procedemos pues a un doble análisis:

Por una parte, *análisis del tipo de gastos*,

- 1) según los objetivos del gasto: rehabilitación de un edificio (público o privado), presentación de un sitio arqueológico, acondicionamiento de espacios urbanos o de espacios verdes, mejora de los equipos...
- 2) según los tipos de actividades: investigaciones o estudios previos, mantenimiento, restauración, gestión en curso, acogida de visitantes, formación, animación, apoyo al patrimonio inmaterial...

Por otra parte, una *lista detallada de las posibilidades de financiación pública*, directa o indirecta. Esa financiación pública depende a menudo de las instancias nacionales o regionales. Ciertas medidas pueden, no obstante, ser tomadas por la municipalidad, cuya función es, sobre todo, dar coherencia a los proyectos y apoyar las solicitudes resultantes.

- 1) inversiones públicas directas (para los edificios excepcionales, con un estrecho control),
- 2) subvenciones con tasas variables según la prioridad fijada por el poder público y el grado de movilización de fondos privados deseado (con control, pero con lentitudes administrativas),
- 3) préstamos, con una eventual bonificación de intereses, (cuando la explotación del patrimonio tiene una perspectiva de rentabilidad),
- 4) primas para incentivar, por ejemplo, a la rehabilitación de las fachadas o a la apertura al público, o también para recompensar las iniciativas ejemplares.
- 5) exenciones fiscales (sobre los gastos de gestión, sobre los derechos de sucesión, sobre los derechos de transmisión, sobre el impuesto territorial.) (más flexibles, pero con menos control),
- 6) reducción del IVA sobre los trabajos de rehabilitación,
- 7) incentivación fiscal al mecenazgo y al patrocinio (sponsoring)

Así se producen *relaciones preferenciales*. Por ejemplo, las subvenciones o los préstamos que permiten controlar mejor los gastos de rehabilitación, pero con más peso administrativo. Por el contrario, las exenciones fiscales ofrecen un proceso más simple pero un seguimiento reducido y son más apropiadas para el mantenimiento.

Las *financiaciones internacionales* se han multiplicado en el curso de los últimos años, propuestas por instancias intergubernamentales (UNESCO, Unión Europea), o por instituciones financieras (Banco Mundial, Bancos Regionales). Asimismo, las cooperaciones bilaterales

ofrecen también posibilidades variadas. Esas financiamientos, ya sean préstamos o subvenciones, son excepcionales. Generalmente, están negociadas por los Estados, con implicación directa de las autoridades municipales. Merecen, sin embargo, que se les preste atención.

UN CLIMA GENERAL FAVORABLE

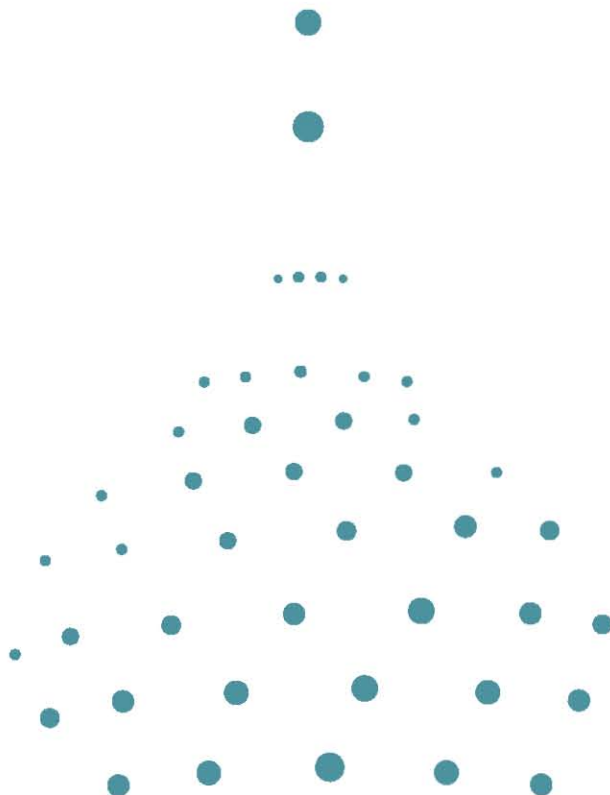
Para que se establezca un “círculo virtuoso” entre la conservación del patrimonio y el bienestar económico y social, es necesaria *una dinámica fundada en la adhesión de todos los actores* locales. La asociación estrecha de las cámaras de oficios y de negocios y de los organismos financieros a esta política voluntarista crea un clima favorable para las iniciativas económicas particulares, y pone de relieve la pertinencia y el interés de las inversiones en el área del patrimonio.

El “liderazgo” de la autoridad municipal es esencial al respecto. Algunas veces, esta determinación se traduce en la designación de *un teniente del alcalde* a cargo del patrimonio, con una responsabilidad “transversal” que puede recurrir a diversas competencias. Una comunicación continua con los ciudadanos, en forma de democracia urbana, aúna energías y recursos.

Algunas manifestaciones como los “Días del Patrimonio”, programas como “La Escuela adopta un monumento” o premios (individuales o colectivos) de distribución de acciones ejemplares, son todas ocasiones para apoyar el interés. Y mantener la jerarquía de los valores: el patrimonio es un recurso, claro está, pero su buena conservación debe ser el objetivo principal.

RESUMEN DE LOS DEBATES 20 JUNIO 2007 (DÍA 1)

RAPPORTEUR: DINU BUMBARU
SECRETARIO GENERAL – ICOMOS



DINU BUMBARU es un arquitecto formado en la Universidad de Montreal. Se especializó en la conservación del patrimonio en el ICCROM y en la Universidad de York. Desde 1982, trabaja en Héritage Montréal, un organismo no gubernamental independiente cuyo objetivo es proteger el patrimonio histórico, arquitectónico y natural dentro de un contexto metropolitano. Actualmente es director de las políticas en este organismo, uno de los más importantes en Canadá.

El Sr. Bumbaru desempeña un papel activo en diversos organismos que se dedican a la planificación y al desarrollo urbano con respecto al patrimonio cultural y ambiental. Es miembro del Consejo de administración de diversas organizaciones canadienses cuyo objetivo es proteger el patrimonio cultural. Desde 1995, es miembro voluntario del Comité consultivo de planificación del sector de Outremont, en Montreal que tiene un fuerte sentimiento de identidad, de calidad del patrimonio y de calidad arquitectónica.

Además, Dinu Bumbaru ha tenido una función activa en el seno del Consejo internacional de Monumentos y Sitios (ICOMOS). Habiendo participado en el Comité canadiense del ICOMOS desde 1989, y como miembro del Comité ejecutivo internacional de la organización. De 2002 a 2008 fue secretario general del ICOMOS.

*Ce fut un grand Vaisseau, taillé dans l'or massif
Ses mâts touchaient l'azur, sur des mers inconnues...*
(Fue una gran Nave tallada en oro macizo:
Sus mástiles tocaban el azul, sobre los mares desconocidos;)
Le Vaisseau d'Or
Émile Nelligan (Montreal)

Escritas por un poeta surgido de dos culturas, estas palabras evocan las ciudades, esculpidas y modeladas con el oro de su historia y de su patrimonio por el tiempo, la vida y las culturas de las sociedades humanas que las habitan. Así, como un barco fantástico, nuestras ciudades patrimoniales pueden brillar de maravillas, pero se retrasan sometidas a las acciones poco juiciosas, a la negligencia de los miembros de la tripulación o a una falta de dirección clara y comprometida para enfrentarse a los mares agitados o al mal tiempo, y todas ellas podrían hundirse, perdiendo a sus pasajeros y a todas las sociedades humanas.

Este tipo de reflexiones no son extrañas a la presentación y a los debates que tuvieron lugar el primer día del 9º Congreso Mundial de la Organización de las Ciudades del Patrimonio Mundial, celebrado en Kazán, la capital de la República de Tatarstán de la Federación Rusa. El tema general de este congreso trató sobre la conservación y la economía en el seno de esas ciudades caracterizadas por la presencia en su territorio de un sitio reconocido por sus valores universales excepcionales y que por consiguiente está inscrito en la Lista del patrimonio mundial, gestionada por la UNESCO.

DE LAS PRESENTACIONES

Las presentaciones del Profesor David Throsby de la Universidad Macquarie en Sydney, Australia, y de la Profesora Mona Serageldin de la Universidad de Harvard, en Cambridge, Estados Unidos, proporcionaron un marco bien definido de palabras claves a las cuales los participantes podían referirse en los debates que tuvieron durante los cinco talleres diferentes que se realizaron en tatar, ruso, inglés, francés y español. Aunque las dos presentaciones claves están disponibles íntegramente, es útil subrayar algunos conceptos que se aportaron como base para el debate de las preguntas hechas a los participantes, así como algunas observaciones que se derivaron de dichas presentaciones.

El Profesor Throsby habló sobre la lengua común de la conservación y la economía, haciendo hincapié en la noción clave de los **Valores**, de los cuales uno es común a las dos áreas y es uno de los motivos fundamentales de decisión y de acción. De hecho, la OCPM existe gracias al reconocimiento internacional oficial de los valores específicos de una parte del entramado urbano, así como también del patrimonio arquitectónico o arqueológico de sus ciudades miembros. Aunque la gestión basada en los valores puede algunas veces ser peligrosa para el patrimonio, ya que podría estar basada en definiciones muy limitativas del patrimonio, las ciudades del patrimonio mundial se benefician de una declaración de “*Valor universal excepcional*” adoptada con posterioridad a la decisión del Comité del patrimonio en el momento de su inscripción en la Lista del Patrimonio Mundial de la UNESCO. El Profesor Throsby puso en evidencia el concepto cada vez más difundido de “*capital cultural*” (comparativamente al capital financiero), que podría inspirar prácticas dinámicas de gestión fundadas tanto en la preservación como en el desarrollo, sin perder su autenticidad. Asimismo, tomó en cuenta las preocupaciones actuales en lo que concierne a la durabilidad y a la calidad de vida, incluso en relación con la economía de las ciudades.

Durante su intervención, la Profesora Serageldin hizo hincapié en los **Actores** que desempeñan una función, con o sin misión particular para hacerlo, dentro de la gestión y el desarrollo de las ciudades, y de su personalidad distinta, su identidad y su alma.

Su presentación ilustró las diversas formas de vulnerabilidad en el papel de las ciudades como verdaderos establecimientos humanos asociados que reflejan la historia y la cultura de los pueblos que las moldean y que las habitan. Podemos pensar en la transformación de las ciudades, especialmente en China y en Asia del Este, y cómo dicha transformación ilustra la rápida pérdida

del carácter distintivo que las ciudades han adquirido desde hace siglos y milenios, con la aparición de los centros comerciales vistosos, rascacielos y otros elementos comunes del estilo mundial banal que sirve a la causa de la uniformidad de las ciudades, en detrimento de su patrimonio auténtico. En su referencia a los actores y los supervisores, la Profesora Serageldin recuerda la multidimensionalidad de las decisiones y de las acciones relacionadas con la gestión y con el desarrollo urbano, introduciendo la necesidad de conciliar los diversos puntos de vista mediante métodos apropiados que unan a la sociedad para lograr objetivos comunes.

TRES PREGUNTAS OBJETO DE DEBATE EN GRUPOS

Todos los talleres y todos los debates entre los participantes estaban basados en el contenido de tres preguntas que presentaron los organizadores del programa científico del Congreso. Sin embargo, los debates realizados de diversas formas, trataban sobre un cierto número de cuestiones que los participantes habían aportado ellos mismos a sus talleres de grupos de debate más pequeños que se formaron en el interior del grupo. Por consiguiente, el siguiente informe se preparó reuniendo, bajo las cuestiones preestablecidas, los elementos, las ideas y las sugerencias aportadas por los portavoces después de los debates.

Pregunta n.º 1: Piense en un elemento del patrimonio cultural en la ciudad del patrimonio mundial que conoce mejor. ¿Cuáles son los principales impactos económicos (tanto los beneficios como los costes) que esta herencia patrimonial tiene sobre la economía de la ciudad?

Los participantes no entraron en detalles sobre los impactos positivos y negativos, pero intercambiaron opiniones sobre esta cuestión de manera general. En conjunto, el debate basado en los casos trató sobre ciertos tipos de bienes patrimoniales: el patrimonio cultural intangible y el patrimonio construido. Se tomaron en cuenta dos principales tipos de patrimonio cultural:

- **El patrimonio cultural intangible** *está presente en la mayor parte de las ciudades, sobre todo bajo la forma de festivales religiosos, de artesanos y de actividades tradicionales o de eventos asociados a la vida de los habitantes y de sus colectividades. Las fiestas religiosas se consideran beneficiosas para*

la población y la economía de la ciudad, ya que atraen a mucha gente y ayudan tanto a la industria del sector servicios como a la industria artesanal, dados los gastos efectuados por los feligreses y los visitantes (los festivales atraen cada vez más turistas culturales interesados en el evento y en su significado). También pueden formar parte de estrategias mucho más globales para los eventos culturales de la ciudad. Sin embargo, esas fiestas son habitualmente de temporada y frecuentemente se concentran en un sector o en sitios específicos (como los santuarios o lugares de culto), es necesario hacer cada vez más esfuerzos para repartir más uniformemente los beneficios en el tiempo, el espacio y entre los habitantes de la ciudad.

- *La herencia construida es el elemento físico de la ciudad. Comprende las estructuras individuales y los monumentos arquitectónicos, los complejos y los grupos de edificios.*

Encierra tanto a regiones urbanas enteras, como a centros históricos o barrios particulares de una ciudad. Representa un valor económico importante para la ciudad y ofrece lugares para dar vida y desarrollar actividades esenciales. Los participantes debatieron sobre las ventajas económicas y los costes asociados a las necesidades materiales —el mantenimiento, la restauración, la reutilización— de la herencia construida. Los beneficios comprenden el mantenimiento de un amplio capital de propiedades inmobiliarias y una infraestructura de espacios utilizables para fines municipales que contribuyen, por su valor simbólico, así como por su capacidad funcional, al sentimiento de pertenencia y a la calidad de vida en la ciudad patrimonial. Entre los beneficios, hay diversas formas de redistribución del dinero en la colectividad, particularmente cuando empresas concesionarias o artesanos son contratados para efectuar el mantenimiento de las inversiones sostenibles. Esto también ayuda a preservar el capital de pericia de la ciudad, que a menudo se asocia a las tecnologías apropiadas y más sostenibles. Los participantes subrayaron el hecho de que, además de los costes reales de los trabajos, existían costes derivados de dejar la infraestructura patrimonial de los edificios históricos y de los espacios públicos en mal estado,

por la falta de mantenimiento o de utilización inapropiada, que se debían tomar en cuenta, tanto en términos financieros como en términos culturales.

Pregunta n.º 2: Debatir sobre las formas en que las evaluaciones, tanto del valor cultural como del valor económico de un edificio patrimonial en un medio urbano, pueden tenerse en cuenta al planificar las decisiones que conciernen a la futura utilización de un edificio.

Los participantes acordaron una atención particular a la manera en que deben tomarse las decisiones, que deben estar bien fundamentadas, y cómo deben adaptarse para obtener resultados adecuados y eficaces. Los debates dieron lugar a dos grandes principios.

- *Garantizar que la decisión se base en el conocimiento y la sensibilidad cultural.*
Debemos dotarnos de un proceso para identificar los bienes patrimoniales de la ciudad, ya sean tangibles, como los edificios o las estructuras individuales, los espacios públicos, los paisajes urbanos, los diversos barrios o panoramas, los sitios arqueológicos, los bienes muebles o los archivos, o ya sean intangibles, como los rituales o los festivales, las tradiciones vivas, la artesanía o hasta las características de la ciudad o de sus barrios. Esta identificación permitiría a los responsables adquirir una herramienta de conocimiento que puede apoyar mejor sus acciones al reflejar de manera más apropiada y actualizada la perspectiva de una sociedad en evolución de lo que constituye el patrimonio de una ciudad y, como tal, permitiría canalizar los esfuerzos sobre la protección, la conservación adecuada y las prioridades de desarrollo apropiadas.
- Este proceso permitiría identificar los valores y los intereses que los bienes patrimoniales aportan a la sociedad, ya sea en el plano local, nacional o internacional mediante diversos métodos científicos y comunitarios.
- Este proceso no debería ser un ejercicio exclusivo, estático y final, sino que debería permanecer abierto por medio de actualizaciones regulares y continuas, para enriquecerse y beneficiarse

de los frutos de la investigación universitaria, de las consultas públicas y de los estudios de participación de la colectividad.

- *Garantizar que los impactos reales de las decisiones estén bien evaluados.*

La vigilancia, la medida y la comprensión de los impactos reales de las decisiones individuales, así como de las políticas o de los programas generales, son elementos esenciales de un enfoque sostenible del desarrollo. Este proceso permite mejorar el impacto positivo sobre el patrimonio, la colectividad y la economía. Dentro del marco de un enfoque de prevención requerido para un bien no renovable como es el patrimonio, este principio proporciona también consejos útiles para mejorar las tomas de decisiones futuras y para prevenir los impactos negativos posibles, permitiendo hacer ajustes y guiándolos durante la fase de implantación.

- *Deberá basarse en un sistema adaptado de indicadores cuantitativos y cualitativos, de documentación y de procesos de consulta inclusivos.*
- *Deberá incluir la evaluación del impacto de los proyectos, de los programas, de las políticas, de las prioridades o de los planes —tanto públicos como privados— sobre los bienes patrimoniales, su utilización, su autenticidad y su valor.*
- *Deberá integrarse desde el principio dentro de los procesos decisivos, y hasta aparecer en la legislación con indicadores claves.*

Pregunta n.º 3: La plusvalía en constante aumento de los centros históricos de todo el mundo conduce a la transformación de numerosos edificios históricos para adaptarlos a fines comerciales, lo que lleva a menudo al desplazamiento de los residentes. Sin embargo, una comercialización “excesiva” tiene un impacto negativo sobre el carácter y la identidad del sitio. ¿Cuándo se consideran arbitrarios los controles sobre la utilización y cómo las autoridades de una ciudad pueden compensar las demandas judiciales?

Los participantes debatieron sobre las herramientas y las políticas, que permiten controlar y orientar positivamente la transformación funcional de los centros históricos o de las regiones de las ciudades. En los intercambios se habló menos sobre la naturaleza indi-

vidual de esas herramientas y las demandas judiciales específicas a las cuales pueden enfrentarse durante su implantación, que sobre las condiciones más fundamentales requeridas para hacerlas eficaces con el paso del tiempo, principalmente para considerarlas más como parte de una estrategia global de conservación o de un sistema de gestión, en lugar de medidas aisladas.

- *Garantizar la comprensión y el apoyo del público en general mediante un desarrollo de herramientas de conservación y de gestión.*

Los planes, las políticas, los reglamentos y hasta las herramientas innovadoras son mejor elaboradas por aquellos que tendrán que implementarlas, con el beneficio de la aportación apropiada del público o del proceso de participación.

Esto garantiza la transparencia, la definición de objetivos generalmente aceptados y la comprensión de la responsabilidad compartida, para que su puesta en marcha sea un éxito. Esta manera de funcionar contribuye también a la educación general y a la adhesión de todos los actores.

- *Consultar a la colectividad, las empresas, las universidades y los expertos, estableciendo objetivos apropiados de utilización y de desarrollo para la ciudad y su patrimonio, y vigilar la realización;*
- *Establecer mecanismos permanentes, como comisiones mixtas para reunir a diversas partes en la implantación de las medidas de control y, de una manera general, de la estrategia de conservación y su sistema de gestión.*

- *Garantizar la credibilidad y la sostenibilidad en el momento de la implantación de las estrategias y de las herramientas de conservación y de gestión.*

Para garantizar la credibilidad, es necesario que participen organizaciones profesionales, universitarias y no gubernamentales creíbles en la vigilancia y la imputabilidad de la eficacia y la equidad de las estrategias de conservación de las medidas más específicas, como los controles. Este principio resulta también de la implantación eficaz, coherente, equitativa y fiable de las diversas medidas y de las diversas acciones y, por lo tanto,

es una consecuencia de la aportación sostenible de recursos profesionales y materiales. El hecho de garantizar la transparencia y de dar la información a través de informes sobre el progreso dirigidos al público, mejora por completo la credibilidad del sistema de gestión de conservación.

- *Garantizar que los beneficios que resultan de las actividades económicas y turísticas relacionadas con el patrimonio contribuyan a mejorar la calidad de vida en la ciudad, particularmente para regiones patrimoniales determinadas.*
- *Garantizar que los diversos elementos del sector público, no solo reconozcan los objetivos de la estrategia global de conservación y se someten a medidas de control, sino que asumen también la dirección, dando ejemplo en su establecimiento.*

ALGUNAS OBSERVACIONES FINALES

Entre los diversos puntos planteados durante los debates, mucho trataron sobre la importancia de completar las unidades de materiales más convencionales con un conjunto de herramientas informáticas.

- *Los tipos de control informáticos han sido elaborados dentro del contexto de las leyes o de las medidas municipales haciendo hincapié en la protección de bienes patrimoniales únicos como los edificios históricos o los sitios arqueológicos. Por su naturaleza, son menos susceptibles de responder completamente a las necesidades de conservación de los lugares patrimoniales de una ciudad con su ecosistema de utilización, su economía a pequeña escala y las particularidades de las diversas culturas, para las cuales un enfoque informático es un complemento necesario.*
- *El programa comprende una base mejorada para la toma de decisiones, que contiene los valores patrimoniales, además de una lista de los bienes patrimoniales. Integra también un proceso para compartir las responsabilidades y para la participación de la colectividad en la definición y la implantación de la estrategia de conser-*

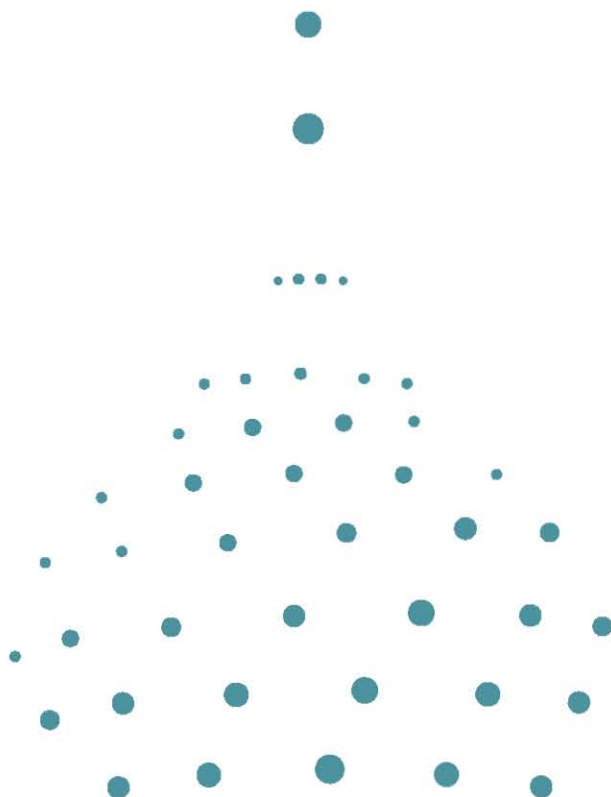
vación y de su sistema de gestión. Finalmente, el programa debe facilitar mecanismos de enlaces adecuados para que los diversos actores no estén aislados, ya que esto conduciría a conflictos que perjudicarían los objetivos de conservación y de desarrollo.

En 2007, para mantener un nivel de desarrollo económico apropiado y respetuoso, es necesario tener el tipo de dirección que se debe esperar de las ciudades asociadas a la Convención del Patrimonio Mundial. Un liderazgo comprometido por parte de las autoridades municipales es esencial para responder a las necesidades complejas de una ciudad y de su patrimonio. Este tipo de dirección sería probablemente la más apta para convertirse en un concertador permanente de los sectores público, privado, universitario y civil con vistas a acciones concertadas.

La definición de una estrategia de conservación dentro del marco de un plan global de desarrollo, es un sector particular en donde ese liderazgo puede expresarse. Este tipo de visión —y las acciones de seguimiento y de rendición de cuentas necesarias— requiere un equilibrio entre el hecho de satisfacer las necesidades y las ambiciones a corto plazo (económicas y otras), y el futuro a largo plazo de esos bienes patrimoniales excepcionales que hacen que la ciudad sea única en el mundo.

RESUMEN DE LOS DEBATES 21 JUNIO 2007 (DÍA 2)

RAPPORTEUR: ALFREDO CONTI
PRESIDENTE, ICOMOS-ARGENTINA



ALFREDO CONTI Alfredo Conti recibió una formación en arquitectura en la Universidad La Plata y de conservador de edificios patrimoniales en la Universidad de Buenos Aires. De 1978 a 1990, trabajó como planificador urbano y especialista en preservación del patrimonio en la municipalidad de La Plata. En 1991, se convirtió en investigador para la Comisión de investigación científica de la provincia de Buenos Aires. También es consejero para la Comisión nacional de monumentos históricos y profesor en la Universidad La Plata. Ha publicado en Argentina y en otros países de América latina y de Europa.

El Sr. Conti es un miembro activo del ICOMOS en los planos nacional e internacional. Fue secretario general del ICOMOS en Argentina (1996-1999), vicepresidente (1999-2005), y es hoy día presidente. El es miembro asociado de los Comités internacionales científicos de las rutas y de las ciudades y pueblos históricos culturales. Desde 2000, es representante del ICOMOS para el informe y el seguimiento periódico sobre la implantación de la Convención del patrimonio mundial en América latina y el Caribe.

Alfredo Conti colaboró en la redacción de informes periódicos para la Comisión del patrimonio mundial de la UNESCO sobre la preservación de los centros históricos, y también es miembro de DOCOMOMO.

LA SESIÓN 2 DEL CONGRESO SE BASÓ EN DOS PREGUNTAS:

¿Cómo manejar las presiones debidas al desarrollo en los sitios de patrimonio urbano?

¿Qué tipo de herramientas prácticas pueden utilizarse para lograr los objetivos de mejorar al mismo tiempo el patrimonio y la economía en las ciudades históricas?

Las conferencias introductorias a cargo de expertos invitados resultaron muy claras a la hora de proporcionar respuestas a estas cuestiones. En base al intercambio desarrollado en los cinco grupos de debate, es posible incorporar otras ideas y propuestas.

A modo de marco para la reflexión, los participantes en los grupos de debate reconocieron que las áreas o centros históricos siempre resultan sectores de manejo conflictivo. Por otra parte, el área histórica de la ciudad no debe considerarse en forma aislada, sino integrada en un organismo mayor: la ciudad como totalidad.

Todas las políticas, estrategias, planes y proyectos deben considerar la relación entre el centro histórico y la ciudad en su conjunto.

Pregunta n.º 1: Se considera casi siempre que los recursos públicos sirven para movilizar los recursos de los propietarios y del sector privado. ¿Qué estructuras operativas podrían ser las más eficientes para implicar a todos los copartícipes en el financiamiento de la conservación y restauración?

La creación de organizaciones específicas relacionadas con la financiación y con aspectos técnicos apareció como un requisito indispensable para reunir a los diferentes actores sociales involucrados en la gestión de la ciudad. Podría darse el caso de una única organización que centralice las acciones o bien varias organizaciones vinculadas a aspectos específicos. En este último caso, será necesaria una estricta coordinación para garantizar el trabajo armónico y evitar una superposición de funciones. Estas organizaciones deben ser administrativamente eficientes y su actuación debe ser transparente. Deben contar con el respeto y la confianza de la comunidad.

Estas estructuras deben incluir a todos los actores involucrados en la financiación de los trabajos de conservación y restauración. El sector profesional y ONG específicas deben jugar un papel prominente en su constitución.

El sector público podría transferir parte de sus inversiones a estas entidades para la organización de proyectos de investigación, estudios de factibilidad y para la implementación de contratos firmados por agencias gubernamentales.

La inversión realizada por el estado debería estar dirigida especialmente a la construcción y mantenimiento de infraestructuras, la planificación urbana y territorial, los proyectos urbanos y territoriales, la conservación y restauración de monumentos y la implementación del marco normativo correspondiente, compartiendo con el sector privado la intervención en edificios patrimoniales. En este sentido, se debe trabajar con el mercado y no contra el mercado.

Pregunta n.º 2: Las coparticipaciones público-privadas se mencionan continuamente como buenos acuerdos institucionales para promover la preservación y el desarrollo duradero de sitios patrimoniales urbanos. ¿Cuáles son las medidas más eficientes para minimizar los conflictos de interés de estos copartícipes?

Las situaciones de conflicto pueden ser en ocasiones el resultado de acuerdos entre las estructuras públicas y algunos grupos sociales o culturales, que pueden

entrar en contradicción con los intereses de inversores privados relacionados con la gestión de sitios patrimoniales. Considerando la naturaleza multifacética de tal conflicto, real o potencial, su solución debería basarse en compromisos y negociaciones entre las partes.

El consenso entre los diversos actores sociales fue considerado por los participantes como la base necesaria para minimizar o mitigar los conflictos de intereses en relación con el patrimonio urbano. Tal requisito implica que la consulta, la toma de conciencia pública y la participación son indispensables.

Los siguientes aspectos fueron destacados por los participantes como medidas para minimizar los conflictos entre los copartícipes:

- *Garantizar la participación de la comunidad, alentando la conciencia sobre el patrimonio y su conservación a través de encuentros públicos y la generación de espacios para el encuentro e intercambio entre los actores sociales.*
- *Los programas y proyectos no deben estar presionados por los tiempos y plazos políticos; resulta necesario que se respeten los tiempos prudenciales para tomar decisiones.*
- *Los planes urbanos deben definir claramente las oportunidades y zonas para el desarrollo como forma de mitigar las presiones. El sector público debe a la vez ser más estricto en el control y supervisión de las obras acometidas por el privado.*
- *Resultan indispensables estrategias y modos de comunicación entre los diferentes actores sociales. Las decisiones políticas, los planes y proyectos deben comunicarse claramente a la comunidad.*
- *Los gobiernos locales podrían definir e implementar mecanismos para el establecimiento de compañías de construcción de bajo beneficio. A la vez, se deberían conceder préstamos a bajo interés para las acciones de preservación, que podrían administrar organizaciones públicas locales.*
- *La compra y venta de derechos (por ejemplo derechos de aire) podría equilibrar el valor de la tierra y permitir a los propietarios de edificios protegidos obtener recursos financieros para su conservación.*

- *La inversión privada puede transferirse a organizaciones autónomas para financiar y administrar la construcción, mantenimiento o conservación de edificios.*
- *Los países en desarrollo pueden obtener recursos adicionales a través de acuerdos bilaterales, como el hermanamiento entre ciudades o la cooperación internacional.*

Pregunta n.º 3: En la mayor parte de las ciudades históricas es importante mejorar la vivienda y mantener una estructura social equilibrada entre los residentes. ¿Qué política de vivienda convendría para contribuir mejor al financiamiento de la revitalización urbana evitando al mismo tiempo el peligro de la “elitización”?

Reconociendo que la diversidad de usos resulta esencial en las áreas históricas, alentar la vivienda y el mantenimiento de la población tradicional parece una estrategia esencial para mitigar conflictos y manejar las presiones debidas al desarrollo.

La gentrificación es considerada negativa por la mayoría de los participantes, si bien en algunos grupos de debate se solicitó una definición más ajustada del término y mayor reflexión al respecto.

En algún caso, se consideró que atraer a habitantes de altos ingresos a vivir o invertir en el centro histórico puede considerarse un medio o una alternativa para la financiación y para fomentar la preservación de edificios y espacios patrimoniales. Se propuso que en ocasiones debe primar una visión realista y pragmática.

Entre las estrategias para la definición de las políticas más adecuadas se propuso:

- *Se debe incluir a la población en el proceso de toma de decisiones y de planificación.*
- *Los planes y programas deben ser desarrollados por equipos multidisciplinarios que incluyan a sociólogos y antropólogos. Se deben realizar encuestas que permitan conocer las expectativas de la población respecto a sus viviendas.*
- *Se deben definir e implementar programas educativos para fomentar la conciencia acerca de los valores de los centros históricos, de modo que la población se sienta orgullosa de habitarlos. Las ONG pueden jugar un papel prominente en la educación y en la organización de talleres*

específicos orientados a la concienciación.

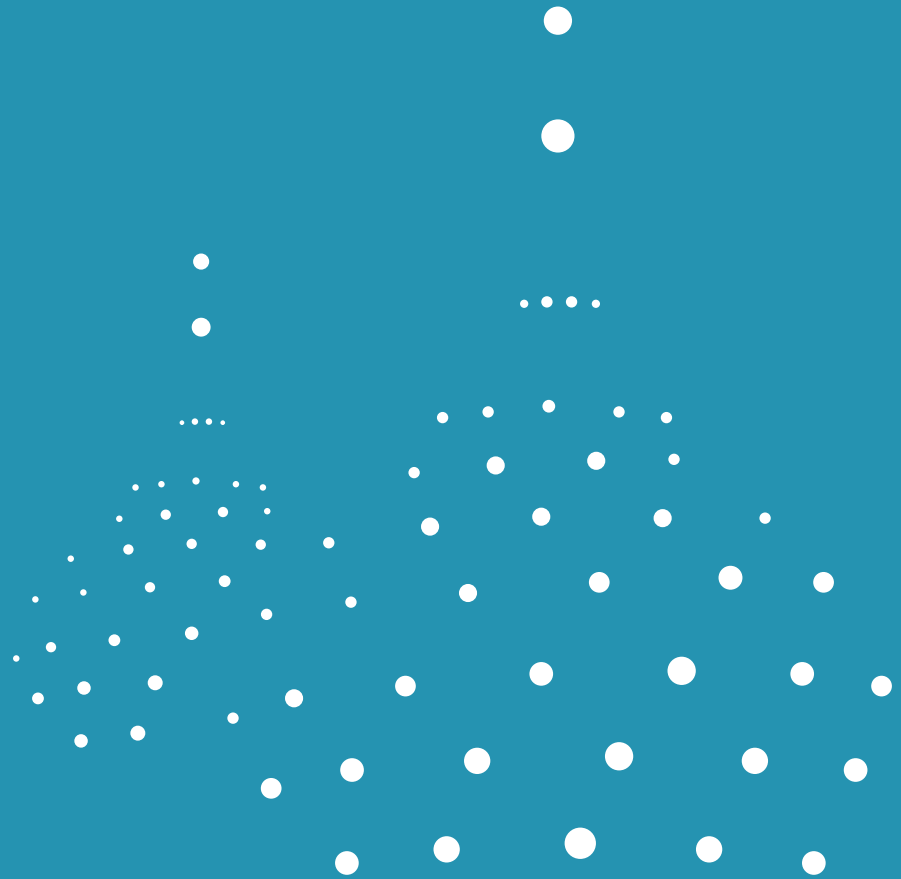
- *Es necesario también definir e implementar instrumentos normativos que establezcan claramente los derechos y obligaciones de todos los actores sociales involucrados.*
- *El sector público debe invertir en la provisión de las infraestructuras y en la mejora del espacio público, y facilitar que el sector privado invierta en el mantenimiento y conservación de edificios.*
- *Una forma propuesta de mantener a la población residente es la compra y rescate de edificios de viviendas por parte del sector público.*
- *Se debe buscar un balance entre los intereses de los diferentes actores y grupos socioculturales, teniendo en cuenta su bienestar y su deseo de mantener y proteger su hábitat.*

Finalmente, varios participantes enfatizaron la importancia de recordar que no es necesario solamente conservar y restaurar edificios y espacios históricos, sino también mantener la diversidad cultural y las prácticas sociales tradicionales inherentes al centro histórico de la ciudad. Las políticas de vivienda deben tener en cuenta la continuidad de los valores tradicionales. Su protección puede conducir a definir distritos o sectores con un sello cultural característico.

RECOMENDACIÓN

Se recomienda que las secciones regionales de la Organización de Ciudades Patrimonio Mundial y los organismos nacionales vinculados a la preservación del patrimonio estudien la posibilidad de crear un sitio en Internet sobre “Economía del patrimonio histórico”, con el propósito de difundir información sobre planes y proyectos específicos, análisis de proyectos realizados.

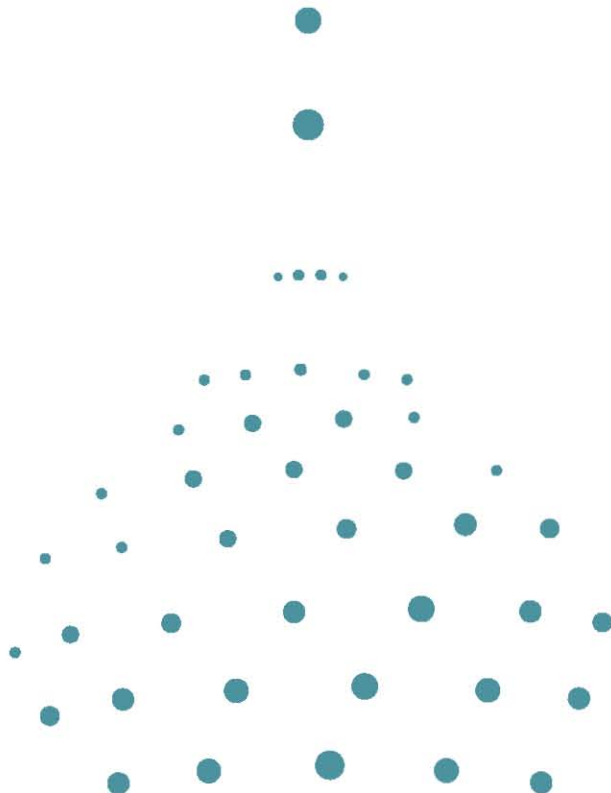
Este material podría asimismo editarse en forma de libro, para que constituyese un manual para las ciudades Patrimonio Mundial.



PANEL DE ALCALDES

PANEL DE ALCALDES

COORDINADOR: EUGENIO YUNIS
RAPORTEUR: PATRICE BÉGHAIN



EUGENIO YUNIS es ingeniero civil (Universidad de Chile) y continuó sus estudios superiores en desarrollo económico (Universidad de Grenoble, Francia). Trabajó dentro del área del desarrollo y de la gestión del turismo internacional desde el punto de vista del público, durante los últimos veinte años.

De 1990 a 1994, fue director del Departamento Nacional del Turismo en Chile, su país de origen. Durante este período, hubo un aumento impresionante de la industria turística chilena, ya que se registró el doble del número de turistas internacionales. Durante su mandato, estimuló las iniciativas conjuntas de los sectores público y privado en lo que respecta al desarrollo y el marketing turístico.

Desde 1997, trabaja en la Organización Mundial de Turismo (OMT) en Madrid, como Director del desarrollo durable del departamento de turismo. Está encargado de los sectores del turismo durable, del desarrollo del ecoturismo, de la conservación de los potenciales naturales y culturales mediante el turismo, y de la lucha contra la pobreza por medio del turismo durable. Después fue nombrado director de los programas y de la coordinación de la OMT.

El Sr. Yunis ha escrito varios libros y diversos artículos sobre las relaciones entre el turismo y el medio ambiente, el turismo y la cultura, y el turismo y la lucha contra la pobreza; estos artículos han sido publicados en diferentes revistas en todo el mundo.

PATRICE BÉGHAIN fue teniente alcalde de la ciudad de Lyon, Francia, responsable de la cultura y del patrimonio, y consejero para la comunidad urbana de Lyon desde marzo de 2001. Anteriormente era consejero técnico sobre las cuestiones relacionadas con las políticas interdepartamentales y territoriales, formando parte del efectivo de Catherine Tasca, ministra francesa de la Cultura de 1983 a 1985, en Midi-Pyrénées de 1986 a 1991, y en Rhône-Alpes de 1991 a 1996. El Sr. Béghain fue también secretario nacional de la Confederación general del trabajo por la Federación de Sindicatos Generales de la Educación Nacional y de la Investigación Pública (SGEN-CFDT) de 1977 a 1983, y fue profesor de clásicos de 1967 a 1977 en Roubaix y en Dijon.

Entre las publicaciones del Sr. Béghain, se encuentran *Écrivains et artistes en Quercy*; *Inconnus et Célèbres*; y *Le Patrimoine: culture et lien social*, que evalúa las diversas dimensiones sociales, políticas y psicológicas del patrimonio.

El Presidente de la República francesa otorgó al Sr. Béghain la Orden Nacional del mérito de Francia, y es Comendador de la Orden de las artes y la literatura, atribuido por el Ministro francés de la Cultura.

Se organizó un panel de alcaldes para debatir, entre un grupo seleccionado de alcaldes y con la audiencia, sobre los principales problemas a los que se enfrentan, los alcaldes de las ciudades del patrimonio mundial, en la gestión del turismo, destacando la manera en que manejan los retos que impone el turismo a sus ciudades respectivas. Alrededor de una cuestión clave: “¿El turismo es suficiente?”, debatieron sobre:

Los fondos públicos generados por y consagrados a la conservación del patrimonio

¿Hasta qué punto la recepción de un número importante de turistas a su ciudad ha permitido aumentar los recursos financieros para proteger, preservar y restaurar el entorno construido, y en particular los edificios, los inmuebles y los monumentos que están en la Lista de los sitios del patrimonio mundial? ¿Qué mecanismos ha utilizado su municipalidad para recaudar esos fondos (por ejemplo, impuestos directos sobre el turismo, aumento de las ganancias en impuestos, contribuciones financieras dirigidas a los turistas o a empresas de turismo, u otros)? ¿Qué porcentaje representan los fondos públicos totales, municipales y nacionales, consagrados a la conservación del patrimonio de su ciudad?

“Capacidad de carga”

La Organización Mundial del Turismo, así como los planificadores de turismo, recomiendan establecer límites al turismo, expresados dentro del concepto de “capacidad de carga”, o lo que es lo mismo, el máximo número de turistas que un destino (ciudad, playa u otro) puede recibir sin sufrir impactos negativos en su entorno natural y construido, y sin que afecte a las estructuras sociales de la población residente.

¿Su ciudad ha establecido tales límites y, si es el caso, cómo se hizo esto? ¿El límite fue respetado por los hoteleros, los operadores turísticos y las demás empresas? ¿La municipalidad estableció los reglamentos necesarios para asegurarse de que este límite sea respetado por todos los responsables?

Se consideraron tres grandes categorías de ciudades:

- *Las ciudades en donde el turismo es intenso, y en donde es una fuente importante de ingresos para la ciudad;*
- *Las ciudades multifuncionales, en donde hay otras actividades económicas además de las relacionadas con el turismo;*

- *Las ciudades en donde el turismo se está desarrollando, en donde la función del turismo aumenta la actividad económica, pero no ha llegado a un nivel “intenso”.*

INFORME DE LAS DEBATES DEL PANEL DE ALCALDES

Rapporteur del informe: Patrice Béghain, Teniente Alcalde, Ciudad de Lyon, Francia

El Panel de Alcaldes sobre el tema “¿Es suficiente el turismo?” nos ha permitido escuchar las exposiciones de cinco alcaldes que representaban a las ciudades de Aranjuez, Budapest, Kazán, Hué y Cuenca.

La diversidad tipológica de las ciudades presentadas es muy grande, pero los ejemplos prácticos de gestión del turismo en una ciudad patrimonio fueron extremadamente interesantes y ricos en experiencias.

Es posible extraer cinco grandes lecciones de estos testimonios:

Primera lección: El turismo no es suficiente para garantizar, por sí solo, la conservación y la promoción del patrimonio, principalmente por dos motivos:

- *porque los beneficios inmediatos del turismo favorecen, en primer lugar, a operadores privados que no contribuyen de manera directa a la conservación del patrimonio ni a las inversiones necesarias para recibir turistas;*
- *porque los gobiernos locales reciben el retorno de su inversión solo a través de los recursos fiscales derivados de las ganancias de los operadores privados y, por lo tanto, obtienen beneficios de los flujos turísticos únicamente de forma indirecta.*

Segunda lección: La concentración del turismo en ciertos períodos del año hace muy difícil la rentabilización de las inversiones centrales y de las inversiones periféricas; de ahí la necesidad de llevar a cabo una estrategia de extensión de los períodos de afluencia turística y combinar el turismo cultural con el turismo de negocios, considerando, claro está, las inversiones específicas que requiera este último.

Tercera lección: El turismo es, en cualquier caso, un importante factor de desarrollo para las pequeñas empresas y de creación de puestos de trabajo, elementos importantes para la vitalidad económica de nuestras ciudades y el dinamismo social.

Cuarta lección: La historia y la promoción del patrimonio cultural son factores de cualificación para la imagen de una ciudad y de atractivo para los inversores. El turismo vinculado a este posicionamiento constituye un importante desafío en la estrategia de imagen —a veces, competitiva— de nuestras ciudades.

Quinta lección: La estructura tributaria y la distribución de los ingresos fiscales entre Estado y autoridades locales son asuntos esenciales, porque los ingresos locales vinculados al turismo benefician esencialmente al poder central (IVA, impuesto sobre la renta, etc.).

Por otra parte, es evidente que, salvo en los países donde el Estado desempeña un papel preponderante en materia de organización política, en aquellos países donde existe una descentralización más o menos avanzada, el Estado no implementa los mecanismos de redistribución necesarios para ayudar a las ciudades patrimonio de la humanidad. Sin embargo, son estas ciudades las que, mediante sus propias inversiones, contribuyen al desarrollo del turismo que constituye, en varios países, la principal actividad económica. A largo plazo, una crisis de las finanzas locales podría verse reflejada, entre otras cosas, en una disminución de la capacidad de inversión en el patrimonio. Por este motivo, existen en algunas ciudades mecanismos que asocian a autoridades locales y empresas privadas en proyectos de desarrollo turístico.

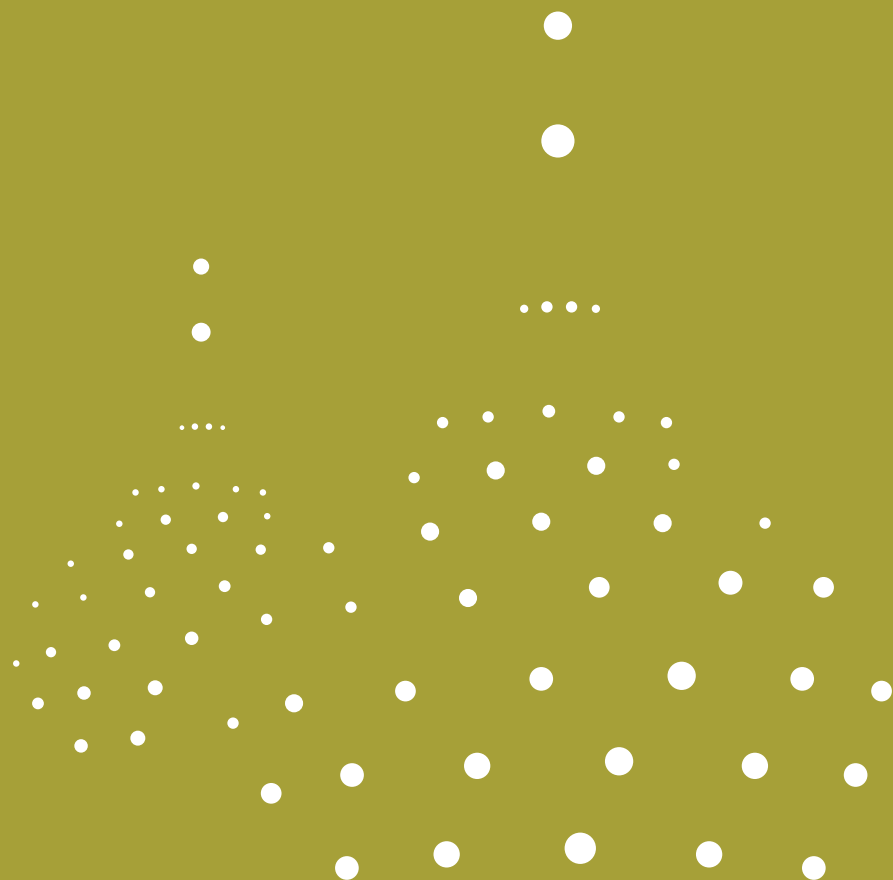
Estas comprobaciones muestran que el desarrollo de la democracia local y de los medios vinculados a ella constituye un desafío mayor para gozar de los recursos necesarios para la conservación y la promoción del patrimonio, así como para su accesibilidad en términos de infraestructuras.

Para concluir, agregaré que ningún participante abordó de forma directa el asunto de la limitación del turismo. Sin embargo, este tema estuvo presente de manera subyacente.

- *en primer lugar, desde la perspectiva de la rentabilidad de las inversiones turísticas que plantea el problema de la extensión de la temporada y de la diversificación de los destinatarios;*

- *en segundo lugar, en cuanto a la concordancia entre la oferta del patrimonio y la demanda de los turistas, que plantea el problema de los valores comunes: ¿Cómo preservar la autenticidad del patrimonio mediante la cualificación de la oferta y la metodología pedagógica implementada para su explotación como recurso turístico?*

Más allá de los aspectos estrictamente económicos, se plantea, por lo tanto, el problema central de nuestra responsabilidad, como representantes elegidos, en cuanto a la gestión de nuestro patrimonio.



PRESENTACIONES DE CARTELES

La sesión de carteles ha permitido a los participantes del Congreso presentar estudios de casos que reflejan la manera en que una ciudad puede manejar las repercusiones económicas de su patrimonio en lo que respecta a la teoría, a la práctica o a las políticas.

Algunos miembros de la OCPM, profesionales y estudiantes universitarios de la ciudad de Kazán presentaron alrededor de 60 carteles que reflejan una vasta gama de investigaciones y estudios relacionados con el tema del Congreso, incluidos casos que toman en cuenta las razones que motivaron la selección de las ciudades como ciudades del patrimonio mundial en particular.

A continuación figura la lista de los resúmenes entregados por participantes.

Le système ancestral de captage des eaux de crues de la vallée de M'zab

Boualem Remini

Universidad Saad Dahlab Blida. Département de Génie Rural, Faculté des sciences de l'ingénieur
Blida, Algeria

How does a city benefit from inscription on the World heritage List?

Analysis from a pre-congress survey of mayors

Christian Ost, Kathleen Louw

Brussels, Belgium

Old bridge and historical nucleus of Mostar

Josip Jakovac

City of Mostar Department for economy, communal works and inspection
Mostar, Bosnia and Herzegovina

Le développement touristique du patrimoine et ses défis par rapport à l'aménagement dur: Étude du cas de Diamantina – Minas Gerais

Terence Keller

IHEAL/CREDAL Centre de recherche et développement de l'Amérique Latine
Université de Paris III – Sorbonne Nouvelle
Minais Gerais, Brazil

Public-private partnership during restoration and conservation activities inside and outside "St. Stephen" church in Old Nessebar

Petya Kiyashkina

Ancient Nessebar Museum
Nessebar, Bulgaria

L'Inventaire numérisé du patrimoine immatériel du Québec: Pour un développement durable des régions

Laurier Turgeon

Institut du Patrimoine Culturel, Université Laval, Québec
Quebec, Canada

Gérer la mobilité dans un cœur historique

Hervé Chapon

Ville de Québec, Division du transport, Service de l'aménagement du territoire
Quebec, Canada

Economic patterns for preserving the comprehensive authenticity of protected vernacular buildings in cultural heritage cities: The old town of Lijang as a case study

Tianxin Zhang

Peking University, Dept of Urban and Regional Planning
Lijang, China

Plan Especial para el Centro histórico de Cuenca

Mauricio Moreno

Cuenca, Ecuador

Rehabilitación Urbano-Arquitectónica de la Ronda y su área de Influencia

Carlos Pallares Sevilla

Fondo de Salvamento del Patrimonio Cultural Sud América
Quito, Ecuador

Rehabilitating the Consulate Palace of Saudi Arabia, Cairo Egypt

Saleh Lamei

CIAH
Cairo, Egypt

The EU-Project ADHOC and it's implementation in the UNESCO World Heritage City Bamberg: Urban Rehabilitation in the conflict between preservation regulations and the needs of handicapped citizens

Matthias Ripp

City of Bamberg, Dept for Planning and Building Affairs
Bamberg, Germany

Heritage and Economics, Regensburg, Germany

Jonas Peter Doerfler

City of Regensburg, Town Planning Office
Regensburg, Germany

*Revitalization of old urban cities and economic development***Irene Appeaning Addo**

Architectural and Engineering Services
Ghana

*Heritage and cultural tourism development***Michales Chrisomallis**

Municipal Development Enterprise
Kavala, Greece

*Examples of urban revitalization as well as the implementation of management policies in the medieval town of Rhodes***Anna Paraskevopoulou**

City of Rhodes, Office of the Medieval Town
Rhodes, Greece

*The Russian Palestine today: exploration of cultural legacy and environmental impacts in East Jerusalem***Ira Gorodskoy**

MLA, University of Guelph, ON, Canada
Jerusalem, Israel

*World Heritage settlements in their urban contexts***Leticia Leitao**

Edinburgh College of Art
Rome, Italy

*How can shopkeepers' associations and students collaborate to revitalize the intangible heritage in a modern context? Experience of event creation and product development based on "Yokai" specter stories that exist in the ancient city of Kyoto***Takayoshi Yamamura**

Hokkaido University, Graduate School of International media, Communication and Tourism
Kyoto, Japan

*High-rise buildings and historic city centre***Gediminas Rutkauskas**

Vilnius Old Town Renewal Agency
Vilnius, Lithuania

*De la protección a la legitimación social del patrimonio urbano en la ciudad de Campeche, patrimonio de la humanidad***Aída Amine Casanova Rosado**

Universidad Autónoma de Campeche, Centro de Investigaciones Históricas y Sociales
Campeche, México

*La conservación del patrimonio industrial oaxaqueño del siglo XIX "Nuevo" atractivo turístico y detonador económico***Gerardo José Corres Tenorio**

Fundación Comunitaria Oaxaca
Oaxaca, México

*Quel destin pour le patrimoine de Marrakech: une ville en plein essor économique?***Mohammed Benchakroun**

Architecte-Urbaniste
Marrakech, Maroc

*Use of a tourist fee to finance maintenance and conservation of various temple buildings in the Patan Durbar Square***Raj Joshi**

Lalitpur Sub-Metropolitan City Office
Lalitpur, Nepal

*Ilha-Bergen: Urban revitalization***Bente Mathisen**

Heritage Management Office, City 2 city network
Bergen, Norway

*La Naturaleza guía***Jorge Salas**

Sub. Gerente de Cooperación Internacional, Municipalidad Provincial de Arequipa
Arequipa, Perú

*Tradición y revitalización en el centro histórico de Cuzco***Elizabeth Kuon Arce**

Cuzco, Perú

*La plaza y la calle en la preservación del centro histórico de Cuzco***Mario R. Castillo Centeno**

Fondo Andino de Cultura y Patrimonio
Cuzco, Perú

*Light and Economics***Maria Pinto-Coelho**

Lightmotif.arquitectura
Portugal

*Rehabilitation of Convent Nossa Senhora dos Remédios***Paula Helena Santos**

Municipality of Evora, Department of Communication and External Relations
Evora, Portugal

Authentic building front of cultural heritage value
Andis Cinis

City Development Department
Riga, Republic of Latvia

Creation of conservation centers: A crucial factor in the preservation of cultural heritage and growth of the local economy

Artiom Mikhailovich Novikov

Northwest Association of Conservators (Association of Conservators of Russia)
Russia

The Bulgar State History and Architecture Museum

Rafail Zufarovich Makhmutov

Bulgar State History and Architecture Museum
Bulgar, Russia

Partnership with the Institute for Restoration Projects and specialists from various disciplines for a 25-year program of regeneration of the city's historic character with the goal of creating a strong tourist center

Nazim Kassumovich Kassumov

State History and Architecture Museum of ancient Derbent
Derbent, Russia

Tourism growth: A powerful factor for the preservation of cultural and historical heritage

Gulzada Rakipovna Rudenko

State Museum of History, Architecture and the Arts
Elabuga, Russia

Old Tatar settlements

Olga Aksientieva

City of Kazan, Department of Architecture
Kazan, Russia

Bogoroditsky nunnery complex

Olga Aksientieva

City of Kazan, Department of Architecture
Kazan, Russia

Historical Center of Kazan

Alla Litvinova

City of Kazan, Department of Architecture
Kazan, Russia

Event tourism development: The traditional Tatar celebration Sabantuy

Elvira Rafailevna Kamalova

City of Kazan, Executive Committee, Department of Culture
Kazan, Russia

Traditions of the Kazan national gymnasium and its role in the preservation of the cultural-historical heritage and training of the future generation

I.R. Galiakhmetov

City of Kazan, Executive Committee, Department of Education
Kazan, Russia

Conservation of the paintings and icons of the Cathedral of the Annunciation in the Kazan Kremlin

S.V. Filatov

Inter-regional Arts Conservation Research Center, Moscow / Federal Agency for Culture and Photography
Kazan, Russia

The social development of the city

Svetlana Khusnutdinova

Kazan State University, Dept of Economics
Kazan, Russia

The problem of conservation and contemporary use of country estates of the Kazan city region

Ivan Mityashin

Kazan State University for Architecture and Engineering
Kazan, Russia

The preservation of cultural, historical and natural heritage as a factor towards stable economic development in small and medium-sized historic cities

Valentin Ivanovich Manturov

National Trust for Heritage
Moscow, Russia

The Rostov initiative for the creation of a Museum district, a Theater district and gardens

Alyavdin Igorevich Vissarion

National Fund « Rebirth of the Russian Courtyard »
Public-private partnership for the development of tourism infrastructure:
Rostov, Russia

Youth park for social innovations and tourism « Fensar-Berekat »

Djavidet Shevketovich Suleimanov

Community fund for youth of the Tatar Republic « Selet »
Sviajsk, Russia

Intellectual Cyberspace "Selet"

Djavidet Shevketovich Suleimanov

Community fund for youth of the Tatar Republic « Selet »
Sviajsk, Russia

Challenges in the conservation of the 16th-century wall paintings of the Uspensky Cathedral of Svjask island

S.V.Filatov

Inter-regional Arts Conservation Research Center,
Moscow / Federal Agency for Culture and Photography
Sviajsk, Russia

Recuperación de la Azuda de la Montaña Aranjuez

Luciano Sanchez-Perez Moneo

Fundacion Aranjuez Paisaje Cultural
Aranjuez, Spain

Urban revitalization: How the reuse of ancient buildings and rehabilitation of urban space support and promote the development of new activities, generate dynamism in the uses and function of the city and contribute to make it attractive for inhabitants and visitors

International Art festivals Istanbul Classical Music – Aspendos Opera and Ballet

Ozlem Ozker

Istanbul, Turkey

Social and economical role played by the National Palaces' restoration and conservation workshops and the factories serving the buildings inherited from the last period of the Ottoman Empire

Feyzullah Özcan

TGNA Department of National Palaces
Istanbul, Turkey

Plan de Manejo para Colonia del sacramento

Walter Debenedetti

Colonia, Uruguay

The conservation of Samarkand's cultural heritage and its role in the economic development of the city

Nugmon Makhmudov

Samarkand State Museum
Samarkand, Uzbekistan

Cultural tourism and sustainability in Hoi An, world heritage site in Vietnam

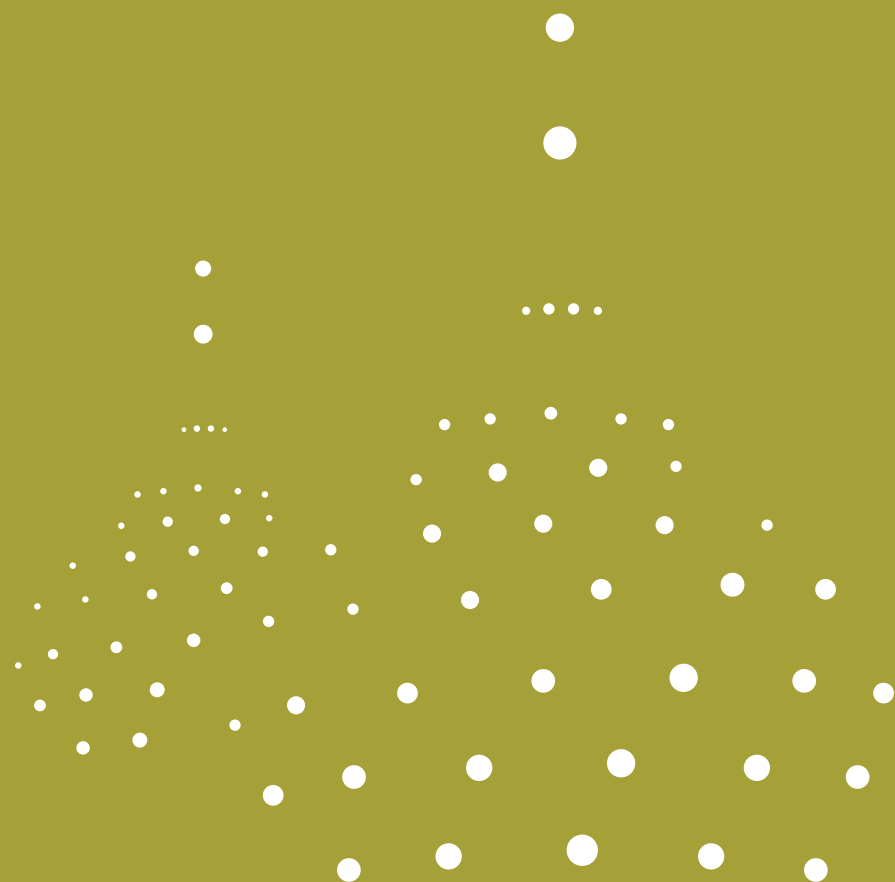
Juhyun Lee

Unesco, Bangkok
Hoi An, Vietnam

Projet de restauration et réhabilitation de maisons traditionnelles

Nhien N'Guyen

Bureau des Affaires Étrangères
Hué, Vietnam



PROGRAMA DE ESTUDIANTES DE KAZÁN

PRESENTACIONES DE ESTUDIANTES DE KAZÁN

COORDINADOR: CHRISTIAN OST



CHRISTIAN OST

Christian Ost nació en Bruselas, Bélgica. Es diplomado de la Universidad católica de Louvain, en Bélgica (doctorado en economía); de la Universidad de Génova en Suiza (Estudios europeos); y de la Universidad de Georgetown en Washington, D.C. (maestría en artes economía). El tema de su tesis de doctorado fue « Business Cycle Theory and the Corporate Sector » (La teoría del ciclo económico y el sector empresarial)

El Sr. Ost trabajó en la sede social europea del ITT en Bruselas, en el Centro de investigación económica del IRES para la Universidad de Louvain, así como también en el ICHEC Brussels Management School, en donde se convirtió en Rector en el 2000. En el ICHEC, fue el cofundador del Thomas Green Clemson University Brussels Center cuyo objetivo es aumentar los intercambios de estudiantes entre Carolina del Sur y Europa. Asimismo efectuó investigaciones sobre la Economía de la conservación de la herencia cultural construida, y escribió conjuntamente con el Profesor Raymond Lemaire (uno de los fundadores del ICOMOS) un informe sobre la Economía de la conservación para la Unión europea.

El Sr. Ost da conferencias en el Centro internacional de estudios para la conservación (Centro Lemaire) en la Universidad católica de Louvain, y fue profesor invitado del ICCROM en Roma y en la Universidad de Calgary. Ha Participado en las misiones de expertos en todo el mundo para la Unión europea, la UNESCO, el Consejo de Europa y el Getty Conservation Institute. En 2008-2009, es investigador invitado al CGI, el tema de su trabajo es: "Evaluación económica del patrimonio cultural: una guía empírica para las pequeñas y medianas ciudades históricas". El objetivo de su investigación es ayudar en el proceso de las tomas de decisiones por las actividades locales que conciernen a la conservación del patrimonio cultural.

El objetivo del programa de los estudiantes fue el de invitar a estudiantes universitarios de Kazán a participar de manera dinámica en las actividades del Congreso. Esta iniciativa pretende reforzar la experiencia positiva del 8º Coloquio Mundial de la OCPM celebrado en Cusco, Perú y en el cual, el Alcalde utilizó el Coloquio como catalizador para incluir a los estudiantes interesados en los eventos del Coloquio. Se asumió en Cusco, al igual que en Kazán, que muchos de esos estudiantes serán los futuros profesionales que se interesarán por preservar y desarrollar su ciudad. Podemos esperar que su participación activa, que tiene lugar al principio de su carrera, los lleve más adelante a actividades más firmes con respecto al "Patrimonio y la Economía".

Después de un proceso de competición que comenzó en el otoño de 2006, algunos estudiantes de Kazán provenientes de diversas instituciones, elaboraron proyectos sobre el tema del Congreso durante un periodo de seis meses. Un total de 18 proyectos, provenientes de seis instituciones, se presentaron como carteles durante el Congreso y a través de presentaciones orales. Los estudiantes presentaron y debatieron sus trabajos con otros estudiantes y con los conferenciantes principales y representantes de la ciudad de Kazán.

UNIVERSIDAD DEL ESTADO DE KAZÁN

Presentador del grupo y moderador: Svetlana Khusnutdinova

La creación de condiciones discursivas para el desarrollo económico sostenible por medio de la cultura.

Análisis de prensa

Jefe de equipo: **Adel Grafskyi**
 Miembros: **Alena Kutuzova, Albina Dorofeeva, Aisinya Khasanova, Zilya Khusnutdinoza, Timur Sabirov, Diana Garnysheva, Aigul Rakhmatullina, Enzhe Badertdinova**
 Supervisor: **Sergei Erofeyev**

Semana de los estudiantes y del desarrollo del turismo de negocios

Jefe de equipo: **Ruslan Galiakhmetov**
 Miembros: **Ramilia Uslamova, Veronica Korneeva, Tatiana Laletina, Rushan Minullin, Timur Saitov, Rafis Sharipov, Alexandra Shutova**
 Supervisor: **Svetlana Khusnutdinova**

Conservación de los edificios de la nobleza de la región de Kazán del siglo XIX. Impactos sociales y económicos

Jefe de equipo: **Mikhail Vavilin**
 Supervisor: **Svetlana Khusnutdinova**

Iluminación nocturna de Kazán y el desarrollo económico que resulta de ella

Jefe de equipo: **Dina Khusainova**
 Miembros: **Ekaterina Batrasova, Zarina Galimova, Anna Guerassimova, Ekaterina Pavlova, Maria Pavlova, Erik Tsaturian, Lenara Shiriazdanova**
 Supervisor: **Svetlana Khusnutdinova**

El patrimonio y el pueblo: el caso de la educación de los niños

Jefe de equipo: **Elvira Nurgalieva**
 Miembros: **Albina Guataullina, Alica Kulieva, Venra Minulina, Ekaterina Petrakova, Leisan Sabirova, Elvira Safiulina, Dilia Iakhina**
 Supervisor: **Svetlana Khusnutdinova**

KSU ECONOMÍA Y FINANZAS, CULTURA Y ARTES, UNIVERSIDAD DEL ESTADO DE KAZÁN

Financiación de los programas de desarrollo turístico en Kazán

Jefe de equipo: **Anna Mustayeva**
 Miembros: **Arthur Simashev, Alexander Matveyev, Dania Siddikova, Yekaterina Terentyeva, Rasul Matyanov, Tatyana Pavlova**
 Supervisor: **Tatyana Nikolayevna Gubaidullina**

El papel de las tradiciones dentro del desarrollo de la cultura profesional de los titulados en pedagogía

Jefe de equipo: **Alina Lukmanova**
 Miembros: **Maria Titova, Marina Nikitina, Lyubov Semakhina, Natalia Semyonova, Albina Kharisova, Irina Maslova**
 Supervisor: **Leyla Drovnikova**

Reactivación de los centros artesanales antiguos en Tatarstán

Jefe de equipo: **Rezeda Garifullina**
 Miembros: **Bogomolov J.G, Zamjatina V.J, Krylova I.S, Matjagina J.A., Jarmuhametova A.K., Timofeeva E.N., Ohonina E.S, Stepan&. D.F.Fajzullina**
 Supervisor: **D.F.Fajzullina**

Los jóvenes de las ciudades del patrimonio mundial como defensores de la cultura mundial: experiencia, problemas y perspectivas

Jefe de equipo: **Rustem Gareev**
 Miembros: **Natalia Kletukhina, Maxim Vasilov , Anton Zhukov, Renata Busova, Viktoria Primerova, Yury Yurkov**
 Supervisor: **Leyla Drovnikova**

ACADEMIA DE GESTIÓN TISBI

Programa articulado para el desarrollo turístico sostenible de Kazán

Jefe de equipo: **Ilshat Sabirov**
 Miembros: **Yulia Vassina, Gulnara Soltanova, Leisan Kashafeeva, Gulnaz Khasanova, Alina Tukhvatullina**
 Supervisor: **Leyla Drovnikova**

Plan de negocios y reforma jurídica para la isla de Sviazhsk

Jefe de equipo: **Polina Petrukhina**
 Miembros: **Olga Pashentseva, Alfinia Mingalieva, Regina Latypova, Guzel Gumerova**
 Supervisor: **Leyla Drovnikova**

Desarrollo de la cocina nacional: plan de negocios e impactos económicos

Jefe de equipo: **Rustem Sharipov**
 Miembros: **Ilya Plotnikov**
 Supervisor: **Leonid Elshin**

Kazan: Puerta de Euro Asia

Jefe de equipo: **Tabris Yarulin**

79

UNIVERSIDAD DEL ESTADO DE KAZÁN ARQUITECTURA DE INGENIERÍA

Reconstrucción del mercado central de Kazán: Desarrollo comercial y turístico integrado en Kazán.

Jefe de equipo: **Gulnaz Saifullina**
 Miembros: **Elmira Tuchina, Gulnaz Shafigullina, Elena Reino, Olga Chernova, Gulnara Murtazina, Elena Efremova, Leisan Bulatova**
 Supervisor: **Aivar Sattarov**

Reconstrucción de un sector del centro histórico de Kazán

Jefe de equipo: **Maria Markelova**
 Miembros: **Anna Popova, Natalia Bulatova, Olga Bogdanova, Vasil Nabiulin, Arthur Abdullin, Renat Zheltiror**
 Supervisor: **Aivar Sattarov**

Reconstrucción de la orilla histórica del antiguo asentamiento tatar

Jefe de equipo: **Yulia Frolova**
 Miembros: **A. Aflyatunova, M. Glazyrin, P. Glazyrin, D. Nadyrova, A. Ivanova, Z. Yakupova, E. Zaripova**
 Supervisor: **Renat Kiyamovich Mukhitov.**

Reconstrucción de la orilla industrial del antiguo asentamiento tatar

Jefe de equipo: **Olga Dadukova**
 Miembros: **Guzel Ziganshina, Lilia Ibragimova, Marina Grokhotova, Elvira Kazachkova, Yulia Balabanova, Anton Manin**
 Supervisor: **Natalia Yevgeniyevna Troyepolskaya**

Utilización del complejo cultural y del paisaje “Isla Sviyazhsk” para el desarrollo del turismo multifuncional

Jefe de equipo: **Alyona Stepanchuk**

Miembros: **Adelia Saifutdinova, Ekaterina Pokka, Niaz Khabibrakhmanov, Almaz Mugliev, Alina Tugulieva, Olia Kuznetsova, Artem Ulasov, Olia Kuznetsova, Artem Ulasov, Vassili Sergueev, Valeria Gumatutdinova, Dina Usmanova, Alexei Simonov, Stanislav Frolov**

Supervisor: **Faina Mubarakshina**

Antiguo asentamiento tatar: el patrimonio pertenece a los jóvenes

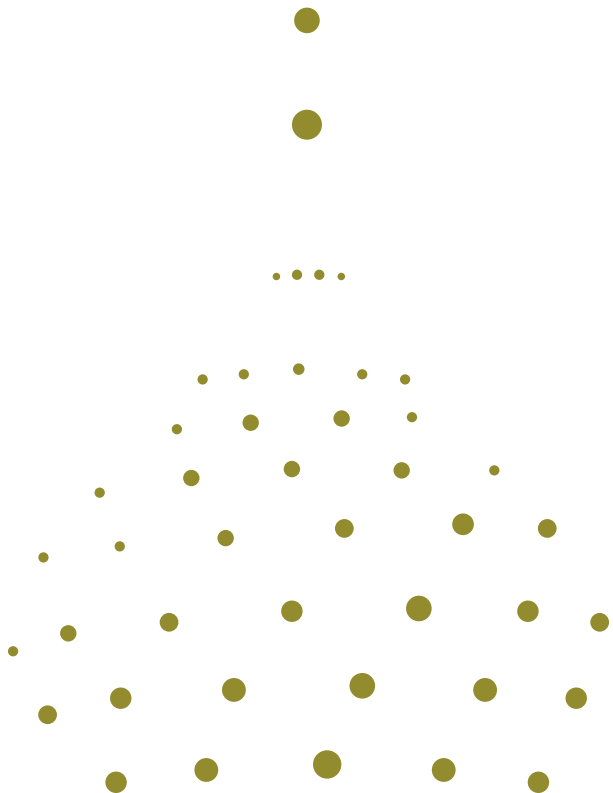
Jefe de equipo: **Guzel Mustafina**

Miembros: **Andrey Chernetsov, Philip Katz, Andrey Gorelov, Danil Vagapov, Damir Zakirov, Alsou Touesheva**

Supervisor: **Galina Aidarova, Ivan Mityashin**

RESUMEN DE LAS
PRESENTACIONES DE
ESTUDIANTES DE KAZÁN
22 JUNIO 2007

RAPPORTEUR: IVAN MITYASHIN, KAZAN STATE
UNIVERSITY FOR ARCHITECTURE AND
ENGINEERING



La sesión de estudiantes, cuyo cierre tuve el honor de presentar, se convirtió en una parte fundamental del Congreso. En el marco de la concienciación mundial, dedicado al futuro del patrimonio, cobró especial importancia la observación de los futuros especialistas y su postura al respecto.

La sesión de estudiantes del Congreso fue un éxito gracias al trabajo conjunto de cuatro grupos esenciales:

1. *Los propios estudiantes*
2. *Sus directores*
3. *Los especialistas del Getty Conservation Institute (GCI)*
4. *El Comité organizador de la Administración de Kazán.*

La preparación del seminario se inició en octubre de 2006. Durante medio año, los participantes del proyecto llevaron a cabo una labor significativa:

1. *Los directores de los proyectos, junto con los estudiantes, seleccionaron los temas actuales para su elaboración.*
2. *En el marco del proceso didáctico, y con frecuencia en periodo no lectivo, los proyectos comenzaron a elaborarse. Los especialistas del GCI se encargaron de la dirección de los trabajos.*
3. *En marzo tuvo lugar el primer encuentro de los futuros participantes en una sesión, durante la cual transcurrió la primera presentación del proyecto. Las observaciones y los objetivos de los especialistas del GCI hicieron que se reconsiderase el camino de la investigación.*
4. *En mayo, se concluyeron los proyectos en su totalidad y el tiempo restante se dedicó a la formulación y presentación de su soporte. Los grupos trabajaron activamente, incluido el Comité organizador del Congreso.*
5. *Finalmente, el Congreso comenzó. Hasta el cierre se pudieron ver 20 proyectos científicos y de investigación preparados por seis institutos técnicos de Kazán. La presentación de los proyectos se llevó a cabo en dos partes. En la primera sesión, los estudiantes comentaron sus trabajos personalmente con cada uno de los participantes interesados del Congreso. A las intervenciones se sumó la proyección de diapositivas que sirvieron para complementar el trabajo de los estudiantes.*

La temática de los trabajos presentados resultó ser bastante extensa, de los cuales se pueden mencionar algunas áreas de investigación:

1. *Programas de concienciación juvenil en el proceso de conservación del patrimonio.*

En la investigación de los estudiantes de la Universidad Estatal de Kazán, se propuso organizar la semana estudiantil, en cuyo marco los jóvenes podrían descubrir y conocer el patrimonio de la ciudad. En otro proyecto de la misma universidad, el objeto de análisis fueron los niños y su posible contribución al desarrollo del patrimonio. En el proyecto de los estudiantes de la Facultad de Arquitectura y Construcción de los pueblos tártaros antiguos, se presentó una visión optimista sobre la juventud como origen de innovaciones constructivas.

2. *Investigación de los aspectos no materiales del patrimonio.*

En el proyecto presentado por la Facultad de Economía y Finanzas, se trató un problema muy importante con gran resonancia en los informes de congreso: la tolerancia. En el proyecto de la Facultad de Pedagogía y Humanidades surgió la cuestión del patrimonio en el ámbito de la cultura pedagógica profesional.

3. *Programas de desarrollo empresarial.*

El proyecto de la Academia de Dirección (TISBI, en sus siglas rusas), prestó atención al problema de la gastronomía nacional. Los estudiantes de la Facultad de Cultura y Arte, propusieron medidas para el desarrollo de las empresas de artesanía local.

4. *Aumento de los atractivos turísticos de Kazán.*

La investigación de los estudiantes de la Facultad de Ciencias Económicas y Financieras se centró en el desarrollo turístico en Kazán y demostraron la necesidad primordial de desarrollar aquellos elementos de infraestructura turística en Kazán, como hoteles asequibles y espacios habitables para pueblos y culturas específicos. Los estudiantes de la Universidad Estatal de Kazán resaltaron la importancia de la instalación de alumbrado nocturno como punto de partida para la imagen de la ciudad.

5. *Desarrollo de los Pueblos tártaros antiguos.*

Tres trabajos de la Facultad de Arquitectura y Construcción estudiaron los antiguos pueblos tártaros como espacios para la realización de proyectos arquitectónicos innovadores. En el trabajo citado de la Universidad estatal de Kazán, el desarrollo de los pueblos se presentó como un territorio apto para realizar las fantasías más creativas de los jóvenes.

6. *Desarrollo de Sviyazhsk.*

Dos proyectos se centraron en destacar el papel importante que juega Sviyazhsk en el patrimonio de la República de Tatarstán. El trabajo de la TISBI presentaba un carácter abreviado. En el trabajo de la Facultad de Arquitectura y Construcción, se presentó un proyecto dividido en tres etapas de desarrollo del potencial cultural de la isla-ciudad.

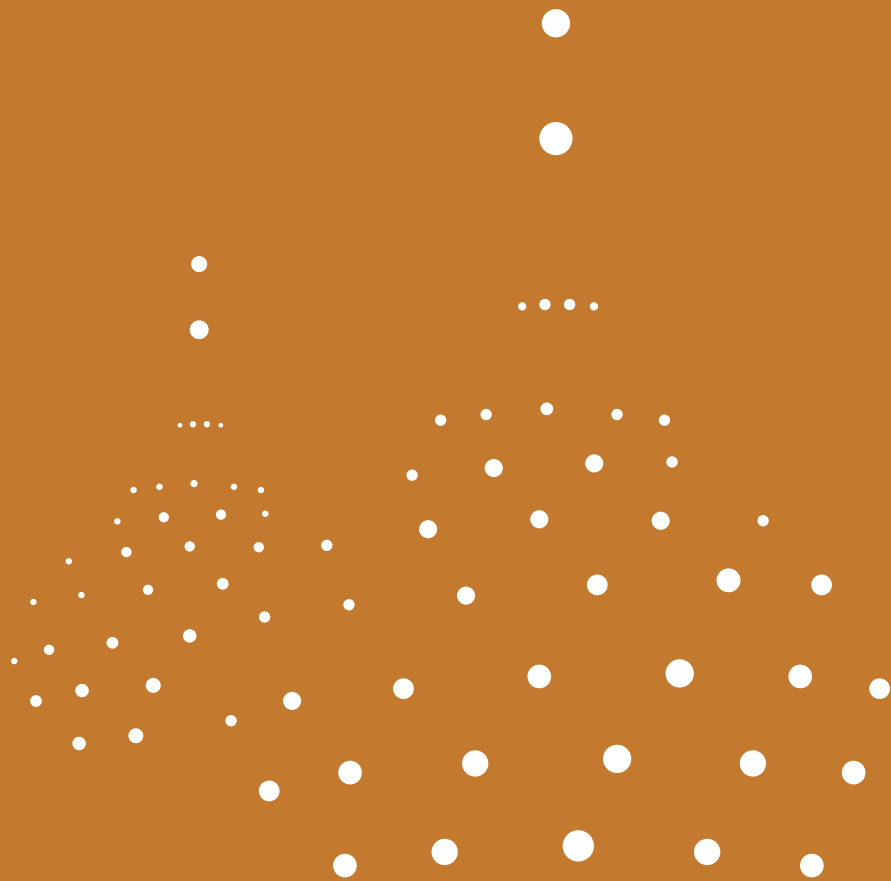
7. *Desarrollo de villas y fincas de la nobleza.*

En dos proyectos independientes, se estudió el problema sobre el uso actual de villas y fincas nobles. En el proyecto de los estudiantes de la Universidad Estatal de Kazán se propuso la organización del Museo Lev Tolstoi en la villa Dolgaya Polyana. En el proyecto esta problemática se abordó ampliamente. El autor ofrece tres variantes básicas de utilización de las villas situadas en los alrededores de la ciudad, en relación con las necesidades de la ciudad.

Todos los trabajos presentados captaron el interés de los expertos, quienes expusieron sus comentarios en todas las sesiones. En varias ocasiones los estudiantes mostraron un gran entusiasmo y creatividad, inalcanzables para las generaciones mayores.

En conclusión, es preciso indicar por encima de todo, que los trabajos de los jóvenes de los proyectos dedicados al patrimonio local apenas han comenzado. La sesión permitió a los estudiantes estudiar de nuevo un patrimonio bien conocido, y gracias a las relaciones con especialistas de todo el mundo se vislumbraron perspectivas de investigaciones futuras.

Los resultados de las sesiones pueden ser de interés incluso para las autoridades locales, pues presentan una visión viva y directa ante muchos problemas de conservación y desarrollo del patrimonio y pueden considerarse como la primera fase de uno o varios proyectos locales.



COMITÉ CONSULTIVO
COMITÉ ORGANIZADOR
LISTA DE PUBLICACIONES ANTERIORES
DE LA OCPM

COMITÉ CONSULTIVO DEL 90 CONGRESO MUNDIAL DE LA OCPM

El Comité Consultivo está compuesto por expertos, por representantes de la OCPM, de la ciudad de Kazán y del GCI. Cada miembro ha participado activamente en la preparación del programa.

Françoise Descamps

Presidenta del Comité Consultivo, Getty Conservation Institute

Bruno Delas

Colaborador en el Panel de alcaldes. Misión Cultural, Municipalidad de Lyon, Francia

Christian Ost

Coordinador del Programa de los estudiantes, ICHEC Business School, Bélgica

Eduardo Rojas

Conferenciante, Desarrollo sostenible, Banco de Desarrollo Interamericano, Estados Unidos

David Throsby

Conferenciante, División de economía y de estudios financieros, Universidad de Macquarie, Sydney, Australia

Eugenio Yunis

Coordinador del Panel de alcaldes, Turismo sostenible, Organización Mundial del Turismo, España

Francesco Bandarin

Director, Centro del Patrimonio Mundial, UNESCO

Denis Ricard

Organización de las Ciudades del Patrimonio Mundial (OCPM) Québec, Canadá

Lee Minaidis

Proyectos Europeos y Desarrollo, Secretaria General Interina, Organización de las Ciudades del Patrimonio Mundial Rodas, Grecia

Rassikh Sagitov

OCPM-Eurasia, Kazán, Federación de Rusia

Jeanne Marie Teutonico

Directora Adjunta, Getty Conservation Institute

François Leblanc

Jefe de Proyectos, Getty Conservation Institute

Jeffrey Cody

Coordinador del Taller de los alcaldes, Getty Conservation Institute

Claudia Cancino

Coordinadora del Taller de alcaldes, Getty Conservation Institute

COMITÉ ORGANIZADOR DEL 90 CONGRESO MUNDIAL DE LA OCPM

L.N.Andreeva

Administrador general de la ciudad de Kazán

Z.N.Nigmatullina

Jefe adjunto del Comité ejecutivo de Kazán

R.M.Gusmanov

Jefe de la administración del Estado Duma de Kazán

L.N.Mavrina

Jefe adjunto del personal administrativo en el seno del Comité ejecutivo de la ciudad de Kazán – Jefe de la Administración

D.I.Fattakhov

Presidente del Comité por la infancia y los asuntos de la juventud en el seno de la Administración de Kazán

A.R.Sharapov

Presidente del Comité de desarrollo económico en el seno del Comité ejecutivo de la ciudad de Kazán

A.Yu. Egorov

Presidente del Comité para el desarrollo domiciliario, Mantenimiento y Servicios públicos, de la ciudad de Kazán

V.A.Leonov

Presidente del Comité de Relaciones Exteriores y de Turismo en el seno del Comité ejecutivo de la ciudad de Kazán

E.V.Ivanov

Jefe del Departamento de la Cultura en el seno del Comité ejecutivo de la ciudad de Kazán

I.M.Arslanov

Jefe del Desarrollo de idiomas y de comunicaciones con los organismos públicos en el seno del Comité ejecutivo de la ciudad de Kazán

A.K.Abdulkhakov

Presidente de la Comisión de transporte y de telecomunicaciones en el seno del Comité ejecutivo de la ciudad de Kazán

I.F.Dautov

Presidente de la Comisión del mercado y de los servicios a los consumidores en el seno del Comité ejecutivo de la ciudad de Kazán

A.H.Mingazov

Jefe de Relaciones públicas y del Departamento de medios de comunicación en el seno de la Administración del Estado Duma de Kazán

E.F.Mavlutov

Jefe del Departamento de arquitectura y de Desarrollo urbano en el seno del Comité ejecutivo de la ciudad de Kazán

A.N.Lobov

Jefe del Departamento administrativo en el seno del Comité ejecutivo de la ciudad de Kazán

I.R.Galiakhmetov

Jefe del Consejo escolar en el seno del Comité ejecutivo de la ciudad de Kazán

I.V.Dyabilkina

Jefe del Departamento de fijación de anuncios exteriores y de información en el seno del Comité ejecutivo de la ciudad de Kazán

LISTA DE PUBLICACIONES ANTERIORES DE LA OCPM

ACTAS – Fez 1993:

EL FINANCIAMIENTO DE LAS OPERACIONES DE REVALORIZACIÓN DE LAS CIUDADES DEL PATRIMONIO MUNDIAL: ¿ Para qué, por quién, y cómo ?

ACTAS– Bergen 1995:

LA COMUNICACIÓN – Cómo comunicarse e intercambiar conocimientos, teniendo en cuenta la diversidad cultural y lingüística y las particularidades regionales

ACTAS – Évora 1997:

EL TURISMO Y LAS CIUDADES DE PATRIMONIO MUNDIAL – Desafíos y oportunidades

ACTAS – Santiago de Compostela 1999:

LA INOVACIÓN EN LA GESTIÓN de las Ciudades del Patrimonio Mundial

ACTAS – Puebla 2001:

MEDIDAS DE PREVENCIÓN Y PROTECCIÓN DE LAS CIUDADES DEL PATRIMONIO MUNDIAL EN CASO DE DESASTRES

ACTAS – Rodas 2003:

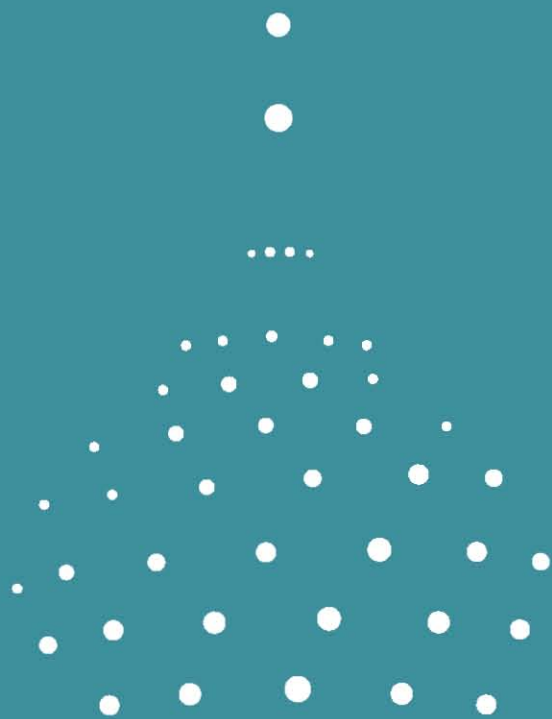
MANTENER EL PATRIMONIO VIVO – Educar y formar a favor de la preservación y la gestión del patrimonio cultural

OTRAS

GUÍA DE GESTIÓN DE CIUDADES HISTÓRICAS**CIUDADES DE HISTORIA, CIUDADES CON MEMORIA**
**CATÁLOGO DE CARTAS Y OTRAS GUÍAS
TURISMO Y PATRIMONIO**

Para más información o para adquirir estas publicaciones, comuníquese con:

Secretariado General de la OCPM
15, rue Saint-Nicolas
Québec (Québec)
Canadá G1K 1M8
Tel.: (418) 692-0000
Fax: (418) 692-5558
E-mail: secretariat@ovpm.org
Página web: <http://www.ovpm.org>
Portal URBO: <http://urbo.ovpm.org>



IX



IX

CONGRESO MUNDIAL DE LA ORGANIZACIÓN
DE LAS CIUDADES PATRIMONIO MUNDIAL
KAZAN, 19 - 23 JUNIO 2007



International Union for the Conservation of Nature
Union internationale pour la conservation de la nature
International Union for the Conservation of Nature
International Union for the Conservation of Nature
الجمعية الدولية للحفاظ على الطبيعة



The Getty Conservation Institute



GOVERNMENT OF KAZAN